

# **Conseil Municipal de la Ville de Montpellier**

- - -

**Séance publique du  
Mardi 29 septembre 2015**

- - -

**PROCES-VERBAL**

- - -

## **Ordre du jour du Conseil municipal**

**Séance Publique du mardi 29 septembre 2015  
18h00 – Salle du Conseil municipal**

---

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

- 1 Rapport d'audit du cabinet Ernst & Young sur les locaux associatifs
- 2 Projet d'orientation des Maisons pour tous
- 3 Soutien à la langue occitane
- 4 Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations. Autorisation de signer les conventions d'occupation. Approbation des subventions en nature
- 5 Dénomination de Montpellier en commune touristique - Renouvellement de la demande

### **Communication**

- 6 Convention financière entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
- 7 Affaire retirée
- 8 Convention constitutive de groupement de commandes Commune de Montpellier-Montpellier Méditerranée Métropole - Marché de veille médias

### **Urbanisme et aménagement durable**

- 9 Plan de redynamisation de Montpellier - Avenant n°1 Approbation

- 10 Approbation pour le lancement par la métropole d'une étude stratégique de reconquête urbaine entre la Comédie et le Lez
- 11 ZAC Port Marianne - Rive Gauche Agrément de candidature SCCV ZAC Rive gauche lot 4 (Pitch/Crédit Agricole)
- 12 ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde Mandat Ville/SERM pour la réalisation des équipements primaires Reddition des comptes et quitus du mandat
- 13 Foncier ZAC Port Marianne-Consuls de Mer (îlot 16) Renonciation à une servitude de passage piéton public
- 14 Foncier Elargissement avenue du Pic Saint-Loup et rue des Quatre Vents Acquisition emprise « Le Clos Elisabeth »
- 15 Foncier Acquisition emprise propriété Kaufman et Broad Elargissement rue Gaston Bachelard PAE Marqueroise Multisites
- 16 Foncier Elargissement du Chemin de Moularès Acquisition emprise « Cœur Rive Droite »
- 17 MONTPELLIER GRAND CŒUR Extension du périmètre d'application du droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerces et baux commerciaux
- 18 MONTPELLIER GRAND CŒUR Opération programmée d'amélioration de l'habitat Attribution de subventions
- 19 Montpellier Grand Cœur Modification du règlement du ravalement obligatoire de façades
- 20 Quartier Mosson Convention de servitude de passage d'un réseau électrique avec la Coopérative d'Electricité de Saint-Martin-de-Londres (Parcelles cadastrées LV 6 et LV 14)

## **Culture**

- 21 Convention de partenariat pour l'organisation du cycle "projeté - architecture & cinéma" entre la Ville de Montpellier, la DRAC, l'ENSAM, l'Ordre des Architectes et la Maison de l'Architecture
- 22 Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association Patrimoine et Architectures
- 23 Convention de partenariat la Ville de Montpellier et le Centre Dramatique National de Montpellier, Théâtre des 13 vents

- 24 Cinéma municipal Nestor Burma Dispositif Collège au cinéma Convention entre la Ville de Montpellier et l'association les Chiens Andaloux
- 25 Cinéma Municipal Nestor Burma Dispositif Lycéens au cinéma Convention entre la Ville de Montpellier et Languedoc Roussillon Cinéma
- 26 Cinéma municipal Nestor Burma Dispositif Ecole et Cinéma Convention entre la Ville de Montpellier et l'association les Chiens Andaloux
- 27 Cinéma Nestor Burma Convention avec le CROUS de Montpellier Dispositif Pass Culture
- 28 Théâtre Jean Vilar Demande de subvention auprès de l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication)
- 29 Théâtre Jean Vilar Convention avec le CROUS de Montpellier Dispositif Pass Culture
- 30 Théâtre Jean Vilar, programmation 2015-2016 Demandes de subventions
- 31 Agora des Savoirs 7ème saison Cycle de conférences 2015-2016 Conventions avec les conférenciers
- 32 Agora des Savoirs 7e saison Cycle de conférences 2015 – 2016 Partenariats – Divergence FM / Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier / Librairie Sauramps
- 33 Culture et Patrimoine Exercice 2015 Complément d'attribution d'une subvention à l'association Théâtre Talhers production La Rampe T.I.O.

## **Sécurité**

- 34 Délégation de Service Public Fourrière Automobile Avenant n° 4 Modification des tarifs 2015

## **Vie associative et Maisons pour Tous**

- 35 Mise à disposition de salles à titre gracieux

## **Education**

- 36 Le Projet Educatif De Territoire Avenant 2015-2017
- 37 Règlement de fonctionnement des Accueils de Loisirs Sans Hébergement ALSH
- 38 Rénovation des façades de l'école Rabelais - Déclaration préalable
- 39 Rénovation des façades des écoles Kergomard et Daviler - Déclaration préalable
- 40 Agrandissement des restaurants scolaires des écoles Térésa et Docteur Calmette - Demande de permis de construire

## **Affaires militaires, Etat civil**

- 41 Recensement de la Population 2016 Création de postes d'Agents Recenseurs et rémunération de ces postes

## **Montpellier au Quotidien**

- 42 Aménagement du pont des Pradiers - Verdanson aval Avis de la ville sur le dossier de demande d'autorisation au titre de la loi sur l'eau

## **Ecologie urbaine**

- 43 Réaménagement des bureaux de la Direction Paysage et Biodiversité et mise en conformité

## **Economie**

- 44 Convention d'occupation du domaine public - Kiosque Dionysos - Désignation de l'occupant - Décision - Autorisation
- 45 Halles et marchés - Impact de la loi n°2014-626 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises - Décision - Autorisation
- 46 Transfert du marché de plein air Salengro sur le plan Cabanes Décision – Autorisation

## **Propreté**

- 47 Redevance Spéciale relative au service de collecte et d'élimination des déchets non ménagers - Approbation de la tarification 2015 présentée par Montpellier Méditerranée Métropole -

## **Finances, patrimoine de la collectivité**

- 48 Mise en accessibilité des Etablissements Recevant du Public Approbation de l'Agenda d'Accessibilité Programmée de la Ville
- 49 Taxe communale sur la consommation finale d'électricité (TCFE) Fixation du coefficient multiplicateur pour 2016
- 50 Taxe sur la Consommation Finale d'Electricité (TCFE) Transfert de la perception à Montpellier Méditerranée Métropole
- 51 ASSOCIATION LA GERBE - Garantie d'Emprunt
- 52 Attributions de subventions - Exercice 2015
- 53 Admission en non-valeur Exercice 2015

## **Ressources humaines de la collectivité**

- 54 Protection fonctionnelle des élus et agents de la Ville
- 55 Renouvellement de convention avec le Centre de Gestion 34
- 56 Modification du tableau des effectifs

## **Désignations des représentants de la ville dans les organismes extérieurs**

- 57 Commission des marchés de la Société d'Aménagement de l'agglomération de Montpellier (SAAM) Désignation de représentant de la Ville
- 58 Groupement d'Intérêt Public pour le développement social et urbain de l'Agglomération de Montpellier Désignation d'un nouveau représentant de la Ville
- 59 Architecture et Maîtres d'Ouvrage (AMO) Languedoc-Roussillon Désignation d'un représentant de la Ville
- 60 Désignation du représentant de la Ville de Montpellier à l'Assemblée générale du Club des villes et territoires cyclables
- 61 Universités et grandes écoles de Montpellier Désignations des nouveaux représentants de la Ville de Montpellier Modifications
- 62 Manifestation "Cœur de Ville en lumières" - Approbation du règlement de parrainage

# Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

-----

**Séance Publique du mardi 29 septembre 2015**

-----

## Procès-verbal

-----

**Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel.**

### **Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL.

### **Absents :**

Gérard LANNELONGUE.

**Manifestants en tribune** *[Intervention hors micro]*: M. le Maire, bonjour. Nous sommes le collectif des riverains de Sichuan. Lors de votre intervention du 17 décembre, vous vous étiez engagé à nous donner une réponse à l'avancement de notre dossier sur l'enquête publique et sur les terrains du *[inaudible]*. Malgré nos multiples relances, un courrier en accusé de réception que nous vous avons fait parvenir au mois de mai, nous n'avons eu aucune réponse de votre part.

**M. le Maire** : Justement, j'avais prévu de vous répondre aujourd'hui. Cela tombe bien. J'ai fait pratiquer l'analyse de votre situation de manière précise et M. FINA vous en dira tout à l'heure techniquement les tenants et les aboutissants. Cela fera partie des informations que j'ai positionnées à l'ordre du jour. Ne mettez pas la charrue avant les bœufs.

Je rappelle au Conseil municipal qu'il s'agit là d'une rue privée. C'est une rue privée, ce n'est pas une rue publique. C'est une rue de statut privé. C'est une rue privée. Je donnerai tout à l'heure à M. FINA la parole pour vous indiquer l'ensemble des procédures sur ce type de problème.

**Manifestants en tribune** [*Intervention hors micro*]: Nous demandons le statut des crapauds qui se situent au bassin de rétention qui est juste à côté de notre quartier et qui sont éclairés, alors que nous ne sommes pas éclairés. Nous vous demandons donc le statut des crapauds.

**M. le Maire** : J'apprécie beaucoup la poésie. Nous allons donc débiter cette séance du Conseil municipal du 29 septembre 2015. Avant de procéder à l'ordre du jour, je vais demander à Mlle BODKIN de faire l'appel si vous acceptez qu'elle soit la secrétaire de séance.

*Mlle BODKIN fait l'appel.*

**M. le Maire** : Merci beaucoup. Le quorum est largement atteint et nous pouvons donc délibérer.

**Mme BOUALLAGA** : M. le Maire, je souhaiterais intervenir.

**M. le Maire** : Le sujet figure dans l'ordre du jour?

**Mme BOUALLAGA** : Je souhaite intervenir justement avant l'ordre du jour simplement parce que le sujet que j'ai choisi n'y figure pas. L'objet de mon intervention porte sur la politique de la Ville, M. le Maire, et plus particulièrement sur le Contrat de Ville ainsi que sur les Conseils citoyens et leurs modalités. Avant toute chose, permettez-moi de vous lire les articles 4 et 5, avec ce que la loi prévoit. Ne me coupez pas, s'il vous plaît.

**M. le Maire** : Mme BOUALLAGA, il y a des règles dans les assemblées publiques, j'ai eu l'occasion de vous le rappeler à maintes reprises.

**Mme BOUALLAGA** : Le projet de rapport est soumis pour avis. S'il vous plaît M. le Maire, laissez-moi parler. Je prends rarement la parole et je vous demande de me laisser finir mes propos.

**M. le Maire** : Mme BOUALLAGA, il y a des règles dans les assemblées publiques. Ici, on n'est pas à l'école.

**Mme BOUALLAGA** : Je continuerai jusqu'à ce que vous me coupiez la parole. Ici c'est une assemblée démocratique. J'ai le droit de prendre la parole. Donc, merci de m'écouter jusqu'à la fin, s'il vous plaît. Merci de me respecter.

**M. le Maire** : Mme BOUALLAGA, vous n'avez pas inscrit l'affaire à l'ordre du jour. Je suis désolé.

**Mme BOUALLAGA** : Le projet de rapport est soumis pour avis aux Conseils municipaux et aux Conseils citoyens de chacun des quartiers prioritaires. Le délai qui leur est réservé ne peut être inférieur à un mois. A défaut de réponse dans le délai imparti, l'avis est réputé favorable. Les contributions et délibérations des Conseils municipaux, des Conseils citoyens et, le cas échéant, de toute autre partie signataire du Contrat de Ville sont annexées au projet de rapport sous la forme d'un avis. A ce jour, M. le Maire, il n'y a que six Conseils citoyens constitués, c'est-à-dire la moitié. Il semblerait que 95% des habitants refusent d'y participer et ce pour la simple raison qu'il y a une véritable confusion entre les Conseils de quartier et les Conseils citoyens. Le premier Conseil de quartier a eu droit à une communication via la presse, la radio, YouTube, etc. Et les Conseils citoyens, de simples tracts ainsi que des affiches. Le plus surprenant c'est qu'il y a tout de même une sacrée différence entre les deux. D'un côté, un Conseil de quartier qui n'est autre qu'un Montpellier au quotidien bis et, de l'autre, une instance démocratique avec des moyens financiers émanant de l'Etat, permettant aux habitants des quartiers d'être, pour une fois, décisionnaires par le biais d'instances de travail : des comités de pilotage de Contrat de Ville. C'est-à-dire que c'est la première fois que les habitants des quartiers populaires ont leur mot à dire. Le Contrat de Ville signé, pourquoi le travail n'a-t-il pas déjà commencé avec les six déjà prêts?

M. le Maire, à Toulouse, les associations ne siègent pas dans les instances de travail, ni dans les comités de pilotage. Allez-vous prendre l'exemple sur Toulouse qui n'est pas en conformité avec la loi ? Quelle sera votre



position? Faire comme Toulouse ou être en conformité avec la loi ? Difficile à croire quand on voit la place qu'occupent les associations dans votre cœur. Avec toutes ces instances, Conseils de quartier, Conseil municipal des jeunes, Conseils citoyens, Maison de la démocratie, etc. Vous qui avez mis en place la mutualisation des services Ville - Métropole, une harmonisation s'impose. D'ailleurs, pourquoi ne pas créer cela sous la forme d'une plateforme collaborative. Il faut quand même, Mesdames et Messieurs, que les avenants au Contrat de Ville soient signés définitivement et actés au 31 octobre, soit avant les élections. Ce qui laisse très peu de temps pour travailler dans des conditions favorables. Il est quand même de notre devoir de connaître l'impulsion qui sera donnée aux quartiers populaires et les enjeux qui s'y associent. Monsieur le Maire, vous qui tenez aux quartiers populaires comme à la prune de vos yeux, il n'y a qu'à voir comment vous délogez les associations pour n'en citer qu'une, Justice pour le petit Bard, et concernant le sport et les équipements sportifs, le stade du père Prévost et les Tritons attendent toujours leur réfection. Durant la campagne, ils vous ont ouvert leurs bras. Justice sociale d'ailleurs, parlons-en. Il y aurait beaucoup à dire quand on voit que...

**M. le Maire :** Vous allez m'obliger à mettre un règlement dans l'assemblée où je vais être obligé de donner les temps de parole impartis aux élus. Et tout le monde va en pâtir.

**Mme BOUALLAGA :** Nous vous avons fait confiance, alors que les quartiers populaires suffoquent, vous qui dites à certains élus camarades de faire pression sur les maires, vous, vous écrasez les associations, vous dévitalisez les quartiers de tout lien social existant. La politique c'est du sérieux. Alors, dorénavant, je prendrai la parole ici même autant de fois que les citoyens viendront me trouver. M. le Maire, la citoyenneté, vous n'en avez pas le monopole. Et ce n'est pas votre communication outrancière qui l'a. Merci de m'avoir écoutée.

**M. le Maire :** Ah bon? Il y a une collusion avec la rue du Sichuan? Mme BOUALLAGA, vous avez raison de vous exprimer en assemblée publique et c'est normal. Mais je voulais vous dire que dans les assemblées publiques il y a des règles. D'abord, pour inscrire une affaire, il faut en parler.

**Mme BOUALLAGA :** Il fallait m'informer quand j'étais adjointe. On a demandé des formations et on ne les a pas eues.

**M. le Maire :** Il aurait fallu que vous en parliez avant.

**Mme BOUALLAGA :** Il aurait fallu que vous me receviez pour que l'on en parle.

**M. le Maire :** Sur le temps de parole, vous allez m'obliger à mettre un règlement où les élus devront parler un certain laps de temps, ce qui va handicaper tout le débat démocratique.

**Mme BOUALLAGA :** Il y est déjà, le laps de temps, dans le règlement intérieur, c'est 5 minutes pour chaque élu qui veut s'exprimer. Après, c'est le pouvoir du Maire de le laisser parler ou pas.

**M. le Maire :** Mme BOUALLAGA, essayez d'avoir des formes respectueuses.

**Mme BOUALLAGA :** Mais, vous, vous n'en avez pas. Vous n'avez pas voulu me laisser parler.

**M. le Maire :** Ah bon? Je vous ai laissée parler.

**Mme BOUALLAGA :** Si vous m'aviez laissée parler tranquillement...

**M. le Maire :** Essayez d'avoir des formes respectueuses.

**Mme BOUALLAGA :** Mais vous n'avez pas eu de respect pour moi ni pour les gens des quartiers populaires. Vous n'avez pas de respect pour les quartiers populaires. Vous ne voulez pas les aider parce qu'ils n'ont pas voté pour vous. Dites-le et assumez-le.

**M. le Maire :** Les instances politiques ont des règles de fonctionnement qu'il faut respecter. Respectez.

**Mme BOUALLAGA :** Moi je respecte. C'est vous qui ne respectez pas et ne m'avez pas respectée.

**M. le Maire :** Respecter. C'est un terme qu'il faudra que vous copiez cent fois. Respecter.

**Mme BOUALLAGA :** Vous, vous le recopierez 280 000 fois, soit autant que d'habitants à Montpellier.

**M. le Maire :** Merci pour votre intervention très pertinente.

### **Remise de médaille :**

**M. le Maire :** Je vais donc demander à M. DOMY, directeur de l'hôpital, du CHRU de Montpellier, de venir me rejoindre car nous avons souhaité lui remettre la médaille de citoyen d'honneur de la ville de Montpellier. Vous savez que M. DOMY nous quitte. C'était l'occasion pour moi de le remercier publiquement.

Je voudrais en préambule dire à M. DOMY qu'il va quitter ses fonctions, comme il l'a indiqué au Ministère dès le début du mois de juillet et que son poste sera mis au concours à partir du premier janvier. Ce qui va laisser entre le jour où il quitte ses fonctions, le 31 octobre, et le premier janvier, deux mois d'intérim. Ce qui n'est pas trop l'usage dans les CHU. Je me suis exprimé en ce sens, hier au Conseil de surveillance de l'hôpital. Je considère que, dans l'intérêt du CHU, il eut été préférable que le fait d'acter le départ de M. DOMY par le Ministère se fasse rapidement et que le poste soit mis au concours plus tôt, ce qui nous aurait permis d'avoir une désignation sur short list, proposée par Madame la Ministre de la Santé, le plus rapidement possible pour pourvoir au remplacement de M. DOMY. C'est ainsi que cela se passe. Je rappelle que le Directeur général de Toulouse a demandé à partir du CHU et que le Ministère lui a demandé prestement de rester jusqu'au mois de janvier pour passer au-dessus des fêtes de Noël.

M. le Directeur, ce soir, j'ai l'honneur et le plaisir de vous remettre la médaille de citoyen d'honneur de la ville de Montpellier. Cette médaille exprime la reconnaissance de la commune à ceux, hommes et femmes, qui contribuent d'une manière particulièrement éclatante à son développement et à son rayonnement. La très grande diversité des personnalités distinguées au fil des années témoigne de la vocation profondément humaniste de notre ville. Mais, aujourd'hui, c'est de l'héritage d'un terreau rendu fertile par près de huit siècles de pratique dont il s'agit puisque c'est au dirigeant du plus symbolique établissement de santé de la région que je remets cette décoration symbolique. A la fin du mois, vous allez quitter vos fonctions. Vous êtes arrivé à Montpellier en janvier 2011. Vous êtes aussi directeur du centre hospitalier de Millau, du centre hospitalier Maurice Fenaille à Séverac-le-Château. Vous présidez également, depuis 2013, la Conférence nationale des directeurs généraux de CHRU réunissant 32 CHRU français. C'est un CV bien rempli. Vous êtes un homme d'expérience et de terrain et Montpellier vous doit notamment la restructuration complète de l'établissement qui a permis de le moderniser et de le rendre plus efficient. De reprendre, aussi, la gestion de cet établissement qui en avait besoin. Nous vous devons le retour à l'équilibre financier fin 2014 alors que le CHU présentait un déficit structurel important.

Dans le même temps, vous avez su mettre en place une politique d'investissement ambitieuse avec près de 60 millions d'euros investis chaque année pour moderniser l'hôpital qui avait stagné, sur ce plan-là, depuis quelques années. Votre mandat aura été aussi marqué par le rétablissement du dialogue et de la confiance entre la direction générale et la communauté hospitalière ainsi qu'avec les médecins hospitaliers du CHU. Dialogue rompu préalablement et que vous avez rétabli par beaucoup d'heures de travail et de patience. Tout cela sans parler d'un travail de longue haleine autour de la communication, de la recherche ou de l'ouverture de l'hôpital sur la région. C'est donc un très grand honneur et une grande fierté pour notre ville que de remettre cette distinction, qui est le symbole de ce riche héritage à vous qui avez su bâtir l'avenir médical de Montpellier.

*Applaudissements.*

### **Discours de M. DOMY, Directeur du CHU de Montpellier**

M. le Maire, Mesdames Messieurs les élus, sachez que c'est à la fois un grand honneur et, vous l'avez dit, une fierté que je partage de recevoir de vos mains, en votre nom à tous, ce magnifique témoignage. Et je suis un républicain de cœur et de conviction, et l'évocation de la citoyenneté, et de la citoyenneté d'honneur est quelque chose qui résonne très fort et dans mon cœur et dans mon esprit. Et je suis un homme de service public. J'ai fait

le choix d'être directeur d'hôpital parce que j'ai toujours considéré que l'hôpital c'était à la fois une magnifique entreprise de service public, peut-être la plus noble qui soit, parce que c'est une entreprise qui est au service des autres, qui est animée par l'altruisme et une grande humanité et, en même temps, c'est une entreprise de grande rigueur et qui nécessite que celles et ceux qui la servent, cette institution, l'hôpital public, soient vraiment à la hauteur de l'attente des patients qui souffrent, qui sont en détresse, en grande difficulté sociale, souvent, à l'hôpital, ce qui en fait à la fois sa grandeur et sa servitude. Et terminer sa carrière à la tête du centre hospitalier régional et universitaire de Montpellier c'est une chance inouïe. C'est une charge lourde, mais c'est un très grand bonheur.

J'ai eu une linéarité de carrière en tant que chef d'établissement depuis ma sortie de l'école de la santé publique - et cela commence à dater beaucoup - et véritablement, j'ai pu connaître le plus grand épanouissement qui soit pour un directeur général de CHU en dirigeant cet établissement durant les cinq dernières années. Vous avez rappelé, effectivement que mon arrivée sur les fonts baptismaux de cet énorme navire a été difficile, agitée et qu'il fallait d'abord rétablir la sérénité. La grande force de ce CHU, qui est parmi les premiers de France, c'est son savoir-faire, sa tradition historique, et sa très grande modernité et sa fidélité à ses principes fondateurs. Les Montpelliérains, les métropolitains, les habitants de la future grande région ne mesurent pas la chance extraordinaire dont ils bénéficient d'être en proximité de cette offre de soins. Le CHU de Montpellier est un établissement, à la fois, de soins, d'enseignement et de recherche. En ce qui concerne les soins, c'est un des plus grands CHU de France avec près de 2800 lits et places. Mais ce n'est plus ainsi que l'on compte. Ce sont 200 000 hospitalisations par an, ce sont plus de 600 000 consultations, plus de 40 000 interventions chirurgicales. Ce sont des techniques de pointe dans l'ensemble de la palette des disciplines hospitalo-universitaires et c'est un établissement qui, pour les soins, a un référencement régional, interrégional, national, européen et international. Au plan de l'enseignement, on le dit toujours, nous nous honorons de porter la plus ancienne faculté du monde occidental.

Et nous avons le dessein, avec le doyen, et on s'y est employé, aussi, avec la communauté médicale du CHU et plus particulièrement le corps hospitalo-universitaire, de concevoir la faculté de médecine la plus moderne. Quand on dit qu'un peuple qui n'a pas d'histoire est un peuple qui n'a pas d'avenir, là, on le démontre, la densité de l'histoire de la faculté de médecine de Montpellier augmente bien la confiance que l'on peut avoir dans sa modernité. Et une grande modernité puisque le CHU et la faculté de médecine unissent et fondent leurs outils pédagogiques, notamment en développant une très grande plateforme d'enseignement par simulation pour toute la formation initiale des étudiants en médecine et également les professionnels de santé, de manière à ce que tout apprentissage de gestes invasifs ne soient jamais sur un patient mais en simulation sur mannequin et, surtout, nous unissons nos forces pour former le travail en équipe. Dans un CHU chacun, individuellement, dans son corps de métier, est bon. Par contre, parfois c'est la cohésion et la cohérence du fonctionnement d'une équipe qui sont difficiles, autour d'un patient. Une greffe cardiaque mobilise au minimum quatorze personnes dans une ambiance de bloc opératoire autour d'un billot. Donc, chacun doit être à sa place, chacun doit pouvoir intervenir au bon moment et c'est une chaîne de solidarité professionnelle dans un océan de complexité. A partir de scénarios construits en référence à des situations réellement vécues, nous avons développé des scénarios d'apprentissage pour que les ajustements puissent se faire et deviennent réflexe dans l'organisation. Donc, pédagogie et enseignement sont *up to date*.

La recherche constitue un enjeu fondamental pour tout CHU et vous avez vu, M. le Président du Conseil de surveillance, que nous progressons d'année en année, et que nous attaquons le *top five*, c'est-à-dire Paris, Lyon et Marseille qui sont des organisations assez pachydermiques par rapport au CHU de Montpellier, et Bordeaux et Lille - Toulouse étant derrière nous - qui présentent aussi de très forts potentiels de recherche. J'ai donné comme orientation qu'en 2016 nous soyons dans le *top five*. Et nous allons y arriver. La recherche concerne la recherche clinique, avec tout ce qui, d'une manière ou d'une autre, va bénéficier à l'amélioration de la prise en soin des patients, au lit du malade. La recherche transnationale, qui fait le lien entre la recherche clinique et la recherche fondamentale. Et puis la recherche fondamentale, en lien avec les grands établissements publics à caractère scientifique et technique, l'INSERM, le CNRS, le CEA, l'IRD, le CIRAD, etc. La recherche pour nous est *princeps*. Pourquoi? Parce qu'elle permet, par son excellence, d'attirer les meilleurs étudiants de troisième cycle en vue d'entamer des carrières hospitalo-universitaires, d'enseignants et de chercheurs, dans un phénomène d'attractivité, mais surtout par sa réussite et la mise au point des innovations, elle permet au patient, en proximité régionale d'accéder, dans des essais cliniques, à des molécules innovantes auxquelles il n'aurait pas accès. C'est une chance fantastique pour les patients que d'accéder aux dernières données de la recherche scientifique et de la

recherche médicale, tout en creusant leur sillon au sein de ces essais, de faire bénéficier aussi les autres de la mise au point d'un certain nombre de thérapeutiques. Un CHU, c'est d'abord un plateau technique avec des investigations diagnostics, des explorations fonctionnelles, qui nécessitent une très grande connaissance et une très grande dextérité, et le CHU s'honore aujourd'hui par sa capacité d'investissement retrouvée d'être doté des équipements les plus modernes.

Le CHU est aussi un partenaire et, à Montpellier, on a une chance importante puisque, comme vous le savez, dans une maladie devenue chronique et de plus en plus prégnante, qui est le cancer, le CHU et l'Institut du cancer de Montpellier, de concert, ont pris la décision de se rapprocher sur des activités fondatrices. L'ensemble de la biologie du cancer, ce que l'on appelle la biopathologie, et l'oncologie médicale, la thérapeutique. Il s'agit d'une étape décisive dans le positionnement de Montpellier au plan national et européen. Et, déjà l'excellence de la coopération entre les équipes des deux établissements a permis de classer le site et de faire reconnaître le site de Montpellier, ICM, le CHU, l'Université avec l'INSERM et le CNRS, comme site intégré de recherche clinique sur le cancer. Il y en a huit en France, trois à Paris et cinq en province, et Montpellier et le CIRIC du Grand Sud-ouest. Et je souhaite et formule le vœu - et je m'y emploie avec le directeur général de l'ICM qui est aussi un de vos membres en la personne de Jacques DOMERGUE, que je salue ici, puisque nous mettons en phase toutes nos forces - que, sur le site de l'ICM, puisse être installé un appareil de protonthérapie pour mettre véritablement les meilleurs éléments possibles dans la prise en charge des patients, avec la plus grande pertinence d'intervention et la moindre irradiation possible.

Tout cela est rendu possible parce qu'il y a un CHU fort. Et l'hospitalisation privée, dont vous pourriez considérer qu'elle est notre concurrent frontal est en partenariat avec nous. Que ce soit le groupe Clinipole, que ce soit le groupe OC Santé, que ce soit le groupe Cap Santé, j'ai tenu, dès ma prise de fonction, non pas à pactiser mais à faire en sorte que l'on se reconnaisse et que l'on définisse bien en quoi l'offre de soin doit être concurrentielle. Parce que, s'il n'y a pas de concurrence, il n'y a pas de liberté de choix ni de son établissement de traitement, ni de son médecin traitant. Et cette liberté publique, de nature constitutionnelle, pour qu'elle existe, il faut qu'il existe aussi réellement une émulation d'offre et une concurrence. C'est la magie de notre système de santé. Nous sommes le seul système au monde où nous avons, chacun et chacune, la liberté de choix de notre médecin et de notre établissement de traitement. Avec un accès à la santé non pas gratuit mais dont le coût est indifférent au choix que nous faisons et dont le prix est indifférent au choix que nous faisons et dont nos facultés contributives, qu'elles soient nulles ou totales sont également indifférentes, avec une liberté de choix, une égalité d'accès et une égalité de traitement. Partout ailleurs, dans le monde, on a soit la liberté de choix mais on paie - ce n'est pas une carte vitale qu'il faut présenter mais une carte bancaire - soit c'est gratuit mais on ne choisit rien. Il relève de la responsabilité des professionnels et de la gouvernance hospitalière de préserver, par une rigueur de gestion, un équilibre de gestion, une modernité des équipements, le principe d'égalité et le principe de liberté. Je crois que c'est cela être professionnel et citoyen et c'est cela être professionnel républicain. Et j'oserais dire vive le CHU et vive Montpellier!

*Applaudissements.*

**M. le Maire :** Merci à M. DOMY pour tout le travail qu'il a accompli au CHU de Montpellier et tout ce qu'il a mis en route puisqu'il y a de nombreux établissements qui vont être remodelés, reconfigurés, et notamment une série de partenariats avec la Ville de Montpellier, avec la Métropole, dans le cadre de la Métropole santé dont nous nous occupons avec Chantal MARION, Jacques DOMERGUE, Marie-Hélène SANTARELLI.

### **Informations :**

**M. le Maire :** J'ai maintenant quelques informations à vous donner en début de Conseil. D'abord, je voudrais féliciter Abdi EL KANDOUSSI et Chantal LEVY-RAMEAU.

*Applaudissements.*

**M. le Maire :** Ils ont remporté l'élection, brillamment, et ils ont remporté la querelle juridique même s'il peut y avoir un appel. Ils ont fait le principal. Cette querelle juridique a été portée devant le tribunal le lendemain du deuxième tour alors que l'équipe qui était en compétition et qui a porté réclamation était éliminée dès le premier.

C'est déjà une petite leçon. Cela touche des élus du Conseil municipal, c'est important de le dire. C'est déjà une petite leçon, donc je les félicite. Et ils défendront le canton 1 au sein de l'assemblée départementale, avec leurs pleins droits.

Par ailleurs, je voudrais parler de la cité Gély, où nous avons mené la réunion de concertation pour l'espace public avec Madame JANNIN, avec Luc ALBERNHE, avec les élus du quartier et conseillers départementaux. Et nous avons expliqué le problème. J'ai déjà eu l'occasion de m'exprimer à deux reprises devant vous sur le problème qui touche l'opération ANRU de la cité Gély. En effet, dans le contrat ANRU que la ville a passé avec l'Etat, il eut fallu qu'ACM détruise l'arche. Ce qui n'a pas été fait. Des familles ont même été relogées dans l'arche. Et, aujourd'hui, l'Etat nous met au pied du mur et on nous dit "si vous ne détruisez pas l'arche de la cité Gély, nous ne financerons plus les dossiers ANRU à la fois pour l'avenant de clôture du petit Bard sur les commerces - pour un million d'euros - et à la fois le grand dossier de réhabilitation du quartier Mosson pour l'ANRU numéro deux. Nous sommes contraints, avec l'opérateur ACM, de respecter, si j'ose dire, les engagements prévus. Nous avons donc expliqué et ACM négocie depuis quelques semaines avec l'ensemble des habitants qui sont concernés leur relogement afin que nous puissions détruire cette arche, et parvenir à respecter les engagements qui avaient été pris au départ sur l'engagement initial. C'est ce que dit l'article mais je préférerais vous le dire de manière plus claire.

Mon troisième propos concerne l'avenue du Président de la République. Lors du congrès HLM, François HOLLANDE nous a expliqué qu'il céderait gratuitement les friches qui appartiennent à l'Etat dans les villes si elles s'engageaient à construire du logement social. C'est déjà une promesse qui avait été faite lors de sa campagne nationale pour la Présidence de la République. Force a été de constater qu'aucune ville n'a pu bénéficier de cette démarche. Mais, comme il en a reparlé lors de sa venue à Montpellier et que ce point n'a pas été transcrit de cette manière dans les médias, je me permets de vous le dire. Car cela intéresse la Ville puisque l'Etat possède de nombreuses parcelles sur la ville qui mériteraient de pouvoir recevoir des programmes de logements sociaux. Puisque je rappelle que nous ne construisons pas assez en France même si, à Montpellier, la situation est moins négative. Si des parcelles nous étaient cédées par l'Etat il serait plus facile pour nous d'y construire des logements sociaux. J'ai donc écrit au Président de la République, au nom du Conseil municipal de Montpellier, pour lui rappeler cet engagement et pour lui demander, par l'intermédiaire du Préfet, de faire des propositions à la Ville sur les parcelles qui pourraient être utilisées gratuitement pour y construire du logement social.

Le sixième point concerne le conservatoire de musique à rayonnement régional. J'en ai parlé hier au CHU en Conseil de surveillance et je me suis engagé auprès des parents d'élèves, des enseignants, à ce que le projet porté par la SAAM soit proposé à l'ensemble des parties avant Noël sur la parcelle du CHRU qui est dite "ancienne maternité". Nous avons demandé à la SAAM et à Christophe PEREZ de proposer un projet, un montage financier et immobilier, qui puisse permettre au CHU de valoriser son bien et à la Métropole de pouvoir construire le conservatoire. Le CHU, hier, a affirmé que nous étions tous dans les temps. Donc, nous présenterons, comme prévu, avant Noël, le projet de création du conservatoire.

Enfin, j'ai lu dans la presse un certain nombre de choses sur lesquelles je voudrais revenir. D'abord, concernant le street art, M. LARUE, et le Centre d'art contemporain qui va se positionner en lieu et place du Musée de la France en Algérie, nous avons lancé un concours de recrutement pour un directeur artistique qui va piloter un groupe d'experts chargés de mettre en place le centre. Il travaillera en réseau avec les autres structures, que ce soit le musée Fabre, Saint-Ravi, Sainte-Anne, La Panacée ou les autres centres d'art. En effet, l'art contemporain permet une émulation qui va générer des propositions d'artistes locaux, régionaux et internationaux qui vont se mêler au travers de ces propositions. Le street art en fait partie. Nous avons été les premiers à le mettre en place lors des ZAT et je rappelle que, pour la prochaine ZAT de Figuerolles, nous avons sacralisé un mur entier pour le proposer aux artistes. Donc, ne vous inquiétez pas, et surtout que M. Numa HAMBURSIN ne s'inquiète pas, puisque le street art sera considéré comme l'un des piliers majeurs de l'art contemporain à Montpellier, dans cette émanation globalisée sur tous les centres d'art qui se trouvent dans la ville.

Dernier point concernant la Mogère, la gare, la ligne de TGV Bordeaux-Toulouse et Montpellier-Perpignan, car nous devons nous exprimer sur ces points. J'ai vu une candidate à la Région, ce matin, dans la presse, qui expliquait que la ligne Bordeaux-Toulouse était très bien. Je partage cette opinion mais il faut aussi penser à celle de Montpellier-Narbonne-Toulouse, Narbonne-Perpignan-L'Espagne. Je note, dans *La Marseillaise* de ce

matin, que la candidate propose que l'on commence les études pour le segment Montpellier-Espagne. Je voudrais lui dire que nous en sommes à la DUP. Et qu'elle est prévue pour 2016. Ce n'est pas moi qui l'ai écrit. Ensuite, concernant l'opportunité, il faut bien sûr réaliser la ligne Bordeaux-Toulouse parce qu'avec Toulouse-Bordeaux-Paris, il est important de relier la quatrième ville de France. Mais il est aussi important de penser à la liaison Toulouse-Montpellier. Parce que si l'on met deux heures et demie pour se rendre à la capitale régionale en voiture, il va y avoir de la perte en ligne. On sera obligé d'avoir deux ARS, deux DRAC, deux rectorats, deux Pôle emploi, etc. Ainsi, je crois qu'il faut mener de front une vision d'un nouveau territoire géographique et sociopolitique. Il ne faut pas rajouter deux régions, les coller. Il faut prendre le périmètre global et réfléchir d'un œil nouveau sur ce périmètre global, pour imaginer de nouvelles relations entre la Lozère et le Tarn, entre le département de l'Hérault et la Haute-Garonne.

Parce que ceux qui critiquent ne connaissent pas le réseau routier. Lorsque vous allez de Bagnols-sur-Cèze jusqu'à Gourdon, dans le Lot, vous mettez cinq heures de route aller, lorsqu'il fait beau. Et cinq heures au retour. Cela fait dix heures par jour, dans la voiture. Je veux bien que l'on critique mais avant il faut utiliser un peu sa matière grise et le faire en toute objectivité, sans dogmatisme. Je rappelle aussi à ladite candidate que le Sommet des villes pour la grande vitesse qui se tient chaque année dans une ville différente se tiendra, sous la présidence du Maire de Montpellier, le 13 octobre, ici, à Montpellier. Toutes les villes concernées par la grande vitesse sont invitées. Les maires et les présidents d'agglomérations. Et les présidents de métropoles. Avec le souhait de voir la DUP commencer en 2016 et la ligne faite le plus tôt possible car les chiffres que j'ai, du Ministère du Transport, sont alarmistes. Avec 2030 pour le TGV. 2030. Ce n'est pas raisonnable. Tout cela, voyez-vous, on va le mettre dans une grande marmite et on va parler de la Mogère.

D'abord, une rectification sur les propos de M. DELJARRY, ce matin. J'ai dit que l'on aiderait la CCI à reconstruire, à repositionner Sup de Co. par la valorisation des terrains qu'ils possèdent. Mais il n'est pas de mon ressort de choisir le site. C'est le Président de la CCI qui choisit ou bien le site de la Mogère, ce qui avait été prévu au départ, avec Jean-Pierre MOURE, ou bien le site de Saint-Georges d'Orques qu'il avait, un temps, envisagé. Ce n'est pas le Maire de Montpellier ou le Président de l'Agglo qui le décide. C'est le Président de la CCI parce que Sup de Co appartient à la CCI. Nous n'avons pas d'action dans Sup de Co. Je rectifie donc. J'ai dit que j'aiderai la CCI à repositionner Sup de Co, mais c'est la CCI qui choisit le site: ou la Mogère ou Saint-Georges d'Orques. Apparemment, la CCI opte pour la Mogère. Alors, la Mogère... On ne va pas m'expliquer, à moi, que cette gare c'est notre majorité qui l'a mise sur les rails, si j'ose dire. Elle a été décidée sous l'ancien mandat. Et Max LEVITA et moi, sur l'aménagement de Oz, nous étions opposés à l'aménagement de OZ. Nous avons voté pour Ode mais pas pour Oz. Je rappelle que la majorité qui avait porté cela était construite avec le PS et les Verts. M. MAJDOUL est là et il peut en témoigner. Donc, aujourd'hui, ce sont d'autres Verts qui disent le contraire. Il faut donc unifier les Verts. C'est un programme. Ce que je veux dire c'est qu'il faut être un peu cohérent. Nous, nous sommes cohérents, avec Max. Nous nous étions positionnés, j'avais voté contre le trajet de la ligne 5... Nous sommes cohérents, maintenant, dans nos votes. Les autres ne sont pas cohérents du tout. D'ailleurs, j'ai remarqué qu'ils faisaient parler M. DUPRAZ, pas par hasard. La situation sur la Mogère est donc la suivante: nous avons accepté de construire la dalle qui passe sur les voies. Mais, pour ce qui est de l'édifice gare, *wait and see*. Parce que si la gare de Manduel prend trois ans de retard, si la ligne de TGV jusqu'à l'Espagne se fait en 2030, on va faire une gare de 130 millions d'euros pour deux TGV par jour. Ce n'est pas raisonnable. Au travers de ce dossier sur la LGV, je voulais vous faire un petit point. Et, ce que je vous ai dit là je l'ai dit, l'autre fois, lors de la manifestation sur le climat à ceux qui revendiquaient le fait de ne pas construire la gare de la Mogère. Je leur ai indiqué, tout simplement, la position qui est la mienne.

Enfin, concernant les rues du Sichuan et Soboul. Je vous ai dit tout à l'heure que c'étaient des rues privées. Je ne retire rien. Ce sont des rues privées. D'abord, je vais lire la délibération avec l'intention de les classer dans le domaine public avec soixante-dix autres rues privées de la Ville. Cette délibération a été passée le 17 février 2014. C'est pour vous donner le contexte. Ensuite, je vais donner la parole à M. FINA.

**M. DUMONT** [*Intervention hors micro*]: Donc elle n'est pas passée, encore dans le domaine public?

**M. le Maire** : Eh bien non. C'est une intention de passer dans le domaine public un certain nombre de rues. Mais elles ne sont passées, parce qu'il faut des procédures. C'est ce que je vais vous expliquer. Allez-y M. FINA. Expliquez la procédure.

**M. FINA :** A la demande de M. le Maire, les services ont étudié les conditions administratives techniques et financières pour répondre à la demande spécifique de mise en place de l'éclairage public dans les rues Sichuan et Soboul qui sont, le Maire l'a dit, de statut privé et donc absolument pas dans le domaine public. La problématique de l'éclairage public ne peut pas être dissociée de la voirie et des réseaux, que ce soit l'eau potable, l'eau usée ou les eaux pluviales. Il est donc nécessaire d'intégrer la demande globalement dans un cadre juridique qui est celui du classement dans le domaine public communal. Sur les différents aspects, l'aspect technique, le classement de cette rue nécessite la remise aux normes complète du réseau d'éclairage public. La remise en état des voiries, avec un certain nombre d'affaissements de chaussées, de revêtements de trottoirs, et de caniveaux qui sont à réparer. La remise en conformité complète des réseaux d'eaux usées et d'eau potable - le réseau d'eau pluviale, lui, n'est pas concerné. Voilà pour la partie technique. Cette partie technique est concomitante au classement dans le domaine public.

Pour les questions d'ordre administratif, la délibération qui a été prise a donné l'intention de classer dans le domaine public. Mais, à partir de là, vu ce que je vous ai indiqué, il est nécessaire d'engager les procédures à la fois administratives et juridiques pour finaliser un dossier technique, le mettre en enquête publique, obtenir l'arrêté d'enquête. Un avis du Conseil municipal se prononcera pour acter le transfert dans le domaine public. Cette procédure a une durée de huit à dix mois compte tenu des différentes enquêtes. Sur l'aspect financier, les remises en état de l'ensemble des réseaux, tel que je l'ai précisé, devraient revenir au propriétaire. Et, à ce moment-là, on n'aurait aucun problème pour effectuer le classement en domaine public. Il se trouve que l'on n'est pas dans cette situation et que, donc, il est nécessaire, pour les remises en état, de mettre en place un budget au niveau de la Métropole - puisque, maintenant, cela relève des compétences de la Métropole - de 410 000 euros, uniquement pour ces deux rues. Sachant que, comme le Maire l'a dit, on a soixante-dix rues privées dont le classement en domaine public a été souhaité. Voilà quelle est la situation du dossier après expertise des services.

**Manifestants en tribune** [*Intervention hors micro*]: dans le public : Cela veut dire quoi, au final?

**M. le Maire :** Cela veut dire que, théoriquement, c'est au propriétaire privé de rétablir la continuité des réseaux dans leur propre rue. Parce que cela n'appartient pas à la Ville.

**Manifestants en tribune** [*Intervention hors micro*]: Notre rue n'est pas véritablement privée puisqu'il n'y a plus de propriétaire. La situation est différente.

**M. le Maire :** Ce n'est pas la ville qui est propriétaire.

**Manifestants en tribune** [*Intervention hors micro*]: Mais personne n'est propriétaire.

**M. le Maire :** C'est un vide juridique.

**Manifestants en tribune** [*Intervention hors micro*]: Nous avons eu trois cambriolages la nuit dans la rue cette semaine. Nous nous faisons cambriolés pendant que nous dormons chez nous parce que c'est le noir total et que n'importe qui peut rentrer chez nous. De quel droit pourrait-on se soustraire ? Vous devriez pouvoir nous répondre. Nous sommes apparemment le Club des citoyens de seconde zone, nous n'avons pas de droits puisque notre rue n'existe pas. [*Propos inaudibles*] Il y a quand même une petite incompréhension pour nous. On vient d'apprendre récemment que nous n'aurions plus le ramassage des poubelles qu'une fois par semaine. L'été ça va être sympathique si en plus de se promener avec une lampe-torche le soir, on doit se promener avec un masque à gaz. Cela commence à suffire.

**M. le Maire :** Madame, j'entends que vous récusiez le fait que le relevage des ordures ménagères ne se fasse qu'une fois par semaine au lieu de deux, je l'entends, mais ne mettez pas sur notre compte le fait que la rue soit sans propriétaire.

**Manifestants en tribune** [*Intervention hors micro*]: [*Propos inaudibles*]

**M. le Maire :** Sur les éclairages temporaires, il y a des problèmes, c'est interdit les éclairages de chantier. J'ai regardé, j'ai posé la question.

**Manifestants en tribune** [*Intervention hors micro*]: [*Propos inaudibles*]

**Mme JAMET** [*Intervention hors micro*]: C'est la continuité du territoire dont vous êtes tout à fait responsable et ce n'est pas la première fois qu'un politique se mêlerait...

**M. le Maire** : Mme JAMET, demandez la parole, vous n'allez pas parler comme cela... On va prendre les ordres de parole parce que ce débat m'intéresse. D'abord il y avait M. VIGNAL, dans l'ordre, puis M. LARUE, Mme JAMET, M. DUMONT, M. DELAFOSSE et M. MOURE.

**M. VIGNAL** : M. le Maire ? Merci. D'abord je voudrais faire un petit point sur la venue de François HOLLANDE. Chers amis, nous sommes dans un Conseil municipal. La rigueur, c'est un minimum. Merci. François HOLLANDE s'est engagé. Il y a 600 terrains de l'Etat. Pour l'instant, quarante seulement sont débloqués. Deux raisons : l'Etat ne veut pas débloquer car quand l'Etat donne un terrain il veut récupérer des recettes et souvent les ministères, notamment celui de la Défense - qui a d'ailleurs beaucoup de terrains - veulent aussi vendre des terrains. Effectivement, M. le Maire, je peux vous rejoindre. Il y avait un engagement fort de François HOLLANDE et de Cécile DUFLOT qui, à l'époque, était Ministre, pour mettre ces terrains à disposition. Moi-même, sur Lunel, il y a exactement dix hectares de terrain à récupérer. Donc, j'ai fait une démarche, la semaine dernière, auprès du Ministre et auprès du Directeur de cabinet de François HOLLANDE, que vous connaissez, qui était l'ancien préfet Thierry LATASTE, pour faire accélérer ces mesures. Dans ma circonscription, une partie de Port-Marianne, Millénaire. S'il y a des terrains, Monsieur le Maire, je porterai ces dossiers au plus haut de l'Etat pour vous faciliter. Et je le ferai pour deux raisons. La première, parce que je suis aussi élu de Montpellier. Et la seconde c'est que nous avons eu la chance d'avoir un grand Maire qui a pu construire à Antigone, au centre-ville, du logement social et ACM qui construit notamment dans le quartier Port-Marianne, aussi bien que le privé. Donc, je pense, M. le Maire, que l'on a la chance d'avoir un gros opérateur et que, si l'on est capable de défendre ces dossiers, nous aurons gain de cause. C'est pour ma première intervention. Après, je ne connais pas le dossier de ces messieurs dames mais je pense que c'est une somme, 400 000 euros, mais vu le caractère d'urgence, je suis convaincu, M. le Maire, que vous allez répondre à leurs sollicitations.

**M. le Maire** : Vous avez vu cela devient un véritable forum. M. VIGNAL, je vous remercie pour ce que vous venez de dire. Et si vous avez la possibilité - puisque vous êtes député de l'Hérault et de Montpellier et que vous êtes le seul cas de député dans cette assemblée, et que vous pouvez apporter à Paris la lumière - je souhaiterais que vous vous fassiez notre interprète auprès du Ministre et du Président, pour l'ensemble des terrains qui sont sur le territoire de la Ville et qui peuvent faire l'objet d'un don gracieux de l'Etat à la Ville de Montpellier pour construire du logement social. Premier point, premier remerciement. Deuxième remerciement, M. VIGNAL, je vous remercie d'avoir appuyé la demande de classement en catastrophe naturelle de la ville de Montpellier. Vous avez été le premier à le faire. Je voudrais vous en remercier. Après, il y a d'autres députés qui ont vu que vous le faisiez et qui vous ont copié, Mme LE DAIN, M. ASSAF. Et il y a deux parlementaires qui l'ont fait en même temps que vous: le sénateur GRAND et le sénateur CABANEL qui, tous les deux, m'ont contacté pour me le dire. C'est l'occasion de vous en remercier.

**M. LARUE** : Je serai très rapide parce que je ne veux pas polémiquer sur le sujet. Je crois comprendre que l'emploi du verbe "tergiverser", dans ma petite note, a irrité. L'idée de mon propos était que dire que l'on a décidé en avril 2014, de mémoire, d'arrêter le projet de la présence française en Algérie, au musée. C'est une décision politique, elle a été prise démocratiquement, je la respecte. La seule chose que je vois dans ce dossier, finalement - quand je vois l'annonce qui est passée pour le recrutement du directeur du projet de centre d'art - c'est que l'ouverture aura lieu en juin 2019. Donc, c'est-à-dire à peu près cinq ans après la décision. J'entends qu'il a fallu réfléchir à réhabiliter le bâtiment, sachant que les travaux étaient quasiment finis, que cela a coûté très cher, qu'il y a eu des pénalités à payer aux entrepreneurs. Et c'est pour cela que j'ai voulu apporter ma pierre à l'édifice à mon tour. Vous dites effectivement que ce sera un musée d'art contemporain et l'art contemporain, moi, je suis comme vous, un centre d'art contemporain, je suis pour ce type d'idée. Après, la notion d'art contemporain est une notion assez large, assez fourre-tout et d'ailleurs dans la mission et dans l'annonce du directeur du projet de centre d'art il est écrit qu'il devra préciser la vocation du musée centre d'art contemporain et son développement. Effectivement, on n'est pas encore fixé. Ce n'est pas polémique mais il faut du coup que l'on arrive à fixer ce projet. Je sais que vendredi il y a une conférence de presse que vous donnerez avec M. TRAVIER et je l'écouterai attentivement et donc mon propos était de dire qu'effectivement il y a un vrai



engouement pour le street art et l'Office du tourisme de Montpellier a d'ailleurs mis en place un parcours de sites de street art au sein de la ville. Il y a donc un existant et je pense que l'on est crédible sur le projet. Comme je l'ai écrit, nous sommes une ville jeune et un musée qui serait orienté sur la culture urbaine et notamment le street art, mais pas que, aurait, à mon sens, vraiment, tout son poids. Et on pourrait essayer de se battre en commun pour essayer de faire de Montpellier une référence française - sachant qu'il y a déjà un musée du street art à Amsterdam, sauf erreur de ma part, et dans d'autres villes du monde - pour essayer de regrouper toutes les compétences en la matière. Effectivement, le grand succès du carré Saint-Anne, qui a très bien été mené par toutes les équipes qui étaient en charge du projet, montre bien qu'il y a quelque chose à faire à ce sujet. C'était simplement mon propos. Je n'étais pas là pour attaquer les uns ou les autres. Voilà, le débat est ouvert sur le sujet. Faites-en ce que vous voulez.

**M. le Maire :** Eh bien alors, M. LARUE, je vous remercie comme je viens de le faire pour M. VIGNAL. Je vous remercie d'appuyer cette orientation en termes de culture qu'est le street art parce qu'effectivement c'est l'une des intentions que nous aurions puisque nous serions l'une des premières villes à faire une section street art dans l'art contemporain montpelliérain. Deuxième point, sur les travaux, la prochaine conférence de presse, nous la mènerons dans les locaux de l'ancien Musée de la France en Algérie. Et vous verrez où en sont les travaux. Ils sont loin d'être finis. Lorsque j'ai fait la visite après l'élection, il manquait des morceaux de toiture, les escaliers ne sont pas faits - ce sont des escaliers de chantier - il manque des parois complètes. Il y a encore pratiquement deux ans de travaux.

**Mme JAMET :** J'espère que vous ne me remercierez pas à la fin de mon propos parce que je ne suis pas là pour cela. Mais je tenais à faire quelques remarques puisque vous nous avez fait la grâce de nous passer ces informations, et revenir comme tout le monde sur ce sujet, sur cette enclave, en fait. Moi, je considère, même s'il y a un vide juridique, que s'il y a une enclave de Montpelliérains et Montpelliéraines qui est coupée de votre territoire, vous devez assurer une continuité du territoire. Je vous dis que ce n'est pas la première fois que vous feriez quelque chose hors compétence ou qui ne serait pas dans vos compétences directes. Ceci étant, je vois effectivement qu'il y a un parfum de campagne qui flotte. On est toujours avant les élections, après les élections ou pendant les élections.

**M. le Maire :** Mais c'est normal.

**Mme JAMET :** Je vous retrouve bien là. Ceci dit...

**M. le Maire :** Vous ne pensez pas qu'ils vont me laisser prendre la Région sans rien dire, quand même...

**Mme JAMET :** Mais quoi "ils"? Je ne vous laisserai pas prendre la Région sans rien dire.

**M. le Maire :** Vous faites partie de "ils".

**Mme JAMET :** Et moi, en tous cas, je vous ferai la grâce de vous faire le compte-rendu de mes activités du mois en tant que conseillère régionale puisque je vois que c'est la pratique d'ailleurs avec M. VIGNAL et M. GRAND qui nous expliquent en Conseil de Métropole tout ce qu'ils ont fait. Alors que je pense qu'il devrait y avoir d'autres tribunes. Ceci dit, si vous voulez que je murmure à l'oreille de je ne sais qui je peux le faire aussi très bien. Vous parliez tout à l'heure de ceux qui critiquaient... Cela me fait penser à une réflexion de Mme LEBRANCHU qui venait nous expliquer que la réforme territoriale serait douloureuse mais que c'était bien et qui disait que ceux qui critiquaient n'avait qu'à faire la révolution. Je crois que c'est effectivement ce qui nous reste à faire. Et, contrairement à vous, je ne me satisfais pas, nous ne nous satisfaisons pas de ces situations. Et je parle sans dogmatisme aucun. Au-delà du fait que vous continuez d'accompagner cette réforme qui n'est pas une réforme ni utile, ni nécessaire, ni attendue et qui sera effectivement dramatique...

**M. le Maire :** Mais, moi, je soutiens le gouvernement sur cette réforme...

**Mme JAMET :** C'est bien ce que je vous reproche.

**M. le Maire :** Mais je soutiens le gouvernement sur cette réforme. Je ne le soutiens pas sur tout. Mais je trouve que l'on est plus fort à deux régions qu'à une seule. Et puis un pays qui ne se modernise pas, c'est un pays vieux. Un pays qui prend du retard.

**Mme JAMET :** On ne va pas refaire le débat. Cette fusion ne s'imposait pas pour des tas de raisons, territoriales, etc. Et je vous l'ai dit, je l'ai répété, le tout pour Toulouse c'est exactement l'exemple que l'on est en train de vivre aujourd'hui. La ligne Toulouse-Bordeaux avait été rejetée par la Cour des Comptes. M. MALVY ou je ne sais qui, qui avait l'oreille à qui il a pu murmurer, de M. HOLLANDE ou de M. VALLS qui ont décidé de remettre sur le tapis ce projet. Vous vous en réjouissez. C'est réjouissant dans le cadre d'un maillage du territoire. Mais quand je dis que Toulouse va tourner le dos à Montpellier en passant directement à Paris, en passant par Bordeaux, sans qu'il y ait - et vous le savez très bien - non seulement le corridor jusqu'en Espagne sur Montpellier, qui n'est pas encore fait, et La Mougère... On ne va pas arrêter d'en discuter et cela fait des années qu'on vous le dit et je suis contente que vous vous rangiez derrière notre avis.... Ce sera une gare sans clients, sans TGV. Elle est dans une zone inondable, elle pose des tas de problèmes environnementaux et économiques.

**M. le Maire :** Non. Mme JAMET, le commissaire enquêteur a levé cette disposition-là. Elle n'est pas en terrain inondable. Le commissaire a délibéré là-dessus. Que vous attaquiez la gare Mougère, mais pas sur ce point...

**Mme JAMET :** Il est étonnant que des conclusions soient rendues et que, finalement, le commissaire enquêteur s'asseye dessus. Ceci dit, sur Toulouse-Montpellier, tant que nous n'avons pas la liaison entre Toulouse et Montpellier et alors que nous n'avons pas réussi à faire Paris-l'Espagne, je pense qu'il est tout de même incroyable que nous n'ayons pas réussi à trouver sept milliards d'euros pour relier Toulouse à Montpellier puisque, vous le disiez, cela représente 2h30 de route. Mais cela veut dire plus que cela, cela veut dire qu'il va y avoir une fracture territoriale et que Toulouse va véritablement aspirer non seulement tous les fonctionnaires, toutes les forces vives, mais économiques puisque nous n'aurons pas la possibilité d'échanger convenablement entre nous. Vous ne pouvez pas vous satisfaire de ça et moi je conclus : je constate que l'on a mis trente ans pour arriver à voir le TGV arriver sur Montpellier. Trente ans. Et, maintenant, pour le voir aboutir, il va falloir attendre 2030. Eh bien, M. MALVY, en deux temps trois mouvements et en un claquement de doigts a obtenu cette ligne qui coûtera deux ou trois fois plus cher que ce qui aurait été utile ou nécessaire à relier Toulouse et qui aurait été une condition vitale pour que nous puissions, nous, Montpelliérains - puisque moi, quand je suis ici, en assemblée, je parle en tant que Montpelliéraine et en tant qu'élue des Montpelliérains - réellement exister. Je le condamne fermement et je ne comprends pas que vous ne compreniez pas les critiques et que vous puissiez continuer de vous en réjouir. Voilà ce que je voulais vous dire.

**M. le Maire :** Mme JAMET, je retiens de votre propos une phrase exceptionnelle: "en un claquement de doigts, M. MALVY, Président de Région, est arrivé à obtenir la ligne". Vous avez parfaitement indiqué que, si vous n'étiez pas aux commandes de la Région, c'était compliqué d'avoir une ligne. Vous venez de dire, en creux, que sans maîtrise de la gouvernance régionale, cela devenait compliqué de faire une nouvelle ligne de TGV puisque vous avez dit "M. MALVY, en un claquement de doigts y est arrivé".

**Mme JAMET :** J'ai dit que c'était utile et nécessaire. Et je reviens toujours sur l'état de déshérence de notre région où, depuis trente ans, nous n'existons pas. Ni à Paris et ni, demain, dans notre propre Région. Cela aussi, il faut le relever. Effectivement, moi aussi, comme vous, j'ai un rêve, et je me battrais pour gagner cette Région parce que je pense qu'il y a quelque chose à faire, effectivement. Il faut d'abord une volonté, il faut qu'il y ait une équité territoriale.

**M. le Maire :** Je suis heureux de vous l'entendre dire.

**Mme JAMET :** Oui, seulement, comme nous sommes le seul mouvement à dénoncer et la réforme et ses conséquences et ses dérives et ses causes, je ne vois pas pourquoi vous, qui continuez à l'envie de vous réjouir de tout ce qui vous arrive, vous allez, demain, changer la donne.

**M. le Maire :** Vous êtes donc opposée aux Verts qui, eux, sont pour la réforme territoriale.

**Mme JAMET :** Et je suis opposée à M. SAUREL qui est pour la réforme territoriale.

**M. le Maire :** Mais, moi, je ne suis pas Vert.

**Mme JAMET :** Quelle que soit votre couleur. Je ne suis pas dogmatique, moi. Je suis concrète moi. On parle de concret.

**M. le Maire :** Merci, Mme JAMET.

**M. DUMONT :** Pour être encore plus concret que ma collègue, je voudrais revenir sur le problème de ces gens qui sont en tribune, qui sont derrière nous, et qui sont venus vous exposer leurs difficultés et qui sont véritablement exaspérés. Cela m'inspire déjà une première remarque. Le débat auquel nous venons d'assister est surréaliste car, en fait, nous sommes quand même la huitième ville de France et, aux questions très précises que vous ont posées ces personnes, j'ai noté une imprécision technique, juridique, qui fait que ces gens, quand ils vont sortir de cette audience du Conseil municipal, ils n'auront plus d'espoir.

**M. le Maire :** On attend votre plaidoirie, Maître.

**M. DUMONT :** Je veux dire que ce genre de débat ne doit pas venir là. Normalement, ils auraient dû être reçus par des techniciens, et on aurait exposé... Parce que le problème n'est peut-être pas si simple. Je dois vous dire que, personnellement je n'ai pas été éclairé par les observations de votre DGS. Car, en fait, qu'est-ce qu'il nous a dit si on veut aller sur la technique et répondre aux préoccupations du quotidien de ces gens qui vous intéressent. Vous êtes le premier magistrat de la ville. Il nous a dit "d'accord, cette rue, elle est privée et, donc, on a voté une délibération en février 2014 de notre intention de la faire passer dans le domaine public". Soit. Le Conseil municipal a une intention de faire passer du privé au public cette rue pour régler votre problème. On nous dit ensuite "ah mais attention, le problème de l'électricité c'est un problème dépendant, il ne peut pas être traité seul, il faut qu'il soit traité en même temps que la voirie", je l'apprends, et en même temps que le réseau des eaux usées. C'est compréhensible. Et on nous dit "donc, cela doit faire l'objet de procédures à la fois administratives et juridiques". Laps de temps de ces procédures: huit mois. Alors, M. FINA, moi, je sais compter, j'ai été jusqu'à l'école primaire, février 2014 plus huit mois cela nous fait octobre 2014. Nous sommes aujourd'hui un an après. Ces gens-là peuvent vous poser la question - à laquelle vous n'avez pas répondu parce que vous n'avez pas la réponse et parce que, pendant le temps que M. SAUREL, pendant une demi-heure, a joué la montre, vous vous êtes enquis auprès de vos directeurs et collaborateurs "il faut que je réponde à la question des gens qui viennent perturber le Conseil municipal". Vous n'avez pas répondu. Que s'est-il passé pendant ce délai. Je vais vous dire une chose, M. le Maire, et je m'adresse à la population: si nous avions un Maire qui s'occupe à temps complet des affaires, ce petit problème qui concerne 400 000 euros de budget cela fait depuis bien longtemps que la huitième ville de France l'aurait réglé. Seulement, le Maire, il va en hélicoptère à droite, à gauche, et cela ne l'intéresse pas ce problème.

**M. le Maire :** Ca y est, c'est rentré dans les encéphales. M. DUMONT, c'est 400 000 euros multipliés par soixante-dix. Il y a soixante-dix rues qui ont été votées en même temps.

**M. DUMONT :** Qu'est-ce qui s'est passé depuis octobre 2014? Rien. Octobre 2014 à octobre 2015.

**M. le Maire :** Ça fait beaucoup.

**M. DELAFOSSE :** Merci de prendre le temps d'avoir cette discussion avant de commencer l'ordre du jour. Je voudrais revenir sur le point des rues Sichuan et Soboul et la délibération du 17 février 2014. Vous n'étiez pas présent dans l'assemblée municipale même si vous êtes élu de longue date. Mais Max LEVITA était là et c'est un dossier qu'il connaît bien et que nous connaissons tous bien. A Montpellier, l'histoire urbaine de la ville, c'est près de 30% des voiries qui sont privatives, entre 25 et 30%. C'est un chiffre important qui est l'histoire du développement urbain, en particulier sur l'ouest et le sud de la ville. Donc, c'est un problème complexe car c'est à la charge des copropriétaires quand c'est privé, on le sait, dans l'opération ANRU du Petit Bard. On le sait, on en a parlé en Conseil municipal, on a une différence d'appréciation sur la copropriété des Cévennes, sur les commerces, sur un hectare et demi de copropriété.

**M. le Maire :** Quelle est la différence de vue que nous avons sur les Cévennes?

**M. DELAFOSSE** : Sur les Cévennes, le projet, il était prévu d'avoir une voie, qui devienne publique, qui traverse la copropriété. Si vous confirmez qu'elle se fait...

**M. le Maire** : Nous avons acté avec l'Etat l'intervention sur l'espace public, sur la voirie et sur les commerces des Cévennes.

**M. DELAFOSSE** : Donc, de ce point de vue vous confirmez l'intention...

**M. le Maire** : Je vous confirme que sur la copropriété des Cévennes, l'intervention de la Ville se résume à l'espace public à la voirie et aux commerces.

**M. DELAFOSSE** : Donc, dans le projet, il y avait un transfert de domanialité d'une partie de la voirie. Mais là n'est pas le sujet. C'est le sujet avec la rue Sichuan et la rue Soboul. Depuis plusieurs mois les habitants de ces deux rues avaient des problèmes d'éclairage et un problème de vide juridique du point de vue de la domanialité. Parce que la société de promotion qui a réalisé le lotissement a fait faillite et a disparu juridiquement comme c'est le cas dans le secteur de la rue des Cormorans, en face de l'Hôtel de Région et pour lequel s'opère le transfert de domanialité. Donc, il y avait un caractère d'urgence de faire en sorte que cette voirie passe d'un statut privé à un statut public. Et, ensuite par une mise en œuvre d'une procédure - vous connaissez cela très bien - de faire une DUP, une procédure juridique pour opérer ce transfert de domanialité. Et, donc, de faire en sorte que cette rue rentre dans le domaine public et que, par l'intervention publique, les aménagements puissent être réalisés. Vous en avez donné un coût. Certes, c'est un coût qui concerne des circulations où des gens vivent. Que ces coûts-là ne doivent pas être socialisés, c'est un débat. Pour ma part, j'y suis favorable. Le tout étant d'avoir un plan de charge, parce que l'on ne peut pas tout transférer, l'ensemble de la domanialité, d'un seul coup, au budget communal. Mais il y a des priorités et la rue Sichuan et la rue Soboul peuvent être érigées au rang de priorités dans la mesure où, là, il n'y a pas l'éclairage public ce qui pose un problème de sécurité. Et, tous, ici, l'ensemble des élus que nous sommes, sont attachés à cela. Et, donc, je vous invite, M. le Maire, à tout simplement lancer la DUP, prendre cette délibération et en faire un plan de charge et établir les priorités, année après année. Je terminerai mon propos. Vous avez eu un slogan qui est un acte de conviction, de votre part, et qui est bon : "il faut la réparer la ville". Eh bien, là-bas, elle est cassée, elle est abîmée et, donc, la Ville a un devoir de solidarité. Pour faire en sorte que cette domanialité devienne publique. Et je suis certain, M. le Maire, que la sagesse va l'emporter sur ce dossier.

**M. le Maire** : M. DELAFOSSE, je suis d'accord lorsque vous dites que la voirie privée fait 30% des voiries municipales et je suis d'accord avec vous qu'il faut établir un plan de charge dans le temps. C'est ce à quoi nous réfléchissons, sauf qu'aujourd'hui ce n'est plus la Ville, puisque c'est passé à la Métropole et que c'est la Métropole qui gère cela. Elle le gère depuis quelques mois, du fait des transferts de personnel, des transferts de services et que l'on n'a pas encore totalement transféré les personnels. Le dialogue syndical est compliqué parce que l'on demande des modifications d'habitudes entre les services. Nous n'avons pas tous les outils, encore, parce que nous sommes dans la période transitoire. Cependant, sur le fait d'intégrer les voiries dans le domaine public, même si j'étais absent le jour de la délibération, je l'aurais votée. Je l'aurais votée, parce que c'est le sens de l'histoire. Je vous rappelle que, dans l'histoire de la ville, il y a eu des voiries dans lesquelles on a mis, de façon sauvage, l'éclairage public. Je connais ces voiries. Peu à peu, elles sont entrées dans le domaine public. Et l'éclairage a été récupéré. Aujourd'hui, la complexité et les aspects juridiques font qu'agir de cette façon-là nous est totalement prohibé. Je préfère, moi, agir lorsque nous sommes en parfaite adéquation avec la loi sur le domaine public, en positionnant des éclairages sur des voies dont nous maîtrisons le foncier. J'aurais pu dire "je ferme les yeux et s'il y a trois poteaux avec trois lumières, je laisse faire". Mais, ça, je ne peux pas le faire, comme cela s'est fait à une certaine époque. Parce que si je fais ça et qu'il y a un accident, je suis responsable. Aujourd'hui, la voie n'est pas dans le domaine public. Le fait qu'il y ait un vide juridique sur la propriété est totalement indépendant. La rue n'appartient pas, comme les soixante autres rues, à la Ville de Montpellier. Elle ne nous appartient pas. On n'a pas le droit d'agir dans cette rue sans autorisation.

*S'adressant aux manifestants en tribune* : Je vous propose que l'on se rencontre dans mon bureau. Pas en janvier, maintenant.

Si je les rencontre en janvier, on me dit que c'est après les élections. Si je les rencontre maintenant, on me dit que c'est avant les élections. Il y a toujours des élections en France. Dans ce pays, chacun a le droit d'être candidat à une élection,. M. DELAFOSSE, n'emboitez pas le pas du Premier Ministre qui m'a demandé publiquement de me retirer. Mais on est où dans ce pays? Vous le soutenez, c'est votre gouvernement. Le Premier Ministre d'Ukraine aurait demandé à un candidat de se retirer, cela aurait agité tout le tissu international. Et, là, le Premier Ministre français demande à un candidat de se retirer et personne ne bouge, même pas la presse. Mais c'est quoi ça?

*S'adressant aux manifestants en tribune* : Ne vous inquiétez pas, je ne vous oublie pas. Combien vous serez? Si c'est à huit heures du matin? Vous ne serez que deux? Il n'y a que deux maisons dans cette impasse? Mardi six octobre à huit heures. Ça vous va ? Avec plaisir. J'aime le débat démocratique.

Pardon, Mme HART. Il y avait même Mme BARTHAS. J'ai manqué à tous mes devoirs. Et M. MOURE. Je suis désolé, c'est M. MOURE puis Mme HART et enfin Mme BARTHAS.

**M. MOURE** : M. le Maire, chers collègues, je ne veux pas allonger le débat mais vous avez évoqué dans vos informations des points qui sont importants par rapport à l'actualité montpelliéraine. Vous avez fait état, notamment, de l'information qui est parue dans le *Midi Libre*, ce matin, du positionnement de Sup de Co sur la proximité du site de la Mogère. Vous avez raison de dire que ce n'est pas la Métropole ou la Ville qui détermine le lieu d'implantation d'une structure économique. C'est du ressort effectivement de la CCI. Disons quand même que si on a choisi ce lieu, j'imagine que c'est en fonction d'un plan d'ensemble qui n'est pas neutre, à la Métropole, puisque c'est elle qui définit le cadre. Il y a donc un lien entre les deux. En tous cas, je me félicite du choix qui a été fait parce qu'il va amener à proximité d'un lieu stratégique, d'une infrastructure importante, une présence économique qui n'est pas neutre. Sup de Co, derrière, il y a l'économie, il y a des chercheurs, il y a des relations internationales, il y a le tourisme, d'ailleurs, dont on parlera dans un instant. Et cela concerne effectivement le secteur de la Mogère, site sur lequel on entend tout et n'importe quoi. Vous avez relevé à juste titre le positionnement du commissaire enquêteur qui a tordu le cou, en quelque sorte, à ceux qui disent n'importe quoi quant aux risques d'inondation.

Le dossier de positionnement de la Mogère - je reviendrai après sur l'aspect ferroviaire - c'est un dossier qui a été conçu en intégrant toute une série de paramètres, notamment les compensations que l'on se doit d'intégrer pour l'avenir quand on implante un site aussi important vis-à-vis des événements naturels. La compensation, cela permet, effectivement, d'améliorer encore la situation actuelle par rapport à l'inondabilité. Donc, la Mogère n'est pas inondable contrairement à ce que l'on peut entendre dans la bouche de tel ou tel représentant, quelle que soit la coloration de son appartenance politique ancienne, actuelle ou en devenir. Le deuxième élément, c'est que la Mogère ce n'est pas un cas isolé par rapport à l'ensemble des infrastructures qui sont concernées par l'aspect ferroviaire des déplacements. C'est aussi, effectivement, la réalisation de la gare, des aménagements complémentaires, la dalle avec le partage décidé - je l'avais lancé et vous l'avez poursuivi - de 50/50 avec l'Etat. Et puis, c'est aussi le choix des lignes, notamment la ligne à grande vitesse. Vous avez évoqué, vous avez raison, l'histoire de Manduel, qui plombe en partie le dossier sur le plan du calendrier. Mais, là, j'ai tendance à dire qu'il faut renvoyer au débat nîmo-gardois la solution de ce problème qui était prévu. Il y avait un décalage de trois ans mais, normalement, on parlait de 2020. Il faudra que cela soit respecté. Parce qu'il demande un enjeu important sinon il faut revenir, effectivement, sur ce qui correspond à l'aiguillage du côté de Saint-Brès, qui résoudrait la situation. Mais, la gare TGV, dans le fonctionnement à la Mogère tel qu'il a été conçu, ce n'est pas deux TGV. C'est un afflux important de TGV sur le secteur montpelliérain. Ces éléments doivent être combinés avec l'annonce qui a été faite, dans la semaine, du choix de Bordeaux-Toulouse et de Bordeaux-Dax qui représentent à peu près, nous dit-on, 800 millions d'euros. Je relève que le dossier de la ligne grande vitesse Montpellier-Perpignan, Montpellier-l'Espagne, je préfère dire, c'est un choix qui a correspondu au souhait de la Commission européenne qui, dans le cadre de la politique des grands travaux, a souhaité prioriser et préconiser les liaisons transfrontalières, c'est-à-dire, la nôtre, en priorité par rapport à Bordeaux-Toulouse ou Bordeaux-Dax. Je relève, entre parenthèses, aussi, connaissant un peu le dossier - tout au moins ce qu'il était il y a un an - que dans les intentions du côté du Sud-ouest de voir réaliser Bordeaux-Toulouse ou Bordeaux-Dax, le délai d'avancement de ce dossier était très en retard, quand même, par rapport à celui qui concerne Montpellier-Perpignan. On est rentré dans une phase où on va s'approcher, maintenant, du faisceau de 500 mètres - et on vote, je pense, demain, en Conseil municipal, l'avis que nous donnons sur le passage de la ligne Montpellier-Perpignan. Cela veut dire tout simplement qu'il s'agit de ne pas se faire "dauber" par rapport aux priorités de

demain quant au choix de dates de ces différentes réalisations. Si jamais on passait à la trappe, cela veut dire ici, tout simplement, que l'on tournerait le dos à la future grande région dans la relation entre Montpellier et Toulouse. Parce que si on ne fait pas la ligne grande vitesse Montpellier-Perpignan avant les deux tronçons qui sont avancés, cela veut dire tout simplement que la liaison du centre important qu'est Toulouse via Paris se fera par Bordeaux. Et, comme Toulouse a déjà l'avion, et que Montpellier est très en retard sur le plan de l'avion, et n'aura pas l'avancée déterminante que représente la réalisation, via la gare de la Mogère, de Montpellier-Perpignan, on est en position très difficile.

J'ajoute enfin que cet axe Bordeaux-Toulouse-Montpellier-Marseille-Nice-Gênes-Milan c'est l'arc sud européen qui est très complémentaire de la liaison Nord-Sud que l'on a depuis Hambourg jusqu'à Barcelone et Séville. Cela veut dire que ce débat est très important et que, même si la période peut-être plus ou moins plombée ou apparemment accélérée par le débat régional, moi, j'appelle à une grande mobilisation par rapport à cela. Parce qu'il a déjà été très difficile d'obtenir la ligne à grande vitesse - certains ont parlé de 30 ans, cela peut être 35 ou 28, c'est autour de la trentaine. Si, effectivement, il faut attendre - mais là on ne va pas attendre: c'est-à-dire que si Bordeaux-Toulouse se fait et Bordeaux-Dax on risque, nous, d'être plombés pour une bonne cinquantaine - je pense que l'enjeu de Montpellier, indépendamment de la complémentarité ou de l'opposition entre les deux Métropoles, de ce que va définir la nouvelle Région, c'est un point majeur. Et je pense qu'en tant que Président de la Métropole et Maire de la ville de Montpellier il est important que vous preniez votre place pour lancer un véritable débat financier par rapport à cela. Parce que l'Europe est susceptible de financer un peu plus la réalisation du tronçon Montpellier-Perpignan et je pense que si l'on n'avait pas ça, on serait coupable vis-à-vis des citoyens, non pas dans six mois ou dans trois ans - personne ne s'en apercevra - mais dix ans, dans quinze ans ou dans vingt ans, on jouera en deuxième division ou en nationale. Même si j'espère que l'on va bientôt remonter, sur le volet sportif de cette question.

Dernier point, parce que l'argent public, c'est important. On a évoqué tout à l'heure une information qu'avait donnée le Président de la République lors de sa venue à Montpellier sur la mise à disposition gratuite de foncier d'Etat. Je dois dire, même si je n'aime pas trop faire a posteriori, que si la ville, il y a quelques grands mois, avait pris la décision, peut-être, d'attendre un peu sur l'EAI, on aurait économisé 19 millions d'euros. Et les 19 millions d'euros auraient peut-être permis de réaliser les 70 fois 400 000 euros dont parlaient les gens qui sont à la tribune.

**M. le Maire :** Je suis d'accord avec vous du début jusqu'à la fin et tout ce que vous venez de dire montre bien l'importance de soutenir l'équité de traitement ou l'équilibre territorial entre les deux métropoles et les deux territoires régionaux. Parce que, si on laisse faire, voilà ce qui se passe. Je ne vous fais pas un schéma.

**Mme HART :** Merci. Bonsoir à toutes et à tous. Je vais changer de sujet tout en souhaitant une solution heureuse à ces messieurs dames. En fait, à la demande de plusieurs associations caritatives humanitaires, je voudrais vous demander ce que projette de faire notre belle ville d'accueil et de solidarité pour la venue des réfugiés dans les semaines à venir.

**M. le Maire :** Merci, Mme HART, mais on a déjà répondu sur ce sujet. En partenariat avec l'Etat... On l'a dit dans la presse mais pas en Conseil, vous avez raison, Mme HART, pardon. On a mis en place, avec l'Etat, un CADA, Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile, qui est de 90 places dont 60 seront installées dans un bâtiment qui se trouve à proximité du quartier de Mermoz, qui appartient à l'Etat. Puisque nous avons un projet immobilier sur toute cette maille, on s'est entendu avec l'Etat pour qu'il aménage le CADA à cet endroit-là mais que la Ville rachète l'ensemble de la parcelle, relogé le CADA dans un bâtiment lorsqu'elle le pourra et décidera de faire le programme immobilier. Donc, c'est une transaction partagée entre la Ville et l'Etat pour accueillir 90 personnes, dont 60 sur le site et 30 en diffus.

**Mme HART :** Est-ce que le chiffre va augmenter?

**M. le Maire :** Non, c'est 90 mais il y a déjà un CADA de 75 places mais sur du tissu diffus. Et, là, on crée 90 places supplémentaires. Mais on le fait en partenariat avec l'Etat. Avec les services de la Préfecture puisque vous savez que les demandeurs d'asile sont adressés par la préfecture aux opérateurs. Et, l'opérateur, pour nous, c'est Gammes, présidé par l'ancien préfet CONSTANTIN.

**Mme BARTHAS-ORSAL** : M. le Maire, je voudrais rebondir sur ce qu'ont dit messieurs dames au balcon. Déjà, je voudrais leur dire que toutes les zones pavillonnaires ne sont pas concernées par le ramassage des ordures ménagères une fois par semaine et qu'avant la fin de l'année, avec la Métropole, nous allons identifier les besoins de chaque maison qui est concernée et que nous modifierons donc le volume des bacs des ordures ménagères. De plus, nous allons faire une campagne d'information importante à la fin de l'automne et nous allons travailler énormément sur le tri sélectif. Donc, si les personnes ont besoin, également, d'un bac de tri sélectif plus important, nous le modifierons. Ensuite, je souhaiterais interpeller M. DELAFOSSE et je lui demanderais de dire à Mme DELGA qu'elle cesse de faire de l'affichage sauvage dans la ville de Montpellier parce que nous sommes là pour réparer la ville et qu'elle elle est en train de la salir. Cela nous coûte assez cher comme cela. Merci.

**M. le Maire** : Mais M. DELAFOSSE ce n'est pas le représentant de Mme DELGA. Qu'on s'adresse directement à Mme DELGA. Mais merci pour la Ville et sa protection en termes de propreté. Je réponds à la question que m'a posée si gentiment Mme BOUALLAGA. Vous ne voulez pas que j'y réponde? Je vais vous répondre concernant la demande sur les Conseils citoyens. Actuellement, il y a huit Conseils citoyens qui sont complets. Vous savez que l'on tire au sort les citoyens et que la procédure est longue. Parce que nous sommes la seule ville à le faire totalement. Il y a des villes qui ont commencé par tirer au sort quelques citoyens et qui ont complété avec les citoyens volontaires. C'est-à-dire avec les amis des amis. Nous, on l'a fait avec les listes électorales, avec des quotas de jeunes qui sont prévus, comme le demande et l'autorise la loi. A ce jour, il y a huit Conseils citoyens qui sont complets. Il y en a quatre qui seront complets dans les jours à venir. C'est quatre qui manquent et qui seront déposés à la préfecture parce que c'est le préfet qui donne son accord. C'est le Pas du Loup, l'Aiguelongue, la Pompignane, et la Croix d'argent. Ce sont les quatre qui manquent.

**Mme BOUALLAGA** : Force est quand même de constater qu'il y a eu une véritable carence en matière de communication. Vous savez que j'ai été une élue de terrain. Et je continue. Je vais à la rencontre des riverains et des habitants et il est clair et net... tout le monde twitte mais, moins je ne twitte pas, je préfère, moi, voir les gens. Donc, il est clair et net que les gens ne comprennent pas ce que c'est que ce fameux Conseil citoyen et je trouve cela vraiment dommage.

**M. le Maire** : Vous avez raison parce qu'il y a une partie de la population qui n'est pas habituée à faire de la politique. C'est là l'intérêt de tirer au sort les citoyens sur les listes électorales. Je l'ai vu, je les ai reçus. Il y en avait 300 dans la Salle des rencontres. Quand je les ai vus, il y a des gens qui n'avaient jamais eu de contact avec la Mairie, avec la chose politique. Ils n'avaient jamais vu un élu de leur vie. Sur 270 000 habitants, cela arrive. Mais c'est là l'intérêt de la démarche. C'est que, justement, ils s'approprient la chose publique et, petit à petit, ils s'intègrent dans le fonctionnement. J'ai trouvé cela très bien. Ils étaient ravis et ils sont tous revenus.

**Mme BOUALLAGA** : Je pense que c'est dans l'intérêt des Montpelliérains de leur réexpliquer ce que c'est vraiment. Ces instances démocratiques vont donner une nouvelle ligne directrice aux quartiers populaires qui suffoquent sur Montpellier. Vous l'avez dit, à mon avis on peut le dire, les gens des quartiers, n'ayons pas honte, n'ont pas l'habitude qu'on s'intéresse à eux. Vu que cette loi s'intéresse directement...

**M. le Maire** : Merci. Cela, je le prends comme un compliment.

**Mme BOUALLAGA** : Vu que cette loi s'intéresse directement à eux. Et je veillerai personnellement à ce que la loi soit appliquée correctement.

**M. le Maire** : Je compte sur vous.

**Mme BOUALLAGA** : Merci.

Adoption de l'ordre du jour.

**Pour : 64**

**Contre :**

**Abstentions :**

## ***Adopté à l'unanimité.***

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent (23 juillet 2015).

**M. le Maire :** On va prendre maintenant l'ordre du jour puisque la série des questions à l'assemblée a été longue mais instructive. Je vous propose donc d'adopter le procès-verbal de la séance du 23 juillet, si vous n'y voyez pas d'inconvénient. Qui est contre? Qui s'abstient? Pardon. M. DELAFOSSE, oui?

**M. DELAFOSSE :** Sur ce procès-verbal, nous avons eu un échange sur l'audit du CCAS. Je vous avais demandé s'il pouvait être joint au procès-verbal.

**M. le Maire :** Vous l'aviez demandé pour vous.

**M. DELAFOSSE :** Je l'ai demandé en tant qu'élus. Et je vous remercie, vous me l'avez envoyé. Mais je souhaite qu'il soit joint, également, au procès-verbal, comme un acte de transparence.

**M. le Maire :** Je réponds à votre question. L'audit du CCAS est à la disposition des élus. Si vous l'avez, il n'y a pas de raison que les autres ne l'aient pas. On va leur faire passer.

**M. DELAFOSSE :** Donc, vous vous engagez à ce qu'il y ait un additif. Dans ce cas-là, on vote pour. Juste une question, M. le Maire: est-ce que vous pouvez confirmer ou infirmer le fait qu'il y a eu une plainte déposée suite aux inondations ? Il y a une rumeur qui court.

**M. le Maire :** A quel sujet ? Une plainte déposée par qui ?

**M. DELAFOSSE :** Au sujet des inondations. Une plainte déposée par la famille. Il y a eu un événement tragique et est-ce qu'il y a eu une plainte?

**M. le Maire :** Je n'ai pas eu écho de cette plainte.

**M. DELAFOSSE :** Merci, M. le Maire, de votre réponse.

**M. le Maire :** Mais il faut demander au Parquet parce que moi, en tant que Maire, je n'en n'ai pas été informé. Je mets aux voix le procès-verbal. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

Ensuite, pour l'adoption de l'ordre du jour, il comporte 61 affaires. L'affaire 7 a été retirée. L'affaire 56 est modifiée, le Comité technique du 25 septembre n'ayant pas rendu son avis sur la suppression de l'emploi fonctionnel de DGST. L'affaire 62, manifestation "Cœur de Ville en lumières", l'approbation du règlement de parrainage a été rajoutée. Et les affaires 57 à 61 concernent les désignations de représentants du Conseil municipal dans différentes instances au scrutin majoritaire. Je vous propose donc également de les voter à main levée si vous n'y voyez pas d'inconvénient. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

Vous pouvez d'emblée noter que le prochain Conseil aura lieu le 5 novembre à 18 heures.

***Pour : 64***

***Contre :***

***Abstentions :***

***Adopté à l'unanimité.***

*Monsieur LARUE sort de la séance.*

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal (cf. fin du document).



## **1. Rapport d'audit du cabinet Ernst & Young sur les locaux associatifs**

Dans le cadre de son marché d'inspection générale externe, la Ville de Montpellier a confié au cabinet Ernst & Young une mission d'audit sur les locaux associatifs, dont les objectifs étaient les suivants :

- Effectuer un état des lieux des procédures d'attribution des locaux associatifs et du pilotage de ces mises à disposition.
- Vérifier l'existence, la conformité et le suivi des conventions d'occupation.
- Vérifier in situ la conformité de l'occupation des locaux en regard des conditions définies dans la convention.
- Proposer des axes d'amélioration permettant d'assurer la qualité et la transparence du dispositif d'attribution des locaux associatifs et garantir la fiabilité et l'efficacité du suivi administratif et financier des conventions signées.

Les principaux constats établis par l'audit à l'issue de la mission peuvent être synthétisés comme suit :

- Manque d'harmonisation des conventions de mise à disposition de locaux selon les directions gestionnaires.
- Absence de document formalisant les règles de fonctionnement de la CALA (commission d'attribution des locaux associatifs).
- Nombreuses associations du périmètre de l'audit ont changé les serrures des locaux sans accord préalable ni information de la collectivité.
- Outil de gestion informatisé insuffisamment exploité.
- Procédure de recouvrement des impayés insuffisamment partagée entre les directions gestionnaires et la trésorerie.
- Plusieurs associations du périmètre de l'audit n'utilisent pas les locaux conformément à la destination prévue dans la convention ou les utilisent peu ou pas.

Sur la base des préconisations formulées par l'audit, la Ville de Montpellier s'est engagée dans une série de mesures correctives :

- Création d'un modèle type de convention de mise à disposition avec une partie "clauses particulières" pour s'adapter aux spécificités.
- Etablissement d'un règlement de fonctionnement de la CALA (membres, rôle et missions).
- Formalisation des états des lieux d'entrée et de sortie des locaux associatifs.
- Interdiction express des changements de serrures sans accord préalable à inscrire dans le modèle type de convention.
- Harmonisation du suivi administratif et financier des locaux (dont le processus de recouvrement) en formant l'ensemble des directions concernées à l'outil AS-TECH.
- Vérification régulière de l'usage des locaux et remise en cause de l'attribution si l'usage du local est modifié sans accord préalable ou si le local n'est pas utilisé.

Le rapport d'audit retraçant les observations et les recommandations du cabinet Ernst & Young a fait l'objet d'une inscription à l'ordre du jour du Conseil Municipal du 29 septembre 2015, est annexé à la présente délibération et est donc consultable à ce titre, comme le prévoit le règlement intérieur de l'assemblée délibérante, 48h avant la séance du Conseil Municipal.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :**

- prendre acte du rapport d'audit du cabinet Ernst & Young sur les locaux associatifs, ainsi que du débat relatif à ce rapport.

## **Intervention auditeurs Ernst & Young : M. MIDEY et Mme DEMAILLE**

**M. le Maire** : Je vous propose donc d'entendre le rapport des auditeurs du Cabinet Ernst and Young, qui vont nous présenter l'audit sur les locaux associatifs. Je vais leur demander de bien vouloir s'asseoir à la tribune.

**M. MIDEY** : Bonsoir à tous. Je suis Florent MIDEY, directeur associé au sein du cabinet Ernst and Young. Sur cet audit des locaux associatifs, avant de vous présenter, avec ma collègue Julie DEMAILLE, l'audit, je dirai quelques mots sur le contexte, les objectifs et le périmètre de l'étude.

Le contexte. Sur cet audit il faut savoir que la ville de Montpellier compte 318 associations qui se répartissent 290 locaux. Le sujet que l'on a eu à traiter dans cet audit c'est la façon de gérer ces locaux, l'attribution des locaux au sein d'une association. Aujourd'hui, ce sont cinq directions différentes qui gèrent ces locaux: la Direction de l'Immobilier, Action territoriale, Culture et Patrimoine, Jeunesse et Sport, et Relations internationales. L'ensemble de ces locaux sont répartis entre les différentes directions sur la base des activités, qui est une répartition assez logique : chaque direction, vu son périmètre d'action, reçoit les associations. Il faut savoir qu'au cœur du dispositif, on a constaté un rôle très important de la CALA qui est la Commission d'attribution des locaux associatifs, créée en 2011. C'est un organe de gouvernance particulièrement fondamental dans le dispositif. La Ville de Montpellier, comme un peu toutes les villes, est confrontée à une pénurie de locaux associatifs, d'où l'intérêt d'avoir une instance qui définit des règles d'attribution des différents locaux. Il faut savoir que, dans les constats, il y a aussi la possibilité d'envisager des mutualisations de locaux pour mieux utiliser ce patrimoine de la ville au service de l'action associative. C'est ce que nous nous sommes efforcés de regarder dans l'audit. Sachant que l'on a aussi regardé le fonctionnement de logiciels dont la ville a fait l'acquisition tel que le logiciel AS-TECH, qui permet de gérer le patrimoine, à la fois sous l'angle inventaire et sous l'angle de la partie technique.

Les objectifs de cet audit, comme tout audit, c'est apporter un regard indépendant et compétent sur un certain nombre de sujets. Nous en avons retenu cinq : l'état des lieux des procédures d'attribution des locaux associatifs, comment c'est organisé et comment cela a fonctionné ces derniers temps, l'existence, la conformité et le suivi des conventions d'occupation, ensuite, on a vérifié in situ la conformité de l'occupation des locaux telle que définie dans la convention sur un échantillon d'associations. Pour être tout à fait précis, on a vérifié 42 associations sur 318, ce qui fait un échantillon de 13%. Ce qui est assez représentatif. Dans un audit, on est quand même obligé de faire un échantillon. On ne peut pas aller voir toutes les associations. Mais, du coup, on vous présentera le compte-rendu de ces visites. Et puis, bien sûr, au regard de tout audit, au-delà des constats que l'on va vous présenter, cela va être de proposer un certain nombre de recommandations d'amélioration du dispositif. Charge, après, à la Mairie, de retenir et mettre en place les recommandations. En tous cas, nous, on va vous présenter les principaux constats et recommandations sur ces 13% d'associations visitées.

Sans plus attendre, Julie va vous présenter les constats et les recommandations.

**Mme DEMAILLE** : Bonsoir. Donc, sur les constats et la page 8, je vais vous expliquer. Nous avons fait une synthèse des quarante-deux locaux que nous avons visités, qui nous ont permis de vérifier l'existence et la qualité des conventions d'occupation ainsi que la conformité de l'occupation des locaux au regard des conditions définies dans ces conventions. Ce que vous pouvez voir en couleur. Nous avons identifié le niveau d'utilisation du local, de très faible à élevé. Très faible c'est qui est en rouge et élevé c'est ce qui est en vert. Sur l'état du local, de la même façon, nous l'avons évalué d'un niveau insalubre, indiqué en rouge, jusqu'à un niveau très bon, indiqué en vert foncé. Sur cette page et sur la suivante vous avez une représentation synthétique des 42 visites que nous avons effectuées. Donc, je vais vous donner une synthèse dans la page suivante, de ces visites. Donc, il y a 43% des locaux ayant été visités qui ont fait l'objet d'un changement de serrure, sans concertation avec les agents de la Mairie qui en ont la responsabilité. Ce qui représente quand même un panel assez important.

Donc, par rapport à ces éléments, ce que nous avons commandé, c'est de récupérer puis de conserver un jeu de clés de tous les locaux associatifs pour des raisons de sécurité et d'intervention d'urgence. Ces actions devront faire l'objet d'un rappel sur l'interdiction des changements de serrure sans accord préalable. D'une manière générale, sur ces locaux que nous avons visités, 26% ne font l'objet d'aucune remarque, 14% font l'objet de

remarques dont la criticité est jugée comme faible ou moyenne, 43, soit 18 locaux sur 42, font l'objet de remarques dont la criticité est jugée comme forte. Dans ces locaux-là, notamment, cela correspond notamment à la fréquence et à l'activité des associations. A titre d'exemple, sur l'espace Jacques Ier d'Aragon que vous voyez d'ailleurs sur ces pages, les associations, sur le niveau d'utilisation qui est indiqué en rouge, notamment Amigos de Europas Centro Valenciano Del Exterior, Colonia Espagnola, Iberia Cultura et Casa des España, sur ces associations, ce qu'on a constaté, c'est que les bureaux étaient vides. Pour une des associations, le président étant malade, sa fille essaie de reprendre l'activité de l'association mais, en fait, avec peu d'activité. Sur ces exemples-là il n'y a pas d'aménagement prévu dans les locaux que nous avons visités et donc les associations ne semblaient pas avoir une activité réelle. 17%, soit 7 associations sur 42 font l'objet de remarques dont la criticité est jugée très forte. Notamment basée sur l'impossibilité de visiter les locaux et ou sur d'importantes irrégularités qui représentent une priorité d'intervention. Sur ces associations nous pouvons citer, notamment concernant certaines associations dont l'objet n'est pas conforme à ce qui est indiqué dans la convention, on peut citer à titre d'exemple Alerte l'Indien; on a pu constater dans les locaux des tables de jeu ainsi que la promotion de tournois. Tang'Hérault, où le local a été transformé en bar dansant avec de la vente d'alcool. Harkis Combattants où il y a une partie du local qui a été transformé en salle de prière. Il y a d'autres locaux où, par contre, nous avons constaté, plutôt, un état insalubre, qui nécessite à la fois un traitement par la Ville avec le fait d'avoir des locaux qui permettent l'usage de ces locaux de manière conforme. A titre d'exemple, on peut citer Gipsys Catalans où le local était vraiment insalubre alors que, pourtant, le local avait été attribué assez récemment. Les Restos du cœur, où il y a une véritable activité, l'association a une utilité très importante mais, en revanche, le local qui a été attribué est vétuste et n'est pas adapté pour l'accueil d'un public aussi important. Là, c'est une utilisation particulière qui est faite de ce local et il nécessite, avec la Ville et les services concernés, de définir le projet, au départ, pour pouvoir attribuer un local qui soit adapté à l'usage qui en sera fait. Un dernier exemple pour l'association Guitares de la Méditerranée, où ce local, quand on l'a visité, était vide, puisque les clefs avaient été rendues par le président. Et, en l'occurrence, le processus d'attribution avait besoin d'être redynamisé puisqu'il n'avait pas été encore réadmis.

Concernant les recommandations et notamment ce que l'on a préconisé sur la mise en place de clauses, notamment la visite annuelle des locaux qui peut être associée, aussi, à des contrôles inopinés, et une liste peut-être, d'interdictions, notamment le fait, peut-être, de changer les serrures sans l'accord de la direction concernée. Il est nécessaire aussi d'organiser une visite à minima avant toute reconduction de l'ensemble des locaux associatifs afin de valider la correcte utilisation des locaux, l'adéquation entre activité et surface ainsi que l'état des locaux permettant une évaluation précise de la valeur locative. Voilà sur ce premier point concernant la vision des visites que nous avons réalisées.

Dans le rapport d'audit que vous avez, il y a une fiche qui a été réalisée pour chacune de ces visites avec, à la fois les données que nous avons en point d'entrée - qui étaient, notamment, la connaissance des agents des sites que nous visitons et le constat que nous avons fait sur place, quand nous avons visité les lieux. Et nous avons associé un certain nombre de photos puisque nous en avons fait un certain nombre lors de nos visites.

Sur les autres points, il y en a cinq. Un processus général non formalisé. En l'occurrence il n'existe aucune note ou procédure encadrant l'activité d'attribution des locaux associatifs. Donc, sur ce point, il conviendrait de diffuser une procédure générale d'attribution des locaux associatifs dans laquelle serait clairement spécifiées les conditions d'attribution d'un local - à titre gratuit, onéreux, avec ou sans charge - les rôles de chaque direction dans le processus, la documentation nécessaire à transmettre afin que le dossier soit traité par la CALA, le rôle du Conseil municipal. De même, aucun règlement ne définit les rôles de la Commission d'attribution des locaux associatifs. Par conséquent, la gouvernance du dispositif n'est pas pérenne. Il conviendrait donc de diffuser un règlement de la CALA afin de définir le rôle et les missions de la Commission, mettre en place un bureau permanent et prévoir la consultation de membres occasionnels, définir la fréquence de tenue des instances.

Nous avons également constaté des pratiques hétérogènes au sein des directions - du fait qu'il n'y ait pas de procédure cela génère effectivement que chaque direction a une façon de procéder qui peut être différente - et notamment sur certains points où il y a des prévalidations, en amont de la CALA, des conventions non harmonisées et un suivi administratif inégal d'une direction à l'autre. Certaines directions n'effectuent aucun suivi pour l'état des lieux de l'entrée effectuée. Il convient donc, à ce titre, de mettre à jour et diffuser une convention unique, en relation avec le département juridique de la Mairie. Cette convention devra prévoir une partie closes particulières afin de laisser la latitude aux directions d'appliquer une clause spécifique à une situation. Définir et diffuser un dossier unique de demande d'attribution des locaux à destination des

associations. Ce dossier pourra, entre autres, stipuler les pièces justificatives devant être transmises lors de toute demande et, par conséquent, réduire le temps de traitement actuel. Systématiser et formaliser les états des lieux d'entrée et de sortie d'un local associatif.

Troisième point, la nécessité de clarifier les rôles et responsabilités des directions. Aujourd'hui il n'existe pas de procédure indiquant les rôles de chacun, ce qui ne permet pas d'asseoir la légitimité de la DAI qui est pourtant placée au centre du dispositif. De fait, son rôle d'évaluation et de suivi des impayés n'a pas de réel fondement. Il convient de mutualiser un fichier disponibilité des locaux administratifs afin de s'assurer qu'il n'y a pas de local qui reste aujourd'hui sans association compte tenu des demandes et pour que l'ensemble des locaux soient attribués. Engager une réflexion sur la possibilité de mutualiser les travaux de maintenance au sein d'une direction unique, mettre en place et diffuser un tableau définissant les seuils de maintenance et de travaux afin de formaliser et identifier les domaines d'intervention des directions concernées. Et, en se basant sur le projet actuel de mise en place d'une base de données porté par la DCP, mettre un place un système de gestion documentaire type gestion électronique d'informations et documents afin de faciliter la collecte, l'exploitation, la recherche, l'archivage des documents et de permettre leur consultation à toutes les directions qui en ont besoin. Il existe une procédure de recouvrement des impayés insuffisamment partagée entre les directions et la trésorerie. Aucune procédure n'encadre l'activité et les responsabilités de chacun lors des actions de recouvrement des impayés. De plus, bien que clairement délégué à la trésorerie municipale, l'ensemble des actions et dispositions permettant le recouvrement des impayés ne semble pas être réellement utilisé. Donc, il convient de formaliser le processus de recouvrement des impayés, harmoniser le suivi administratif et financier des locaux, en formant l'ensemble des directions concernées à l'outil AS-TECH.

Dernier point d'audit, une valorisation des locaux floue et peu encadrée. Il existe une prise en charge par défaut par la DAI. La valorisation des locaux ne dispose d'aucun cadre réglementaire au sein de la Mairie. De même il n'existe aucun document expliquant la base de calcul des 35 euros ainsi que son application uniforme sans prise en compte de la superficie des locaux mis à disposition. Il convient de rédiger et de diffuser une procédure générale d'attribution des locaux associatifs dans laquelle seraient clairement spécifiées les conditions d'attribution d'un local associatif à titre gratuit ou onéreux, avec ou sans charge. Et, à ce titre, des critères qualitatifs pourraient être intégrés afin de disposer d'éléments d'aide à la décision. Notamment la stratégie politique des relations internationales au niveau de l'activité. Certaines, notamment la DAI, ont commencé à mettre en place ce type de critère qualitatif pour - justement ce que l'on évoquait en début de discussion - à la fois bien définir le projet de l'association pour être en mesure de lui attribuer le local qui lui convient, et d'avoir un suivi plus régulier durant l'année et le travail qui est fait avec cette association.

**M. le Maire :** On va adopter une positive attitude. J'aimerais vous rappeler quelques chiffres. Premièrement, il y a 290 locaux associatifs qui abritent 318 associations parce que certaines sont mutualisées dans des locaux. Quelques-unes, seulement. L'analyse a été faite par le cabinet d'audit sur 43. C'est cela? 42. Donc il y a 42 locaux associatifs qui ont été expertisés par les auditeurs sur 290 existants. Ce qui est apparu dans le rapport de l'audit, c'est qu'il y a un problème, visiblement, avec les clefs. Et que la CALA, qui est la Commission d'attribution des locaux associatifs a été pilotée sans aucune règle. C'est-à-dire "à la bonne franquette" pour le dire en positif. Je traduis en langage positif. Donc, on est dans cette situation, avec des cas particuliers qui sont très différents les uns des autres. Mais, celui qui est à remarquer est quand même celui des tables de jeu. Je vais vous donner la parole et, ensuite, je vais vous expliquer ce que je souhaite faire.

**M. VIGNAL :** Je ne sais pas si tous les audits ont été aussi performants mais je vous félicite pour cet audit pour plusieurs raisons. Je crois savoir que la ville de Montpellier a 54 000 mètres carrés de locaux entre les locaux associatifs et les Maisons pour tous. C'est certainement la ville, en France, qui a le plus de locaux associatifs et on sait pourquoi il y a un tissu très riche à Montpellier. J'ai été, avec quelques-uns, à la mise en place de la CALA. Il y a deux problèmes, à mon avis, M. le Maire. Il y a un problème politique, et il y a un problème de service. J'ai souvenir, quand on présidait la CALA que l'on aurait aimé, effectivement, qu'il n'y ait qu'un seul service qui gère l'ensemble des locaux. Mais c'est vraiment que chaque service, culture, sport, DAI, avait envie d'avoir ses locaux et, souvent, les entretenait, aussi. Et puis, on va le dire - on n'est qu'entre nous - il y avait aussi un problème politique. C'est à dire que certains adjoints ou des conseillers généraux ou régionaux nous appelaient en nous disant "je souhaite que telle association soit hébergée dans les locaux". Alors, M. le Maire, c'est ambitieux ce projet. Et, moi, j'espère que vous ferez un seul service pour éviter les guéguerres entre services - pour dire "je pèse tant de fonctionnaires et tant de mètres carrés - parce que nous avons cette richesse.

Et la deuxième chose, je ne sais pas s'il faut conserver la CALA mais je pense que la CALA doit être portée au niveau du Maire ou du Premier Adjoint. Pour pouvoir trancher. Ce que nous n'avons pas fait, malheureusement, au mandat précédent, où il n'y avait pas assez de repères et pas assez de pilote sur ce sujet-là. Parce quand vous vous retrouvez avec une demande d'un adjoint ou d'un conseiller général ou d'un adjoint de quartier, je pense qu'il y a vraiment un sujet politique à aborder. Je ne sais pas si, dans votre étude, vous avez vu mais, dernièrement, il y a aussi des loyers que paie la ville à des privés. Et, cela, ce n'est plus possible. J'ai cru comprendre, d'ailleurs, à Gambetta, que nous allions fermer cette maison, M. le Maire. J'avais commencé, déjà à déménager des gens, puisqu'elle ne coûtait pas moins de 100 000 euros par an soit, sur dix ans, l'équipement. Et donc, je crois savoir qu'il y aura un supermarché. Et je crois savoir aussi qu'il y avait dans les valises, vous me direz le nom mais je crois que c'est la Maison des anciens combattants, qui est à côté de Pépé Carvalho, où il y avait douze bureaux et où je pense que là aussi on a un sacré patrimoine. Cela appartient à la Ville et, à l'époque, on payait 60 000 euros d'entretien d'ascenseur. Je pense que cela aussi, dans la réflexion sur la mutualisation, ce serait intéressant. Est-ce que l'on peut mutualiser des associations?

Parce que, dans le contexte "bisounours" c'est possible. Dans la réalité, c'est moins facile à faire. Nous avons essayé. Quelques associations ont très bien joué le jeu mais d'autres, au bout de deux mois, ne se passaient pas les clefs, ne faisaient pas l'entretien, fouillaient dans les bureaux. Donc, je pense qu'effectivement, il y a une réflexion sur la mutualisation. Peut-être une vraie réflexion sur quel projet pédagogique sur le territoire amèneront ces nouvelles associations.

Et je ne voudrais pas être trop long, M. le Maire mais quid, aussi, de la relation que l'on peut avoir, je pensais aux Maisons d'agglomération, je pensais aux Maisons départementales, je pensais même à des locaux de région? Ce que l'on a pu faire avec le sport, que ce soit à la Région ou au Conseil départemental, à la Paillade, par exemple, les deux gymnases ont été payés par le Conseil général, ouverts dans les collèges mais, entre midi et deux, le soir, les weekends et les vacances scolaires, à la disposition de la Ville de Montpellier, qui ne payait que le gardien. Je suis ravi de cette étude. Je pense qu'il y a des choses à faire, intéressantes, mais c'est vrai quand même - même si, bien sûr je condamne les serrures changées, mais la charte devrait réparer tout cela - n'oublions pas que dans certains territoires difficiles il y a des gens qui bénévolement - et souvent, eux-mêmes n'ont pas forcément beaucoup de moyens - s'investissent. Et la Ville, contrairement à d'autres villes, dont une, - je pense au territoire de Lunel qui est très compliqué - a un super réseau associatif et même s'il faut condamner ceux qui s'en servent pour dormir, aussi - on a même trouvé des gens qui dormaient dans des locaux.

Je pense que cette étude est intéressante si elle débouche sur un seul service pour éviter la guerre des services et est portée politiquement pour être tranchée.

**M. le Maire :** Merci, M. VIGNAL. Et pas que pour dormir. Parce que, nous, le premier cas que l'on a eu à traiter, avec Max, c'est un Algeco.

**Mme BONNET :** M. le Maire, chers collègues, Messieurs dames d'Ernst and Young, je n'ai qu'une question. Je voudrais savoir le coût de cette étude.

**M. le Maire :** Je ne sais pas. On va le chercher et on va vous le dire. Pourquoi, cela vous choque que l'on fasse une étude?

**Mme BONNET :** Je ne dis pas que cela me choque je dis que je veux savoir combien cela coûte.

**M. le Maire :** C'est bizarre que vous posiez cette question et que vous ne demandiez pas combien cela coûte, tout ce que l'on vient d'entendre, à la Ville. Faire changer 200 serrures, etc.

**Mme BONNET :** Quand j'ai regardé les anciens comptes-rendus des Conseil municipaux, je ne connais pas toutes les associations de Montpellier, loin de là, en revanche j'en connais certaines et je sais ce qu'elles font. Et j'ai pu regarder les subventions qu'on leur donnait. Jamais, dans les associations que je connais et que je fréquente il ne m'a semblé que les subventions qu'elles recevaient étaient exagérée par rapport à ce qu'elles faisaient. Je suis loin de juger toutes les associations ou de mettre en doute votre étude qui est certainement tout à fait juste.

**M. le Maire :** Mais, Mme BONNET, vous êtes élue de la Ville et votre devoir c'est de défendre la Ville. Alors je suis très étonné de votre question.

**Mme BONNET :** Mais cela n'a aucun rapport.

**M. le Maire :** Lorsque l'on essaie de mettre en transparence la politique municipale avec des audits extérieurs, et je vous en dirai le prix, je suis très étonné de votre démarche intellectuelle. Vous auriez pu vous poser la question combien coûtent 250 serrures changées. Combien cela coûterait à la Ville s'il y avait un problème de sécurité puisque nous n'avons pas le double des clefs. Ça, ce sont des questions de quelqu'un qui défend la Ville.

**Mme BONNET :** Je pense qu'il y a eu, peut-être, des négligences à certains moments, parce que l'on ne peut pas tout vérifier. Moi, c'est la première fois que je suis élue. Je n'étais pas élue avant.

**M. le Maire :** Vous êtes pardonnée.

**Mme BONNET :** Merci de me pardonner mais je n'ai rien à me faire pardonner. La seule chose que je veux savoir c'est parce que, d'abord, c'est une curiosité de ma part - je veux bien savoir combien coûte une étude d'Ernst and Young pour vérifier l'activité des associations de Montpellier. Je ne crois pas que cela soit secret ni malsain de se poser cette question.

**M. le Maire :** Ce n'est pas vérifier l'activité. C'est vérifier l'usage des locaux associatifs qui appartiennent à la Ville. Attention, soyons précis dans le vocabulaire.

**Mme BONNET :** Peut-être qu'en effet, si cela met en évidence des négligences, peut-être que ces négligences-là auraient pu être constatées antérieurement en visitant les associations, en posant les questions, à l'époque. Je ne sais pas. Oui, j'aimerais bien savoir le prix de cette étude, voilà.

**M. le Maire :** Je vous ferai passer le prix de l'étude puisque cela répond à votre curiosité, ce qui est normal, en tant qu' élu, de vérifier où va l'argent public. Mais je vous dis que dans cette étude le but n'est pas de vérifier les activités intrinsèques des associations mais les locaux qui appartiennent à la Ville. Ce sont deux choses différentes. Et on veut savoir ce qui se passe dans des locaux qui appartiennent à la Ville parce que c'est un problème de responsabilité, de sécurité.

**Mme BONNET :** Parce qu'avant on ne le savait pas?

**M. le Maire :** La preuve. Vous le saviez qu'il y avait des tables de jeu, vous?

**Mme BONNET :** Pas du tout. Je ne pouvais même pas l'imaginer.

**M. le Maire :** Alors ne dites pas que les élus qui pilotaient la CALA dans l'ancien gouvernement le savaient et qu'ils n'ont rien dit.

**Mme BONNET :** Non, je n'ai pas dit cela. Je ne me serais pas permis.

**Manifestants en tribune [Intervention hors micro]:** Mais vous le supposez quand même.

**Mme BONNET :** Pas du tout, je n'ai jamais dit cela.

**M. le Maire :** Moi non plus. Surtout que c'est des gens très bien.

**M. DELAFOSSE :** Chers collègues, de la même manière j'espère que l'on aura l'audit joint au procès-verbal.

**M. le Maire :** Oui, vous l'aurez.

**M. DELAFOSSE :** Dont acte. Je voudrais quand même réagir à cela. Avec des prescriptions fort utiles, nécessaires. Mais, quand même, on peut constater une chose, c'est que dans l'essentiel de ce que vous avez

audité par méthode de tirage au sort, aléatoire - pas sur commande et donc de manière indépendante - globalement cela fonctionne bien. Et il faut le relever. Et, y compris, ces locaux aux associations sont nécessaires à l'expression de la citoyenneté dans la ville. Et vous l'avez d'ailleurs bien relevé, Madame, en parlant des Restos du cœur et de leur mission essentielle qui, hélas, continue à s'accroître par son périmètre tant cela est difficile. Qu'est-ce que l'on va faire? Parce que, là, ce n'est pas un problème de serrure, c'est un problème de localisation. Donc, là, je m'adresse aux politiques. Pour cette association, qu'est-ce que vous envisagez. Est-ce que la municipalité veut agir à périmètre constant des surfaces données aux associations? Avez-vous des projets de locaux supplémentaires, avec de nouvelles règles, des contrats types, etc? Est-ce que là des choses peuvent être affichées? Il me semble important que l'on puisse soutenir le tissu associatif, le valoriser. Evidemment, quand il y a entorse à la règle, *dura lex, sed lex*, et il faut la rappeler. Pour les serrures, il y en a qui ont été changées de manière malveillante, délibérée. Vous semblez le dire et avoir l'information. D'autres, c'est peut-être par souci de bien faire. Moi, j'invite à ce que l'on ne jette pas l'opprobre sur des gens qui s'engagent, qui s'impliquent, qui sont bénévoles, qui donnent du temps, qui participent à la cohésion de la ville et, avec plaisir, on alloue, par le vote, des subventions.

Mais cela m'amène au dernier point, M. le Maire. On a eu une différence d'appréciation là-dessus. Augmentation des surfaces ou pas ? En tout cas, évolution, on a bien compris, rationalisation, mutualisation. Mais d'autre part, on a une différence d'appréciation sur une priorité budgétaire: certains postes municipaux augmentent. Celui du tissu associatif baisse cette année. Est-ce que vous envisagez une amélioration, par le système des redevances de loyers, éventuellement, pour avoir une enveloppe qui permette d'augmenter le financement de certaines associations qui en ont besoin et qui participent à la cohésion de la ville? Je vous remercie par avance pour ces éclairages.

**M. le Maire :** Vous savez ce que je vais faire M. DELAFOSSE? La première chose. C'est que je vais vérifier tous les locaux associatifs. Un par un. Et puis je vais demander le double des clefs parce que je suis responsable au niveau de la sécurité. Et, une fois que j'aurai fait un par un tous les locaux associatifs, que j'aurai un diagramme complet, j'en ferai état au Conseil municipal et, ensuite, on en discutera. Parce que, quand j'entends qu'il y a des tables de jeu dans des locaux associatifs de la Mairie... C'est une exception, oui, M. DELAFOSSE. Il n'y en a pas beaucoup, il n'y en a que trois qui posent problème mais ce n'est pas le problème de *dura lex, sed lex*. Il est facile de dire que l'on va faire appliquer la loi. Le problème c'est que cela engage la responsabilité pénale du Maire. Et, moi, là-dessus, je ne rigole pas. Cet audit a montré qu'il y avait des dysfonctionnements. Il faut d'abord régler les dysfonctionnements. Au niveau des serrures, au niveau des usages, et puis au niveau de la CALA. Parce que M. VIGNAL l'a parfaitement expliqué. Il a dit que la CALA c'était un peu à la tête du client. Ce qu'il faut c'est remettre un règlement - et Mme l'auditrice l'a dit très bien - à la CALA qui puisse fonctionner normalement. Qui soit transparent.

**Mme BOUALLAGA :** Par rapport à ce que vous venez de dire, je voudrais intervenir, s'il vous plaît. Effectivement, les associations n'ont pas à avoir des activités multiples et diverses qui ne sont pas directement associées à ce qu'elles défendent initialement. Mais ne pourrait-on pas être amené à se poser la question: si une association - et je ne sais pas quel genre d'activité bizarre vous allez trouver mais on pourrait en faire, je pense, l'inventaire - cherche un local, cela ne dénoterait-il pas que Montpellier manque d'infrastructures pouvant accueillir justement les gens? Je sais que vous allez me parler des Maisons pour tous mais je pense que l'on peut aller au-delà de cela. Est-ce que là aussi il n'y a pas une véritable carence en matière d'infrastructures?

**M. le Maire :** J'ai bien entendu, vous avez bien entendu aussi le chiffre que j'ai donné tout à l'heure. Il y a 318 associations qui sont hébergées sur 290 locaux. Et, après, il faut redonner aux Maisons pour tous leur rôle c'est-à-dire leur rôle de maisons sociales dans les quartiers, avec le tissu associatif. C'est d'ailleurs l'un des objets de la prochaine affaire qui passera.

**Mme DANAN :** M. le Maire, chers collègues, sur ce sujet des associations, bien sûr, des locaux associatifs, plutôt, vous m'avez devancée mais l'idée serait de vérifier régulièrement, et par roulement, l'usage des locaux, et de le mettre en perspective avec l'activité de l'association vis-à-vis de la population. Le service rendu. C'est pour cette raison que s'il est intéressant d'avoir une structure centrale avec le Premier Adjoint ou peu importe, au niveau de la CALA, pour attribuer les locaux, il est important, aussi, que les adjoints de la thématique soient là pour savoir ce que cela représente en activité, en service à la population. Donc, même s'ils ne sont pas uniques décisionnaires, c'est intéressant qu'ils soient à la commission.

Le deuxième point c'est que cette commission pourra être publique et, par exemple, ouverte à l'opposition. Pour avoir plus de transparence. Et, le dernier point est extrêmement important aussi. A un moment donné, on a des associations dormantes qui, il y a deux ans, cinq ans, dix ans, avaient une très forte activité et qui ne l'ont plus. Il faudrait avoir le courage de réévaluer cette mutualisation de locaux et ce partage de locaux entre associations. C'est très difficile à faire. Je l'avais fait avec les associations internationales. C'est très compliqué parce que les habitudes sont prises. Mais, à un moment donné, quand il n'y a pas le choix, cela se fait. Je pense que c'est un point important et de régulation financière, bien sûr, et de service rendu accru à la population des Montpelliérains à travers cette gestion.

**M. BOUMAAZ :** M. le Maire, mon intervention sera courte au vu des éléments déjà apportés. C'est quand même marrant d'entendre des membres de l'ancienne majorité s'exprimer sur ces sujets. J'aurais deux questions et deux propositions à vous suggérer. Mais tout d'abord, avant de commencer, je voudrais saluer les rapporteurs de cet audit. Saluer leur courage au vu des tensions latentes au fur et à mesure de leur mission. C'est limite si, parfois, au vu de leurs écrits, ils ne devaient pas se déplacer avec un casque de sécurité voire des combinaisons de CRS pour une simple mission d'audit. Cela dit, M. le Maire, je voudrais revenir sur quelques chiffres qui me paraissent importants. Tout d'abord, la Mairie de Montpellier dispose de plus de 290 locaux qui sont mis à disposition de plus de 390 associations et non pas 313, c'est marqué sur le rapport. Sur le rapport que j'ai lu, M. le Maire, il est marqué 390 associations. 290 locaux et 390 associations. C'est marqué sur le rapport d'audit que j'ai lu hier. Tout cela nous coûte trois millions d'euros. Et il est vrai, M. le Maire que ce ne sont que des avantages en nature.

Ensuite cet audit, commandé par vous, a été mené sur un échantillon de 43 associations qui occupent 24 locaux de la Ville. Un peu de maths, si vous le voulez bien, M. le Maire, et comme c'est la rentrée, on ne va pas s'en priver. Le cabinet a fait un état des lieux sur moins de 10% de notre patrimoine. Une vérification des structures associatives a également eu lieu sur un peu plus de 10%. Ces fameux 10%, c'est dans l'air, c'est dans l'actualité. Ensuite, quand nous lisons la synthèse de cette affaire que vous nous présentez aujourd'hui, avec les principaux constats qui sont au nombre de six, et de recommandations qui sont également établies au nombre de six, comparés à l'audit qui, lui, fait 136 pages, nous pouvons nous poser la question sur l'ensemble des synthèses et des affaires présentées à chaque Conseil. Je pense sincèrement, tout en simplicité, comme votre synthèse, un seul mot: "bordel". Oui, le gros "bordel" lors de la dernière mandature où vous étiez, vous, M. le Maire, un opposant au sein de votre ancienne majorité, comme vous le dites si bien. Étiez-vous à la droite de votre gauche tendance Valls ou à la gauche de votre droite tendance Macron? Même aujourd'hui nous avons du mal à vous comprendre. Même si, j'ai ma petite idée sur ce sujet.... Ensuite, pour continuer, je voudrais revenir sur le mot "bordel". Quand je dis "bordel", M. le Maire, je ne l'emploie pas dans son sens humble et respectable, mais plutôt dans le sens où ces locaux, nos locaux, à nous Montpelliérains et contribuables, sont devenus des lieux où règne le désordre, voire le grand bazar. Un terme qui me semble juste. Et je comprends mieux l'intitulé de notre 13<sup>ème</sup> édition, "Le Grand Bazar" qui se déroule le deux et trois octobre 2015. Grand bazar qui est à l'image de cette affaire, pour ne pas dire autre chose. Si je vous dis ça, M. le Maire, c'est parce que j'ai lu l'audit. Et, croyez-moi, M. le Maire, le lire c'est une chose mais voir l'ensemble des photos fournies par l'audit permet - et comme le dit si bien le rapporteur - de prendre la dimension de cette affaire. Locaux insalubres, changements de serrures, appropriation du bien public voire squat, bars et restaurants associatifs qui sont censés être à but non lucratif plus tapage nocturne, associations culturelles ou culturelles, on ne sait plus, associations fantômes, du moins les dirigeants, associations non conformes à l'objet de leur statut, associations qui confondent jeux de cartes et jeux d'argent et décisions prise en amont sans passer par la CALA. J'en passe et des meilleures. En résumé, 74% de ces associations, sur un échantillon de 43 associations sur 390 mènent un détournement de destination depuis de nombreuses années. Où l'on voit aujourd'hui que le clientélisme n'est plus implicite mais explicite. Et, comme le dit si bien M. VIGNAL, c'est bien à la tête du client. Alors, M. le Maire, il y a urgence de prendre en considération l'ensemble des recommandations, voire des préconisations du rapport d'audit et non pas ces six malheureux points que vous avez choisis ou que l'on vous a choisis. Faites attention, M. le Maire, aux dossiers synthétisés voire "pipés".

Vous êtes responsable, vous êtes le Maire de la huitième ville de France, ne l'oubliez pas. Pour ce qui est des questions et des propositions, voici deux propositions, M. le Maire. La première proposition consiste en la création d'une convention unique comme le propose le rapport d'audit. Mais aussi d'y ajouter une partie clauses particulières, comme on sait si bien faire avec les baux emphytéotiques. Deuxième proposition, qui serait plus



une remarque : ne vaudrait-il pas mieux prévoir des critères définitifs en amont pour davantage de transparence pour la mise en place de cette convention unique? D'où ma première question, M. le Maire. Quelle sera la place de l'opposition lors de la mise en place de la future CALA, Commission d'attribution des locaux associatifs? Irez-vous jusqu'à donner la présidence à l'opposition au vu que vous êtes signataire de la charte ANTICOR mais aussi pour une meilleure transparence comme il a été préconisé selon l'audit ? Deuxième question, M. le Maire: pourquoi l'audit n'a pas été effectué sur l'ensemble de nos locaux et des associations qui l'occupent ? Cela aurait permis d'avoir une vue d'ensemble et surtout d'éviter de penser que vous êtes en train de régler vos comptes avec certaines associations qui, dans un passé très proche, étaient plus PS que PS.

Pour en terminer, M. le Maire, et j'espère que vous répondrez à nos questions, je tiens à saluer chaleureusement les 26% des associations qui jouent le jeu, qui respectent les conventions, nos institutions et qui participent, de près ou de loin à l'épanouissement de notre territoire. Et je tiens aussi à rappeler à certains élus ici présents - que j'appellerais "élus *low cost*" qui vont de l'UMP au PS - que nos nombreux votes d'abstention sur ce même sujet lors des derniers Conseils ont été largement critiqués. Mais, aujourd'hui, elles s'expliquent grâce à ce rapport d'audit. L'histoire nous donne encore raison. Je vous remercie, M. le Maire, de m'avoir écouté jusqu'au bout.

**Mme HART** : Juste un petit quelque chose qui m'a interpellée. C'était le fait de souligner, en fait, l'association des Harkis qui est une association qui regroupe des anciens combattants, je ne pense pas que ce soit une salle de prière. Je pense qu'il s'agit plutôt d'un coin dédié à la prière de 14h, de 13h30, puisque ce sont des personnes plutôt âgées. Je veux juste souligner cela parce que cela m'a interpellée, cela m'a un peu choquée. Et nous avons d'autres associations qui occupent des locaux de la Ville, comme l'association évangéliste, qui sont réellement dédiées à la pratique religieuse.

**M. le Maire** : C'est pour cela que j'ai dit tout à l'heure qu'il y avait un local qui était un peu différent dans le statut. Ne confondons pas. Je partage votre point de vue là-dessus.

**Mme HART** : Il faut faire attention à ne pas stigmatiser. Je veux juste ajouter un petit mot pour le FN. Je ne pense pas que vous vous soyez déplacés avec les casques et les bottes et une armure. Cela a dû plutôt bien se passer. Cela donne une très mauvaise image de nos associations qui sont remplies de bénévoles, qui œuvrent tous les jours pour le bien de notre ville. Je finis et après tu reprendras. Et, aussi, je pense qu'il faut positiver. Je préfère positiver. J'ai vu Génération Taekwondo, qui est une très belle association du Petit Bard, qui avait dix sur dix, aussi bien sur le remplissage que sur la propreté. Voilà. C'est tout. Je préfère passer là-dessus que le reste.

**M. le Maire** : Madame, répondez sur les casques lourds et les tenues de CRS.

**Mme DEMAILLE** : Effectivement, on n'avait pas de casque. Globalement, les visites que l'on a faites se sont très bien passées. C'est plutôt les services qui ont souhaité que l'on soit accompagnés, parfois, par des agents municipaux et la police. Cela a dû être le cas pour deux ou trois associations et encore, ils étaient là mais on leur a demandé justement de ne pas être trop présents pour pouvoir échanger avec les personnes qui étaient sur place. Quand cela a été le cas, cela s'est très bien passé, même pour celles où ils pensaient que cela pouvait être compliqué.

**M. EL KANDOUSSI** : Un peu de calme s'il vous plaît. M. le Maire, les audits commandés depuis dix-huit mois sont une nécessité et on le voit d'autant plus ce soir. Cela va nous permettre de remédier au problème que nous rencontrons même si cela risque d'être très très long. Il y a des dérives et un laisser-aller flagrant sur certains locaux. Je remarque qu'il y a sujet à polémique pour un local sur deux audités. Alors, à qui la faute? Peu importe, ai-je envie de dire ce soir. Il faut remettre des règles. Remettre du droit et réaffirmer les devoirs des occupants. Conformément à la convention. Nous avons effectivement un tissu associatif riche et bénéfique pour la ville et pour les Montpelliérains. Alors, gardons-le le plus sain possible et qu'il travaille pour l'intérêt des Montpelliérains.

**M. CASTRE** : M. le Maire, cher collègues, je vais simplement parler avec mon cœur puisque je suis issu du tissu associatif. Tout d'abord je remercie le cabinet d'audit d'avoir fait ce rapport et, malheureusement il confirme mes craintes. Il confirme ce que j'avais déjà dit à M. SAUREL lorsque l'on a pris les commandes du bateau. J'ai dit : il ne faut pas mettre tout le monde dans le même sac. Le niveau associatif est un niveau

important, avec des gens qui travaillent avec leur cœur et avec leurs tripes et, si on ne les avait pas, je crois qu'il ne se passerait pas beaucoup de choses dans cette ville. D'ailleurs, à ce sujet je vais donner quelques chiffres. Je n'aime pas les chiffres mais je les ai sortis, quand même. Il faut savoir qu'il y a quand même 2755 associations qui sont répertoriées dans l'annuaire de la ville. Cela fait que cette année, contrairement à ce qu'a dit M. DELAFOSSE - c'est juste une confirmation - on n'est pas en baisse mais en augmentation puisque l'on a 60 associations de plus par rapport à l'année passée. Cela prouve que le tissu associatif continue à évoluer malgré tous les problèmes que l'on entend. Dans Montpellier, il y a 6 000 associations qui sont inscrites en préfecture. Cela représente environ entre 65 000 et 70 000 bénévoles. Je crois que cela marque le territoire. Il y a 300 associations - je fais court parce que je ne veux pas rentrer dans le détail - qui sont hébergées par la ville. En 2015, il y avait vingt-deux Maisons pour tous où l'on accueille actuellement 15 000 usagers par semaine, autour de 600 activités différentes. Donc, je pense que le tissu associatif n'a pas à avoir honte même s'il y a des problèmes, effectivement. Mais je ne vais pas faire le procès de mes collègues qui étaient avant moi, parce que je serais très mal placé et vous savez pourquoi, et que l'on n'est pas là pour parler du passé mais pour essayer d'avancer. Je voulais dire merci parce que cela me permet de faire un état des lieux, officiel, cette fois-ci. Cette fois-ci quand on verra les gens dans la rue, ce ne seront plus M. CASTRE ou M. SAUREL à qui l'on dit cela parce qu'on a envie de les embêter, mais c'est un audit qui a été fait officiellement. Peu importe le coût car je crois que cela nous servira beaucoup et cela sera plus productif.

Ce qu'il y a aussi d'important c'est, pour moi, enfin, je l'espère - si l'on continue à me confier cette mission et je sais qu'il n'y a pas de problème - cela permettra d'avoir un cahier des charges et des règles et surtout, ces règles-là, on les établira ensemble et je sais que, par ma façon de travailler - j'ai beaucoup travaillé dans le commerce - je sais faire travailler, je sais faire appliquer les règles et je suis un soldat. Quand on me donne des règles bien strictes, il n'y a pas de favoritisme, j'applique les règles avec mes ennemis et avec mes amis, cela sera exactement pareil. C'est tout ce que je veux vous dire.

**Mme BOUALLAGA :** C'est vrai que l'on a parlé un peu de tout, des dysfonctionnements, de comment sont utilisés ces locaux. Je pense que la plupart des personnes ici sont d'accord sur le fait qu'il faut que cela fonctionne correctement, en tout cas sur l'usage de ces locaux. Par contre, on n'a pas parlé du tout des baux sociaux. On n'a pas parlé des loyers. Etant donné que l'on va vers une mutualisation - c'est ce que j'avais quand même préconisé dans mes propos, dans ma première prise de parole - du coup, je pense que, là aussi, il faut aller dans ce sens. C'est-à-dire qu'il faut une convention unique pour assurer l'équité pour toutes les associations. Il n'y a pas de raison pour qu'une association paie un loyer et une autre non. Il faut de l'équité pour tout le monde. C'est tout.

**M. VIGNAL :** Excusez-moi, j'ai déjà pris la parole et il se fait tard. On peut rester jusqu'à demain matin ensemble... Je cumule, je suis un vilain cumulard, mais je n'en n'ai que deux, deux mandats, M. le Maire. Je voudrais rebondir sur ce qu'a dit Mme BOUALLAGA. Cela m'a fait penser, aussi, que l'on a parlé des locaux de Métropole, de Département et de la Région, et des locaux d'ACM et d'Hérault Habitat, aussi. Il y a une mine d'or dans ces locaux associatifs et je crois que c'est pour cela que je crois qu'il faudrait vraiment une contingence et une parole politique forte pour que cela fonctionne.

**M. le Maire :** Merci, M. VIGNAL. Une fois de plus je partage votre point de vue.

**Mme BOUALLAGA :** Vous partagez aussi le mien, M. le Maire, sur ce sujet?

**M. le Maire :** Quelques fois, oui. Sur l'équité, oui, absolument. Exactement la même équité qui doit être la règle pour desservir les LGV Toulouse-Bordeaux et Toulouse-Montpellier. Mais c'est important pour les Montpelliérains de pouvoir voyager vite, autant que les Toulousains. Je voudrais vous dire deux mots. La Foire aux assos, l'Antigone des assos, on l'a reportée au quatre, parce que l'on a eu des soucis avec le temps, la météo. Et on a eu des ordres contradictoires de la Préfecture qui, la journée passant, a annoncé des orages très violents. Nous avons obéi au principe de précaution, à l'alerte orange. Après il n'y a eu que des pluies fines mais on a obéi au principe de précaution. Ainsi, parce qu'il est important, pour tout le tissu associatif, qu'il puisse y avoir cette journée pour pouvoir rencontrer les adhérents, avoir de nouvelles inscriptions, rencontrer les collègues des associations qui travaillent dans le champ qui est le leur, nous avons restitué une nouvelle Journée des associations qui se tiendra donc dimanche. Avec une inauguration qui devrait avoir lieu vers onze heures.

Toujours au même endroit, Antigone. Le coût pour la ville n'est pas minime. Il est à peu près de 100 000 euros. Mais on n'a pas le choix. Ce n'est pas nous qui commandons la météo.

**M. BOUMAAZ** *[Intervention hors micro]* : Est-ce que vous allez mener une campagne "engagement tenu" comme l'année dernière?

**M. le Maire** : Oui, bien sûr.

**Mme JAMET** *[Intervention hors micro]*: Vous ne voulez pas gagner alors.

**M. le Maire** : Mais, Mme JAMET, je n'ai jamais perdu une élection. Jamais. Mme JAMET, je n'ai jamais perdu une élection. Il n'y en a qu'un autre qui a gagné toutes les élections, dans le paysage politique, c'est Damien ALARY. Il en a gagné dix-sept. Mais il a commencé avant moi.

Trêve de plaisanterie, la fête des associations, l'Antigone des associations, le quatre. Deuxième point, nous allons demander à ce qu'il y ait un contrôle par les services de la Ville et, à la lumière de l'audit, de tous les locaux associatifs. Un par un. Ceux qui sont à la Ville et ceux qui sont à ACM. Hérault Habitant ce n'est pas le domaine de compétence de la Ville. Mais, ACM c'est l'opérateur Ville-Métropole. Il le sait, M. VIGNAL.

Ensuite, on demandera à ceux qui ont des jeux de clefs de nous les donner. On ne va pas casser toutes les serrures pour en remettre d'autres sous prétexte que ce sont les nôtres. Donc, on demandera des jeux de clefs pour avoir les doubles. Et on va installer un protocole, avec Gérard CASTRE - comme il est préconisé dans l'audit - de bonne conduite. Et, ensuite, on mettra en place une CALA transparente. Sur le principe, je ne suis pas opposé à ce que l'opposition y participe. Sur le principe. Il faudra voir dans quelles mesures on peut l'organiser.

Donc, je voudrais remercier les auditeurs. Merci pour ce beau travail. Merci parce que cela nous donne un éclairage juste et je remercie toutes les associations de Montpellier qui travaillent dans leur champ, qui font leur boulot, auprès des Montpelliérains, comme on doit le faire. Tout simplement. Sans pour autant utiliser le système pour telle ou telle raison pernicieuse.

Je passe donc à l'affaire 2.

***Le Conseil municipal prend acte. Le rapport de cet audit est annexé en fin de document.***

*Monsieur MAJDOUL sort de la séance et donne une procuration à Monsieur MOURE.*

## **2. Projet d'orientation des Maisons pour tous**

Lors de la municipalisation des Maisons pour tous en janvier 2011, le plan d'objectif des Maisons pour tous est resté relativement informel.

Monsieur le Maire a donc souhaité un projet global d'orientation pour les 22 Maisons pour tous de la Ville de Montpellier, permettant ainsi le cadrage des actions à développer au sein de chaque structure.

La gestion et la coordination de l'ensemble des structures et des équipes d'animation sont confiées à la Direction Proximité et Citoyenneté et à son service des Maisons pour tous.

Les Maisons pour tous poursuivent deux missions principales qui visent à assurer un lien de proximité entre la Ville et ses habitants : l'accueil du public et le développement de la politique d'animation socio-culturelle de Montpellier dans ses quartiers.

Les valeurs qui guident l'action des Maisons pour tous sont celles de l'éducation populaire et de la laïcité, dans le respect du Service Public.

Dans cet esprit, elles cherchent à accompagner tous les publics dans leur développement personnel et social, par un ensemble de propositions culturelles ou socio-culturelles, de loisirs et de découverte, facteurs de rencontres, d'épanouissement.

Elles favorisent la mixité, le lien social et la convivialité entre les habitants, et participent au développement local des territoires en apportant notamment leur soutien à la vie associative.

Au titre de la neutralité, les Maisons pour tous ne peuvent héberger aucune activité culturelle, syndicale, ou politique.

Le détail des missions et du fonctionnement de ce projet d'orientation sont présentés dans le document joint en annexe.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :**

- adopter le projet d'orientation du service des Maisons pour tous de la ville de Montpellier

**M. CASTRE :** M. le Maire, mes chers collègues, ce projet d'orientation des Maisons pour tous est l'aboutissement d'une longue concertation avec les directeurs des Maisons pour tous qui ont planché sur le sujet. Mais également en concertation avec tous les services concernés. Ce projet d'orientation, que je vais vous présenter, est bien le fruit d'un travail collectif. Je tenais à le préciser en préambule. On ne l'a pas inventé comme cela, on l'a pas fait pour se faire plaisir, on l'a fait en concertation avec les gens du terrain, puisque c'est eux qui nous font remonter les informations.

*M. CASTRE lit le rapport.*

**M. CASTRE :** Une petite information, que je voudrais rajouter, c'est que nous avons actuellement 60% de nos animations qui sont proposées par le tissu associatif. C'est quand même aussi une marque de confiance et de bonnes relations entre les Maisons pour tous et les associations.

*M. CASTRE achève la lecture du rapport.*

**M. le Maire :** Merci. Je voudrais vous indiquer ce chiffre: depuis le début de notre mandature, nous avons eu cent associations supplémentaires qui se sont inscrites dans les travaux dans les Maisons pour tous, ce qui n'est pas mal. Est-ce que vous souhaitez prendre la parole sur ce sujet?

**M. BOUMAAZ :** Je serai très rapide, M. le Maire. Si je me suis permis de sortir le terme de laïcité au lieu de neutralité c'est que, dans le projet que j'ai lu, le terme de laïcité a bien été employé. Dans cette synthèse, je pense qu'entendre parler de laïcité, en ce moment, cela ferait un peu de bien. Je parle de l'affaire au niveau de la synthèse.

**M. le Maire :** Je mets aux voix l'affaire 2. Qui est contre ? Qui s'abstient ? C'est un satisfecit total.

**Pour : 63**

**Contre :**

**Abstentions :**

**Adopté à l'unanimité.**

*Monsieur LARUE entre en séance, Madame MARTIN-PRIVAT sort de la séance et donne une procuration à Madame SALOMON.*

### **3. Soutien à la langue occitane**

La langue est un élément fondamental de la culture et pourtant dans le monde un nombre appréciable de langues minoritaires et régionales disparaissent chaque année. Il en va de même de l'occitan, langue et culture historique de notre territoire, classé selon l'Unesco comme « en danger sérieux d'extinction ».

Si la langue officielle de la République est le français, les langues régionales appartiennent au patrimoine de la nation.

Pour la Ville de Montpellier, l'occitan, parlé et écrit depuis plus de 1000 ans participe de l'identité et de la personnalité de notre territoire, non seulement comme partie intégrante du patrimoine régional, national et mondial, mais également comme contributeur à l'identification du territoire, à ses valeurs culturelles et intellectuelles.

C'est pourquoi la Ville de Montpellier mène une politique volontariste de soutien et de développement de la langue et de la culture occitane. Cohérente cette politique se décline par la transmission de la langue, par le soutien à la création et à la diffusion et enfin par la socialisation pour permettre à la langue d'être visible sur l'espace public.

En matière de réussite éducative, la Ville de Montpellier soutient l'enseignement de la langue tant au sein d'écoles associatives Calandretas, au nombre de trois, qu'au sein de l'enseignement public. En effet, la Ville a impulsé la création en septembre 2014 du premier cursus bilingue français-occitan à l'école maternelle Garnier, fondé sur le volontariat, et complété en septembre 2015 par l'ouverture d'un cursus à l'école élémentaire Sévigné. Il s'agit pour les élèves de découvrir les richesses de la langue et d'une culture bien vivante et de s'intégrer dans une culture et un territoire où l'occitan est très présent. Le bilinguisme est une richesse, un facteur d'ouverture et de cohésion sociale, y compris pour les nouveaux habitants.

L'occitan est également privilégié dans le cadre des Temps d'Activités Périscolaires et des classes de Calandretas participent au projet d'écriture « les Mystères de Montpellier ». Les élèves se construisent des références culturelles à travers le patrimoine et le décor de la ville.

La ville de Montpellier soutient également la création et la diffusion de la culture occitane par l'attribution de subventions à des associations culturelles : musées, théâtres, littérature, poésie, radio, chorales et encourage la pratique des activités traditionnelles liées à la culture occitane comme la danse, la musique ou les sports nés dans notre région comme le tambourin.

Elle encourage également la recherche universitaire et met en valeur ses archives par le biais d'expositions ou la mise en ligne d'une édition numérique du Petit Thalamus, première élaboration d'une mémoire commune en occitan, français et latin.

Elle favorise également, lorsqu'elle en a la possibilité, la diffusion de l'occitan par les médias, écrits ou parlés, comme les pages en occitan dans le Journal de la Ville.

Enfin, la ville de Montpellier participe à la socialisation de la langue par sa prochaine utilisation dans les transports en commun (Ligne 4 du tramway) ou encore la toponymie. Dans ce sens l'application DELTA, cartographie enrichie de la ville, met en lumière la toponymie, notamment occitane, en apportant des éclairages précieux. Le 12 mai 2015, la ville a hissé, pour la première fois, le drapeau occitan sur l'un des cinq mâts de l'hôtel de ville, à côté de ceux de l'Europe, de la France et de la Ville en signe de reconnaissance de cette composante de notre identité.

Forte de ces engagements, la Ville de Montpellier accueillera la grande manifestation occitane « Anem Oc » le 24 octobre 2015, organisée par le collectif « Per la lenga occitana ! » réunissant l'Institut d'Estudis Occitans (IEO) et la *Confederacion Calandreta* en partenariat avec d'autres grandes associations occitanes.

Festive et revendicative, cette manifestation a pour vocation d'affirmer une fierté occitane et de revendiquer un statut juridique qui garantisse les moyens favorables au développement de la langue occitane. Elle se compose de la tenue d'un village occitan sur l'Esplanade Charles de Gaulle et d'un cortège qui fera le tour de la ville ainsi qu'un concert sur le parvis de la mairie.

La Ville de Montpellier dit sa fierté d'accueillir cette grande manifestation occitane et mettra tout en œuvre pour en assurer le succès et le bon déroulement. Par sa présence, la grande manifestation reconnaît notre ville comme une des grandes capitales occitanes, de par son histoire, sa culture et ses engagements actuels.

Montpellier, entre Nice et Bordeaux, a une position centrale en Occitanie et sa vitalité démographique en fait un creuset où viennent se fondre de nombreuses identités, sans que la culture occitane y perde ses droits et ses usages. Nul doute que la jeunesse de la ville saura rencontrer, à travers cette manifestation, la vieille fierté occitane.

De plus, la Ville de Montpellier demande à l'Etat la ratification de la Charte européenne des langues régionales et minoritaires qui « vise à protéger et à promouvoir les langues régionales et non les minorités linguistiques ». « La richesse culturelle de l'Europe » et de la France est faite de ses diversités. Reconnaisant que la République est indivisible et que sa langue est le français, elle accorde une place légitime plus importante aux langues régionales, reconnaît leur dignité et leur droit à être utilisées par chacun des citoyens qui le souhaitent, « sans distinction d'origine, de race ou de religion ». La France doit s'engager dans la voie de la défense de ses langues minoritaires.

Dans le cadre des dernières lois, l'occitan et l'ensemble des langues régionales n'ont fait l'objet d'aucune définition de statut ni même de répartition claire de compétences. Il est désormais urgent que la place de l'occitan soit inscrite dans les lois de la nation.

Une culture régionale contemporaine ne reniant rien de tous les acquis d'un passé est capable de porter l'enthousiasme de ceux qui bâtissent les villes, les métropoles, les régions et les états d'aujourd'hui et de demain. La Ville de Montpellier confirme son soutien à toutes les actions visant à reconnaître la langue occitane comme un patrimoine vivant et à permettre son usage volontairement choisi à côté du français, et non à sa place.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- de décider d'accueillir la manifestation du 24 octobre 2015 et, dans ce cadre, de mettre à disposition de l'association CONFEDERACION CALANDRETA du matériel à hauteur de 3 540 € et du pavoisement pour une valeur de 3 750 €;
- d'approuver la convention de mise à disposition du pavoisement annexée à la présente délibération ;
- d'adopter les orientations de la politique municipale en faveur de l'occitan ;
- d'appuyer les demandes engagées en faveur de la ratification de la Charte européenne des langues régionales et minoritaires européenne afin qu'une loi vienne enfin donner un statut juridique aux langues régionales et permette de mettre en place pour l'occitan une politique linguistique cohérente et volontariste sur l'ensemble de l'espace d'Oc ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**M. le Maire :** La parole est à M. BARRAL. En rappelant que la grande manifestation des Occitans se tiendra le 24 octobre à Montpellier après Carcassonne, Toulouse, Narbonne.

**M. BARRAL :** M. le Maire, chers collègues, effectivement, nous présentons aujourd'hui une motion de soutien au mouvement occitan. Il y a trois actualités qui nous ont incités à la présenter aujourd'hui. La première: nous sommes à dix-huit mois de mandat c'est-à-dire un quart de mandat. Il était important de faire un bilan d'étape ici. Je vais le faire très sommairement. Première constatation, première volonté, nous avons maintenu toutes les aides et toutes les actions qui étaient précédemment initialisées à la fois par la Ville et par la Métropole. Nous avons continué le soutien aux Calandretas, les subventions aux organisations culturelles, que ce soit le théâtre, la littérature, etc. Nous avons soutenu tout ceci. Nous avons initialisé quelque chose pour aller plus loin. Première chose - et je viens de parler des calendrettes qui sont un mouvement associatif privé - nous avons souhaité introduire l'occitan dans l'école publique, dans le service public. Ceci a été fait, la première année, un peu en catastrophe, puisque c'était un projet qui était dans les tuyaux depuis plusieurs années, que nous avons trouvé quand nous sommes arrivés là. J'ai eu la chance que vous me souteniez, qu'Isabelle MARSALA, à l'Education, me soutienne et que le Rectorat nous soutienne aussi. Donc, nous avons, dès la première année, un mois et demi après notre élection, ouvert une école publique bilingue. Cette année, une deuxième école a été ouverte à

Montpellier. C'est quelque chose qui est important. Elle se rajoute aux trois Calandretas existantes. Il y a donc cinq écoles bilingues à Montpellier, actuellement.

Deuxième position, nous avons essayé de mettre de l'occitan un peu dans la vie courante. Il y a un projet - et là je déborde sur la Métropole - d'introduction de l'occitan dans le tram, de manière orale. Nous avons introduit, dans le bulletin de la Métropole, une rubrique en occitan qui n'existait pas. Mais je ne vais pas tout développer de manière longue. Il y a donc une action forte qui s'est rajoutée à quelque chose qui existait déjà, pour densifier notre volonté forte sur l'occitan. Deuxième actualité, qui nous pousse à demander de voter cette motion sur l'occitan actuellement, c'est, vous venez d'en parler, la grande manifestation qui va avoir lieu le 24 octobre à Montpellier. Cette manifestation est organisée par deux associations fortes au plan national. L'Institut d'études occitanes, d'une part, et le Réseau des Calandretas - et les calandrettes ne sont pas un phénomène montpelliérain puisqu'il va de Nice à Bordeaux comme toute l'Occitanie. Cette manifestation va donc se tenir à Montpellier et c'est une reconnaissance de Montpellier capitale occitane par les organisateurs. Nous ne sommes pas du tout organisateurs de cette manifestation mais nous apportons notre soutien logistique à ces associations. Il y a eu quelques polémiques sur l'organisation de cette manifestation mais je tiens à dire que si cela réussit tout le monde tirera la couverture à soi et que si cela rate c'est tout le mouvement occitan qui sera atteint.

Troisième actualité qui motive cette motion de soutien à la langue occitane, c'est la déclaration du Président de la République, fin juin, demandant aux Assemblées puis au Congrès de modifier la constitution, par la jonction d'un article pour pouvoir ratifier la charte européenne des langues régionales et minoritaires. Jusqu'à présent, le Conseil constitutionnel trouvait qu'il y avait incompatibilité entre cette charte et la constitution française. Il semble qu'avec un chapeau, un texte explicatif qui est annexé au projet de loi et le choix des 35 alinéas de cette charte - sur à peu près 90 alinéas chaque pays peut en choisir 35 - qui seront soumis au Congrès - et, là, j'espère, M. VIGNAL, que vous nous soutiendrez - on doit pouvoir gommer tout ce qui est incompatibilité entre la constitution française et la charte européenne.

Je n'en dis pas plus. Je suis à la disposition de tout le monde pour les détails si on me pose des questions.

**M. DOMERGUE :** Je voudrais m'exprimer dans le sens de ce qui a été dit sur les langues régionales, que de nombreux parlementaires ont soutenues, à l'Assemblée, parce que c'est vrai que cela peut apparaître aujourd'hui à contre-courant par rapport au monde dans lequel on vit, où l'anglais prime sur tout. Mais, quand on a eu la possibilité ou la curiosité de se rendre dans les écoles Calandretas, on a vu à quel point le fait d'apprendre une autre langue n'était pas un obstacle à l'acquisition des langues dites internationales, comme l'anglais, l'espagnol, l'allemand, ou autre... mais, au contraire, était une richesse parce que cela développait, dans le cerveau, des zones très propices aux langues. Et, donc, il y avait une plus-value pour les enfants qui parlaient toutes ces langues. Je reconnais personnellement que je me demandais, avant d'y aller, à quoi cela servait d'apprendre l'occitan alors que ce serait l'anglais qu'il faudrait apprendre en priorité, comme vecteur de communication. Et je dis cela en tant que Catalan. Durant mon enfance j'avais la chance de parler le catalan presque couramment avec mon grand-père et mon oncle mais j'ai un peu perdu depuis. L'occitan et le catalan sont deux langues qui sont relativement proches.

Je voudrais dire, puisque vous parlez de soutien à la langue occitane, que c'est bien d'avoir créé des écoles bilingues mais qu'il existe à Montpellier trois Calandretas qui fonctionnent dans des conditions extrêmement difficiles. Etant donné que ce sont des structures privées, elles n'ont pas de soutien suffisant de la part de la collectivité que nous sommes. Et, développer l'occitan dans les écoles publiques, cela ne suffit peut-être pas. Il faudrait peut-être aussi participer au fonctionnement des Calandretas qui, certes, bénéficient à peu d'enfants - dans l'éveil de ces enfants il y a aussi le fait que dans ces classes il n'y a pas trente élèves, comme dans les autres, ce qui doit jouer, également. Cela mérite de s'y pencher. Le vœu que je formulerai, au-delà des manifestations, c'est pour que la Mairie se positionne vis-à-vis de ces Calandretas : que vous les évaluiez, que vous regardiez ce qu'elles font et que vous regardiez également les besoins qu'elles expriment, parce qu'elles ont besoin de soutien. J'ai visité la Calandreta Novela, qui est à côté de Lepic, et ils sont dans des locaux préfabriqués, dans des conditions très précaires. Je pense qu'ils méritent mieux. Voilà ce que je voulais apporter au dossier.

**M. VIGNAL :** Je rejoins les propos de M. DOMERGUE. On dit toujours que lorsque les enfants apprennent deux langues ils ont de grosses facilités à apprendre des langues supplémentaires donc effectivement, je pense

que c'est un bon sujet. M. BARRAL, vous pouvez compter sur tous les parlementaires et j'ose le dire, même des parlementaires de droite, parce que l'on est conscient qu'il ne faut pas oublier nos racines. Une information, M. le Maire : le Conseil départemental finance un collège pour les Calandretas, sur Euromédecine alors ce serait intéressant de se rapprocher d'eux. Et, d'ailleurs, moi-même, la semaine prochaine, avec Kléber MESQUIDA, nous recevons l'enfant du monde de la bouvine, de la petite Camargue et, justement le premier thème abordé, avec Jacques GUILHEM et Jean-Louis BLENET, sera sur notre langue occitane, car on sait très bien que tout est tradition et cette culture part de là. Le dernier point, sur les Calandretas à LEPIC, j'avais eu la chance de les rencontrer à l'époque où il y avait un projet de déménagement sur Lepic, sur l'EAI. Ils avaient cette idée. C'est juste à côté et ils font un travail assez extraordinaire.

**Mme JAMET** : J'entends tout mais on ne va pas pouvoir se mettre d'accord sur ce rapport, bien évidemment. L'occitan, bien sûr qu'il appartient à notre identité régionale et, d'ailleurs, cette identité, je pense que vous seriez bien inspiré, effectivement, comme nous nous attachons à le faire, de la défendre, et notamment dans le contexte de la réforme territoriale, qui est un sujet sur lequel on est obligé de revenir parce qu'il est lourd de conséquences. Il va faire disparaître des repères historiques. Mais, le problème c'est que cette défense de la langue, que vous êtes en train de mettre en place et que nous avons à cœur ne doit pas s'opposer à l'unité nationale. C'est séduisant d'imaginer un cursus français-occitan. Mais ce qui serait encore plus séduisant, et il ne faudrait pas l'oublier, c'est le cursus français-français. On aura peut-être l'occasion d'en parler tout à l'heure dans le cadre du projet éducatif de territoire mais je sais que, de palmarès international en palmarès international, nous sommes en train de chuter et notre nation est en train de devenir une nation où les enfants n'ont plus la maîtrise de la lecture, du calcul ou de leur langue. Je pense qu'il est important de faire aussi attention à ça.

Mais, alors, la ratification de la charte européenne des langues régionales et minoritaires, on ne peut pas admettre que vous l'intégriez et que vous nous demandiez de soutenir un tel projet. Evidemment, vous l'avez rappelé tout à l'heure, le Conseil constitutionnel s'était opposé, effectivement, à l'intégration d'un article "les langues régionales appartiennent au patrimoine de la France" au motif qu'il s'opposait à l'unicité et à l'indivisibilité de la République et à l'usage exclusif du français par les autorités administratives et dans les services publics. Je vous rappelle Villers-Cotterêts, vous savez tous ce que c'est, 1539. Le français devait devenir la langue officielle du droit et de l'administration. C'est bien de cela dont il s'agit, en lieu et place du latin. Pourquoi ? Parce que tout le monde ne lisait pas le latin. Tout le monde ne comprenait pas le latin. Tout le monde avait son patois, sa langue, son origine mais tout était trop compliqué ou trop abscons pour que les services, l'administration et le droit puissent être admissibles et accessibles à tous. C'est pour cela que le français a été imposé. Pour que tout soit accessible à tous. La mise en pratique de cette charte va remettre en question, finalement, le principe d'égalité et d'accessibilité. Il y a, outre le danger de ce régionalisme politique qui est effectivement instauré par l'Union européenne, - évidemment que tout ce qui vient de l'Union européenne nous agace et nous irrite parce que nous savons quelles sont leurs intentions - le fait que cela va aussi tendre à favoriser ce que l'on appelle le communautarisme notamment en amenant - c'est inscrit dans le texte - l'officialisation des langues d'origine, au nom de la même idéologie multiculturaliste qui se justifiera demain par une immigration massive, que certains appellent de leurs vœux et sur laquelle nous, nous sommes particulièrement prudents, parce que nous pensons que nous devons prioritairement nous préoccuper de nos populations, des Françaises et des Français.

D'autre part, le millefeuille multiculturel ne fonctionne pas. On le sait. On est en période de crise et instaurer cette dislocation par la pratique de langues dans lesquelles tout le monde ne se comprendrait plus, parce que chacun aurait son idiome, sa langue ou sa particularité, cela remet en question l'unicité de la France et on ne peut pas l'entendre. Moi, quand j'entends M. BARRAL qui dit qu'il faut gommer les velléités du Conseil constitutionnel qui est quand même l'autorité suprême en matière de droit en France et qui protège les Françaises et les Français, pour que l'Union européenne puisse s'imposer, je trouve que c'est une catastrophe. Et, depuis tout à l'heure, je remarquais que vous avez même réussi à gommer le drapeau français. Il y a deux drapeaux de Montpellier, il y a le drapeau de l'Europe, et vous avez planqué le drapeau français derrière. C'est typique et c'est symbolique. Et c'est scandaleux.

Alors, évidemment, je pourrais finalement ne pas trop m'inquiéter de tout cela parce que la dernière charte que la France a signé c'était la charte des collectivités territoriales qui, dans son article 4, demandait à la France de soumettre à référendum toute réforme qui toucherait les limites, la compétence des collectivités. VALLS n'a pas voulu le faire pour la réforme territoriale et vous n'avez pas voulu le faire pour le référendum pour la Métropole.



Donc, on sait de quelle façon les autorités savent s'asseoir allégrement sur des accords qu'ils ont signés. Mais, ce qui me semble un peu dangereux, c'est la vision qui est en train de transparaître de tout cela. J'ai l'impression, et je crois, que vous regardez la politique, la chose publique et les intérêts des Français et le destin de notre pays par le petit trou de la lorgnette et en occultant totalement la réalité des faits. Moi, je pense que ce n'est pas essentiel, ce n'est pas politique, c'est hypocrite et démagogique. Vous feriez mieux de défendre Montpellier par rapport à Toulouse ou la LGV dont on a parlé. Défendre Montpellier, les services publics dans les territoires désertés. Laissez-moi parler. Que les Françaises et les Français, les Montpelliéraines et les Montpelliérains puissent avoir la parole ici. Mais, ce que je trouve scandaleux, c'est que vous intégriez cette charte que nous refusons d'adopter. Ou vous la sortez ou alors nous ne pourrions pas nous associer à ce vœu. Et je vous dis, de grâce, occupez-vous des Montpelliérains et des Montpelliéraines, du chômage, de l'emploi, occupez-vous des vrais sujets mais n'intégrez pas cette charte des langues....

**M. DUMONT** [*Intervention hors micro*]: Vous nous fatiguez...

**Mme JAMET** : Je vous fatigue parce que vous n'êtes pas un démocrate. Vous savez pourquoi vous n'avez pas de leçon à me donner : parce que quand tout le monde chante la Marseillaise ici, vous êtes les bras croisés et vous regardez en l'air et vous refusez de la chanter. Nous, nous sommes... Non, c'est vous qui êtes un fasciste.

**M. le Maire** : Ne vous disputez pas. Mme JAMET, vous avez terminé, c'est bien. Je vais demander à "maître" BARRAL de conclure. La parole est à la défense...

**Mme JAMET** [*Intervention hors micro*]: Maître BARRAL sur son arbre perché.

**M. BARRAL** : Première réponse, beaucoup plus consensuelle, à Messieurs DOMERGUE et VIGNAL, sur la Calandreta. Il y a effectivement trois Calandretas à Montpellier. Je veux dire en premier que l'instauration, dans le service public, d'occitan n'est pas faite - c'est ce que je disais en premier - au détriment du financement des Calandretas. Cela n'a pas enlevé un centime aux Calandretas. Cela coûte très peu et c'est très efficace puisque nous avons actuellement deux classes - d'abord une maternelle et une classe de primaire. Sur les trois Calandretas, effectivement, vous êtes allés visiter, tous les deux, celle qui vous a certainement contactés. Je ne fais pas de polémique là-dessus. Il y a deux Calandretas qui fonctionnent très bien. C'est la Calandreta Candolle, rue Candolle et la Calandreta Laplace qui est adossée à l'école Frédéric Bazille, près de la cité Gély. Ces deux Calandretas sont hébergées dans des locaux qui appartiennent à la municipalité. Ce qui permet à la municipalité un entretien des locaux tout à fait décent. Toute notre action est, actuellement, avec Isabelle MARSALA, d'inclure ces Calandretas dans le circuit normal des écoles. Chaque année paraît un tome de nouvelles fait par les enfants qui s'appelle *Les mystères de Montpellier*. On en est au neuvième tome. L'an dernier, pour la première fois, les Calandretas ont fait, comme l'école publique - alors que c'est un bouquin publié par le CRDP Canopé - une nouvelle en occitan. Et c'est renouvelé pour cette année en cours. On essaie de banaliser ceci. Effectivement la Calandreta Lepic est une Calandreta qui habite dans un lotissement absolument insalubre. Je l'ai visitée plusieurs fois et, effectivement, cela fait un peu de la peine. Le problème c'est que ce sont des préfabriqués privés sur lesquels nous n'avons pas la possibilité d'intervenir matériellement. Sur cette Calandreta, nous donnons une subvention forte qui est, selon les années, entre 60 et 80 000 euros pour l'entretien de cette Calandreta. C'est quelque chose qui est important. Il faudra, à la longue, effectivement, envisager des solutions pour le relogement. On y pense vraiment beaucoup.

Pour répondre à Mme JAMET, il y a effectivement des mouvements nationalistes dans tous les pays où une nationalité exclue les autres. Ce n'est pas du tout la politique que nous soutenons. Cette motion que nous soutenons ici commence par "la langue officielle de la République est le français". Nous le faisons très nettement. C'est-à-dire que nous œuvrons non pas pour un nationalisme occitan, mais que nous œuvrons actuellement pour un bilinguisme.

**Mme JAMET** [*Intervention hors micro*] : Vous voyez bien que même dans votre esprit ce n'est pas clair.

**M. BARRAL** : Mais si, c'est parfaitement clair.

**M. le Maire** : Vous ne tiendrez pas jusqu'au six décembre si cela continue. Cool!

**M. BARRAL** : Oh que si, c'est clair dans ma tête. Je connais le milieu occitan comme ma poche, cela fait cinquante ans que j'y traîne mes bottes. Je n'ai pas de problème à ce niveau. C'est très clair. Nous sommes pour une société où le bilinguisme est un choix. Effectivement, la seule chose que vous avez retenue dans l'occitan c'est quelque chose qui, moi, me laisse un peu sceptique. C'est le côté identitaire. Cela, effectivement, ce n'est pas le côté que je vais soutenir. Je pense qu'un occitan du XXI<sup>ème</sup> siècle - même s'il y a tout un côté racines et culture qui nous est transmis - est un choix. Nous avons dans l'école publique et dans les Calandreta des jeunes de toutes origines géographiques qui apprennent l'occitan. Ce n'est plus forcément un héritage, c'est un choix. Choisir cet occitan, c'est récupérer cet héritage, mais ce n'est pas l'héritage qui est prioritaire. C'est vraiment un choix et, ça, c'est absolument capital.

Sur le Conseil constitutionnel, la charte elle-même prévoit que l'on peut choisir dans la centaine - à peu près - d'alinéas qu'elle comporte, 35 alinéas. Elle prévoit que tout se fait dans le cadre de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale. Ce qui fait débat au Conseil constitutionnel, c'est l'emploi du mot de "groupe". Un groupe ethnique, un groupe linguistique. Cet emploi du mot "groupe " est au septième chapitre, alinéas 2 à 5. Ces chapitres n'ont pas été repris dans le choix français qui va valider cette constitution. Donc, effectivement, le Conseil constitutionnel travaillait sur l'ensemble de la charte. Ces cinq chapitres qui parlent effectivement de groupes ne sont pas repris. Je peux citer aussi l'article 11, qui va vous rassurer: "la charte vise à protéger et à promouvoir les langues régionales ou minoritaires, non les minorités ou les groupes linguistiques". C'est-à-dire que la notion de groupe est exclue d'emblée de cette charte. On défend une langue qui est un patrimoine, qui est, comme disait M. DOMERGUE, quelque chose qui éveille aussi l'esprit. On ne défend pas des groupes linguistiques qui ne vont pas se comprendre entre eux puisque nous ne sommes pas dans une guerre des langues mais dans un complément de langues.

**M. le Maire** : Je ne voudrais pas en rajouter mais, quand-même, il faut que je dise quelques mots sur l'occitan. Parce qu'il y a des choses qui ont été dites qui méritent une réflexion autre que celle que j'ai entendue. D'abord, oui, Mme JAMET, vous avez raison, sur l'édit de Villers-Cotterêts : 1539. Celui qui unifie les langues de France au travers du français. En ce temps-là, le législateur - donc, le roi - s'adressait à un peuple de 20 millions de français. Pas de 60 millions. Et seulement 2% ou 5% de la population savait lire et écrire. Et, donc, on parlait limousin, on parlait gascon, on parlait provençal, on parlait breton et on ne se comprenait pas. Il a donc fallu unifier le royaume de France. C'est ce qui s'est passé avec l'édit de Villers-Cotterêts. Il est vrai que cet édit a quelquefois été mal perçu, surtout dans les campagnes où on a pris cela comme une brimade lorsque l'on parlait le patois. D'ailleurs, le terme "patois" est péjoratif.

Mais, ce que propose Guy BARRAL, ce n'est en rien contradictoire avec le français. Pour moi qui suis fils d'instituteur, la première langue de France c'est le français. Il n'y en a pas d'autre. Et c'est la même chose pour Max LEVITA, qui a été chargé d'opérations, je dirais, auprès du ministre ALLEGRE, dont la devise était "lire, écrire, compter". Je suis de cette façon de penser. Mais, à côté de cela, il faut penser que tous les pays, toutes les nations ont un patrimoine culturel. Et l'occitan est répertorié au titre des langues patrimoniales. C'est comme cela qu'il faut le voir. Ce n'est pas pour substituer l'occitan au français. Le français reste et est la langue de la République et du pays parce que les rois avaient aussi fait leur boulot là-dessus. Et, d'ailleurs, cela ne s'est pas concrétisé tout de suite puisque, pour ceux qui connaissent les archives, au XVII<sup>ème</sup> siècle, au XVI<sup>ème</sup> siècle, vous avez encore des actes en latin. Et même en roman. C'est-à-dire un melting-pot d'occitan, de latin et de français. Aux archives, vous avez tout cela. Le problème n'est pas celui que vous évoquez. Le problème c'est considérer qu'il est dans le monde des langues patrimoniales et qu'il existe un patrimoine bâti, un patrimoine écrit, et qu'il existe aussi un patrimoine linguistique, et même un patrimoine oral. Et c'est à ce titre que nous demandons la reconnaissance des langues. D'ailleurs, nous sommes le seul pays en Europe qui ne l'a pas retenu. C'est tout simple.

Je comprends que cela vous ennuie parce qu'une partie des gens qui sont pour vous sont des traditionnalistes au bon sens du terme. C'est-à-dire qu'ils sont très près du terrain. Ils aiment la tradition locale. Et je comprends que vous soyez gênée sur ce vote.

**Mme JAMET**: Je ne suis pas gênée.

**M. le Maire** : Si. J'entends le ton exaspéré que vous prenez.

**Mme JAMET** [*Intervention hors micro*] : Je dis non à la déstructuration et à la dislocation de notre patrimoine national.

**M. le Maire** : Je mets aux voix le vœu. Chacun s'est exprimé. Je n'ai pas dit "nationalisme occitan". Sortez les vidéos. Maintenant, il faudra parler avec un avocat à côté. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est pour. C'est l'unanimité. Vous avez voté pour. Alors qu'est-ce que vous avez voté ? On considère que vous êtes sortie de la salle et que vous n'avez pas pris part au vote. Cela vous va ? Le Front national ne prend pas part au vote sur l'occitan.

**Pour : 61**

**Contre :**

**Abstentions :**

**Ne prennent pas part au vote : 3**

**Adopté à l'unanimité.**

*Madame HART et Monsieur DOMERGUE sortent de la séance*

#### **4. Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations. Autorisation de signer les conventions d'occupation. Approbation des subventions en nature**

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, il est proposé de poursuivre l'action de la Ville de Montpellier auprès des associations en procédant à la signature de conventions spécifiques pour l'occupation des locaux scolaires.

L'article L212-5 du Code de l'éducation prévoit que la Ville peut, sous sa responsabilité, utiliser les locaux et les équipements scolaires afin d'y organiser des activités à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif pendant les heures ou les périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue. Les activités doivent être compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Ces locaux peuvent également être utilisés hors temps scolaire par des associations. Dans ce cas, la Ville signe avec l'occupant une convention prévoyant les conditions d'utilisation des locaux, après avis du conseil d'école. Cette convention précise les règles de sécurité que doit respecter la personne responsable en lieu et place du Maire.

Par ailleurs, les locaux scolaires faisant partie du domaine public de la Commune, leur occupation ou utilisation relève des dispositions du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (articles L2125-1 et suivants) et doit donner lieu au paiement d'une redevance sauf à justifier de l'intérêt général des activités exercées par l'association.

Les activités proposées par les associations dans le domaine sportif ou culturel étant reconnues d'intérêt général, la commune peut donc accorder des occupations à titre gratuit. Cependant, il convient de valoriser cette aide en nature qui devra être ainsi portée dans le compte administratif de la Ville et les comptes de chaque association.

Un coût réel prenant en compte les charges de personnel, les divers abonnements, les fluides, l'entretien et maintenance a été estimé à 5 € par salle occupée et par heure d'utilisation.

<b>ASSOCIATIONS</b>	<b>Adresse des Associations</b>	<b>Ecole mise à disposition</b>	<b>Montant de la subvention en nature</b>
---------------------	---------------------------------	---------------------------------	---

FABULOS DROLLES	147, Rue des 4 seigneurs MONTPELLIER	AUBIGNE	<b>1 190€</b>
FABULOS DROLLES	147, Rue des 4 seigneurs MONTPELLIER	CALMETTE	<b>15 615€</b>
LES FRANCAS DE L'HERAULT	6, Rue des Bougainvilliers Rce le capitole n°203 MONTPELLIER	RENAUD/ NERUDA	<b>9 180€ 4 590€</b>
MUC VACANCES	150, Rue François-Joseph Gossec 34000 Montpellier	BERNHARDT	<b>8 025€</b>
VACANCES EVASION	394, Rue Léon Blum 34000 Montpellier	MOZART	<b>6 540€</b>
VACANCES EVASION	394, Rue Léon Blum 34000 Montpellier	FLORIAN	<b>1 190€</b>
LE PETIT RELAIS	1, Rue Embouque d'Or 34000 Montpellier	PASTEUR	<b>9 000,00€</b>
LE RELAIS DES PETITS	1, Rue Embouque d'Or 34000 Montpellier	ROUSSEAU	<b>9 000,00€</b>
LA GERBE	19, Rue Chaptal 34000 Montpellier	SEVIGNE	<b>6 500,00€</b>
LES FRANCAS DE L'HERAULT	6, Rue des Bougainvilliers Rce le capitole n°203 34000 Montpellier	BALARD	<b>27 540,00€</b>
MUC VACANCES	150, Rue François-Joseph Gossec 34000 Montpellier	PASCAL	<b>1 850,00€</b>
MUC VACANCES	150, Rue François-Joseph Gossec 34000 Montpellier	CANDOLLE	<b>1 360,00€</b>
TEMPO THEATRE	49, rue de la Figairasse 34000 Montpellier	CHURCHILL	<b>2 875,00 €</b>
ARECREE Gym	424, rue du Lavandin 34070 Montpellier	CHURCHILL	<b>520,00 €</b>
Chœur Universitaire de Montpellier	136, rue Del Mièjour 34070 Montpellier	MOULIN	<b>525,00 €</b>
CARTHAGE	183, allée de l'Aqueduc 34000 Montpellier	DAUBIE	<b>1 290,00 €</b>
Corps en devenir	949 av. Louis Ravas Les Cévennes Bat 4 34080 Montpellier	DURUY	<b>495,00€</b>

Hérault Sport	907 av. Pr Blayac ZAC Pierres Vives 34196 Montpellier	DIDEROT	<b>540,00€</b>
PULS	13 rue du Palais des Guilhem 34000 Montpellier	MALET	<b>155,00€</b>
A.C.L.E.	183 allée de l'Aqueduc 34080 Montpellier	DAUBIE	<b>1675, 00€</b>
Ecole des Arts martiaux chinois	1047 av. Villeneuve d'Angoulême 34070 Montpellier	FREUD	<b>1 915,00€</b>
A.M.S. SIAM ENERGY	158 Rue Raoul Follereau 34090 Montpellier	FREUD	<b>1 270,00€</b>
Montpellier Ecole Aïkido Traditionnel	140 av. du Château d'O 34090 Montpellier	ZAY	<b>577,50 €</b>
Club sportif IBM	Parc Industriel Rue de la Vieille Poste 34000 Montpellier	BREL	<b>310,00 €</b>
LES ENFANTS D'HELENE	286, Av Aiguelongue 34090 Montpellier	MITTERRAND	<b>22 360,00€</b>
UFOLEP	ZAC Pierres Vives Esplanade de l'Egalité 34080 Montpellier	BOLIVAR	<b>405,00€</b>
Les Voix'Zines	8 rue St Cléophas 34070 Montpellier	DESBORDES- VALMORE	<b>360,00€</b>
GAMMES - Alisé	6 rue St Barthelemy 34000 Montpellier	PASCAL	<b>1 370,00€</b>
LA MAISON DU JUDO	29ter, rue Lakanal 34090 Montpellier	POTTIER- SIBELIEUS	<b>1 325,00€</b>
LA MAISON DU JUDO	29ter, rue Lakanal 34090 Montpelllier	MITTERRAND	<b>962,50€</b>

**Il est donc proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la convention de mise à disposition type jointe en annexe et l'attribution des créneaux d'utilisation pour les associations désignées dans le tableau ci-dessus.
- d'approuver les subventions en nature mentionnés sur le tableau attributif qui seront portées au compte administratif de la Ville.
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou par délégation, l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Mme MARSALA :** Ce n'est pas très compliqué. Certaines associations interviennent sur du temps scolaire. Certaines sur du temps périscolaire. Et certaines nous demandent une prolongation de la possibilité de continuer leur action au sein des écoles. Après avis du Conseil des écoles, nous pouvons effectivement accueillir certaines associations en dehors des temps d'utilisation des locaux.

***Pour : 59***

***Contre :***

***Abstentions : 3***

***Adopté à l'unanimité.***

## **5. Dénomination de Montpellier en commune touristique - Renouvellement de la demande**

Conformément à l'article R133-32 et suivants du Code du Tourisme, la Ville de Montpellier a obtenu le statut de "commune touristique" par arrêté préfectoral n°2009-176-03.

Il convient de reformuler la demande de la Ville en déposant un dossier auprès de des services de l'Etat.

Ce dossier mettra en avant toute la politique d'accueil, d'information et de promotion mise en œuvre de manière cohérente par la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole en matière d'activité et de développement touristique, en particulier au travers du développement récent et en cours d'équipements d'envergure nationale et internationale, qui font aujourd'hui de Montpellier une référence en matière culturelle et participent largement à son attractivité touristique.

Il s'agit notamment du Corum, un des plus grands Palais des Congrès de France, abritant l'opéra et l'Orchestre National, du Musée Fabre agrandi et entièrement rénové, du zoo de Lunaret et de sa serre amazonienne, de l'Arena près du parc des expositions, du complexe ludico commercial Odysseum comprenant, entre autres, l'aquarium marin Mare Nostrum, le planétarium Galilée et la patinoire Végapolis...

Les manifestations sportives nationales ou internationales organisées régulièrement dans les équipements tels que l'Altrad Stadium, la piscine Olympique d'Antigone ou le stade de la Mosson participent également au dynamisme touristique montpelliérain. De nombreuses manifestations drainent également une population touristique de plus en plus nombreuse : c'est le cas par exemple des manifestations saisonnières organisées par la Ville, telles que les Estivales, les Zones Artistiques Temporaires, le Cœur de Ville en Lumières, les Hivernales et son marché de Noël, mais aussi et surtout les grandes manifestations internationales comme le Festival Radio France, le Festival International Montpellier Danse, le Festival du Cinéma Méditerranéen, le Festival International des Sports Extrêmes, et divers festivals de musiques électroniques.

A ce jour, le tourisme à Montpellier représente plus de 3 millions de journées de consommations touristiques et l'office de tourisme accueille près de 410 000 visiteurs par an.

La volonté de Montpellier de renouveler sa dénomination de "commune touristique" apparaît donc tout à fait fondée et permettra de maintenir ses perspectives de développement et d'équipement.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'acter le principe de renouvellement auprès des services de l'Etat des démarches nécessaires à la désignation de Montpellier en "commune touristique" ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

***Pour : 59***

***Contre :***

***Abstentions : 3***

***Adopté à l'unanimité.***

*Messieurs DELAFOSSE, YOUSSEUS et Mesdames DASYLVA et SALOMON sortent de la séance.*

## **6. Convention financière entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature**

La création de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, et les évolutions législatives récentes ont entraîné un transfert de compétences important des communes vers le nouvel établissement public intercommunal, telles que la politique de la Ville, la gestion de la voirie et des espaces publics dédiés, nécessitant une relation à l'usager partagée et renforcée au sein du bloc communal.

La rationalisation de l'action publique et la nécessaire maîtrise des coûts, dans un contexte de contrainte budgétaire nécessite une convergence des organisations communale et intercommunale, dont en premier lieu avec la Ville Centre.

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole souhaitent donc, à ce titre développer et optimiser des actions de communications mutualisées, notamment lors des manifestations publiques, en présentant des stands communs aux deux entités.

En fonction des évènements, l'organisateur principal mettra à disposition de l'autre personne morale, les installations qu'il aura érigées et financées moyennant une participation.

Celle-ci correspondra à la moitié des frais engagés par Montpellier Méditerranée Métropole pour la réalisation et la tenue de stands communs qu'elle aura installés.

Réciproquement, lorsque la Ville de Montpellier engagera la totalité des frais pour la réalisation et la tenue de stands, Montpellier Méditerranée Métropole lui reversera la moitié des frais engagés.

Il est proposé de formaliser cette gestion partagée par une convention financière d'une durée d'un an renouvelable une fois, à intervenir entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :**

- approuver la convention financière jointe en annexe à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, toute personne ayant délégation pour le faire, à signer cette convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**M. BOUMAAZ :** M. le Maire, voici une affaire qui m'interpelle, et pour plusieurs raisons, au-delà de cette synthèse et de cette convention financière entre la Ville et la Métropole, où l'on parle de finances avant de parler social. Derrière ce dossier, il y a des hommes et des femmes, des fonctionnaires qui se posent énormément de questions sur leur devenir, sur la mutualisation des services, sur les transferts d'agents suite au transfert des compétences dû à la Métropole. Et, aujourd'hui, nous allons entériner ou plutôt vous allez entériner une décision, sur un volet financier, alors que les organisations syndicales, lors de nombreux comités techniques, ont donné, à plusieurs reprises, des avis plus que défavorables sur ces mêmes sujets et avec des commentaires et des déclarations. J'invite nos élus *low cost* à lire les procès-verbaux de ces comités techniques où nous n'avons pas à rougir, et je le dis sincèrement, où nous n'avons pas à envier les régimes comme la Corée du Nord, et je comprends mieux pourquoi vous avez...

**M. JAMET** [*Intervention hors micro*]: Cela fait quarante ans que l'on vous supporte. Et moi, M. LARUE, je travaille, je regarde mes dossiers, et je reste jusqu'au bout, pas comme vous.

**M. le Maire :** Franchement, ce n'est pas une insulte. C'est un quolibet. C'est une critique qui peut être considérée comme graveleuse mais ce n'est pas une insulte "élus *low cost*". Ce n'est pas considéré par la loi comme une insulte.

**M. BOUMAAZ :** Est-ce que je peux continuer mon intervention, M. le Maire?

**M. le Maire :** Allez-y, faites votre exposé et évitez le terme d'"élus *low cost*".

**M. BOUMAAZ :** Derrière ce dossier, il y a des hommes et des femmes, des fonctionnaires qui se posent énormément de questions sur leur devenir, sur la mutualisation des services, sur les transferts d'agents suite au transfert des compétences dû à la Métropole. Et, aujourd'hui, nous allons entériner ou plutôt vous allez entériner une décision, sur un volet financier, alors que les organisations syndicales, lors de nombreux comités techniques ont donné, à plusieurs reprises, des avis plus que défavorables sur ces mêmes sujets et avec des commentaires et

des déclarations. Et j'invite nos élus à temps plein à lire les procès-verbaux de ces comités techniques où nous n'avons pas à rougir et je le dis sincèrement, où nous n'avons pas à rougir ou à envier les régimes comme la Corée du Nord, et je comprends mieux pourquoi vous avez brandi cette casquette de l'Armée rouge lors du dernier Conseil du 23 juillet 2015.

**M. le Maire** : Mais cela a été très apprécié. D'ailleurs, avec M. Robert HUE, que j'ai rencontré au Congrès du PRG, nous en avons parlé. Nous avons échangé deux mots.

**Mme JAMET** [*Intervention hors micro*] : 180 millions de morts, le communisme.

**M. le Maire** : N'oubliez pas Stalingrad dans votre calcul.

**M. BOUMAAZ** : Au-delà de ces discussions, M. le Maire, et de cette clarification que vous devez, vous, M. le Maire, apporter auprès des agents et de ces organisations syndicales qui les représentent pourriez-vous, aujourd'hui, au vu de la rentrée qui fut bien mouvementée dans les écoles, clarifier votre positionnement sur les syndicats en France et plus particulièrement à Montpellier. Est-ce que pour vous, M. le Maire, les syndicats sont à la même image que les partis politiques ? Je vous remercie par avance, M. le Maire, pour votre réponse et, surtout, de m'avoir écouté. C'était une question intéressante.

**M. le Maire** : Je vais vous répondre de façon très facile, très simple. Moi, j'ai grand respect pour les syndicats quand ils font du syndicalisme. Y a-t-il d'autres intervenants ? Je mets aux voix.

L'affaire 7 est retirée.

**Pour : 55**

**Contre :**

**Abstentions : 3**

**Adopté à l'unanimité.**

## **7. AFFAIRE RETIREE**

### **8. Convention constitutive de groupement de commandes Commune de Montpellier-Montpellier Méditerranée Métropole - Marché de veille médias**

Par décret 2014-1605 du 23 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est devenue, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole.

Cette évolution permet de développer une réflexion commune en matière de stratégie de communication et de relations presse entre la ville de Montpellier et la Métropole.

Le traitement mutualisé des services « presse » de ces deux structures sera positif en terme d'harmonisation, de rationalisation, notamment financière, mais aussi de lisibilité et de cohérence.

Il est donc souhaitable de mettre en place un groupement de commandes pour la passation d'un marché de veille médias selon la convention annexée à la présente délibération, la Métropole étant désignée comme coordinatrice.

Les besoins de la Ville et de Montpellier Méditerranée Métropole sont chacun estimés à 32 500 € HT par an ; il est donc envisagé de lancer une consultation pour un marché à lot unique d'un montant de 65 000 € annuel renouvelable une fois. Ce marché aura pour objet la réalisation d'une revue de presse nationale et locale écrite et audiovisuelle, identique pour les deux membres du groupement.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**



- d' approuver le principe d'un groupement de commande avec Montpellier Méditerranée Métropole pour la passation d'un marché de veille médias ;
- d'approuver la convention constitutive dudit groupement telle que jointe en annexe à la présente ;
- d' autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, toute personne ayant délégation pour le faire, à signer cette convention ;
- d'autoriser d'ores et déjà la signature par le représentant de Montpellier Méditerranée Métropole de l'ensemble des actes relatifs à la mise en œuvre de la convention objet de la présente, notamment le marché, tel que décrit dans la présente délibération au nom des deux membres du groupement.

***Pour : 55***

***Contre : 3***

***Abstentions :***

***Adopté à la majorité.***

*Mesdames DASYLVA et SALOMON entrent en séance.*

## **9. PLAN DE REDYNAMISATION de MONTPELLIER**

### **Avenant n°1**

### **Approbation**

Du fait de la réforme de la carte militaire de juillet 2008, le bassin économique montpelliérain a été touché par la fermeture, en 2010, de deux sites de formation des armées : l'Ecole d'application de l'infanterie (EAI) et l'Ecole militaire supérieure d'administration et de management (EMSAM).

L'empreinte économique totale du départ des deux écoles s'élève à 1706 emplois et représente une perte de richesse de 96 millions d'euros.

En conséquence, un Plan Local de Redynamisation (PLR) a été signé entre l'Etat, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole en date du 22 mai 2012.

Le PLR, conclu à hauteur de 3 878 000€, s'est accompagné d'un soutien de l'Etat de 1 500 000€ de crédits FRED et FNADT. Les collectivités territoriales signataires ont consolidé les engagements de l'Etat par un concours financier complémentaire.

Le PLR de Montpellier se décline en quatre axes :

- Axe 1 : Proposer une programmation urbaine innovante pour la reconversion des sites de l'EAI et de l'EMSAM
- Axe 2 : Développer des infrastructures économiques performantes
- Axe 3 : Accroître l'attractivité et la compétitivité du Territoire
- Axe 4 : Favoriser l'insertion des publics prioritaires

Afin de permettre la poursuite et l'achèvement des opérations inscrites au PLR ainsi que la mise en œuvre des adaptations proposées par les collectivités signataires, le Comité technique du commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) s'est réuni en date du 21 juin 2015, et a approuvé la prolongation du Plan local de redynamisation (PLR) de Montpellier de deux années. Cette prorogation n'est pas reconductible et doit faire l'objet d'un avenant approuvé par les collectivités signataires du PLR.

Ainsi, au vu du bilan du PLR constatant la nécessaire adaptation de certaines actions et la présence de reliquats disponibles, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier sollicitent la prolongation de la durée du PLR des deux ans maximum autorisés, soit jusqu'au 22 mai 2017, et proposent qu'un avenant au PLR entérine à cette occasion la révision de certaines actions et le financement d'une nouvelle action par redéploiement des reliquats de crédits libres d'emploi.

Ces révisions et redéploiements permettent d'utiliser dans le cadre de l'avenant, l'ensemble des fonds restants, soit un total de :

- 680 000 euros (H.T) dans le cadre du Fond National d'Aménagement des Territoires (FNADT).
- 249 830 euros (H.T) dans le cadre des Fonds pour les Restructurations de la Défense (FRED).

#### Actions inscrites au PLR et concernées par l'avenant proposé

**Action 4 :** Cette action, relative à la réalisation d'un VEAS de type éco-construction, bénéficie du reliquat FNADT (90 000€) de l'action 8, soutien à la mise en œuvre de chantiers d'insertion. Ainsi, le montant total des fonds accordés par l'Etat(FNADT) s'élèvent pour cette action à 530 000 € (H.T).

*Objectifs poursuivis et résultats attendus :* Le VEAS constitue une réponse immobilière locative favorisant les activités artisanales dédiées à l'éco-construction dans son ensemble. Ce bâtiment sera également un outil adapté à la promotion et à la valorisation de la filière éco-construction.

**Action 7 :** Cette action est relative à l'aide à l'implantation d'entreprises et à la création d'emploi par la mise en place d'un fond dédié au développement des entreprises sur le territoire de la Métropole. Cette action, qui bénéficie d'un soutien de l'Etat (FRED) à hauteur de 105 000 euros (H.T) est intégralement reconduite dans le cadre de l'avenant n°1 au PLR.

*Objectifs poursuivis de l'action 7 :* Favoriser l'implantation, l'investissement des entreprises et la création d'emplois, en ciblant un soutien financier pour la création d'emploi à destination des entreprises de la French Tech.

*Enjeux économique pour le territoire dans le cadre du dispositif French Tech :* Revitalisation du territoire, l'initiative French Tech vise à faire émerger une équipe d'entreprises championnes, qui participera au rayonnement de la France à l'international, et aura un rôle d'entraînement sur le tissu économique local.

**Action 8 :** Soutien à la mise en œuvre de chantiers d'insertion. Il s'agit de favoriser le développement de chantiers d'insertion visant à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi durable. Réalisation d'au moins 2 chantiers supplémentaires en 2015 et 2016.

Le soutien de l'Etat (FNADT) prévu dans le cadre de l'avenant s'élève à 150 000 euros (H.T).

*Objectifs poursuivis :* Développer des actions d'insertion professionnelle, de type chantier d'insertion, permettant :

- d'amener les personnes à une plus grande autonomie.
- de permettre l'acquisition de savoirs, savoir-faire et savoir-être nécessaires pour occuper un emploi.
- de favoriser l'accès à un premier niveau de qualification en valorisant les compétences acquises.
- de créer des passerelles vers l'emploi ou la formation professionnelle.

*Rappel des objectifs en termes d'emplois par chantier :* 3 à 4 sorties vers un emploi durable (CDI, CDD ou période d'intérim supérieure à 6 mois) / 3 à 4 sorties vers un emploi de transition (CDD ou période d'intérim de moins de 6 mois) / 3 à 4 sorties positives (formation qualifiante).

**Action 10 :** Il est proposé d'intégrer dans l'avenant au PLR de Montpellier une nouvelle action intitulée « développer l'offre foncière à destination des entreprises sur le parc d'activités Descartes ».

*Maître d'ouvrage / porteur de projet :* Montpellier Méditerranée Métropole / SAAM

L'action 10 bénéficie du reliquat FRED (144 830€) des actions 1, 2, 3, 6 et 9 du PLR : Cette action vise à l'aménagement du parc d'activité Descartes sur la commune de Lavérune.

Objectifs poursuivis :

- Offrir des opportunités foncières aux PME de la Métropole,
- Accueillir des activités artisanales, industrielles créatrices d'emploi,
- Concevoir un aménagement qui favorise des PME/PMI dans le respect de l'environnement.

Description du projet : Le parc d'activités « Descartes » s'intègre au sein du pôle artisanat productif à l'ouest du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole situé sur la Commune de Lavérune et vient donc conforter la destination économique de ce secteur.

*L'avenant proposé intègre dans son annexe le bilan détaillé du Plan Local de Redynamisation, ainsi que les documents rappelant notamment les enjeux et les objectifs poursuivis, action par action.*

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver l'avenant n°1 du Plan Local de Redynamisation de la Ville de Montpellier joint à la présente délibération,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à cette affaire.

*Mme JANNIN lit le rapport.*

**Mme JAMET :** Si on lit bien ce plan de redynamisation de Montpellier, on est les meilleurs, on est les meilleurs et on est les meilleurs. Cependant, je vois que l'on a une perte de 1706 emplois qui représente une perte de 96 millions d'euros et qu'au titre du fonds pour les restructurations de la Défense et du Fonds national d'aménagement du territoire, pour compenser ces 96 millions d'euros de pertes, on a réussi à gagner presque 4 millions et 1,5 million. On est les meilleurs. Deuxièmement, je vois que, sur les quatre actions qui sont concernées par l'avenant, il y en a deux qui concernent des chantiers d'insertion. Ce qui m'ennuie toujours c'est que, les chantiers d'insertion, cela implique forcément, effectivement, le FSE, qui d'ailleurs a largement démontré son inefficacité et sa marginalité. Je ne vois pas ce qui pourrait tendre vers la redynamisation et en tous cas la réinsertion d'un certain public.

Le troisième point, c'est la French Tech, l'action 7. C'est bien. C'est une sémantique que vous aimez bien "french". Vous n'avez rien inventé, et vous êtes content. Au lieu de dire "com" on dit "french tech". On est les meilleurs. Je pense que vous auriez pu, dans le contexte, en dehors de toute considération électoraliste, mettre l'accent, dans le cadre de la décentralisation et de la désertification de nos territoires, sur le pôle de compétitivité en matière agricole. Et il y a Agropolis, on a SupAgro. Ce sont des structures qui sont performantes. Qui mériteraient d'être défendues et d'être particulièrement défendues dans le cadre des prochaines batailles qui vont s'annoncer. Je note encore une fois que ce sont des secteurs que l'on méprise, qui sont oubliés par les pouvoirs publics, par la Direction de l'Agriculture elle-même, par Toulouse et, vraisemblablement, aussi, par Montpellier. Donc, nous nous abstiendrons sur ce dossier.

**M. le Maire :** Eh oui, il faut des guerriers pour défendre la Ville....

**Mme JAMET** *[Intervention hors micro]*: Et oui. Et bien, vous avez un joli sourire. Tout le monde me dit ça *[propos inaudibles]*.

**M. le Maire :** Attendez un mois et demi, soyez patiente.

**Mme JAMET** *[Intervention hors micro]*: Mais gagner des élections c'est une chose mais gagner pour Montpellier c'est autre chose.

**M. le Maire :** Eh oui, mais si vous n'êtes pas dans le taff, vous comprenez rien à ce qui se passe. Si vous n'êtes pas dans le train, vous voyez passer les avions. C'est un peu imagé comme vocabulaire mais regardez le TGV, par exemple, on l'a pas décidé.

**Mme JAMET** *[Intervention hors micro]*: Je pense que nous avons tous des chances de gagner ces élections et je vous regarderai gentiment regarder passer les trains....

**M. le Maire :** Ne vous n'inquiétez pas pour moi, je m'en suis toujours sorti. Mme JAMET, vous avez dit ce que vous aviez à dire. Je mets aux voix.

**Pour : 57**

**Contre :**

**Abstentions : 3**

**Adopté à l'unanimité.**

## **10. Approbation pour le lancement par la métropole d'une étude stratégique de reconquête urbaine entre la Comédie et le Lez**

La croissance de Montpellier ces trente dernières années s'est essentiellement traduite par des réalisations nouvelles avec le développement de la Ville vers l'est et la réalisation du projet urbain de Port Marianne. Depuis quelques années, un certain nombre de sites, notamment le long de la voie ferrée, a fait l'objet de mutations propices à des opérations de renouvellement urbain. La Ville a donc engagé ou initié des projets d'échelles différentes qui favorisent une revitalisation de la ville centre, de ses faubourgs et des entrées de ville. Ces projets s'appuient sur un axe Nord-Sud qui constitue aujourd'hui un enjeu majeur de développement et de renouvellement urbain. Cet axe se décline du nord au sud par la revitalisation de l'entrée de ville « route de Nîmes », la reconversion du site de l'ancienne mairie avec la ZAC Pagézy, objet de la présente étude, la création d'un centre multimodal en plein cœur de Ville avec la ZAC du Nouveau Saint Roch et la reconversion de la vaste zone industrielle et artisanale des Près d'Arènes en un quartier mixte d'habitat, la ZAC de la Restanque.

Le périmètre d'étude Comédie/Lez proposé s'inscrit à la charnière de cet axe de renouvellement urbain Nord Sud et de l'axe historique Est/Ouest reliant le centre historique et le Lez. La réflexion à engager constitue une occasion à saisir pour trouver la pleine expression de la composition urbaine et de la programmation notamment économique et commerciale qui s'étend depuis la place de la Comédie jusqu'aux rives du Lez.

La Métropole souhaite donc lancer une étude urbaine, programmatique et économique portant sur ce périmètre dont les enjeux seraient les suivants :

- définir une programmation urbaine et une stratégie économique qui mettent en perspective l'avenir du secteur à plus ou moins long terme ; en particulier sur le site de l'actuel hôtel de ville
- affirmer et développer des liaisons urbaines et créer une liaison ambitieuse et porteuse de sa propre identité entre la ville et son fleuve .
- reconquérir le tissu urbain existant (principalement tertiaire), stratégique ou en mutation par des opérations de renouvellement urbain et d'intervention sur l'espace public ;

Au vu du rayonnement métropolitain et des enjeux économiques de ce secteur, la Métropole assurera le pilotage de cette étude en associant étroitement la Ville.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les principes de cette étude ;
- d'autoriser Monsieur le maire, ou à défaut l'adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire

**Mme JANNIN** : Situé au cœur de la ville de Montpellier, ce secteur Comédie-Lez, que vous pouvez voir sur l'image qui vous est proposée, selon un rectangle assez important, en rouge, a le potentiel de constituer un trait d'union essentiel entre la ville et son fleuve, le Lez. De par sa position stratégique, son réaménagement permettrait d'améliorer la couture urbaine entre le centre historique, l'Ecusson, et les extensions plus récentes vers l'est de la ville, Antigone, Port-Marianne, etc. Et ainsi de participer de manière essentielle au travail que nous menons sur le centre-ville de la Métropole. La localisation du secteur d'étude, à la charnière de la ville historique et d'Antigone, première extension d'envergure de la centralité urbaine, impose d'améliorer le fonctionnement et la qualité urbaine du site en définissant une programmation adaptée au contexte unique de ce site en fonction, notamment, de son rayonnement à l'échelle de la ville toute entière et en tenant compte d'un certain nombre de bâtiments administratifs que nous devons aujourd'hui intégrer dans une programmation future et dans d'éventuels départs à Toulouse que nous devons anticiper. Par exemple, je vous les cite un peu pêle-mêle, il s'agit de l'INSEE, les Finances publiques, l'UNIFAF, l'URIOPSS, la DREAL, la DIRMED, le Conservatoire des espaces naturels, un certain nombre de bâtiments administratifs dont nous devons dès aujourd'hui anticiper les éventuelles mutations.

C'est pour cela que nous avons jugé nécessaire de lancer une étude urbaine sur ce territoire, allant donc de la Comédie jusqu'aux rives du Lez en tenant compte de toutes les possibilités de mutation à moyen ou long terme,

y compris sur l'actuelle cité administrative, le long du boulevard d'Antigone et sur le secteur du Moulin de l'Evêque. Ainsi, la ville envisage le lancement d'une consultation pour le choix d'un groupement pluridisciplinaire composé d'un architecte au moins, d'un paysagiste et d'un programmiste urbain. Compte-tenu de l'importance de ce sujet pour la centralité métropolitaine et sa dimension économique potentielle, cette réflexion sera également menée par la Métropole et vous verrez également cette délibération demain au Conseil métropolitain. Il s'agit donc, ici d'approuver le lancement par la Métropole d'une étude à laquelle la ville sera partie prenante et qui permettra de définir une stratégie de reconquête urbaine pour mettre en lien la place de la Comédie et le Lez. D'établir une programmation urbaine et stratégique économique pour ce secteur vital pour notre centre-ville, affirmer et développer des liaisons urbaines entre la ville et le Lez et, enfin, reconquérir le tissu urbain existant en mutation ou stratégique par des opérations de renouvellement urbain et d'intervention sur l'espace public.

**M. De SAINT JOUAN :** M. le Maire, bonjour. Bonjour chers collègues. Je suis ravi du lancement de cette étude stratégique. Je suis ravi du lancement de cette étude puisque, comme de nombreux Montpelliérains, je suis préoccupé par les axes de développement autour du centre-ville. On a été étonné, d'abord, par la fermeture du pont de Sète. Vous disiez vous-même, après avoir été élu, que le parking Saint-Roch était laid, qu'il cassait la perspective et séparait les Montpelliérains. Et, là, bravo, en coupant le pont de Sète et sa circulation, vous achevez le travail en coupant le sud de Montpellier de son centre. Vous parlez d'un détour de treize minutes. Moi je n'ai pas réussi à le faire en treize minutes et je pense qu'aux heures de pointe c'est pire. Aujourd'hui, de nombreux commerçants sont venus vers moi, des riverains, touristes égarés, et dont les conditions de vie se sont fortement dégradées. Il aura donc suffi qu'au cours d'une réunion publique une vingtaine de Montpelliérains lèvent la main suite à votre proposition pour que 60 000 Montpelliérains soient coupés du centre-ville. Un pont sert à relier. Un pont, cela ne sert pas à séparer. La situation est également difficile au bas du Corum. Où l'on voit régulièrement des conducteurs s'énervent faute de cohérence du plan de circulation et particulièrement rue du professeur Léon Vallois, en face de la clinique vétérinaire où on a trois voies vers trois directions différentes. Donc, un centre-ville de plus en plus coupé du sud de la ville, mais, comme vous le disiez, les gens qui ne sont pas contents peuvent quitter le centre-ville. Le problème c'est que, nous, on n'a pas tous envie d'aller à Toulouse. Donc, en l'occurrence, pour toutes ces raisons, je voterai avec plaisir le lancement de cette étude stratégique.

**M. le Maire :** Eh bien, cela nous fait plaisir que vous votiez avec plaisir. Nous, on est contents quand vous êtes content. Mme CHARDES va vous répondre sur le plan de circulation. Et, après, je ferai un petit point sur l'étude stratégique.

**Mme CHARDES :** Je vais faire court. Sur le pont de Sète, vous pratiquez le vélo, donc allez-y en vélo. Couper le pont de Sète, vous avez bien vu que cela a été largement concerté. On a fait deux réunions et cela a été largement voté par les riverains qui y habitent.

**M. le Maire :** Cent vingt ont voté à chaque fois.

**Mme CHARDES :** Même plus. On a gardé les photos. Et, chaque jour, on vient me remercier pour me dire "merci de nous avoir apaisé le quartier et de nous rendre un quartier apaisé". Nous travaillons dans ce sens-là. Nous travaillons sur le développement du centre-ville. Travailler sur le centre-ville, cela va dans le sens de cette étude. Et, si nous avions laissé la circulation telle qu'elle était, c'était un centre-ville atrophié. Nous préférons rendre la ville aux piétons, aux vélos, et travailler dans ce sens-là. Faire passer les piétons devant les commerces. C'est la ville des proximités. Donc, c'est bien, vous êtes d'accord avec nous, bravo! Je m'en réjouis.

**M. le Maire :** Merci, Mme CHARDES, pour cette belle réponse, et justifiée.

**M. MOURE :** Juste un mot. Je voterai cette délibération, pas de problème. Mais je pense que l'on devrait intégrer autre chose - mais c'est peut-être dans la partie dédiée à la Métropole. Car ce rectangle, c'est très bien de se projeter dans le cadre d'une étude stratégique de reconfiguration de l'occupation de certains espaces, mais quand on réfléchit à la ville dans sa globalité, la ville, son extérieur va beaucoup évoluer. Si on le compare à la situation, parfois, de thrombose, au point de vue circulation et je ne veux pas rentrer dans le schéma du plan de circulation, il y a quand même, au sud, des événements qui vont évoluer. C'est notamment l'actuelle autoroute qui va devenir boulevard urbain. Ces aménagements, on en parle dans la délibération - on parle de la Restanque, Près d'Arènes, etc - et cette partie sud de la ville doit directement peser et jouer avec les aménagements, dans

l'étude que l'on fera sur ce secteur-là. Je pense qu'il faut également intégrer dans l'aménagement en devenir du sud de la ville d'autres éléments plus extérieurs quant à la fluidité de la circulation de l'accès parce que l'autoroute, par exemple, va virer un certain nombre de trafics qui, souvent, rentrent dans Montpellier alors qu'à terme ils ne feront que passer en façade de Montpellier. On aura des éléments de circulation différents de ce qu'ils sont actuellement. Et je pense que l'on ne doit pas faire l'impasse sur le lien qu'il y a entre la partie sud, avec le secteur de la gare, le secteur de l'évolution qui est intervenue en bout de boulevard de Strasbourg par rapport au Pont de Sète, et toute la partie sud de la ville. Côté Polygone, c'est la même chose. La reconfiguration en devenir éventuelle du Polygone doit intégrer aussi ces éléments. Mais, là, ils sont directement dans le rectangle. Mais, moi j'irais plus loin, mais c'est peut-être la partie dévolue à la Métropole.

**M. DUMONT** : En ce qui me concerne, je voudrais avoir une précision de la part de l'Adjointe à l'urbanisme. Dans la synthèse, il est indiqué "la Métropole souhaite lancer une étude urbaine ». Cette étude urbaine, est-ce qu'elle va être confiée aux services techniques, aux techniciens de la Métropole ? Vous avez indiqué tout à l'heure qu'il faudra un architecte, un urbaniste... Où va-t-il y avoir une procédure d'appel d'offres pour lancer cette étude qui sera confiée à un tiers ? En fonction de la réponse, après, je préciserai.

**Mme JANNIN** : En fait, il s'agit d'une délibération croisée entre la Ville et la Métropole, qui témoigne tout à fait des nouvelles cohérences qui sont aujourd'hui mises en place entre les deux collectivités notamment en ce qui concerne l'aménagement du territoire. Donc, c'est bien la même délibération. Et, donc, cette étude sera effectivement confiée à un prestataire extérieur, en respect des marchés publics. Et c'est donc la Ville et la Métropole qui seront conjointement maîtres d'ouvrage de cette étude.

**M. DUMONT** : J'aurais préféré que l'on confie, pour des raisons d'économies, cette étude aux techniciens des services de la Ville ou des services de la Métropole. Parce que c'est quand même un peu particulier. A chaque équipe, finalement, ces études... Moi, je me souviens, et certainement M. SAUREL également, à la fin du mandat de Mme MANDROUX, à grand renfort de publicité, on a fait venir - et on en a parlé, M. DELAFOSSE était là également, au premier rang - cette équipe italienne qui est venue faire une étude importante sur le Montpellier de 2050. Vous vous en souvenez ? Ou 2040. Donc, quand on lit le texte de la question qui nous est soumise aujourd'hui, c'était un peu la même problématique : la stratégie économique, la programmation urbaine. On n'a pas l'impression que ces études qui étaient faites par un cabinet italien prestigieux - on nous l'avait vendu comme-cela - et les autres études qui ont été faites sous Mme MANDROUX, avec l'étude sur le chantier de la Cité du corps humain, des fois, aussi, sur le Musée d'art contemporain... On a l'impression que l'on fait des études, on fait des études, et qu'elles s'empilent. Il n'en ressort rien et, là, de nouveau, on va confier cette étude à un architecte, à un urbaniste, etc. Cela a quand même un coût tout cela. On a un peu l'impression, en ces temps difficiles que nous vivons, qu'il y a quand même un peu de la gabegie.

**M. le Maire** : Je vais vous répondre là-dessus, sur le fond et sur la forme. Ce n'est pas une affaire de gabegie. La ville, c'est un corps vivant, elle évolue en permanence. L'étude SECCHI-VIGANO, qui avait été diligentée par M. DELAFOSSE, alors adjoint à l'urbanisme, sur laquelle j'avais fait trois remarques de fond sur des points qui ne me paraissaient pas correspondre aux intérêts de Montpellier, n'intégrait pas de façon très précise la relation qu'elle devait avoir avec la Métropole, avec l'agglomération. En fait, l'étude urbaine se concentrait sur les limites communales, en citant l'agglomération, mais sans étude de l'agglomération. Or, on ne peut pas étudier le fonctionnement d'une grande ville à l'aune du centre historique. Quand M. De SAINT JOUAN fait référence à la gare, il y a fait référence en tant qu'usager habitant à côté de la gare. Mais il oublie, dans son raisonnement, les milliers de voyageurs qui viennent tous les jours à Montpellier, qui ne pouvaient pas prendre le taxi parce qu'il y avait des bagarres, sans arrêt, entre les mecs qui venaient déposer leurs enfants ou les chercher et les taxis. Il oublie de dire que les bus n'avaient pas la place y compris les moyens de transport pour les personnes handicapées. Il oublie de dire qu'aux heures de pointe d'arrivée des TGV il y avait des bouchons qui remontaient sur l'ensemble des rues adjacentes. Et si nous n'avions pas séparé les flux de façon claire nous n'aurions pas, non plus, pu utiliser le parking dont nous avons hérité. Et je n'allais pas le démolir, le parking. Enfin, 19 millions d'euros. Donc, je veux bien que l'on fasse des leçons mais quand on fait des leçons avec l'argent des autres c'est plus facile.

Donc, le parking, on l'a réutilisé, on l'a réinséré dans un système où on va améliorer la sortie et, en coupant le pont, on peut avoir une différenciation des flux qui sont afférents au réseau de taxi, au réseau de bus, d'un côté, aux transports collectifs et, de l'autre côté, aux utilisateurs du parking. Et, donc, quand on fait ces études-là, on

prend en compte les nouveaux fonctionnements urbains, les nouvelles urbanités. Et cela change tout le temps. La ville de Raymond DUGRAND, qu'il a conçue sur le plan d'urbanisme de Port-Marianne n'est pas du tout celle qui se trouve aujourd'hui, bien qu'il ait fait le master plan. On a pris, depuis, le plan d'Architecture Studio et de Marc LEHMANN, pour s'apposer sur ce master plan et pour modifier le plan qu'avait fait Ricardo BOFFIL. Les villes évoluent tout le temps, ce sont des structures souples parce que les villes fonctionnent comme les hommes et que les hommes ne restent pas comme cela pendant cinquante ans. Ils ont toujours des fonctionnements qui les amènent à utiliser telle et telle partie de la ville un temps et puis une autre. C'est comme cela que cela fonctionne. J'ai répondu pratiquement en même temps à M. MOURE.

Dans cette étude, ce qui est intéressant, vous pouvez le remarquer, c'est que le trait de crayon qui a été positionné tient compte du centre-ville, d'Antigone, de toute la partie Polygone, de toute la partie tramway du centre, de tout ce qui concerne l'avenue de l'Europe. Mais aussi l'Hôtel de Région. Vous le voyez, là. On a mis l'Hôtel de Région dedans. On a considéré que l'Hôtel de Région devenait le théâtre d'une administration qui pouvait être différente de celle qui existe aujourd'hui. Et l'histoire vient de nous donner raison par l'intermédiaire de ce petit outil. J'ouvre mon Iphone et je clique sur "ouvrir le lien". Tac, et voilà, France3 Midi-Pyrénées vient d'annoncer, à l'instant où vous parlez, M. DUMONT, que l'hémicycle de Toulouse vient de faire l'objet du vote en session d'une subvention pour l'agrandir à 153 places. Donc, l'explication que donne l'actuel président de Région M. ALARY - vous pouvez le consulter... Laurent DUBOIS - c'est que dans la loi, et cela peut se comprendre, l'Hôtel de Région futur se trouve dans la capitale régionale. Cela peut se comprendre. Mais on nous a dit le contraire. C'est pour cela que, nous, on avait anticipé, avec Mme JANNIN. On a dit, "des fois qu'ils nous auraient menti, à la Région, on va quand même intégrer l'Hôtel de Région". Et on a bien fait. Donc, dans toute cette structuration, du côté du Carré Montmorency, en face de Joffre, il y a une série de bureaux qui peuvent être amenés à muter très rapidement au niveau des administrations. Et cette étude va nous permettre d'anticiper cette mutation. Tout simplement.

**M. LARUE :** Vous pensez avoir un projet cohérent pour cette zone à quel horizon, à peu près ? Et je pense notamment à la ZAC Pagézy et tout ce qu'il y a autour.

**M. la Maire :** Bien sûr, parce que, dans ce cadre-là, on intègre aussi l'étude commerciale. Donc, cela va se faire rapidement. Je mets aux voix.

*Pour : 59*

*Contre :*

*Abstentions : 3*

*Adopté à l'unanimité.*

## **11. ZAC Port Marianne - Rive Gauche**

### **Agrément de candidature**

### **SCCV ZAC Rive gauche lot 4 (Pitch/Crédit Agricole)**

Le développement de la ville de Montpellier vers l'est de son territoire, initié dans le cadre du projet urbain Port Marianne depuis plus de vingt ans, se poursuit aujourd'hui avec le nouveau quartier Port Marianne - Rive gauche. Délimité par le Lez à l'est, l'autoroute A9 au sud, et par les avenues Raymond Dugrand et Théroigne de Méricourt à l'ouest et au nord, le périmètre de ce quartier s'étend sur une surface d'environ 9 hectares.

Sa conception architecturale et urbanistique est l'œuvre de l'équipe menée par l'architecte en chef Pierre Tourre, associé au bureau d'études spécialisé en environnement TRIBU et au paysagiste Marc Richier.

Le programme de cette opération prévoit la réalisation d'environ 1200 logements (dont un tiers environ de logements sociaux), de bureaux, de commerces et d'équipements divers le long de l'avenue Raymond Dugrand, avenue structurante en entrée de ville irriguée par la ligne 3 du tramway mise en service en avril 2012. Ce quartier a été conçu comme un éco quartier avec pour principale ambition de limiter au maximum son empreinte écologique, et notamment ses consommations énergétiques et ses émissions de gaz à effet de serre.

La maîtrise d'ouvrage de cette opération a été confiée à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) dans le cadre d'une concession d'aménagement approuvée par délibération du Conseil municipal du 22 décembre 2008.

La première tranche de l'opération (lot 1a et 1b, lot2a et 2b), le long de l'avenue Théroigne de Méricourt s'est achevée en 2014 et 2015. Parallèlement, les travaux de la 2<sup>ème</sup> tranche (lots 3, 5 et 6) ont débuté en 2014 pour une livraison envisagée en 2016.

Dans ce contexte, la SERM propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature de la « *SCCV Rive gauche lot 4* » (représentée par Pitch Promotion et Crédit Agricole immobilier) en vue de la cession du lot n°4 de la ZAC Port Marianne – Rive gauche permettant la réalisation d'un programme de logements collectifs en accession, de logements collectifs sociaux, de bureaux et de commerces.

- Dénomination du candidat : Société Civile de Construction Vente (SCCV)  
Représentée par :
  - . PITCH Promotion
  - . Crédit Agricole Immobilier Résidentiel
- Localisation : Lot 4  
ZAC Port Marianne – Rive gauche à Montpellier,
- Parcelles cadastrées : Section SC n°31a, 171a et 190a,
- Surface du lot : 4 819 m²,
- Nature du projet : Logements collectifs en accession  
Logements collectifs sociaux  
Bureaux  
Commerces
- SDP envisagée : 18 524 m² SDP
- SDP maximale autorisée : 19 350 m² SDP maximale,

La SERM précise que la candidature de la « *SCCV Rive gauche lot 4* », prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville.

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- d'approuver la candidature de la société « *SCCV Rive gauche lot 4* », en vue de la réalisation de logements collectifs en accession, de logements collectifs sociaux, de bureaux et de commerces sur le lot 4 de la ZAC Port Marianne – Rive Gauche ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Pour : 59**

**Contre :**

**Abstentions : 3**

**Adopté à l'unanimité.**

*Madame MARSALA sort de la séance.*



## **12. ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde**

### **Mandat Ville/SERM pour la réalisation des équipements primaires**

#### **Reddition des comptes et quitus du mandat**

Par délibération du 29 septembre 2000, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde ainsi que le programme des équipements publics et les modalités de la participation financière de la Ville de Montpellier.

Par délibération du 5 novembre 2001, le Conseil municipal a approuvé la convention de mandat permettant de confier à la SERM l'étude et la réalisation des aménagements primaires au sein de la ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde. Cette convention de mandat a été signée le 19 novembre 2001.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier a confié à la SERM la réalisation des principales infrastructures primaires suivantes, pour la partie qui ne concerne pas exclusivement la desserte du quartier :

- prolongement de la rue Léonard de Vinci depuis le quartier Blaise Pascal jusqu'à la place Matteo Manuguerra (voie réalisée) ;
- réaménagement de l'avenue Albert Einstein, dans le périmètre de la ZAC Port Marianne-Jardins de la Lironde (travaux réalisés avec mise à double sens de l'avenue en février 2011) ;
- réaménagement de la route de Vauguières, entre la rue Albert Einstein et la rue Léonard de Vinci (travaux réalisés durant l'année 2006 et début 2007) ;
- création de deux bretelles d'accès à la ZAC depuis l'avenue Pierre Mendès-France, classée route express, dont la réalisation a été autorisée par arrêté ministériel du 11 janvier 2007 (travaux réalisés fin 2009).

Le montant prévisionnel des travaux à réaliser dans le cadre de cette convention de mandat était estimé à 6 905 000 €TTC.

Un avenant n°1, approuvé par une délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2005, a permis de modifier la convention de mandat pour la proroger jusqu'au 31 décembre 2010.

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant supprimée de la convention de mandat, le Conseil municipal a approuvé par délibération du 26 juillet 2007 un avenant n°2 en vue d'autoriser la SERM à confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence.

Par délibération du 24 juillet 2008, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°3 à la convention de mandat afin de procéder au renforcement du réseau primaire d'eau potable entre les quartiers Blaise Pascal et Jardins de la Lironde par la réalisation d'une conduite de maillage sous l'avenue Pierre Mendès-France.

Par délibération du 27 juillet 2009, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°4 à la convention de mandat prorogeant la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2011, en considération des travaux de voirie et de réseaux restant à effectuer.

Par délibération du 26 juillet 2010, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°5 à la convention de mandat prorogeant la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2013 pour assurer le suivi de garantie des travaux réalisés, notamment en matière d'espaces verts.

Conformément à l'article 15 de la convention de mandat, la SERM a transmis pour quitus en date du 28 mai 2015 la reddition définitive des comptes de l'opération.

Après contrôle et récolement des pièces transmises, l'ensemble des dépenses assurées par la SERM pour le compte de la Ville de Montpellier s'élève à 6 803 148,50 € TTC (comptes arrêtés au 31 mars 2015).

Les recettes d'un montant de 6 802 689,40 € sont assurées par les remboursements de la Ville de Montpellier pour 6 790 827,58 €, 11 861,82 € correspondant à des produits financiers.

En tenant compte de l'ensemble de recettes encaissées par le mandant dans le cadre de sa mission, le bilan de l'opération fait apparaître un déficit de trésorerie de 459,10 € TTC à verser par la Ville à la SERM.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la reddition définitive des comptes du mandat Ville/SERM pour la réalisation des équipements primaires de la ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde,
- de donner quitus de la mission confiée à la SERM,
- d'autoriser le paiement à la SERM du déficit de trésorerie pour un montant de 459,10 € TTC,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer le protocole de clôture donnant quitus à la SERM, et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

***Pour : 58***

***Contre :***

***Abstentions : 3***

***Adopté à l'unanimité.***

### **13. Foncier**

#### **ZAC Port Marianne-Consuls de Mer (îlot 16)**

#### **Renonciation à une servitude de passage piéton public**

Lors de l'aménagement de la ZAC Port Marianne-Consuls de Mer, différentes servitudes de passages ont été instituées pour relier entre eux les différents lots vendus par la SERM, aménageur de la ZAC.

Ces servitudes, à vocation publique, ont fait l'objet d'actes notariés pour permettre leur publication à la conservation des hypothèques.

Une servitude de passage piéton public a été inscrite sur l'îlot 16 de la ZAC, ensemble immobilier « Les Alizés », pour relier le chemin de Moularès à la rue Michel Trocmé, au travers d'un patio intérieur privé.

Les trois résidences concernées donnant sur ce patio souhaitent fermer le passage et veulent engager des travaux de mise en valeur de l'espace central par des aménagements d'espaces verts. Elles proposent de fermer les deux passages par des grilles, dispositif validé par les services de sécurité incendie.

Les trois résidences ont voté en assemblée générale de copropriété l'abandon de la servitude de passage et la prise en charge des frais liés à la rédaction de l'acte de renonciation de servitude.

Cet acte sera confié à l'office notarial de Baillargues qui a rédigé l'acte de division volumétrique et de création de servitudes le 29 février 2000.

Compte tenu de la taille modeste du patio concerné ainsi que de son dénivelé marqué avec la voirie publique, sa fermeture n'affectera aucune utilité publique et n'aura pas de conséquence sur les conditions des déplacements doux dans le secteur.

Aussi, comme le permet une simple délibération du conseil municipal, il est proposé de renoncer à cette servitude de passage, de constater sa désaffectation et de prononcer son déclassement.

**En conséquence, il vous est proposé :**

- de constater la désaffectation de la servitude de passage piéton sur l'ensemble immobilier « Les Alizés » chemin de Moularès, rue Michel Trocmé, du fait de son absence d'utilité publique ;
- de déclasser cette servitude du domaine public ;

- d'accepter la rédaction d'un acte de renonciation de servitude par l'office notarial de Baillargues aux frais du demandeur, le syndic gestionnaire ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Pour : 58**

**Contre :**

**Abstentions : 3**

**Adopté à l'unanimité.**

## **14. Foncier**

### **Elargissement avenue du Pic Saint-Loup et rue des Quatre Vents**

#### **Acquisition emprise « Le Clos Elisabeth »**

Par décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, la Communauté d'agglomération de Montpellier a pris, depuis le 1er janvier 2015, le statut de métropole sous le nom « Montpellier Méditerranée Métropole ».

Cette transformation a eu pour effet de transférer la compétence relative à la voirie détenue jusque-là par la Ville de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Néanmoins, par convention signée avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire, du 1er janvier au 31 décembre 2015, certaines des compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

La résidence « Le Clos Elisabeth » située à l'angle de l'avenue du Pic Saint-Loup et de la rue des Quatre Vents, parcelle AO 304, d'une contenance de 479 m<sup>2</sup>, souhaite se clôturer. A cet effet, elle a sollicité des services de la Ville l'application des réserves C 8 et C 94 du Plan Local d'Urbanisme (PLU), afin de pouvoir disposer de son assiette foncière dégrevée de toute contrainte.

Conformément aux emplacements réservés C 8 et C 94, une emprise de 102 m<sup>2</sup> a été détachée de l'assiette foncière de la copropriété pour permettre l'élargissement de l'avenue du Pic Saint-Loup et de la rue des Quatre Vents au droit de la résidence « Le Clos Elisabeth ».

Il convient d'acquérir la nouvelle emprise à extraire de la parcelle AO 304, d'une contenance de 102 m<sup>2</sup> à titre onéreux, au prix de 70 €/m<sup>2</sup> soit un montant total de 7 140 € (sept mille cent quarante euros).

Lors de l'assemblée générale du 12 juin 2014, les copropriétaires de la résidence « Le Clos Elisabeth » ont accepté les modalités de la cession.

Les crédits nécessaires sont disponibles, sur la ligne « 25943 – opération sous mandat terrain voirie – nature 45811 – chapitre 917 ».

Maître Jean-Pierre VIDAL, notaire à Cournonterral, a en charge les intérêts du syndicat des copropriétaires de la résidence Le Clos Elisabeth. Il se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :**

- d'acquérir l'emprise de 102 m<sup>2</sup> issue de la parcelle AO 304, au prix de 7 140 €, afin de contribuer à la réalisation de l'élargissement de l'avenue du Pic Saint-Loup, emplacement réservé C 8, et de la rue des Quatre Vents, emplacement réservé C 94 du PLU ;
- de saisir Maître Jean-Pierre VIDAL, notaire à Cournonterral (34), pour rédiger l'acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, agissant au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif à cette affaire.

***Pour : 58***

***Contre :***

***Abstentions : 3***

***Adopté à l'unanimité.***

## **15. Foncier**

### **Acquisition emprise propriété Kaufman et Broad**

### **Elargissement rue Gaston Bachelard**

### **PAE Marqueroze Multisites**

Par décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a pris, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, le statut de métropole sous le nom « Montpellier Méditerranée Métropole ».

Cette transformation a eu pour effet de transférer la compétence relative à la voirie détenue jusque-là par la Ville de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Néanmoins, par convention signée avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2015, certaines des compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans le cadre du projet d'élargissement de la rue Gaston Bachelard, qui s'inscrit dans le périmètre du programme d'aménagement d'ensemble (PAE) Marqueroze Multisites, la société Kaufman et Broad a obtenu un permis de construire n° 34 PC 13 V0 243 pour la réalisation de son opération immobilière.

Au titre de ce permis de construire et de la convention au PAE Marqueroze Multisites, cette société doit céder les parcelles nouvellement cadastrées EK 324 d'une superficie de 18 m<sup>2</sup> (poste de refoulement), EK325 d'une superficie de 132 m<sup>2</sup>, EK 333 d'une superficie de 245 m<sup>2</sup>, permettant ainsi d'élargir la rue Gaston Bachelard, au titre de l'opération C 59 du PLU, voie très étroite à cet endroit.

La cession de la parcelle cadastrée EK 324 d'une superficie de 18 m<sup>2</sup> sera réalisée à l'euro symbolique.

La cession des parcelles EK 325 d'une superficie de 132 m<sup>2</sup> et EK 333 d'une superficie de 245 m<sup>2</sup> sera réalisée à titre onéreux sur la base du tarif applicable à l'ensemble du PAE, soit 60 €/m<sup>2</sup>, soit un montant de 22 620 € (vingt deux mille six cent vingt euros) pour une superficie totale de 377 m<sup>2</sup>, montant qui sera déduit de la participation aux équipements publics mentionnée dans l'arrêté du permis de construire.

La Société Kaufman et Broad a accepté les conditions de la négociation.

Le notaire chargé de cette transaction est Maître PERREIN, notaire à Montpellier, il rédigera l'acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- de procéder à l'acquisition de la parcelle nouvellement cadastrée EK 324 d'une superficie de 18 m<sup>2</sup> à l'euro symbolique ;
- de procéder à l'acquisition des parcelles nouvellement cadastrées EK 325 d'une superficie de 132 m<sup>2</sup> et EK 333 d'une superficie de 245 m<sup>2</sup> au prix de 60 €/m<sup>2</sup>, soit un montant de 22 620 € pour une superficie totale de 377 m<sup>2</sup>, afin de permettre les travaux d'élargissement de la rue Gaston Bachelard, montant qui viendra en déduction des participations dues au titre du PAE Marqueroze Multisites ;
- de confier la rédaction de l'acte à Maître PERREIN, notaire à Montpellier, aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué agissant au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

**Pour : 58**

**Contre :**

**Abstentions : 3**

**Adopté à l'unanimité.**

## **16. Foncier**

### **Elargissement du Chemin de Moularès**

### **Acquisition emprise « Cœur Rive Droite »**

Par décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a pris, depuis 1er janvier 2015, le statut de métropole sous le nom « Montpellier Méditerranée Métropole ».

Cette transformation a eu pour effet de transférer la compétence relative à la voirie détenue jusque-là par la Ville de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Néanmoins, par convention signée avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire, du 1er janvier au 31 décembre 2015, certaines des compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

La société COGEDIM a déposé et obtenu un permis de construire sur les parcelles EZ 136 et EZ 137, d'une contenance totale de 1 704 m<sup>2</sup>, situées chemin de Moularès, afin de réaliser un bâtiment de logements désigné « Cœur Rive Droite ».

Conformément à l'emplacement réservé C132 du plan local d'urbanisme (PLU) une emprise de 190 m<sup>2</sup> a été détachée de l'assiette foncière de la future copropriété pour permettre l'élargissement du chemin de Moularès au droit de l'opération « Cœur Rive Droite ».

Il convient d'acquérir les nouvelles parcelles cadastrées EZ 594 (136 m<sup>2</sup>) et EZ 600 (54 m<sup>2</sup>) d'une contenance totale de 190 m<sup>2</sup> à titre onéreux, au prix de 54€/m<sup>2</sup>, soit 10 260 € (dix mille deux cent soixante euros).

Par courrier du 27 mars 2015, la société COGEDIM a accepté les modalités de la cession.

Les crédits nécessaires sont disponibles, sur la ligne « 25943 – opération sous mandat terrain voirie – nature 45811 – chapitre 917 ».

Maître Christophe CAULIER, notaire à Baillargues, a en charge les intérêts de la société COGEDIM. Il se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété, dont la signature devra intervenir avant la livraison de l'opération.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :**

- d'acquérir les parcelles nouvellement cadastrées EZ 594 (136 m<sup>2</sup>) et EZ 600 (54 m<sup>2</sup>) d'une contenance totale de 190 m<sup>2</sup>, au prix de 54€/m<sup>2</sup>, soit un montant total de 10 260 €, afin de contribuer à la réalisation de l'élargissement du chemin de Moularès correspondant à l'emplacement réservé C 132 du PLU ;
- de saisir Maître Christophe CAULIER, notaire à Baillargues (34), pour rédiger l'acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, agissant au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Pour : 58**

**Contre :**

**Abstentions : 3**

**Adopté à l'unanimité.**

*Mesdames HART et MARSALA entrent en séance. Madame KERANGUEVEN et Messieurs BOUMAAZ, YOUSSEUS et VIGNAL sortent de la séance.*

## **17. MONTPELLIER GRAND CŒUR**

### **Extension du périmètre d'application du droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerces et baux commerciaux**

La dynamisation du commerce et de l'artisanat du centre ville est un des objectifs prioritaires de l'opération « Montpellier Grand Cœur » lancée en 2003 par la Ville de Montpellier, pour agir, de manière globale, sur tout ce qui contribue à améliorer la qualité du centre ancien pour ceux qui y vivent, le fréquentent et y consomment.

La Ville, dans le cadre de la loi du 2 août 2005, de son décret d'application n°2007-1827 du 26 décembre 2007 et de la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008, a décidé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010 de définir un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité et d'y instaurer un droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerces et baux commerciaux.

L'objectif de la Ville est se donner les moyens d'intervenir sur les secteurs confrontés à un danger patent de disparition de certaines offres, de manque de diversité ou de manque de qualité.

Onze secteurs sont inscrits depuis 2010 dans ce périmètre :

- . Rue de la République et rue d'Alger,
- . Halles Laissac - faubourg de la Saunerie - boulevard Clémenceau,
- . Boulevard de l'Observatoire - boulevard du Jeu-de-Paume et boulevard Ledru-Rollin,
- . Rue Faubourg du Courreau,
- . Rue St Guilhem,
- . Rue de Verdun – rue Boussairolles – rue du Clos René – rue Aristide Ollivier,
- . Rue de la Méditerranée – rue du Pont de Lattes – place Carnot,
- . Cours Gambetta – plan Cabanes Ouest – rue Adam de Craponne,
- . Place Roger Salengro – rue du Faubourg Figuerolles,
- . Boulevard Louis Pasteur – boulevard Louis Blanc – place Albert 1<sup>er</sup> – rue de l'Université,
- . Rue de l'Aiguillerie – place Notre Dame – rue du Pila St Gély.

Cet outil a permis à la Ville de suivre plus précisément l'évolution des mutations commerciales sur les secteurs concernés et, ponctuellement, de mener une action publique en vue de les orienter et de les maîtriser au regard des objectifs suivants :

- . Préserver l'attractivité et la chalandise spécifique des pôles commerciaux structurants du centre ville,
- . Agir pour améliorer les conditions d'exploitation et le maintien d'activités professionnelles particulières, via la maîtrise des fonds de commerce en complément des murs commerciaux qui leur sont associés,
- . Encadrer l'impact du processus de spécialisation excessive de certains sites et linéaires commerciaux,
- . Encadrer les démarches spéculatives et de surenchères résultant de la mise en œuvre des projets urbains commerciaux structurants.

Il est désormais proposé, par la présente délibération, d'étendre ce périmètre à 3 autres secteurs, pour lesquels l'analyse montre qu'ils relèvent de la même problématique commerciale:

### Rue Maguelone :

Il apparaît nécessaire d'intégrer cette rue dans le périmètre afin d'éviter la disparition des quelques commerces de proximité existants et la poursuite d'une baisse amorcée du niveau de gamme.

### Grand'rue Jean Moulin (partie Sud Ouest) :

Ce secteur se paupérise sur le plan de l'offre commerciale. Il est probable que la taille réduite des surfaces d'exploitation favorise cette évolution. L'exercice du droit de préemption permettra d'assurer une meilleure diversité et une montée en gamme des activités, y compris, le cas échéant en envisageant des regroupements visant à favoriser l'accueil d'enseignes de gamme supérieure.

### Boulevard Victor Hugo :

Ce boulevard de faible qualité commerciale est pourtant situé stratégiquement entre la place de la Comédie et les Halles Laissac, au contact de toutes les lignes de tramway.

Il est important de favoriser le développement d'une diversité commerciale de cet axe pour qu'il soit animé, que sa localisation favorable soit exploitée et qu'un rééquilibrage de la rue, entre commerces et services, soit trouvé.

Par ailleurs, des corrections graphiques sont proposées en complément au sein des 11 secteurs initiaux, s'agissant de parcelles appartenant aux linéaires identifiés mais écartés par erreur d'adressage.

Le plan délimitant le périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité intégrant les parcelles complémentaires sur les secteurs préexistants, les 3 nouveaux secteurs et le rapport d'analyse afférent ont été soumis pour avis à la Chambre de commerce et d'industrie de Montpellier et à la Chambre des métiers et de l'artisanat en application de l'article R.214-1 du Code de l'urbanisme le 29 mai 2015.

En l'absence d'observation de ces organismes dans les deux mois de leur saisine, leur avis est règlementairement réputé favorable depuis le 29 juillet dernier.

Par courrier du 14 août 2015, la chambre de commerce et d'industrie de Montpellier a corroboré son avis tacite par un avis favorable explicite au projet, en remerciant la Ville de poursuivre une étude spécifique au cas par cas de chaque dossier proposé afin d'accompagner individuellement au mieux les commerçants dans des périodes économiquement délicates que sont pour eux les cessions de fonds ou baux commerciaux.

### **Ainsi, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver l'extension du périmètre d'application du droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerce et de baux commerciaux, délimitée conformément aux plans ci-annexés,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

*Mme JANNIN lit la délibération.*

**M. LARUE :** Il y aura deux aspects dans mon intervention. Le premier sur le droit de préemption de cette zone. Je trouve que c'est effectivement une très bonne mesure et il faut l'étendre. Je vous soutiens complètement là-dessus. Mais, au-delà de la politique même de préemption au moment de la cession de commerces ou des baux commerciaux, il faudrait, en parallèle, avoir aussi une bourse pour permettre de faire venir les commerçants qui pourraient être intéressés, pour monter en gamme. Parce que vous allez préempter un fonds de commerce - je ne sais pas quel type de commerce, par exemple un kebab - pour essayer de monter en gamme, je pense par exemple à la rue Maguelone. Mais, après, effectivement, pour la faire monter en gamme, il faut tout de suite avoir sous la main des commerces de substitution que vous pouvez faire venir très vite pour remplacer ce fonds de commerce, dans le cadre de la préemption. Est-ce que vous envisagez, justement, de mettre en place un panel d'offres pour les commerçants qui seraient intéressés par venir au centre-ville pour éventuellement spécialiser des rues du centre-ville sur des types de commerces? C'est ma première question.

Sur ma deuxième question, vous faisiez référence, tout à l'heure, à la place Roger Salengro : quels sont vos projets - tout à l'heure on parlera du déménagement du marché au plan Cabanes - pour la réutilisation de cette place et la redynamisation de ce quartier plus précisément ?

**M. le Maire :** On en reparlera tout à l'heure parce que, là, on ne va pas refaire le débat sur le plan Cabanes. C'est important, ce que vous dites, parce que, dans les rues qui ont été citées par Mme JANNIN, il y a notamment celle du Faubourg de Figuerolles qui, à côté de la rue Daru, permet la correspondance physique entre Salengro et plan Cabanes. Et sur laquelle, d'ailleurs, nous avons acheté une série de fonds de commerces et d'appartements, depuis plusieurs années, pour y réinstaller une diversité commerciale utile au quartier.

**Mme BRISSAUD :** Ma question complète, en fait, celle d'Alex LARUE. Peut-on espérer que la préemption de ces différents fonds de commerces artisanaux et baux commerciaux, en fait, sera suivie d'une décision rapide quant à la réaffectation des locaux visés ?

**M. le Maire :** Oui, mais cela dépend de l'état de ces locaux.

**Mme BRISSAUD :** Mais les travaux cela ne dure pas si longtemps.

**M. le Maire :** Cela dépend de l'état de ces locaux, cela dépend de la capacité que l'on a de les acquérir de plein droit parce qu'il y en a qui sont en indivision, il y a des affaires juridiques compliquées, notamment sur le rue du Courreau, mais on aura le temps et l'occasion de l'expliquer lorsque l'on fera la réunion publique, parce que vous verrez que j'ai demandé, à cette occasion...

**Mme BRISSAUD :** On a suffisamment de rues, quand même, qui sont désertées.

**M. le Maire :** Mais, Mme BRISSAUD, pour que cela se voie, dans une rue, il faudrait acheter quarante locaux à la suite.

**Mme BRISSAUD :** C'est ce qui a été fait, plus ou moins, sur le boulevard du jeu de Paume et le résultat n'est quand même pas très satisfaisant.

**M. le Maire :** Mais cela fait longtemps....

**Mme BRISSAUD :** Je ne dis pas que c'est vous. Mais avoir un plan et anticiper, finalement, avant la préemption. Mais je voterai de toute façon pour cette délibération, ce n'est pas le problème. C'était vraiment pour insister sur les délais.

**M. DUMONT :** Il s'agit d'une bonne initiative et, bien entendu, avec mes collègues, nous voterons positivement à cette délibération. Mais vous avez répondu partiellement à l'intervention que je voulais faire. Je veux dire par là que le temps ne pardonne rien. Parce que quand on lit la délibération on s'aperçoit que le Conseil municipal, le 26 juillet 2010, avait défini un premier périmètre, qui a été évoqué, avec les onze zones. En 2010, donc cinq ans en arrière. Et, quand on explique que "cet outil devait permettre de suivre l'évolution des mutations commerciales sur les secteurs concernés et, ponctuellement, de mener une action publique en vue de les orienter et de les maîtriser, au regard des objectifs suivants...", quelle a été cette action publique ? Quels ont été les résultats de cette action publique ? Quand on voit sur les secteurs inscrits - j'en relève quatre surtout, la rue du Faubourg du Courreau, vous avez répondu partiellement, la rue Saint-Guilhem, le cours Gambetta, plan Cabanes ouest - rue Adam de Craponne et la place Roger SALENGRO - cette action publique depuis 5 ans. Et, aujourd'hui, on nous demande d'étendre le périmètre. Pourquoi ? Parce que la ville se paupérise et que la grand-rue Jean MOULIN, dans sa partie sud-ouest, se paupérise, comme le boulevard Victor HUGO et la rue Maguelone. Je me dis quand même qu'il y a une différence entre la volonté politique, les actes, et la réalité.

**M. le Maire :** Si vous voulez, sur la quatrième ligne, on a pu faire beaucoup de travaux grâce au tram et à l'espace public qui est traité lors du passage du tram. Sur les rues dont il est question, rue Daru, rue de Figuerolles, rue Guillaume Pellicier, tout ce secteur, on a acheté des locaux et certains tardent à être remis à la vente et à être réaffectés à de nouveaux commerces. C'est la raison pour laquelle j'ai prévu, je vais le dire, de



signer une convention avec la Chambre de commerce sur ce point-là. Parce que la Chambre de commerce a des opérateurs pour affecter plus rapidement que la CERM de nouveaux commerçants. Donc, pour accélérer le processus acquisition et réinstallation de nouveaux commerçants, nous nous sommes mis d'accord avec André DELJARRY pour signer une convention rapidement et faire travailler ensemble les deux institutions.

**Mme JAMET** : Nous sommes parfaitement scandalisés par ce rapport que nous ne voterons évidemment pas, pour des tas de bonnes raisons, nos bonnes raisons. Nous avons tous connus - et moi je suis depuis très longtemps, je suis depuis toujours à Montpellier - la rue de la République, les Halles, l'Observatoire, la rue de Verdun, la place de la Comédie, Salengro, tout cela. Cela marchait, il y avait des commerces, cela bougeait, c'était dynamique. Maintenant, apparemment, le centre-ville "a perdu l'attractivité et la chalandise spécifique des pôles commerciaux structurants du centre-ville". C'est beau! Quand j'entends dire que cela manque de diversité et de qualité et qu'il faudrait monter en gamme, je crois qu'il faut tout simplement ne pas oublier que nous sommes dans la région la plus pauvre de France et dans une des villes qui est le plus touchée par le chômage et la précarité. Ce n'est pas les commerces qu'il faut changer, c'est la clientèle. Et, la clientèle, elle est là, mais elle est pauvre. Il n'y a pas de pouvoir d'achat. Alors, moi, je trouve cela quand même incroyable, je trouve que c'est une immixtion dans le principe, finalement, de liberté et de propriété. Le centre-ville a des problèmes. Moi, je les connais. Il y a le pouvoir d'achat, la paupérisation de la population. Il y a Oz, il y a Ode, il y a le Millénaire. Il y a les parkings dont vous avez mis les tarifs au maximum et qui vont largement obérer, aussi, l'attractivité du centre-ville, le pouvoir d'achat, etc.

Moi, je sais, pour avoir assisté dernièrement à une commission sur le développement économique à la Métropole, que les zones d'activité ne sont pas toutes pleines. Elles sont vides. Il y en a qui n'arrivent pas à dépasser 45 ou 60% d'occupation. Cela veut dire quoi? Cela veut dire qu'il n'y a pas d'entreprise. Il y a aussi les parcs régionaux d'activité économique qui constituent un puits sans fond dans lequel la Région balance des millions et des millions. Et c'est fini, il n'y a rien, il n'y a personne. Ce n'est pas les commerçants qu'il faut mettre en question. Ce ne sont pas les commerces, ce n'est pas la qualité de leur travail, ce n'est pas leur investissement. C'est le fait, effectivement, que les gens ont de moins en moins d'argent et qu'on ne les aide pas, ni avec le taux de fiscalité que vous imposez, ni avec la situation économique aujourd'hui en France, la position de l'austérité, etc. Alors, je pense que là-dedans, vous vous mêlez de ce qui ne vous regarde pas. Je pense que c'est assez violent, que cette préemption sur des commerces est une atteinte au droit de propriété, je pense, et même à la liberté d'entreprendre tout court. Et c'est là-dessus que se fonde l'économie. Et c'est là-dessus que la France s'est toujours révélée et a montré ses capacités.

**M. le Maire** : Donc, vous condamnez l'intervention en termes d'urbanisme de la Ville? Vous condamnez l'intervention urbaine de la Ville?

**Mme JAMET** : Je pense que je ne vois pas pourquoi vous seriez plus intelligent que tous les commerçants qui sont en centre-ville.

**M. le Maire** : Ce n'est pas une question d'intelligence.

**Mme JAMET** : Si, la preuve. Et, en plus, la politique de la SERM, par exemple sur les activités commerciales autour de Port-Marianne, on pourra en reparler. Je parle du centre-ville. C'est la SERM qui gère tout cela.

**M. le Maire** : Vous condamnez l'intervention de la Ville en termes d'urbanisme.

**Mme JAMET** : Je condamne votre bilan et je condamne votre immixtion dans le droit de propriété et la liberté d'entreprendre. Je dis que si vous voulez aider le commerce, il faut le faire autrement. Il faut faire avec un tram où l'on puisse réellement prendre le tramway avec un euro, il faut avoir des tramways qui soient attractifs.

**M. le Maire** : Mais arrêtez, vous pouvez le prendre avec un euro, vous le savez bien...

**Mme JAMET** : Il faut avoir les prix de la cantine et les prix de la fiscalité, des taxes et des impôts qui baissent. Il faut que l'on ait une autre politique pour augmenter le pouvoir d'achat.

**M. le Maire** : Mais attendez, on est la seule ville, avec Nantes, qui n'augmente pas les impôts depuis deux ans.

**Mme JAMET** : Pardon? Vous avez augmenté les tarifs de parking, ne nous prenez pas pour des imbéciles. Ils ne vous ont rien demandé. Vous leur avez demandé d'augmenter au maximum pour avoir une marge dessus. C'est une augmentation d'impôts. C'est vous qui trichez, vous êtes des tricheurs.

**M. VIGNAL** : Le problème de Grand-Cœur, du périmètre, n'est pas dû qu'à Montpellier. Le problème de base c'est la relation entre le commerce de proximité et les hypermarchés. Et quand je prends les références des villes comme Perpignan, Narbonne, Béziers, Lunel, Alès et donc une partie de Montpellier malgré que, quelque part, le commerce se porte bien à Montpellier, je pense que le débat, il est là. Aujourd'hui, la consommation, les circuits courts, qui habitera dans les centres-villes, comment on peut gentrifier cette partie-là. Il est là le débat. Après, est-ce qu'il faut moins de parking, plus de parkings, accessibles, moins chers? Et vous l'avez dit, M. le Maire, le tramway a permis de refaire l'espace public. Cela sécurise. Est-ce qu'il faut avoir des conteneurs enterrés, est-ce qu'il faut plus de sécurité? Je pense que le débat portera sur cela. Et, Mme JAMET, je pense que vous êtes toujours à côté de la plaque. Si on vous écoutait il n'y aurait pas de culture, il n'y aurait pas de sport, il n'y aurait pas de locaux associatifs, il n'y aurait pas de commerçants. Ce serait le vide sidéral avec vous. Je tiens à vous le dire parce que, vraiment, à force de vos interventions, c'est deux cloches qu'il faudrait acheter, une pour sonner et une pour vous la donner. Je suis désolé mais cela commence à faire désordre.

Donc, M. le Maire, sachez que je vais demander au parlement de diriger une mission parce que c'est le cas, notamment sur la ville de Lunel- mais pas que Lunel - sur cette réflexion entre les hypermarchés, ces centres commerciaux, et le commerce de proximité. Parce que l'on se rend compte, aujourd'hui, que les gens sont assez abonnés aux circuits courts et, si on veut réinventer la ville, le commerce de proximité fera partie, aussi, de l'urbanisation et de la cohésion sociale de nos cités. Je pense que c'est un problème que l'on ne doit pas prendre à la légère. Je pense que cela fait partie, aussi, du bien vivre ensemble et du bien faire ensemble.

**M. DELAFOSSE** : C'est une très bonne chose ce dispositif. C'est de la régulation. Mais le dispositif législatif est insuffisant parce que, malgré tout, les baux, on ne peut les porter qu'une année. Il faudrait que le législateur aille plus loin. Mais l'extension est une très bonne chose. Parce qu'elle permet de réguler, d'essayer de travailler sur la diversité commerciale. Mais il faut aussi l'accompagner. Et, par exemple, il va y avoir des travaux sur la Grand-rue Jean Moulin, c'est très bien, mais est-ce que vous avez un calendrier sur le faubourg du Courreau où, là, c'est une zone d'intervention et c'est difficile de redynamiser. Donc, à quelle échéance?

Je voudrais aussi vous interroger. Vous aviez acquiescé à cette idée et vous l'aviez reprise et c'est très bien, d'une stratégie d'ensemble sur le centre historique, autour d'un objectif mobilisateur d'inscription au patrimoine mondial de l'UNESCO, qui pourrait être un élément qui participe d'une redynamisation. Il faut réguler. Il faut réguler, aussi, les surfaces commerciales centre-périphérie. Et, sans doute, aujourd'hui, la centralité a besoin d'être confortée parce que c'est vrai qu'aux périphéries il y a, au nord - et là ce n'est pas le périmètre de la Métropole - un projet très important, Oxyane, qui peut créer une concurrence qui peut être préjudiciable au commerce de centralité et au commerce de proximité - celui qui fait le lien social - et un phasage trop rapide de l'opération Ode. Et que, au regard du contexte économique, de la conjoncture, où l'on peut mobiliser les investisseurs commerciaux, fussent-ils sur des petits projets ou des projets un peu plus amples, on a intérêt à réguler, aussi, l'extension des surfaces commerciales pour, précisément, conforter la centralité. Là, il y a un enjeu qui est essentiel. Celui du phasage et du message que la puissance publique donne. Si l'on dit "cela s'étend", évidemment, les investisseurs ne repèrent pas la centralité au moins, comme projet. Et l'action volontariste de la préemption des fois, hélas, elle reste lettre morte. Ce qui me permet de répondre à Maître DUMONT sur ce sujet. C'est que c'est difficile, c'est de la couture. Pour choisir des commerces, les faire venir, il faut qu'ils se sentent en sécurité, qu'ils sentent la dynamique de projet. Donc, l'enjeu de l'espace public c'est aussi l'enjeu des concurrences de surfaces commerciales qui, à mon sens, à notre sens - je crois que c'est partagé - ne doivent pas trop s'étendre sinon on fragilisera la centralité.

**M. le Maire** : M. DELAFOSSE, je vous entends mais, enfin, quand vous étiez à l'Agglo vous avez tout voté. Comme un seul homme. Et sans parler de phasage, sans prendre la parole, sans rien du tout. Et je reviens sur Oxyane. Vous appartenez à une majorité départementale.

**M. DELAFOSSE** [*Hors micro*] : On a voté contre, sur le SCOT.

**M. le Maire :** Mais vous rigolez ? Mme ROUSSEL, vous étiez à la CDAC sur Oxyane. Vous avez fait quoi ? Vous vous êtes abstenue. La Ville et la Métropole se sont abstenues. Le Département ne s'est pas abstenu. Ne dites pas non, on y était. Vous n'y étiez pas. Alors il faut le dire à votre ami M. MESQUIDA. Il faut que vous harmonisiez.

**M. DELAFOSSE :** Ici nous avons voté contre et vous étiez sorti.

**M. le Maire :** M. DELAFOSSE, n'essayez pas de jouer les marges. Vous avez tout voté à l'Agglo. Vous avez voté Ode, vous avez voté Oz à 320 hectares et, grâce à M. MESQUIDA vous avez voté pour Oxyane.

**Mme JANNIN :** Mme JAMET, je reviens juste sur vos propos. Donc, effectivement, vous souhaitez la liberté d'entreprendre et vous condamnez finalement l'action en termes d'urbanisme de la Ville, l'action publique en termes d'urbanisme. Je crois que c'est intéressant de se rappeler l'affaire sur laquelle nous avons démarré ce Conseil. La rue de Sichuan. Eh bien, là, c'est la liberté d'entreprendre d'un petit promoteur qui fait son opération, qui vend x maisons et qui s'en va. Et, après, reste à la Ville à gérer une rue laissée à l'abandon, un éclairage laissé à l'abandon. Donc, voyez-vous, l'intervention publique en termes d'urbanisme, elle est tout de même assez bénéfique. Et, d'ailleurs, à Montpellier, sachez que nous produisons 50% de nos logements dans les ZAC SERM et SAAM donc maîtrisées par la collectivité. Et beaucoup de territoires français nous envient cette situation car cela nous permet de mettre en œuvre de manière concrète une vision que l'on projette sur le territoire.

Et, suite aux quelques remarques qui sont faites, à droite et à gauche, sur le lien entre le centre-ville, Ode et d'autres types de projets, cela m'oblige à prendre quelques minutes pour vous parler du projet d'aménagement du territoire. Car, cela ne vous aura pas échappé, en dix-huit mois nous sommes passés de la vision d'un projet urbain de la ville centrée sur son nombril interdisant même la réflexion sur l'agglomération - c'était Montpellier 2040 - on est passé de ce projet urbain introverti à un projet de métropole à 360 degrés, qui regarde autour d'elle, qui regarde tant le littoral que l'arrière-pays, qui regarde tant son centre-ville que Marseille ou Toulouse. Bref, qui s'inscrit dans l'échiquier des métropoles européennes. Je voudrais vous parler un peu de cette métropole qui est caractérisée par des paysages naturels qui sont remarquables. Nous faisons partie des trente-cinq hot spots mondiaux de la biodiversité. C'est-à-dire qu'ici, chez nous, sur notre Métropole, nous faisons partie des trente-cinq sites les plus merveilleux et les plus remarquables en termes de biodiversité. Evidemment nous avons une ville-centre très dynamique, des villes périurbaines, des villages aux caractères très variés. Et puis, nous avons aussi une croissance démographique. Et cette croissance démographique, c'est assez récent, elle est maintenant plus liée à notre solde naturel qu'à notre solde migratoire. Donc, c'est bien nos enfants que nous avons à loger sur le territoire. Et cela nous conduit à la nécessité de construire 5 000 logements par an sur le territoire de la métropole. Dont 2500 sur la ville-centre. C'est un fait. Il faut intégrer également la vulnérabilité de notre territoire. Je veux parler de cette biodiversité qui est remarquable, associée à une croissance démographique, une pression foncière. Eh bien, cette biodiversité est, à tout moment, capable d'être mise en péril.

Et puis, il y a la vulnérabilité hydraulique. Comment pouvait-on mener le projet urbain de la huitième ville de France, M. DELAFOSSE, en intégrant pas la dimension environnementale et hydraulique qui, forcément, se réfléchit à l'échelle de la métropole. Et la feuille de route que m'a donné le Président, déjà en rendant la cohérence - et je le remercie pour sa clairvoyance - de l'urbanisme à la Ville et à la Métropole - puisque l'on voit bien qu'aujourd'hui nous sommes dans des thématiques globales, on ne peut pas penser l'environnement, les déplacements à l'échelle, uniquement, de la ville-centre - c'est un aménagement du territoire qui soit à la fois ambitieux, innovant et durable. C'est l'idée d'un territoire équilibré. Un territoire dans lequel on n'a pas une ville-centre qui écrase les autres villages, un territoire dans lequel on n'a pas un commerce du centre-ville qui écrase celui de la périphérie ou vice-versa. Bref, c'est une autre vision, une autre manière de voir le territoire.

Cette approche lie trois notions fondamentales : l'environnement, le social, et l'économie. Et je crois qu'il faut arrêter de chercher à hiérarchiser ces notions entre elles qui sont toutes les trois aussi importantes. Il faut arrêter d'opposer l'urbanisme et l'environnement. C'est une attitude qui est totalement stérile et je crois que nous devons vraiment mettre en place un projet qui lie ces deux données. Non pas dans un bon juste milieu qui contenterait à la fois les acteurs économiques et les mannes financières liées à l'urbanisme, et en même temps l'environnement pour contenter les écologistes. Je crois qu'il faut vraiment comprendre aujourd'hui que lier l'urbanisme et l'environnement dans une démarche unique et transversale, c'est le progrès. Aujourd'hui, nous devons

comprendre que, pour mener une politique d'aménagement du territoire, on doit raisonner différemment. Et je vais vous donner quelques exemples.

Notre projet d'aménagement du territoire, aujourd'hui, il doit être résilient. C'est-à-dire qu'il doit avoir la capacité à se réparer lui-même. Et, à chaque fois qu'il crée quelque chose, parce que nous devons accueillir des populations, parce que nous devons accueillir notre développement économique, il doit avoir la faculté à réparer quelque chose. Si, aujourd'hui, nous coupons les robinets et que l'on n'ait cette croissance démographique - c'est-à-dire si l'on suivait le conseil de Mme JAMET, qui consisterait à ce que l'intervention publique n'intervienne pas en matière d'urbanisme - qu'est-ce qui se passerait? Dans cinq ou dix ans, le coût du mètre carré à Montpellier s'élèverait à 5 000, 6 000, 7 000 euros. Et, donc, comme maintenant, comme je vous l'ai dit, ce développement démographique est plus lié au solde naturel qu'au solde migratoire, ce seront vos propres enfants à tous, ici, qui ne trouveraient plus à se loger à Montpellier. Et qui seraient donc obligés de s'éloigner un peu plus, un peu plus, un peu plus, à 20 km, à 30, à 40, à 50, entraînant tous les déplacements pendulaires que l'on connaît déjà aujourd'hui, ce qui ne consiste évidemment pas en un aménagement durable du territoire. Voilà pourquoi il est nécessaire de penser aujourd'hui le projet dans sa globalité. Alors, la première implication très forte et marqueur très fort que nous avons posé avec le Président et Maire Philippe SAUREL, c'est de préserver deux tiers d'espace naturel sur le territoire de la métropole. Et nous sommes la première Métropole française à baser son projet d'aménagement durable du territoire sur la protection des terres fertiles. Donc, deux tiers de la métropole sont préservés. Cela veut dire que, sur le tiers restant nous devons, et nous avons l'enjeu et la responsabilité politique de construire ce qui est nécessaire à notre développement démographique et économique.

Cela me permet de rebondir sur Ode parce que je trouve qu'il se dit tout et n'importe quoi sur Ode. On a même dit, M. le Maire, que vous aviez été contre. Vous n'avez jamais été contre et je suis bien placée pour le savoir puisque nous en discutons dans des cafés, dans la ville il y a déjà plusieurs années. Et nous avons partagé l'idée que ce projet. Ode était un projet fondamental et emblématique de réparation de la ville. Alors, M. DELAFOSSE, quand vous parlez de réparation de la ville, réparer la ville, ce n'est pas que réparer le centre-ville. Ode est une surface existante, le profil d'une zone commerciale vieillissante qui offre - vous le connaissez tous, vous l'avez pratiqué - quand même un paysage assez déplorable où le piéton est totalement banni. Mais on est dans des modèles économiques qui sont très forts et qui, aujourd'hui, coûtent de l'argent. C'est-à-dire que ces sociétés gagnent de l'argent et que l'on ne peut pas être dans les mêmes dispositifs opérationnels que la manière dont on a pu faire les quartiers comme Port-Marianne et autres. Donc, Ode, c'est avant tout un projet de résilience environnementale. Ode, c'est un projet qui va permettre de redonner à l'espace naturel un peu plus de 11 hectares, qui est la zone du Fenouillet, aujourd'hui, qui est une zone qui a été construite en zone rouge. Donc, on a aujourd'hui 11 hectares de ville existante avec des modèles économiques forts - on ne peut pas tout raser tout racheter, c'est beaucoup plus compliqué que cela - qui vont, à terme de ce projet être redonnés en surface naturelle et vont donc être enlevés de cette problématique de zone rouge et construite. C'est exceptionnel comme projet, ouvrez les yeux. En France, tout le monde est en train de regarder ce que l'on fait sur ce projet puisque nous sommes les premiers à rentrer en phase opérationnelle. Et, je trouve absolument sidérant d'avoir, notamment, les écologistes contre nous sur ce projet. C'est incroyable.

Je me permets une petite digression. Cette position que nous avons et que j'ai en tous cas, pour ma part, en dehors des partis, me permet une liberté par rapport à cette action. Si j'appartenais à un parti traditionnel écologiste on me dirait là-haut, M. le Maire, que je devrais vous conseiller de ne pas faire ce projet parce que l'on construit quelque chose, on s'attaque... je ne sais pas ce que l'on fait. Et cette liberté de penser que nous avons, en dehors de dogmatismes des partis, nous permet d'aborder les choses avec beaucoup de pragmatisme, beaucoup d'avancées possibles pour le territoire. Et, donc, je tiens à démontrer que cet exemple concret est tout à fait représentatif d'une démarche écologique et environnementale, que l'on mène sur le territoire et qui nous est aussi permise parce que nous sommes des citoyens libres.

*Applaudissements.*

**M. le Maire :** Merci, Mme JANNIN. Vous avez résumé notre pensée collective de façon très brillante et précise. Je mets aux voix.

Madame DRAY, vous me disiez par texto... Que s'est-il passé pour le vote d'Oxylane ? Au département ?

**Mme DRAY-FITOUSSI** : Pour Oxyane - je voulais juste faire un tout petit rappel historique - cela devait être en juin 2014, est passée au vote la cession d'un terrain qui était le réel coup d'envoi d'Oxyane. Et nous avons été trois conseillers généraux à nous abstenir. Cela fait partie des affaires sur lesquelles je me suis abstenue entre mars 2014 et mars 2015. Et celle-ci en fait partie. L'autre conseiller général, c'était M. DUPRAZ et je crois qu'il y avait également M. MOREL. Donc, sur Oxyane, je pense que notre position est très très claire.

**M. le Maire** : Voilà, ils se sont abstenus en séance publique mais ils ne se sont pas abstenus pour la CDAC. Je continue.

**Pour : 57**

**Contre : 2**

**Abstentions :**

**Adopté à la majorité.**

*Madame BARTHAS-ORSAL et Monsieur DUMONT sortent de la séance.*

## **18. MONTPELLIER GRAND CŒUR**

### **Opération programmée d'amélioration de l'habitat**

#### **Attribution de subventions**

Dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, mises en place dans le quartier Centre, des subventions de la Ville sont accordées en application des conventions signées notamment avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et Montpellier Méditerranée Métropole (par délibération du 17/12/2014).

Après validation du programme de travaux, ou contrôle des travaux, réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier dans le cadre de la concession d'aménagement Grand Cœur, les subventions suivantes sont attribuables :

SARL ALAIN POUX 3 place Notre Dame / 48 rue Aiguillerie (complément - parties communes)	180,00 €
Syndic COPROP 8 bis rue Roudil (parties communes)	1.424,00 €
Syndicat copro 16 rue Terral (parties communes)	4.000,00 €
M. Pierre NEUVEGLISE, 31 rue Candolle (propriétaire occupant)	4.000,00 €
<b>Total :</b>	<b>9.604,00 €</b>

Conformément au règlement attributif des subventions municipales dans le cadre de ces OPAH, le versement de la subvention attribuée ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle avec conformité des travaux réalisés.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser les paiements de ces subventions d'un montant total de 9.604,00 € correspondant aux 4 immeubles listés ci-dessus ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Fonction 824 / Chapitre 908) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Pour : 55**

**Contre :**

**Abstentions : 2**

**Adopté à l'unanimité.**

## **19. Montpellier Grand Cœur**

### **Modification du règlement du ravalement obligatoire de façades**

Dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur », la Ville de Montpellier poursuit le développement de la campagne de ravalement obligatoire initiée en 1987 sur l'Ecusson. En effet, cette action participe non seulement à la requalification de l'ensemble du bâti mais aussi à celle des espaces publics (aspect esthétique, propreté). Plusieurs modifications du règlement du ravalement ont déjà été réalisées, afin de l'adapter aux conditions de mise en œuvre et ainsi d'améliorer l'aide aux propriétaires :

- augmentation de la subvention à 30% du montant des travaux, dégressive au cours d'une durée de subventionnement portée à 6 ans, avec un plafonnement à 40€/m<sup>2</sup> (délibération du Conseil municipal du 21 décembre 2006),
- phasage des travaux possible sur la base d'un programme global, permettant des paiements partiels de subvention (délibération du Conseil municipal du 22 juin 2009),
- instauration de délais supplémentaires quand la réalisation des travaux est retardée par des impératifs de coordination de chantiers pour assurer un bon fonctionnement urbain (délibération du Conseil municipal du 13 décembre 2010),
- subventionnement des produits ayant une garantie décennale, afin de respecter le code de la construction et de l'habitation qui impose que les bâtiments soient maintenus dans un bon état de propreté tous les dix ans (délibération du Conseil municipal du 23 juillet 2012),
- plafonnement de la subvention à 25 000 euros par immeuble, afin que l'aide au ravalement de façade concerne essentiellement les petits immeubles typiques des faubourgs et non pas les grandes copropriétés récentes (délibération du Conseil municipal du 23 juillet 2012),
- mise en œuvre d'une pré-visite de conformité, dans le cadre d'une mission d'assistance à la réception des travaux, pour que le propriétaire sache si les travaux sont recevables ou non avant de solder l'ensemble de ses factures (délibération du Conseil municipal du 23 juillet 2012),
- intégration des honoraires de maîtrise d'œuvre dans les dépenses éligibles à l'aide de la Ville, car le bâti ancien nécessite souvent un travail préalable d'ingénierie spécialisée (délibération du Conseil municipal du 23 juillet 2012).

Après avoir été subventionné par la Ville pendant 6 ans sur chaque secteur concerné, le ravalement de façade reste obligatoire et la procédure prévue par le code de la construction et de l'habitation (injonction, sommation avec arrêté du Maire, travaux à frais avancés) peut être engagée pour contraindre les propriétaires à entretenir correctement leur patrimoine, dans le respect de l'intérêt général.

Maintenant que cette phase coercitive prend de l'ampleur, il est proposé une nouvelle présentation du règlement du ravalement, pour qu'il n'y ait aucune ambiguïté sur le fait qu'il s'applique pour tous travaux de ravalement situés dans le périmètre de ravalement obligatoire, et non pas uniquement pour bénéficier d'une subvention.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le règlement modifié du ravalement obligatoire ;  
d'autoriser M. le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Pour : 55**

**Contre :**

**Abstentions : 2**

*Adopté à l'unanimité.*

## **20. Quartier Mosson**

### **Convention de servitude de passage d'un réseau électrique avec la Coopérative d'Electricité de Saint-Martin-de-Londres (Parcelles cadastrées LV 6 et LV 14)**

La coopérative d'électricité de Saint Martin de Londres (CESML), gestionnaire de réseau de distribution électrique, souhaite entreprendre des travaux de restructuration pour améliorer la distribution électrique au nord de Montpellier.

Cette opération consiste à poser 15 kilomètres de câble souterrain et permet de déposer 7 kilomètres de câble aérien et 43 poteaux en béton. Les travaux impactent les communes de Grabels, Juvignac, Montarnaud et Montpellier.

Sur la commune de Montpellier, les parcelles cadastrées LV 6 et LV 14, propriétés de la Ville, sont impactées par cette opération. Ces parcelles sont des terrains arborés situés le long de la Mosson, rue de Corse, classés en espace boisé classé et en zone naturelle N2 au plan local d'urbanisme.

Par conséquent, afin de ne pas porter atteinte à l'espace boisé, la CESML propose de réaliser cette traversée par un forage dirigé qui passera dans une zone rocheuse, à une profondeur de 10 à plus de 30 mètres. Le diamètre du forage sera de 45 cm environ. Ce forage sera dirigé depuis l'extérieur de l'espace boisé.

Afin de réaliser ces travaux, la CESML propose à la Ville la signature d'une convention de servitude de passage de deux lignes électriques sur une longueur d'environ 160 mètres sur les parcelles cadastrées LV 6 et LV 14, conformément aux documents annexés à la présente délibération (projet de convention et plan).

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser la Ville à signer une convention de servitude à titre gratuit avec la « Coopérative d'Electricité de Saint-Martin-de-Londres » pour le passage en souterrain d'un réseau électrique sur les parcelles cadastrées LV 6 et LV 14 situées rue de Corse ;
- de demander à Maître Gérard MERLE, notaire à SAINT-GELY-DU-FESC, de publier cette convention aux frais de la CESML ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

*Pour : 55*

*Contre : 2*

*Abstentions :*

*Adopté à la majorité.*

## **21. Convention de partenariat pour l'organisation du cycle "projeté - architecture & cinéma" entre la Ville de Montpellier, la DRAC, l'ENSAM, l'Ordre des Architectes et la Maison de l'Architecture**

Créé en 2011 à l'initiative de la Maison de l'Architecture, « Projeté – Architecture & Cinéma » est un cycle de conférences et de projections mettant en évidence la place importante que tiennent les concepts architecturaux dans le cinéma. Chaque année, un thème est le fil conducteur des rencontres. Ainsi pour la saison 2014/2015, le thème retenu était « le lieu » et il a été proposé quatre projections, au sein du Cinéma municipal Nestor Burma,

de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier, de la Panacée et sur l'espace public, comme c'est le cas chaque année, sur la place Sainte-Anne à Montpellier.

Pour la Ville de Montpellier, au fort patrimoine culturel et architectural, ces rencontres alliant à la fois images cinématographiques et réflexion architecturale sont une belle opportunité d'offrir aux Montpelliérains un cycle de projections et de conférences dont la qualité est une exigence. Cinéphiles, architectes, curieux, néophytes ou étudiants sont ainsi invités à découvrir ou redécouvrir de grands classiques du cinéma sous un nouvel angle, non plus seulement narratif mais architectural.

La Ville de Montpellier soutient depuis son origine ce projet porté par la Maison de l'Architecture, aux côtés de la Direction Régionale des Affaires Culturelles, de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier et de l'Ordre des Architectes. Outre un accompagnement en termes de communication, la Ville de Montpellier met à disposition de la Maison de l'Architecture, le Cinéma Municipal Nestor Burma, qui prend en charge les coûts de location et de projection du film présenté, et pourra accueillir au besoin une soirée au sein d'un de ses lieux de culture.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:**

- d'approuver la convention de partenariat 2015-2016 annexée à la présente délibération
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

***Pour : 55***

***Contre :***

***Abstentions : 2***

***Adopté à l'unanimité.***

## **22. Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association Patrimoine et Architectures**

La Ville de Montpellier, dans sa politique culturelle, a la volonté de rapprocher les institutions et acteurs culturels de son territoire afin de diversifier les événements proposés au public et assurer des croisements entre les différentes disciplines de l'art et de la culture.

La Panacée, centre de culture contemporaine de la Ville de Montpellier, propose une programmation artistique et culturelle autour des arts visuels, des nouvelles formes d'écriture et du numérique. Un lien fort avec des architectes, artistes et designers a ainsi été porté depuis l'ouverture, notamment par la production d'installations spécifiques (« 24 lignes » de 1024 Architecture ou l'aménagement paysager du patio par Coloco).

L'association patrimoine et architectures propose chaque année un cycle de rencontres avec des architectes et des urbanistes sur des thématiques contemporaines dénommé « les Cafés Patrimoine et Architectures ». Ces rencontres sont libres et ouvertes à tous les publics. Cycle itinérant, les rencontres sont organisées dans des lieux culturels ou dans des cafés.

Pour le cycle 2015-2016, la Ville de Montpellier accueillera des conférences à La Panacée, dans la limite de la moitié de celles programmées sur le cycle. Les rencontres seront organisées dans l'espace du café de La Panacée et ouvertes à tous, sans droit d'entrée.

La Ville de Montpellier met ainsi à disposition la salle d'entrée du café de La Panacée, ainsi qu'un accompagnement technique pour l'installation du matériel de l'association.

Cette mise à disposition à titre gratuit correspond à une subvention en nature, qui devra être inscrite dans le compte administratif de la Ville ainsi que dans les comptes de l'association, pour un montant de 71.23 € par



journée d'utilisation (200 m<sup>2</sup> mis à disposition, estimés à 130 € par m<sup>2</sup> et par an - cf.évaluation des immeubles dans ce secteur).

L'association patrimoine et architectures, organisateur des cafés patrimoine et architectures, prend en charge les frais liés à l'évènement et assure le bon déroulement de la manifestation.

**Il est donc proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver le partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association Patrimoine et Architectures ;
- d'inscrire la valorisation de cette mise à disposition dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention de partenariat et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire

***Pour : 55***

***Contre :***

***Abstentions : 2***

***Adopté à l'unanimité.***

## **23. Convention de partenariat la Ville de Montpellier et le Centre Dramatique National de Montpellier, Théâtre des 13 vents**

La Ville de Montpellier, dans sa politique culturelle, a la volonté de rapprocher les institutions culturelles du territoire afin de diversifier les événements proposés au public et d'assurer des croisements entre les différentes disciplines de l'art et de la culture.

La Panacée, centre de culture contemporaine de la Ville de Montpellier, dispose d'un auditorium de 188 places pour la programmation de conférences, lectures ou diffusions. L'utilisation de l'auditorium est intégrée à la programmation artistique et culturelle de la Panacée, dans le cadre de la politique culturelle de la Ville de Montpellier.

Le Centre Dramatique National de Montpellier, Théâtre des 13 vents, propose au public une programmation artistique et culturelle dans le domaine du spectacle vivant. Pour la saison 2014-2015, le Théâtre des 13 vents a élargi sa programmation et organisé un cycle de conférences thématiques avec des intervenants spécialisés. La Ville de Montpellier et le Centre Dramatique National ont ainsi engagé un premier partenariat par l'organisation et l'accueil de 9 conférences en lien avec la programmation du CDN.

La reconduction de ce partenariat est proposée dans les mêmes formes pour la saison 2015/2016.

Le CDN propose d'organiser et animer des conférences à La Panacée. Ces conférences, gratuites et ouvertes à tout public, sont les suivantes :

- le mercredi 4 novembre 2015 à 12h45 rencontre avec Alain Platel animée par Alix de Morant
- le mercredi 17 février 2016 à 12h45 conférence de Lucie Kempf autour du théâtre documentaire autour de « Hate Radio » de Milo Rau
- le mercredi 16 Mars 2016 à 12h45 rencontre avec Jérôme Bel animée par Suzanne Lafont
- le jeudi 7 avril 2016 à 12h45 rencontre avec Marlène Monteiro Freitas animée par Alix de Morant

La Ville de Montpellier pourra également donner son accord pour des conférences supplémentaires proposées par le Centre Dramatique National.

La Panacée met à disposition gracieusement son auditorium au CDN. Cette mise à disposition correspond à une subvention en nature de 69.63 € par jour d'utilisation de l'auditorium (soit 195.5 m<sup>2</sup> mis à disposition, estimés à

130 € par m2 et par an – cf. évaluation des immeubles dans ce secteur). Cette somme sera inscrite dans le compte administratif de la Ville ainsi que dans les comptes du bénéficiaire de la mise à disposition.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'autoriser la mise à disposition gratuite de l'auditorium de la Panacée au Centre Dramatique National pour l'organisation de conférences dans le cadre de la saison 2015/2016 ;
- d'approuver la convention jointe en annexe de la présente délibération ;
- d'inscrire la valorisation de cette mise à disposition dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention de partenariat et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

***Pour : 55***

***Contre :***

***Abstentions : 2***

***Adopté à l'unanimité.***

## **24. Cinéma municipal Nestor Burma**

### **Dispositif Collège au cinéma**

#### **Convention entre la Ville de Montpellier et l'association les Chiens Andaloux**

Le dispositif Collège au cinéma est implanté dans le département de l'Hérault depuis l'année scolaire 2000-2001. Le Centre National du Cinéma et de l'Image Animée est chargé de la coordination nationale de ce dispositif. Il met en réseau les échelons déconcentrés des ministères chargés de la culture et de l'éducation nationale, les Conseils généraux, les établissements cinématographiques et les enseignants volontaires autour de ce dispositif.

L'association Les Chiens Andaloux en est la coordinatrice en collaboration étroite avec le Centre de Ressources Education à la Culture Numérique (CRECN), coordinateur Education Nationale, implanté au sein de l'école GeorgesSimenon, dans le quartier du Mas Drevon.

Près de 1 900 élèves sont concernés au sein de l'Hérault, dont environ 550 sur le territoire municipal.

Le cinéma municipal Nestor Burma a rejoint ce dispositif dès sa réouverture, pour l'année scolaire 2011-2012, ce sont 433 élèves qui en ont bénéficié en 2014-2015 (soit 6 classes pour 4 établissements).

Il est proposé de renouveler cet accueil pour l'année scolaire 2015-2016, souscrivant ainsi aux objectifs d'éducation à l'image et d'équilibre de l'offre pour les établissements implantés à l'ouest de la ville.

La convention prévoit un tarif de 2,50 € par élève, (tarif public moins de 14 ans s'élevant à 4,00 €) avec un principe de gratuité pour les enseignants et les accompagnateurs. (cf. Délibération n°2014/569 entérinant les tarifs pour 2015).

**Compte tenu de la volonté forte de la Ville de Montpellier de favoriser l'accès des jeunes aux salles et de soutenir l'éducation artistique au cinéma, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la convention jointe en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

***Pour : 55***

***Contre :***

***Abstentions : 2***

***Adopté à l'unanimité.***

## **25. Cinéma Municipal Nestor Burma**

### **Dispositif Lycéens au cinéma**

### **Convention entre la Ville de Montpellier et Languedoc Roussillon Cinéma**

Le dispositif Lycéens au cinéma est implanté dans la région Languedoc-Roussillon depuis l'année scolaire 2005-2006. Ce dispositif à vocation nationale est mis en oeuvre dans le cadre de conventions de développement cinématographique et audiovisuel conclues entre l'Etat (CNC et DRAC) et les Régions. Il est donc co-financé par le Ministère de la Culture et les Conseils régionaux.

La coordination régionale a été confiée au Festival Cinéma d'Alès et l'opération est accompagnée par des coordinations départementales.

Dans le département de l'Hérault, le coordinateur est l'association Languedoc-Roussillon Cinéma.

Le cinéma municipal Nestor Burma a rejoint ce dispositif dès son ouverture, pour l'année scolaire 2011-2012. En 2014-2015, ce sont 171 élèves qui en ont bénéficié (soit 6 classes pour 3 établissements.).

Il est proposé de renouveler l'accueil pour l'année scolaire 2015-2016 souscrivant ainsi aux objectifs d'éducation à l'image et de l'équilibre de l'offre pour les établissements implantés à l'ouest de la ville.

La convention prévoit un tarif de 2,50 € par élève, (tarif public plus de 14 ans s'élevant à 6,00 €) avec un principe de gratuité pour les enseignants et les accompagnateurs. (cf. Délibération n°2014/569 entérinant les tarifs pour 2015).

**Compte tenu de la volonté forte de la Ville de Montpellier de favoriser l'accès des jeunes aux salles et de soutenir l'éducation artistique au cinéma, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le cahier des charges joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

***Pour : 55***

***Contre :***

***Abstentions : 2***

***Adopté à l'unanimité.***

## **26. Cinéma municipal Nestor Burma**

### **Dispositif Ecole et Cinéma**

### **Convention entre la Ville de Montpellier et l'association les Chiens Andaloux**

Le dispositif Ecole et Cinéma, outil d'éducation artistique au cinéma, existe au niveau national depuis 21 ans. Il est soutenu à la fois par le Centre National du Cinéma et l'Image Animée sous l'autorité du Ministère de la Culture et de la Communication et de la Direction Générale de l'Enseignement Scolaire du Ministère de l'Education Nationale.

L'association Les Chiens Andaloux est la coordinatrice de ce dispositif en collaboration étroite avec le Centre de Ressources Education à la Culture Numérique (CRECN), coordinateur Education Nationale implanté au sein de l'école Georges Simenon, quartier Mas Drevon.

Ce dispositif a la particularité de faire travailler ensemble les salles de cinéma, les établissements scolaires, les enseignants, l'Inspection Académique, la DRAC LR ainsi que les services municipaux. Il concerne près de 10 000 élèves au sein de l'Hérault, dont environ 4000 sur le territoire municipal.

Le cinéma municipal Nestor Burma a rejoint ce dispositif dès sa réouverture en février 2011 et a permis de développer l'accueil des enfants de l'ouest montpelliérains, 1394 élèves ont participé en 2014 – 2015 (63 classes).

Il est proposé de renouveler cet accueil pour l'année scolaire 2015-2016, souscrivant ainsi aux objectifs d'éducation à l'image et d'équilibrage de l'offre pour les établissements implantés à l'ouest de la ville.

Ces classes pourront ainsi participer à un parcours cinématographique de trois films pour lesquels la chargée du jeune public accueillera les élèves et présentera chaque séance. Un cahier de notes sur le film sera remis aux enseignants pour travailler en classe des axes de prolongement et chaque élève repartira avec une carte postale et une présentation écrite du film.

Dans le cadre de ce dispositif, la convention prévoit un tarif de 2,50 € par élève, (tarif public enfant de moins de 14 ans s'élevant à 4,00 €) avec un principe de gratuité pour les enseignants et les accompagnateurs (cf. Délibération n°2014/569 du 17/12/14 entérinant les tarifs pour 2015).

**Compte tenu de la volonté forte de la Ville de Montpellier de favoriser l'accès des jeunes aux salles et de soutenir l'éducation artistique au cinéma, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la convention jointe en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

***Pour : 55***

***Contre :***

***Abstentions : 2***

***Adopté à l'unanimité.***

## **27. Cinéma Nestor Burma Convention avec le CROUS de Montpellier Dispositif Pass Culture**

Par délibération du 18 juin 2015, la Ville a approuvé la signature d'une convention de partenariat avec l'établissement public administratif CROUS de Montpellier, ainsi que l'octroi d'une subvention de 18 000 € pour la mise en oeuvre du projet Pass'Culture.

Le dispositif Pass'Culture permet aux étudiants âgés de 30 ans maximum d'avoir accès à une offre culturelle riche et variée grâce à une politique tarifaire exceptionnelle le leur permettant.

Ouvert depuis février 2011 dans le quartier Celleneuve, le cinéma municipal Nestor Burma s'inscrit naturellement dans le dispositif Pass'Culture auquel il a adhéré dès la rentrée universitaire 2011. Sur présentation de la carte Pass'Culture et d'une contremarque cinéma Pass'Culture, les étudiants pourront ainsi continuer à bénéficier de places au cinéma Nestor Burma au tarif préférentiel de 4,50 € (contre 6,00 € tarif public plus de 14 ans) et ne payer que 3.90 €, le CROUS prenant à sa charge, le différence soit 0.60 € par place.

**Il est donc proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver la convention de partenariat entre la Ville et le CROUS, jointe en annexe, pour le renouvellement de la participation du cinéma Nestor Burma au dispositif Pass Culture pour l'année universitaire 2015-2016
- d'entériner ce tarif Pass Culture pour l'année 2016
- de dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Pour : 55**  
**Contre :**  
**Abstentions : 2**  
**Adopté à l'unanimité.**

## **28. Théâtre Jean Vilar**

### **Demande de subvention auprès de l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication)**

Le théâtre Jean Vilar organise depuis de nombreuses années des activités artistiques et théâtrales en milieu scolaire ; ces activités sont susceptibles d'être subventionnées par l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication). Il convient donc de déposer la demande de subvention au titre de la programmation 2015-2016.

**En conséquence, il est proposé au conseil municipal :**

- d'autoriser le dépôt d'une demande de subvention auprès de l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication), conformément au budget du théâtre relatif aux activités en milieu scolaire ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Pour : 57**  
**Contre :**  
**Abstentions :**  
**Adopté à l'unanimité.**

*Madame NAVARRE sort de la séance. Monsieur BOUMAAZ entre en séance.*

## **29. Théâtre Jean Vilar**

### **Convention avec le CROUS de Montpellier**

#### **Dispositif Pass Culture**

Par délibération du 18 juin 2015, la Ville a approuvé la signature d'une convention de partenariat avec l'établissement public administratif CROUS de Montpellier, ainsi que l'octroi d'une subvention de 18 000 € pour la mise en oeuvre du projet Pass'Culture.

Le dispositif Pass'Culture permet aux étudiants âgés de 30 ans maximum d'avoir accès à une offre culturelle riche et variée grâce à une politique tarifaire exceptionnelle le leur permettant, le théâtre Jean Vilar s'inscrit naturellement dans ce dispositif.

Sur présentation de la carte Pass'Culture et contre remise d'une contremarque, les étudiants pourront bénéficier de places au tarif préférentiel de 9.50 € (contre 11 € pour le tarif public étudiant) et ne payer que 5 €, le CROUS prenant en charge la différence de 4.50 €.

**Il est donc proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver la convention de partenariat entre la Ville et le CROUS, jointe en annexe, pour le renouvellement de la participation du théâtre Jean Vilar au dispositif Pass Culture pour l'année universitaire 2015-2016 ;
- d'entériner ce tarif Pass Culture pour l'année 2016,
- de dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**Mme JAMET** : Une petite explication puisque, vous avez l'air surpris. Je vois bien les efforts que vous faites pour porter le cinéma Nestor Burma dont j'ai regardé un peu la programmation. Vous le portez à bout de bras, c'est bien. Cela pourrait être mieux s'il n'y avait pas que le cinéma Nestor Burma, voyez-vous. Je vois, quand le Royal est mort, qui était une institution sur le centre-ville, vous auriez pu le défendre avec la même énergie. C'est pour expliquer notre vote.

**M. TRAVIER** : Autant que je me souviene, Mme JAMET, le cinéma Royal était un cinéma purement privé. Le propriétaire du bâtiment a décidé de lui donner une autre affectation. Il l'a fait. La grosse différence entre Nestor Burma et un autre cinéma, c'est que Nestor Burma a une fonction éducative affichée et exercée. Je constate qu'il ne vous intéresse pas de savoir quel est le nombre, des centaines d'élèves de collèges, lycées, écoles primaires, qui vont à Nestor Burma pour être sensibilisés à ce qu'est le cinéma. Et un cinéma de qualité. C'est donc un travail éducatif. Ce n'est pas un soutien stupide de la Ville porté à un équipement. C'est un travail éducatif pour les scolaires, les collèges, et les lycées. Et il y a également des passes dont bénéficient les étudiants. Vous ne pouvez quand même pas nous reprocher de nous investir culturellement auprès d'un cinéma qui porte ces projets. Je ne vois pas ce qui est critiquable.

*Pour : 57*

*Contre :*

*Abstentions :*

*Adopté à l'unanimité.*

*Madame JANNIN sort de la séance.*

### **30. Théâtre Jean Vilar, programmation 2015-2016 Demandes de subventions**

Les spectacles, projets et activités proposés par le théâtre Jean Vilar, à destination du grand public comme des établissements scolaires ou des compagnies théâtrales, sont susceptibles de bénéficier de subventions de fonctionnement octroyées par l'Etat, les collectivités territoriales ou certaines associations.

Il convient donc d'autoriser le dépôt de demandes de subventions au titre de la programmation 2015-2016.

**En conséquence, il est proposé au conseil municipal :**

- d'autoriser le dépôt de demandes de subventions le plus large possible pour le fonctionnement du théâtre Jean Vilar
- de dire que la recette correspondante sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Mme JAMET** : Juste un petit point. Vous êtes très approximatif. Vous en faites une affaire personnelle. Quand est-ce que vous m'avez entendue parler de "stupide" ou de "critiquable"? À aucun moment. J'ai dit, justement, que vous auriez pu aider de la même façon un cinéma qui était institutionnel, sur Montpellier. Et vous me répondez que c'est privé. Mais les commerces que l'on préempte en centre-ville sont aussi privés et, finalement, cela répond à la même volonté d'animation et de préservation du centre-ville. Donc, finalement d'un rapport à l'autre et d'une personne à l'autre, c'est à géométrie variable.

*Pour : 56*

*Contre :*

*Abstentions :*

*Adopté à l'unanimité.*

*Mesdames JANNIN, KERANGUEVEN et Monsieur YOUSSEUS entrent en séance. Monsieur MALEK sort de la séance.*

### **31. Agora des Savoirs 7ème saison Cycle de conférences 2015-2016 Conventions avec les conférenciers**

Par délibération du 5 octobre 2009, le Conseil Municipal a validé la création de l'Agora des savoirs. L'Agora des Savoirs est une grande manifestation populaire axée sur la diffusion et le partage des connaissances scientifiques et des dernières avancées de la recherche. Ouverte à tous et gratuite, elle met en lumière le rôle nécessaire du chercheur dans nos sociétés, et souhaite contribuer à faire connaître les différentes disciplines du savoir humain.

Lors des six premières saisons, l'Agora des Savoirs a reçu plus de 120 conférenciers et plus de 65.000 spectateurs. Des partenariats avec la radio associative Divergence FM et la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier ont contribué à élargir l'auditoire de la manifestation par des diffusions radiophoniques et des diffusions vidéo sur internet.

Le programme de cette septième saison 2015 - 2016 de l'Agora des Savoirs a été élaboré en lien avec le conseil scientifique composé d'une quarantaine d'enseignants et de chercheurs issus des deux universités et des centres de recherche de Montpellier. Ces conférences, au nombre de 22, se dérouleront au Centre Rabelais, les mercredis, du 4 novembre 2015 au 11 mai 2016, et débuteront à 20h30. Le programme est joint en annexe.

Pour sa 7<sup>e</sup> saison, l'Agora des Savoirs proposera un cycle de conférence autour du thème « Le proche et le lointain ». La conférence inaugurale sera prononcée le 4 novembre 2015 par le philosophe et sinologue François Jullien et la conférence de clôture sera confiée à l'historienne, helléniste et latiniste Florence Dupont.

Les 22 conférenciers sont tous des enseignants et chercheurs de l'Université française ou des Grandes Écoles. Un certain nombre d'entre eux enseignent à Montpellier, et ils seront tous présentés par des universitaires montpelliérains, dans le but de valoriser l'enseignement et la recherche montpelliéraines.

La Ville prendra en charge les frais de déplacements, d'hébergement et de restauration à hauteur d'une enveloppe maximale de 14 000 € pour l'ensemble de la saison. Le montant de la prestation par conférence est fixé à 500 €, à l'exception des deux conférences inaugurales et de clôture qui demandent plus de préparation et sont rémunérées à hauteur de 1000 €, pour un total de 12 000 € sur l'ensemble de la saison.

Une convention sera établie pour chacun des intervenants.

#### **Il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'autoriser la signature des conventions avec les conférencier(ère)s pour un montant total de 12 000 € (douze mille euros) TTC ainsi que la prise en charge des frais de déplacement, d'hébergement et de restauration pour un montant maximum de 14 000 € (quatorze mille euros) pour l'ensemble de la saison ;
- de prélever ces dépenses sur le crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 923 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

*M. TRAVIER reprend la délibération.*

**M. DELAFOSSE :** Même intervention que l'an passé. Le dispositif de l'Agora des savoirs Juniors et l'idée que les conférenciers puissent intervenir dans des écoles primaires avec la possibilité d'offrir des livres de vulgarisation aux élèves, qu'en est-il?

**M. TRAVIER :** A mon avis, cela n'entre pas dans la même délibération.

**Mme MARSALA :** Il n'y a pas eu de projet proposé en ce sens, sinon, nous l'aurions étudié.

**M. TRAVIER** : Je n'ai pas appris, pour le moment, que le projet avait été supprimé. Je ne me suis même pas posé la question. Je me retournerai vers M. MIAILLE qui est le président de l'Agora des savoirs et je peux éventuellement l'interroger.

**M. DELAFOSSE** : Merci, M. le Maire. Sans esprit polémique, l'année dernière, j'avais interrogé sur ce dispositif qui existait. L'élus à la culture l'a connu. J'avais demandé s'il était reconduit et on m'avait laissé entendre que oui. Je vous demande si, pour cette saison, c'est prévu. Si vous n'aviez pas l'information, M. TRAVIER, ce n'est pas grave, si ce projet peut être réactualisé ce sera très bien parce que je crois que l'on peut penser que c'est fort utile. Tout simplement. Ne le prenez pas pour vous. Prenez-le collectivement pour le succès de cette manifestation, pour qu'elle aille au plus près des plus petits.

**M. le Maire** : M. De SAINT JOUAN, vous en avez souvenir?

**M. TRAVIER** : Je vous réponds avec la même sérénité. Personne ne m'a jamais saisi de cette question depuis mon arrivée. Je regrette. Je sais ce que je dis. Donc c'est clair.

**M. De SAINT JOUAN** : Moi, j'ai un excellent souvenir de cette manifestation puisqu'effectivement cela permettait à des scientifiques qui exposaient le mercredi soir d'aller dans une école s'exprimer en face de jeunes élèves souvent dans les écoles du primaire. C'était un dispositif qui était extrêmement soutenu par M. MIAILLE, qui avait tout mon soutien parce que je pense que c'est très très bien et je pense qu'il faut le maintenir.

**M. le Maire** : Donc, M. De SAINT JOUAN, vous l'avez vu lorsque vous étiez adjoint à la culture et que vous avez été délégué à l'Agora des savoirs? Vous en avez souvenir l'an dernier?

**M. De SAINT JOUAN** : Absolument.

**M. le Maire (à M. TRAVIER)** : Donc, en fait, depuis que tu es arrivé, cette prestation dans l'Agora des savoirs n'a pas été reconduite par le Président. Donc, on va le regarder.

*Pour : 55*

*Contre :*

*Abstentions : 3*

*Adopté à l'unanimité.*

*Mesdames BARTHAS-ORSAL, NAVARRE et Monsieur MALEK entrent en séance.*

## **32. Agora des Savoirs 7<sup>e</sup> saison Cycle de conférences 2015 – 2016**

### **Partenariats – Divergence FM / Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier / Librairie Sauramps**

Par délibération du 5 octobre 2009, le Conseil Municipal a validé la création de l'Agora des savoirs. L'Agora des Savoirs est une grande manifestation populaire axée sur la diffusion et le partage des connaissances scientifiques et des dernières avancées de la recherche. Ouverte à tous et gratuite, elle met en lumière le rôle si nécessaire du chercheur dans nos sociétés, et souhaite contribuer à faire connaître les différentes disciplines du savoir humain.

Pour sa 7<sup>e</sup> saison, l'Agora des Savoirs proposera un cycle de vingt-deux conférences scientifiques autour du thème « Le proche et le lointain ». Comme pour les saisons précédentes, l'Agora des savoirs s'appuie sur plusieurs partenariats permettant une diffusion au plus grand nombre des conférences proposées.

#### **1) Partenariats de co-production et de diffusion**



À cet effet deux partenariats de co-production sont proposés avec :

- La Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier (MSH – M), groupement d'intérêt scientifique agissant pour le compte du Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur Sud de France (PRES Sud de France), qui procédera à la captation des 22 conférences filmées qui se dérouleront au Centre Rabelais. Elles seront diffusées en direct puis en différé sur la page Dailymotion de la Ville et en différé seulement sur le site de la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier. Le budget global de cette coproduction s'élève à 45 780.72 ; la Ville de Montpellier prend à sa charge 50% de ce montant, soit 22 890.36 €. La convention est jointe en pièce annexe.

- L'association Croqu'Oreilles - Divergence.FM, juridiquement constitué en association loi de 1901, radio montpelliéraine, qui procédera à la radio diffusion en direct des 22 conférences sur ses ondes. Cette co-production est prise en charge par la Ville de Montpellier Le budget de cette coproduction s'élève à 31 070 €. La Ville de Montpellier prend en charge 50% de ce montant, soit 15 535 €. La convention est également jointe en pièce annexe.

## **2) Partenariat autour du livre**

Dès la première saison de l'Agora des savoirs, la Ville de Montpellier a tenu à placer au cœur du dispositif le livre – et en particulier l'essai –, en tant que support privilégié de partage des connaissances, objet de savoir et de plaisir.

Partenaire dès l'origine du projet, la librairie Sauramps est ainsi présente, chaque mercredi soir, dans le hall du Centre Rabelais pour présenter un choix d'ouvrages du conférencier et plus particulièrement ceux qui concernent le sujet traité par son intervention. Se voit ainsi valorisé le rôle du libraire spécialisé en tant que médiateur indispensable, apte à proposer une bibliographie adéquate. Cela permet aussi et surtout de répondre à une demande du public montpelliérain qui souhaite pouvoir prolonger par la lecture sa connaissance et sa découverte du thème traité.

Le choix de la librairie Sauramps s'explique par le rôle qu'elle joue depuis de très nombreuses années dans la valorisation et la mise à disposition du type d'ouvrages précisés ci-dessus (essais, livres universitaires, humanités et sciences humaines, sciences et techniques...). Sa légitimité et ses compétences dans le domaine du débat d'idées, de la vulgarisation scientifique et de la spécialisation universitaire en fait un partenaire essentiel de l'Agora des savoirs.

À cette fin la Ville de Montpellier met à disposition de la librairie Sauramps, chaque mercredi soir, un espace dans le hall d'entrée du Centre Rabelais pour y présenter les ouvrages des conférenciers. La librairie Sauramps accompagne quant à elle la manifestation en consacrant un espace à la promotion des livres des conférenciers au sein de son magasin du Triangle, tout le long de la saison. Elle diffuse le programme aux accueils de ses magasins Sauramps Triangle, Sauramps Odyssée et Sauramps au Musée. Elle met en ligne sur son site internet la programmation de chaque saison, en échange de quoi la Ville lui offre l'opportunité de mettre également en ligne les vidéos des conférences déjà passées. Elle annonce enfin sur son programme papier de rencontres et de manifestations mensuelles les conférences du mois, en indiquant leur titre, le nom du conférencier, la date, l'heure et le lieu.

La convention de partenariat est jointe en pièce annexe.

## **Il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver les conventions de coproduction avec la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier pour un montant de 22 890.36 € (vingt-deux mille huit cent quatre-vingt-dix euros et trente-six centimes) et avec Divergence FM pour un montant de 15 535 € (quinze mille cinq cent trente cinq euros) ;
- de prélever au budget de la Ville la somme de 18 953.65 € sur les crédits de la Direction de la Culture et du Patrimoine, fonction 923 et la somme de 3 936.71 € sur les crédits de la Direction de la Communication, fonction 920 ;

- d'approuver la convention de partenariat avec la librairie Sauramps ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**M. TRAVIER** : Cette délibération porte sur un double partenariat. D'une part avec des acteurs concernant la coproduction et la diffusion des conférences, c'est-à-dire avec Divergence et, ensuite, avec la librairie Sauramps, au terme duquel il y a des obligations réciproques. La librairie Sauramps diffuse, fait paraître le catalogue, dans son magasin, depuis des années, il n'y a rien de nouveau. Et, ensuite, elle est autorisée à être sur le site de Rabelais où elle présente les ouvrages des auteurs qui interviennent. Pas de difficulté. Voilà, c'est l'objet de la délibération.

*Pour : 58*

*Contre :*

*Abstentions : 3*

*Adopté à l'unanimité.*

### **33. Culture et Patrimoine Exercice 2015**

#### **Complément d'attribution d'une subvention à l'association Théâtre Talhers production La Rampe T.I.O.**

L'association Théâtre Talhers production la Rampe T.I.O. a pour objectif de promouvoir la langue occitane par la promotion, la création, la production, la diffusion du théâtre, le spectacle vivant et audio-visuel en occitan. L'association a sollicité une subvention de 30 000 € pour son fonctionnement au titre de l'année 2015.

Par délibération en date du 30 mars 2015, la Ville de Montpellier a été accordé a accordé une subvention de 19.000 €.

Considérant que les actions de l'association Théâtre Talhers production la Rampe T.I.O. pour la diffusion de la langue et de la culture occitanes contribuent au développement de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier a décidé d'attribuer à cette association, pour son fonctionnement, une subvention complémentaire de 1 000 €, portant ainsi la subvention 2015 à 20.000 €.

Tableau d'attribution :

<b>Code</b>	<b>Association</b>	<b>Nature</b>	<b>Montant</b>
227	Théâtre Talhers Production La Rampe T.I.O.	F	1 000 €
	Total		<b>1 000 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:**

- de décider de l'affectation de la subvention complémentaire telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la lettre d'engagement;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2015 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 1 000 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

*Pour : 58  
Contre :  
Abstentions : 3  
Adopté à l'unanimité.*

### **34. Délégation de Service Public Fourrière Automobile Avenant n° 4 Modification des tarifs 2015**

Par délibération du 07 novembre 2011, le Conseil municipal a approuvé le choix du délégataire pour la gestion du service public de la fourrière automobile. La Ville de Montpellier a confié à EFFIA Stationnement l'exploitation du service par convention de Délégation de Service Public pour une durée de six ans à compter du 1er janvier 2012.

La convention de délégation précise dans son article 46 que les tarifs de fourrière sont fixés sur la base de l'arrêté interministériel du 2 avril 2010 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 modifié fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles.

En cas de nouvel arrêté interministériel, il est prévu que les tarifs seront modifiés en conséquence.

Par délibération en date du 29 mai 2012, un avenant n°1 a été passé afin d'actualiser les tarifs fourrière suite à la publication au journal officiel de l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 modifié fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles.

Par délibération en date du 22 juillet 2013, un avenant n°2 a été passé afin d'actualiser les tarifs fourrière suite à la publication au journal officiel de l'arrêté du 21 mai 2013 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 modifié fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles.

Par délibération en date du 02 octobre 2014, un avenant n°3 a été passé afin d'actualiser les tarifs fourrière suite à la publication au journal officiel de l'arrêté du 26 juin 2014 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 modifié fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles.

La présente délibération a pour objet la passation d'un avenant n° 4 suite à la publication au journal officiel de l'arrêté du 10 juillet 2015 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 modifié fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles afin d'actualiser les tarifs fourrière 2015.

La revalorisation des tarifs réglementés, proposé par cet arrêté, concernent les frais d'enlèvement et de garde journalière pour les voitures particulières :

- Frais d'enlèvement : ancien tarif 116,56 € / nouveau tarif 116,81 €
- Frais de garde journalière : ancien tarif 6,18 € / nouveau tarif 6,19 €

Les nouveaux tarifs seront applicables à compter de la notification de l'avenant.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'approuver les termes de l'avenant n°4 à la convention de délégation de service public pour l'exploitation de la fourrière municipale, tel qu'annexé à la présente délibération,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjointe déléguée à signer cet avenant n°4 ainsi que tous les documents se rapportant à cette affaire.

**Mme SANTARELLI :** Je vais profiter de cette délibération pour faire un petit point, rapide, parce qu'il est tard. J'ai vu ce matin, dans *Midi Libre*, que la police municipale, sur Gambetta, ne travaillait que le mercredi. Alors, je voulais quand même remettre les choses à leur place. Les policiers municipaux, à Montpellier, travaillent sur

deux sites qui sont la Comédie et Gambetta, tous les jours de la semaine, et le week-end différemment en fonction des autres manifestations. C'est important de savoir que de onze heures du matin à vingt-deux heures, les policiers municipaux sont sur le cours Gambetta. A cela s'ajoutent des opérations conjointes avec la police nationale pour traiter le problème complexe des vendeurs à la sauvette. Ils ne sont donc pas là que le mercredi sur Gambetta. Et, concernant le stationnement sur Gambetta qui pose un énorme problème de circulation, il y a eu 900 verbalisations ces derniers temps et, donc, la fourrière.

On arrive à la délibération de ce soir qui porte sur le nouveau tarif national de la fourrière, qui est légèrement augmenté cette année puisqu'il passe de 116,56 euros à 116,80 euros soit 25 centimes d'augmentation pour les frais d'enlèvement de voiture. Et, pour les frais de garde journalière, l'ancien tarif étant de 6,18 euros, passe à 6,19 euros. Donc, une augmentation de 0,01 centime.

***Pour : 58***

***Contre : 3***

***Abstentions :***

***Adopté à la majorité.***

### **35. Mise à disposition de salles à titre gracieux**

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Dans un souci d'homogénéisation du traitement de ces occupations, le Conseil Municipal du 25 juillet 2011 a validé des modèles de convention de mise à disposition permettant le traitement de toutes les situations (occupations ponctuelles ou annuelles).

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général. Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier,
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2015/2016, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 7 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 1370€.

Les associations concernées sont :

Tiens bon la barre (165€) Croix Rouge (245€) CPNCM –Philatélie (165€) BGE MPL (165€) CLUB ATOUT TAROT (220€) EFA - Enfance Famille d'Adoption (270€) APARSA (140€)

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit pour 17 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 5390 €

Les associations concernées sont :

Association Compagnie Katrinesk (220€), Plan Rapproché (550€), CAC ST FRANCOIS (110€), RANDO LOISIRS (55€), GEM RABELAIS (220€), Enfance famille d'adoption (220€), AURAL (660€), Cie SHERPAS (110€), EUROGRECE (220€), MONTPELLIER SCRABBLE (660€), Comité De Quartier St CLEMENT (330€), ESSOR (660€), RAIPONCE ( 330€), SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS (440€), BGE MPL (Boutique Gestion) (55€), GGN-Gospel Good News (440€), AGV d'ALCO (110€).

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 25 juillet 2011

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- d'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- d'approuver la signature avec ces associations des conventions nécessaires selon les modèles approuvés lors de la séance du Conseil Municipal du 25 juillet 2011
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**M. CASTRE** reprend la délibération.

**Pour : 58**

**Contre :**

**Abstentions : 3**

**Adopté à l'unanimité.**

*Madame FRECHE sort de la séance.*

## **36. Le Projet Educatif De Territoire Avenant 2015-2017**

Le PEdT a été transmis au Préfet, à la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale (DSDEN) et à la CAF de l'Hérault conformément à la délibération n° 2014/325 – du Conseil municipal du 24 juillet 2014. Il a été contractualisé pour la période de septembre 2014 à septembre 2017.

Nous rappelons que la Ville de Montpellier décline, dans le Projet Educatif de Territoire (PEdT), sa politique éducative en faveur des enfants scolarisés dans ses écoles maternelles et élémentaires publiques. Ce document formalise la démarche mise en œuvre par la Ville de Montpellier pour l'organisation des différents temps de l'enfant et notamment les temps liés à la réforme des rythmes éducatifs mis en place à la rentrée scolaire 2014.

Le projet fixe trois objectifs généraux :

- Assurer un environnement propice à la réussite éducative,
- Accompagner chaque enfant dans son parcours éducatif,
- Aider les parents à être partie prenante de la Réussite éducative.

et huit thématiques prioritaires qui font l'objet d'un suivi spécifique avec l'ensemble des partenaires éducatifs :

- Le jeune enfant et l'école maternelle,

- Les enfants en situation de handicap,
- Les enfants suivis dans le cadre de la PRE,
- Le partenariat éducatif en ZEP,
- L'accès aux loisirs et la nouvelle organisation des ALSH,
- Le partenariat avec le secteur associatif,
- La continuité éducative et les études surveillées,
- L'utilisation des nouvelles technologies, les ENT.

L'évaluation d'une première année de mise en œuvre, conduite auprès des conseils d'écoles, des agents de la Ville et des enfants eux-mêmes nous conduisent à proposer aux trois institutions partenaires un avenant 2015/2017 au projet initial pour en améliorer la pertinence.

Cet avenant concerne :

- Les instances de pilotage et l'actualisation du calendrier annuel de rencontres,
- L'organisation des temps de concertation des acteurs éducatifs afin de renforcer la cohérence et la pertinence des projets,
- L'agenda de déclaration des Accueils de Loisirs Périscolaires (ALP),
- L'organisation des Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH),
- La Restauration scolaire,
- La gestion des temps de l'enfant et l'organisation des collaborations éducatives en école maternelle,
- La formation et l'accompagnement des animateurs,
- Les modalités d'interventions dans les écoles élémentaires Education prioritaire,
- La continuité éducative et le cadre d'organisation des études surveillées.

Conformément à la convention PEdT qui précise dans son article 6 que « *Toute modification du PEdT doit faire l'objet d'un avenant présenté et examiné par les différents signataires* », l'avenant 2015/2017 au PEdT sera remis aux services du Préfet, de la DSDEN et la CAF de l'Hérault.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- de mettre en œuvre les évolutions proposées dans l'avenant 2015/2017 au PEdT ;
- de transmettre au Préfet, à la DASEN et à la CAF de l'Hérault l'avenant 2015/2017 au PEdT ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

**Mme MARSALA :** Vous vous rappelez très certainement de ce qu'est le PEdT puisque la Ville de Montpellier l'a mis en place au moment de la réforme scolaire, à la rentrée 2014. Ce projet a été validé par la Direction de la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault, la Direction académique des services de l'Education nationale de l'Hérault et la Direction départementale de la Cohésion sociale. La convention de ces trois directions avec la Ville de Montpellier a été conclue pour trois ans et vous l'avez agréementée en juillet 2014. Ce projet décrit la politique éducative mise en place par la Ville dans ses écoles maternelles et élémentaires publiques ainsi que l'organisation des temps de l'enfant. Je pense que vous avez tous regardé l'avenant au PEdT dans son intégralité, devant l'importance de ce sujet puisque, là, nous parlons de la politique de la Ville pour les enfants des écoles. L'actualisation des données, les adaptations engagées en cours d'année, les évolutions convenues pour améliorer les dispositifs et les actions éducatives en faveur des enfants constituent cet avenant. En bref, en avril 2015, nous avons lancé trois enquêtes, une auprès des conseils d'écoles, parents et personnels de l'Education nationale, une auprès des enfants des Conseils municipaux et une auprès des agents de la Ville afin de faire un point sur la mise en place des nouveaux rythmes scolaires. En mai 2015, quatre concertations publiques ont été organisées et les résultats de ces concertations envoyés à tous les partenaires. Nos propositions d'évolutions s'appuient sur cette démarche concertée. La réforme des rythmes journaliers et hebdomadaires de la rentrée 2014 a fortement perturbé l'organisation des familles, des enseignants, des agents des écoles et des enfants. Ces derniers sont unanimement jugés fatigués par ces nouveaux rythmes. L'avenant 2015-2017 au Projet éducatif de territoire propose des adaptations. Des améliorations, sans modifier le cadre horaire défini dans le PEdT et validé par les

institutions. Les TAP, notamment, restent de 16h à 17h30, avec un accès gratuit pour les parents, sous conditions de réservation. Donc, nous avons retravaillé, à la mi-temps, pour savoir tout ce qui s'était passé tout au long de l'année. Nous sommes allés interroger les partenaires sur le terrain, et nous en avons déduit certaines transformations. Certaines ont pu être faites immédiatement. Nous avons fait des aménagements au niveau des écoles maternelles sur les heures de départ des enfants, sur le système d'utilisation des locaux. Nous avons travaillé tout au long de l'année.

A l'heure actuelle, il est important, après ce point fait et surtout la nouvelle année qui démarre avec mille enfants inscrits de plus dans les écoles, une nouvelle école ouverte - Malraux - un centre aéré de plus ouvert, de refaire un point et de retravailler sur différents points pour réussir à être performant, aussi, cette année. Donc, je vais vous faire grâce de toutes les explications mais sachez que les points de travail sont le pilotage de ce PEdT, les temps de concertation, les loisirs périscolaires, l'évolution des ALSH, la restauration scolaire, les temps de l'enfant, la formation des animateurs et des animateurs vacataires de la Ville. Rappelez-vous qu'il nous a fallu trouver plus de 700 animateurs vacataires pour pouvoir combler ce système, pour en avoir toujours 400 sur le terrain. Nous continuons leur formation. Et les formations, aussi, communes des personnels de la Ville et des personnels enseignants. Là, nous touchons quelque chose qui est très intéressant puisque, pour la première fois, cette année, nous avons réussi à faire des travaux conjoints avec l'Education nationale, comme la charte de la petite enfance, sur laquelle nous allons pouvoir appuyer tout un travail sur les maternelles, car il semble évident, maintenant, qu'il faut différencier les temps d'animation en maternelle et en primaire. Nous travaillons aussi sur les activités TAP autour d'un projet cohérent élaboré par le service animation de la Ville, la réservation préalable d'un temps mais toujours pas d'une activité, les activités gratuites pour les parents jusqu'à aujourd'hui qui doivent devenir gratuites pour les enfants - et je peux m'en expliquer si les termes ne sont pas clairs. La nécessaire information des parents. Nous allons travailler, aussi, plus avant sur l'éducation prioritaire puisque vous vous rappelez que nous avons dit que le rectorat s'était désengagé au niveau de l'Education prioritaire. Jusqu'à cette année, il travaillait à 50% sur les écoles dites "sensibles", les REP : 50% Education nationale, 50% Ville. Nous apprenons fin août qu'ils ne prennent plus que 25% du dispositif en charge. Ce qui veut dire que nous avons dû combler, entre le 25 août et le premier septembre, un certain nombre d'animateurs pour être sûrs d'une sécurité sur le terrain. Donc, nous devons continuer à travailler pour améliorer ce procédé, surtout que l'on nous annonce encore une baisse de 25% pour la rentrée prochaine. Et nous devons continuer aussi la continuité éducative pour l'enfant et nous devons travailler la cohérence éducative, c'est-à-dire trouver des terrains d'entente avec tous les partenaires pour qu'entre Education nationale, Ville, parents et enfants, il y ait une continuité éducative et que nous ayons un travail conjoint vers une meilleure éducation.

**Mlle LLEDO :** Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les Conseillers, bonsoir. Vous m'entendez bien, ça va ?

**M. le Maire :** Pour l'instant, ça va. Mais n'hésitez pas à parler bien dans le micro.

**Mlle LLEDO :** Il n'y a pas de problème. Nous abordons le point 36 qui s'appelle PEdT avenant 2015-2017. Dans projet éducatif, on parle du mot éducation. Alors, avant de commencer mon propos, je voudrais vous parler d'éducation, par ce que je pense que l'on en a besoin dans ce Conseil. Pour moi, l'éducation passe par l'apprentissage de certaines valeurs comme le respect, par exemple le respect du droit de parole, cela passe par l'apprentissage de l'éducation civique, comme chanter la Marseillaise, que certains ne connaissent pas ou ne veulent pas connaître, par l'apprentissage de la démocratie, aussi, et cela passe par l'apprentissage du travail parce qu'être éduqué c'est savoir travailler et notamment travailler ses dossiers. C'est également savoir répondre, ne pas répondre à côté mais répondre justement aux élus qui vous posent des questions. Mais, bon, je ne vais pas m'attarder sur le sujet. Heureusement, M. DUMONT, mon voisin d'en face est parti et donc il ne se fâchera pas tout rouge comme disent les enfants, puisque nous parlons d'éducation. Je reste accessible. Monsieur, quand vous parlez, prenez la parole dans le micro, que l'on vous entende.

Je vais donc commencer à parler du PEdT. Je rappelle qu'il a été mis en place à la rentrée 2014, qu'il a été contractualisé pour la période allant de 2014 à septembre 2017 et que celui-ci avait trois objectifs principaux: assurer un environnement propice à la réussite éducative, accompagner chaque enfant dans son parcours éducatif, et aider les parents à être partie prenante de la réussite éducative de leurs enfants. Encore faudrait-il leur en donner les moyens. Ou, plutôt, donner les moyens aux infrastructures qui accueillent les TAP et les ALSH. Je pense à nos écoles primaires, notamment, parce que c'est elles qui les accueillent principalement,

surtout pour les ALSH. Aujourd'hui, à Montpellier, l'accueil des enfants et la réussite éducative des différents projets mis en place lors des TAP et des ALSH, par exemple, ne peuvent se faire convenablement. La réalité est que nos écoles manquent de moyens, manquent de salles. Ça, nous n'y pouvons rien. Mais, d'ailleurs, vos élus ont pu le constater dans la mesure où ils étaient placés dans les différentes écoles en début d'année. Ou étaient-ils plutôt préoccupés à prendre des selfies? Je m'explique, dans nos écoles, chargées depuis la rentrée 2014 des TAP, on se voit confronté à un manque cruel de moyens. La réforme des rythmes scolaires impose de réaliser chaque soir plusieurs activités où sont conviés tous les enfants inscrits, 100 en moyenne, entre 100 et 200 enfants selon les écoles. Mais voilà, manque de place, de salles, de personnel qualifié, on en vient même à placer sur les écoles des élus qui n'ont aucune idée du travail qui les attend. Mais également manque de matériel pour les activités et pour les spectacles qui en découlent. Je vous invite par exemple à organiser un spectacle de danse ou de théâtre avec vingt-cinq enfants sur une scène qui a une taille moyenne de vingt mètres carrés. Bon courage. C'est la même problématique dans les centres de loisirs qui utilisent les locaux et donc le matériel des écoles primaires. En ce qui concerne les huit thématiques prioritaires, j'aimerais savoir comment vous comptez faire respecter le rythme biologique de l'enfant. Le Ministère en a parlé toute l'année dernière. Je pense notamment aux enfants d'écoles maternelles qui ne peuvent suivre une activité physique pendant une heure et demie. Vous en comprenez bien l'impossibilité. La plupart ont entre deux ans et demi et trois ans.

**M. le Maire :** Vous soutenez le Ministère?

**Mlle LLEDO :** Bien sûr que non. Je soutiens juste le rythme biologique des enfants de maternelle. Il faut les respecter.

**M. le Maire :** Cela fait un peu collusion quand même.

**Mlle LLEDO :** Je pense notamment qu'il faudrait des aménagements et du personnel qualifié pour accueillir les enfants en situation de handicap parce qu'aujourd'hui il ne se passe toujours rien. Après avoir exposé ou plutôt réexposé les différentes problématiques liées au projet éducatif du territoire, nous devons aujourd'hui nous prononcer sur un avenant qui concerne plusieurs points dont certains restent flous. Je pense notamment à l'organisation des temps de concertation des acteurs éducatifs afin de renforcer la pertinence et la cohérence des projets. Sur ce point, ce qui m'inquiète, c'est que ce n'est toujours pas le cas dans toutes les écoles. Pour les TAP, est-ce dû au fait que les RALAE de notre ville, que vous ne voulez pas entendre, n'ont pas le temps aujourd'hui ou n'ont plus le temps d'assurer cette cohérence au vu des nombreuses tâches qui leur sont déjà attribuées ? D'ailleurs en parlant des RALAE, comptez-vous enfin entendre leurs revendications ? Je vous signale, M. le Maire, que ce ne sont pas seulement des syndiqués que vous vous mettez à dos, mais ce sont les parents montpelliérains, aujourd'hui écœurés du traitement réservé aux personnes qui, chaque soir, depuis un an s'assurent du bon fonctionnement des TAP et de l'accueil de leurs enfants. Ces mêmes personnes qui ont vu leurs responsabilités multipliées par trois sans aucune compensation. Enfin, si, quelques ordinateurs et téléphones de fonction qui leur valent d'être raillés dans les médias et lors de quelques réunions. Alors que ce sont eux les principaux acteurs du bon fonctionnement de cette réforme. Vous vous essayez sur un parcours censé visiblement se rapprocher de la ligne de JAURES. Cependant, je vous rappelle que lui soutenait les ouvriers alors que, vous, vous les maîtrisez. En réalité, vous suivez plutôt la ligne MACRON, M. le Maire.

Passons à un autre point., la formation et l'accompagnement des animateurs.

**M. le Maire :** Vous m'avez traité de socialiste, alors ?

**M. BOUMAAZ [hors micro] :** De macroniste.

**M. le Maire :** On n'y comprend plus rien. Je n'y comprends plus rien. Là-bas on me dit que je suis à droite, de ce côté on me dit que je suis à gauche.

**M. BOUMAAZ :** On ne sait pas si vous êtes de la gauche à la droite ou de la droite à la gauche.

**M. le Maire :** Je n'y comprends plus rien.



**Mlle LLEDO** : C'est flou comme le reste des points de ce sujet. Donc passons à un autre point, la formation et l'accompagnement des animateurs. Vous n'aviez pourtant, il y a quelques semaines, aucun scrupule à confier les enfants des Montpelliérains à du personnel "non qualifié", je cite vos élus. Comment auraient-ils réagi en cas de problème. Ils ne sont pas formés et ne sont pas dans la capacité d'occuper le rôle qui leur a été attribué. Donc, voici ma quatrième question : comment comptez-vous former les autres ?

Enfin, nous voulons savoir quel est le coût de ces nouveaux rythmes et des modifications apportées au Projet éducatif de territoire pour la Ville. J'aimerais également attirer votre attention sur le fait que certaines écoles se situant dans des zones dites difficiles, ZEP, on utilisera tous les mots possibles et toutes les onomatopées imaginables, ces zones difficiles de Montpellier, se retrouveront sous peu en sous-effectif et ce à cause d'une insécurité ambiante, tant pour les enfants que pour les parents ou pour les animateurs. Pour cela, que comptez-vous faire ? Merci M. le Maire.

**Mme MARSALA** : On va reprendre point par point ce que vous m'avez dit. D'abord, je voudrais vous rappeler que nous ne sommes pas l'Education nationale, que ce n'est pas nous qui avons voulu ce changement de rythme scolaire. Qu'au niveau des rythmes biologiques, ce n'est pas la Mairie qui a décrété, à un moment donné, une loi à ce sujet. Nous avons été tenus de mettre en place de nouveaux rythmes scolaires sous des raisons de changement de rythmes et de meilleur rythme biologique pour l'enfant. Donc, nous sommées partis de ce principe. Nous avons essayé de contester la façon de travailler, dans cette urgence pendant très longtemps, quatre mois, et nous avons finalement accepté de les mettre en place. Donc, nous avons fait, à ce niveau-là, le travail le mieux possible, sur quelque chose qui n'est pas un a priori que nous avons décrété. Que les choses soient claires. Je ne suis toujours pas convaincue non plus que l'enfant se retrouve au niveau de ces rythmes biologiques. Mais, là, je ne suis pas là en tant qu'expert de ce côté-là. Je suis là pour vous présenter comment la Ville va faire pour améliorer un procédé qui a été mis en place. Que nous recevions les enfants dans les salles des écoles, c'est évident que cela pose des problèmes d'espace. Nous sommes les premiers à le savoir. Dans la mesure où nous avons 1h30 par après-midi vu que la première proposition que nous avons faite d'une après-midi entière pour les TAP a été rejetée de façon démocratique par les conseils d'écoles. Sur 1h30, on sort difficilement les enfants d'une école. On n'a pas le temps. On peut aller à un lieu de proximité mais il n'y en n'a pas tant que cela et c'est quand même très court. Donc, effectivement, les enfants restent dans les écoles. C'est quelque chose dont je ne suis pas non plus convaincue du bénéfice. Mais c'est comme cela. Il faut que nous fassions avec. Donc, nous avons mis les moyens, nous avons étudié dès le début le nombre de salles que nous pouvions libérer, nous avons rajouté des préfabriqués, nous avons libéré certaines salles, certaines fois au détriment du personnel pour qui nous travaillons en ce moment à leur redonner des salles de repos, pour pouvoir incorporer tous ces enfants. Pour les ALSH-centres de loisirs, le problème est le même, avec beaucoup plus de sorties à l'extérieur, c'est vrai, mais la Ville de Montpellier ne peut pas accueillir ses quarante-trois centres de loisirs en dehors des écoles. Ce sont les seules structures adaptées que nous avons.

Sur le handicap, nous faisons un travail de fond avec le service handicap et les associations handicap de la ville. Les enfants sont incorporés dans certains ALSH. Il est question d'en créer un de plus prochainement. Donc, le travail est en cours et, effectivement, le seul problème que nous rencontrons pour le handicap est le problème des TAP puisque les enfants sont amenés avec des moyens particuliers, des véhicules particuliers, très souvent, ces véhicules sont programmés pendant le temps des TAP. Donc, ce n'est pas un problème inhérent à la Ville mais au service d'accompagnement. On a déposé une demande pour voir si l'on pouvait décaler les horaires. Mais, là, ce n'est pas de notre fait. Quand vous me parlez d'organiser des spectacles, là, on n'est pas du tout d'accord. Moi, je veux que cela soit gratuit pour les enfants et gratuit pour les enfants cela veut dire pas d'échéance, pas d'obligation de restitution, d'exposition ou de spectacle. On y va pour créer en 1h30 une ouverture d'esprit dans une volonté d'ouverture maximum, avec des activités qui changent régulièrement, qui présentent à l'enfant un panel de possibilités. Ce n'est pas du tout le même travail que peut faire une association qui reçoit un enfant dans le cadre d'un cours inscrit. C'est autre chose sur lequel il faut travailler, ne serait-ce que par respect pour le rythme de l'enfant qui, je vous le rappelle, a affaire, à l'heure actuelle, à peu près, à six temps différents dans la journée auxquels il faut qu'il s'adapte. Donc, le TAP est une ouverture d'esprit et pas une activité comme une autre sur laquelle il peut y avoir restitution. Là-dessus, nous sommes très clairs. Nous n'en voulons pas des restitutions.

Ensuite, le problème des REP. Vous n'avez pas compris, tout à l'heure, quand j'ai parlé du Rectorat qui a enlevé des moyens à la dernière minute. Donc, pour les REP, effectivement, nous avons été mis en difficulté, cette

année, parce qu'il fallait du personnel supplémentaire que nous avons dû trouver en moins de cinq jours. Cela n'a pas été formidable, au début, mais c'est en train de se remettre en place et nous sommes encore en discussion avec le rectorat pour qu'il tienne son engagement, au moins pour les 50%. Et ce n'est pas facile. Parce qu'eux aussi ont un problème de personnel qui n'est pas sur le terrain. Effectivement, les animateurs que nous prenions et que nous prenons toujours en vacation, c'est dangereux, c'est délicat quand nous recrutons 700 personnes en moins de deux mois. Effectivement, nous ne pensons pas que tous ces gens sont compétents même si nous demandons qu'ils aient le minimum de formation, le BAFA pour pouvoir travailler avec les enfants. Nous travaillons sur plusieurs plans. Nos animateurs à nous continuent d'être formés, ceux qui sont en CDD ou CDI à la Ville. Les RALAE, nous y reviendrons. Le personnel encadrant, continue d'être formé et est positionné sur tous les concours internes pour pouvoir avancer et être plus performant. Nous avons changé notre manière de trouver des vacataires. Nous sommes sur des temps plus longs où nous rencontrons les individus entre trois quarts d'heure et une heure pour réussir à nous faire une idée plus précise. Alors, c'est sûr, du coup, nous avons plus de mal à trouver puisque nous sommes sur la qualité et un peu moins sur la quantité. Mais nous travaillons dans ce sens.

Pour ce qui est des RALAE, je ne sais pas en quoi vous vous permettez d'être leur porte-parole dans la mesure où, après un temps difficile, ils sont revenus vers moi pour redémarrer une concertation, que la concertation fonctionne bien et, que je sache, il n'y a pas de nouveau problème qui soit apparu. Nous sommes en discussion. L'année dernière, se sont tenues soixante-six concertations avec le personnel, que j'ai menées entre janvier et mai. Je peux considérer que nous avons été réellement sur le terrain voir les agents pour faire remonter leurs desideratas. Effectivement, le changement de rythme scolaire a entraîné des modifications au niveau du travail sur le terrain. Effectivement, les RALAE ont pris une autre ampleur. Il faut le temps de réguler. Donc, à la rentrée, nous nous sommes revus, nous avons rediscuté et nous sommes en chemin pour trouver une bonne entente et une bonne concertation pour tous les métiers de l'éducation.

**M. le Maire :** Cela vous va? Et si vous avez des récriminations à faire sur les rythmes scolaires, vous vous adressez aux deux ministres, M. PEILLON et M. HAMON. Dont le dernier a démissionné une semaine avant la rentrée. Je mets aux voix.

**Pour : 57**

**Contre :**

**Abstentions : 3**

**Adopté à l'unanimité.**

*Madame FRECHE entre en séance. Mesdames HART et SALOMON (avec la procuration de Madame MARTIN-PRIVAT) sortent de la séance.*

## **37. Règlement de fonctionnement des Accueils de Loisirs Sans Hébergement ALSH**

La ville de Montpellier gère 21 centres de loisirs (4 ALSH élémentaires, 4 ALSH maternelles, 13 ALSH mixtes). Ils sont répartis sur l'ensemble de la Ville et peuvent accueillir 1306 enfants âgés de 3 à 11 ans les mercredis et pendant les vacances scolaires. Les activités proposées aux enfants sont destinées à leur épanouissement par des jeux, des activités à caractère sportif et culturel, dans le cadre de relations fondées sur des principes de laïcité.

La scolarisation du mercredi matin à la rentrée scolaire 2015/2016 et la mise en place d'ALSH de proximité avec accompagnement des enfants nécessitent l'harmonisation des procédures de réservation et d'inscription.

Une procédure unique de gestion des réservations et des inscriptions dans les ALSH devra s'appliquer dans l'ensemble des ALSH municipaux à partir de septembre 2015.

Les objectifs de l'harmonisation des pratiques sont :

- de rendre plus lisible pour les usagers l'accès aux ALSH,

- d'améliorer les taux de fréquentation des ALSH,
- de lisser sur tous les mois de l'année la facturation des mercredis et vacances scolaires.

Les familles peuvent constituer un dossier d'inscription auprès du responsable ALSH à tout moment durant l'année scolaire. La constitution d'un dossier d'inscription est un préalable à la réservation mais ne vaut pas réservation.

Une campagne de pré-réservation pour l'attribution des places les mercredis de l'année à venir sera organisée en mai-juin. Les places seront attribuées en fonction de critères.

Avant chaque vacance scolaire, tous les ALSH municipaux organiseront une campagne de réservation : les places seront attribuées par ordre d'inscription.

Toute réservation annulée ou modifiée hors délais entraînera une facturation complète, sauf en cas de raison médicale de l'enfant.

La mise à jour des ressources des familles prises en compte pour le calcul de leur tarification s'effectue en début d'année civile par le service Presto (uniquement pour les familles fréquentant les écoles publiques de la ville de Montpellier). Néanmoins, à la demande des familles, une actualisation du calcul des tarifs peut se faire en cours d'année.

Tous ces points sont développés dans un règlement de fonctionnement propre aux ALSH et joint en annexe de la présente délibération.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver le règlement de fonctionnement propre aux ALSH municipaux ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Mlle LLEDO :** Dans la synthèse qui nous a été envoyée, nous pouvons lire que 1300 enfants âgés de trois à onze ans sont accueillis chaque mercredi et pendant les vacances scolaires par ces ALSH. Le règlement de fonctionnement proposé vise à harmoniser les procédures d'inscription et de réservation en rendant tout d'abord plus facile l'accès aux ALSH et vise à améliorer leur taux de fréquentation. Mais comment comptez vous faire ? Je constate une certaine incohérence. Nous pouvons lire que les places pour le mercredi sont attribuées en fonction de critères que nous ne connaissons pas et que celles prévues pendant les vacances sont attribuées par ordre d'inscription. Autant dire "premier arrivé, premier servi". Nous sommes donc pour deux temps donnés à deux types d'attribution de places. Voilà le premier manque de cohérence. Vous souhaitez rendre plus lisible pour les usagers l'accès aux ALSH, et pourtant, ici, rien n'est clair. Vous souhaitez également augmenter le taux de fréquentation de ces ALSH. Nous sommes d'accord que, si l'on veut augmenter cette fréquentation, il faudra également augmenter le nombre d'encadrants et donc le nombre de salariés, ce qui est une bonne chose. Cependant, quel sera le coût pour la Ville ? Comment comptez-vous augmenter cette fréquentation ? Faudra-t-il passer par une augmentation des tarifs des ALSH de Montpellier - étant déjà assez élevés en ce qui concerne les ALSH associatifs, une petite fourchette de prix: entre 7,2 euros et 22 euros par jour et par enfant, selon les centres, et cela sans compter le prix du repas. Et qu'en est-il pour les ALSH municipaux? Aucun moyen de trouver une fourchette de prix puisqu'il faut remplir un dossier sur internet. Ou alors comptez-vous revoir à la baisse la rémunération des animateurs et, à ce moment-là, on ne parlera plus de travail mais de bénévolat, au regard des salaires déjà en place.

**Mme MARSALA :** D'abord, nous parlons des vingt-et-un centres de loisirs de la Ville. Puisqu'il y en a vingt-trois en associatif. Donc, là, nous sommes en train de travailler sur les ALSH de la Ville, oui, d'améliorer l'offre, en adaptant le maillage territorial. Nous avons mis en étude la capacité d'accueil des centres et la nécessité de leur positionnement sur le territoire par rapport à la demande. Là, on peut améliorer puisque l'on s'est rendu compte qu'il y a des centres qui ont un taux très important de demandes et d'autres centres où il y a moins d'enfants. Donc, nous allons essayer de rééquilibrer, sur la ville, le positionnement des centres. Nous avons créé un ALSH supplémentaire, sur l'école Malraux, de quarante-huit places. Cela permet, sur le secteur de Port-Marianne, d'avoir un centre de plus qui est vraiment nécessaire. Ensuite, on a un accompagnement prévu des

structures associatives gestionnaires des ALSH pour trouver quels sont les bons sites et les bonnes associations correspondant à la demande. Ce que vous dites par rapport aux personnels, nous sommes dans les règles. C'est-à-dire que nous considérons, comme la CAF nous le demande, que les taux d'encadrement sont 1,14 maternelle, 1,18 primaire. Donc, par rapport au nombre d'enfants inscrits, nous avons un nombre de personnes sur le terrain. Nous continuons à former les animateurs de la même façon puisque, comme vous le savez certainement, ce sont les mêmes animateurs qui travaillent sur les TAP, qui travaillent le mercredi après-midi ou sur les temps de centre de loisirs. Après, je ne sais plus quelle autre question ?

**M. le Maire :** Je crois que vous avez bien répondu. Merci, Mme MARSALA. Je mets aux voix.

**Pour : 55**

**Contre :**

**Abstentions : 3**

**Adopté à l'unanimité.**

### **38. Rénovation des façades de l'école Rabelais - Déclaration préalable**

Afin de maintenir la pérennité de ses bâtiments, l'école élémentaire RABELAIS, sise 48 rue Emmanuel Here dans le quartier Malbosc, nécessite certains travaux.

Il convient donc de procéder à la rénovation des façades, ceci pour améliorer l'isolation et l'étanchéité des bâtiments. Ces travaux seront effectués en plusieurs tranches sur 3 ans. La première tranche interviendra en 2015 pour un montant de 150 000€ TTC. Cette somme est inscrite au budget primitif 2015 de la Ville.

La réalisation de ces travaux nécessite le dépôt d'une déclaration préalable auprès des services compétents.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver la rénovation des façades de l'école Rabelais ;
- d'autoriser le dépôt d'un dossier d'autorisation préalable de travaux auprès des services de la Direction de l'Urbanisme Opérationnel de la Ville de Montpellier ;
- de dire que la dépense est inscrite au budget primitif 2015, section investissement, fonction 902212, nature 21312 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Pour : 58**

**Contre :**

**Abstentions :**

**Adopté à l'unanimité.**

### **39. Rénovation des façades des écoles Kergomard et Daviler - Déclaration préalable**

Les écoles Kergomard et Daviler sont entrées dans le patrimoine de la Ville en 2014. Depuis, la Ville procède à leur réhabilitation.

Aujourd'hui, il convient d'en rénover les façades, réaliser une isolation extérieure et changer les menuiseries. Leur coût est estimé à 350 000 € TTC. Ce montant est inscrit au budget primitif 2015 de la Ville.

Ces travaux sont soumis à une déclaration préalable de travaux auprès des services compétents.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver les travaux de rénovation des façades des écoles Kergomard et Daviler ;
- d'autoriser le dépôt d'un dossier de déclaration préalable auprès des services de la Direction Urbanisme Opérationnel de la Ville ;
- de dire que la dépense est inscrite au BP 2015, section investissement, programme 2013I02, opération 12D06313, fonction 902211, nature 21312 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

***Pour : 58***

***Contre :***

***Abstentions :***

***Adopté à l'unanimité.***

#### **40. Agrandissement des restaurants scolaires des écoles Térésa et Docteur Calmette - Demande de permis de construire**

Face aux effectifs des rationnaires toujours croissants dans les écoles de la Ville, il convient de procéder à la mise en place transitoire de modules préfabriqués en location, pour créer des espaces supplémentaires dédiés au temps de restauration.

A l'école Térésa, sise 30 rue Antoine Laurent dans le quartier Hôpitaux –Facultés, il est prévu la pose d'un module de 45 m<sup>2</sup> à usage de réfectoire.

A l'école du docteur Calmette, sise 147 rue des Quatre Seigneurs également dans le quartier Hôpitaux- Facultés, il est prévu la pose d'un module de 60 m<sup>2</sup> à usage de classe, libérant ainsi dans le bâtiment principal une salle pour accueillir la restauration scolaire.

Le coût de la pose de ces modules et des travaux annexes est estimé à 135 000€ TTC. Ce montant est inscrit au budget supplémentaire 2015 de la Ville.

Ces travaux sont soumis à l'obtention d'un permis de construire auprès des services compétents.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver la mise en place de modules préfabriqués aux écoles Térésa et Docteur Calmette ;
- d'autoriser le dépôt d'un dossier de permis de construire auprès des services de la Direction Urbanisme Opérationnel de la Ville ;
- de dire que la dépense est inscrite au BS 2015, section investissement, fonction 902213, nature 21312 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

***Pour : 58***

***Contre :***

***Abstentions :***

***Adopté à l'unanimité.***

*Mesdames HART et SALOMON (avec la procuration de Madame MARTIN-PRIVAT) entrent en séance.  
Monsieur DELAFOSSE sort de la séance.*

## **41. Recensement de la Population 2016**

### **Création de postes d'Agents Recenseurs et rémunération de ces postes**

Le recensement permet non seulement de produire de nombreuses informations sociologiques et statistiques sur la population et les logements et ainsi de mieux comprendre l'évolution de notre commune, mais également de fixer le chiffre légal de population à partir duquel sont calculées, entre autres, les dotations allouées à la commune par l'Etat.

Le nouveau chiffre légal de population au 1<sup>er</sup> janvier 2012, publié le 1<sup>er</sup> janvier 2015, est de 272 345 habitants. Dorénavant, la population légale de la Ville est calculée et connue chaque année.

L'enquête de recensement est préparée et réalisée par la Ville en partenariat avec l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) qui organise et contrôle la collecte.

Les opérations de collecte annuelle des données de recensement débuteront le jeudi 21 janvier 2016 et se termineront courant mars 2016, au retour définitif des informations collectées auprès de l'INSEE.

Le nombre de logements à recenser en 2016 étant estimé à environ 13 000, il est prévu de créer au tableau des effectifs 60 postes d'agents recenseurs.

Les éléments constituant la rémunération des agents recenseurs :

#### 1-La rémunération de la formation dans les termes de la délibération du 22/11/04 :

Ce n'est qu'à l'issue de la formation de deux demi-journées que les agents recenseurs pourront prétendre exercer les fonctions d'agent de recensement et être désignés en cette qualité par arrêté municipal.

Il est proposé de rémunérer la formation sur la base d'un forfait de 30 €.

#### 2- La rémunération de la tournée de reconnaissance dans les termes de la délibération du 22/11/04 :

Cette tournée consiste à repérer, confirmer ou rectifier le nombre de logements à chaque adresse à recenser.

Compte tenu de l'importance de ce travail de repérage des logements durant une semaine, il est proposé de rémunérer la tournée de reconnaissance au tarif de 40 €.

#### 3- La rémunération de la collecte :

- Le tarif de base dans les termes de la délibération du 27/11/03, soit:

- Tarif de la Feuille de Logement : 0,48 €
- Tarif du Bulletin Individuel : 0,80 €

- La prime de résultat :

En ce qui concerne la prime de résultat ajoutée à ces deux éléments de base, il apparaît nécessaire, dans la mesure où la progression des montants unitaires fixés par l'article 30 du décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 pour chaque habitant et chaque logement est connue pour le recensement 2016, de s'aligner sur cette évolution et en conséquence d'appliquer une augmentation de 0,01 € par feuille de logement et par bulletin individuel, soit :

- Feuille de Logement : 0,72 €, contre 0,71 € l'année précédente
- Bulletin Individuel : 0,98 €, contre 0,97 € l'année précédente

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- de décider la création au tableau des effectifs du personnel communal de 60 postes d'agents recenseurs pendant la période correspondant aux opérations de recensement ;
- d'approuver les éléments constitutifs de la rémunération sus-visée ;
- d'affecter les crédits correspondants à ces charges au budget communal;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

**Mme ACQUIER** : M. le Maire, mes chers collègues, en janvier prochain, il sera difficile pour la plupart d'entre nous d'échapper à la traditionnelle galette des rois. En février, les plus gros gourmands pourront se régaler avec la non moins traditionnelle crêpe de la Chandeleur mais, d'ici là, entre ces deux gourmandises, certains d'entre nous aurons le privilège d'accomplir un acte citoyen. Par acte citoyen j'entends, bien sûr, pas du tout le vote citoyen des six et treize décembre, mais je parle du classique recensement annuel de la population qui se déroule, cette année, du jeudi 21 janvier au samedi 27 février 2016 et qui concernera près de 13 000 foyers dont peut-être le vôtre, chers collègues.

Quelques mots sur le recensement, son utilité pour notre commune, et la manière dont il se déroule. Le recensement de la population offre une photographie, à un instant T, de la population. Combien sommes-nous : en l'occurrence au premier janvier 2012, nous étions 272 345 habitants. Mais le recensement révèle également si nous sommes plutôt jeunes, plutôt vieux, mariés, célibataires, étudiants retraités ou actifs ou encore si nous utilisons le vélo, comme M. De SAINT-JOUAN, le tram, la voiture, ou encore nos pieds pour aller travailler. Le recensement, devenu annuel, offre également un film sur les évolutions démographiques de notre commune. Et donc, d'une certaine manière, sur son dynamisme et son attractivité. En l'occurrence, si on regarde les derniers chiffres d'évolution publiés par l'INSEE, il y a quelques mois, hors Paris, avec 2 900 habitants supplémentaires, chaque année, entre 2007 et 2012, Montpellier se classe deuxième derrière Lyon et juste devant Toulouse. L'INSEE s'appuie également sur ces chiffres pour réaliser ses projections démographiques. Et M. le Préfet avait été très clair, il y a quelques mois de cela, dans la salle du Conseil de la Métropole: " la dynamique démographique de Montpellier et de son agglomération a pesé dans l'acceptation du dossier de transformation en Métropole". Le recensement a par ailleurs un impact non négligeable sur les finances de notre Ville et ce n'est pas Max LEVITA qui me contredira. La dotation globale de fonctionnement s'appuyant notamment sur le nombre d'habitants. Dans un contexte budgétaire tendu, ce chiffre de population est donc particulièrement important. Il l'est d'autant plus que le gouvernement aurait dans ses cartons, apparemment, a priori dans le cadre du projet de loi de Finances 2016, une réforme de cette dotation globale de fonctionnement. Ce projet pourrait notamment voir la part liée au nombre d'habitants devenir universelle et baisser de manière conséquente pour les villes de la taille de Montpellier. Mais je sais pouvoir compter sur la vigilance de M. le député, qui est parti, pour défendre ce dossier avec intérêt.

Quoi qu'il en soit, il est important que chaque habitant soit bien compté et donc bien recensé. Or, vous n'êtes pas sans savoir que le recensement, s'il est devenu annuel, n'est plus exhaustif dans les villes de plus de 10 000 habitants et qu'il porte sur un échantillonnage de 40% de la population sur cinq ans. Ainsi, cette année, c'est 8% de la population montpelliéraine qui sera recensée. La possibilité désormais offerte par l'INSEE de remplir en ligne le questionnaire facilite la tâche de nos concitoyens. Mais elle ne nous permet pas, à nous, la Ville, de réduire le nombre d'agents recenseurs que nous devons mobiliser sur le terrain, car il faut malgré tout rendre visite au moins une fois à chacun des 13 000 foyers concernés et relancer les retardataires ou ceux qui préfèrent tout simplement le formulaire papier. L'objet de cette délibération est donc la création de soixante postes d'agents recenseurs pendant la période correspondant aux opérations de recensement, en gros, de décembre à mars, à peu près. L'approbation des éléments constitutifs de leur rémunération et enfin l'affectation des crédits correspondant à ces charges, au budget communal. Je vous remercie.

***Pour : 60***

***Contre :***

***Abstentions :***

***Adopté à l'unanimité.***

## 42. Aménagement du pont des Pradiers - Verdanson aval

### Avis de la ville sur le dossier de demande

## **d'autorisation au titre de la loi sur l'eau**

La Ville de Montpellier, Maître d'Ouvrage du projet d'aménagement du Pont des Pradiers sur le Verdanson aval, a déposé auprès des services compétents de l'Etat, le dossier d'autorisation au titre de la loi sur l'Eau en vertu de l'article L.214.1 à L.214.6 du code de l'environnement.

Un avis émis par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer, service Eau et Risques et Nature du 15 mai 2015, jugeant le dossier recevable et devant faire l'objet d'une procédure d'enquête publique a été transmis à la Préfecture.

La Préfecture a transmis à la Ville de Montpellier l'avis d'ouverture d'enquête publique et le dossier d'enquête le 31 juillet 2015. Conformément à l'article R 214-8 du code de l'environnement, la commune de Montpellier peut donner son avis sur le dossier d'enquête publique.

Le risque de débordement du Verdanson au niveau de la rue de la Pépinière a été mis en évidence lors des inondations d'octobre 2005. Lors de cet épisode (270 mm en 24h00) la cote d'alerte a été atteinte au niveau du pont des Pradiers. Les riverains ont observé qu'il restait moins de 50 cm de revanche avant débordement.

Ce risque a été confirmé par les modélisations hydrauliques réalisées par les bureaux d'études Hydrologik en 2007 et ISL Ingénierie en 2009. La capacité du pont des Pradiers est insuffisante pour une crue centennale. L'analyse du risque sur ce secteur indique qu'en cas de débordement en rive gauche une dizaine d'habitations peut être submergée en quelques minutes avec une hauteur d'eau dépassant les 2 mètres. Le risque pour les personnes et les biens est donc majeur.

Le projet d'aménagement du pont des Pradiers a pour but de réduire le risque d'inondation dans la zone urbaine voisine.

Les travaux comprennent :

- La modification de l'entonnement au niveau du pont des Pradiers pour optimiser l'écoulement hydraulique,
- La réalisation d'un dispositif anti-embâcle en amont de l'ouvrage,
- La réalisation d'un muret en haut des berges sur une hauteur suffisante pour empêcher le débordement sur un linéaire d'environ 300m en amont du pont.

Les opérations concernant la protection des personnes sont prioritaires sur toutes les autres. Aussi, la réalisation du programme d'aménagement du pont des Pradiers est classée comme prioritaire.

**Compte tenu de ces éléments, il est proposé au Conseil municipal d'émettre un avis favorable sur ce projet.**

**M. ALBERNHE** : M. le Maire, mes chers collègues, la capacité du pont des Pradiers est insuffisante pour une crue centennale. L'analyse du risque, sur ce secteur, indique qu'en cas de débordement du Verdanson en rive gauche, une dizaine d'habitations peuvent être submergées en quelques minutes, avec une hauteur d'eau dépassant les deux mètres. Le risque pour les personnes et les biens est donc majeur. Le projet d'aménagement du pont des Pradiers a pour but de réduire le risque d'inondation dans la zone urbaine voisine. Les travaux comprennent : la réalisation d'un muret en haut des berges sur environ 300 mètres et la modification de l'entonnement. Ce projet est soumis à autorisation au titre de la loi sur l'eau et fait l'objet d'une enquête publique qui a lieu depuis le 21 septembre jusqu'au 23 octobre 2015. Conformément à l'article R214-8 du code de l'environnement, la commune de Montpellier peut donner son avis sur le dossier d'enquête publique. Les opérations concernant la protection des personnes sont prioritaires sur toutes les autres. Aussi, la réalisation du programme d'aménagement du pont des Pradiers est classée comme prioritaire. Le coût des travaux est de 900 000 euros. Les travaux sont programmés en 2016. Compte tenu de ces éléments, il est proposé au Conseil municipal d'émettre un avis favorable à ce projet.

**Mme JAMET** : Juste une question : évidemment les derniers événements nous ont montré que tout cela pouvait être dramatique mais je n'arrive pas à m'expliquer pourquoi l'enquête publique commence à partir du 29



septembre. Pourquoi est-ce que l'on commence si tard? Est-ce que c'est le seul site qui présente un risque ? Et est-ce que l'on a vraiment pris la mesure des événements qui peuvent intervenir à l'avenir, qu'ils soient centenaires ou millénaires?

**M. ALBERNHE** : Ce n'est pas le seul site qui présente des risques et j'ai la liste, ici, des travaux que l'on a faits depuis notre arrivée. Je peux vous l'évoquer très rapidement. On avait débuté en septembre 2014 des travaux sur l'avenue Paul Rimbaud, c'est en cours d'achèvement et cela concerne le collecteur d'eaux pluviales. Le coût était de 200 000 euros. En janvier 2015, on a réalisé des travaux sur le seuil de la clinique du parc. Le coût était de 30 000 euros. C'était une convention Ville de Montpellier - Métropole. En février 2015, on a réalisé des travaux pour évacuer les matériaux déposés dans le lit du Lez devant le Conseil régional. On a engagé des travaux du 3 au 28 août 2015 par rapport à la protection des berges du Lez, suite aux crues de l'automne 2014. Les travaux de restauration et de protection des berges du Lez ont été réalisés sur plusieurs sites. Sur le Lez, au droit du pont Garigliano, au niveau du bas Rimbaud, et sur le Font d'Aurelle, rue de la Croix de Lavit. Actuellement une opération de confortement de la berge du Lez au niveau du seuil du Prado est en cours, vers le domaine Méric. Le coût est de 800 000 euros, 80% est financé par la Ville et 20% par l'Etat. Des travaux ont débuté en septembre 2015 pour créer un collecteur d'eau pluviale sur l'avenue Saint-Lazare. Le coût est de 576 000 euros. Et on renforce actuellement le collecteur d'eau pluviale sur l'avenue du pont Trinquat, en même temps que nous réaménageons la voirie. Le coût est de 1,6 million d'euros, convention de commande entre la ville et Montpellier Métropole. Et, donc, est programmé, en 2016, le pont des Pradiers.

*Pour : 60*

*Contre :*

*Abstentions :*

*Adopté à l'unanimité.*

### **43. Réaménagement des bureaux de la Direction Paysage et Biodiversité et mise en conformité**

La Direction Paysage et Biodiversité a fait l'objet d'une restructuration dans l'organisation des services.

Il a été proposé un réaménagement global des bureaux : organisation fonctionnelle des services et mise en conformité des locaux. Cela se traduit par la construction d'un nouveau local sur la plate-forme de stockage.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver l'opération;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à déposer et à signer tout document relatif à cette opération de réaménagement et de mise en conformité ainsi que toutes les autorisations administratives nécessaires et notamment : Permis de construire ainsi que les autorisations nécessitées par ces demandes auprès des services de l'Etat ;
- de dire que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au BP2015 de la Ville section investissement Chapitre 908.

**M. COUR** : La Direction Paysage et Biodiversité a fait l'objet d'une restructuration dans l'organisation des services. C'est-à-dire qu'une salle d'environ 35 mètres carrés actuellement sert de salle de réunion et de réfectoire. Elle va être transformée en bureaux. Et l'équivalent de cette salle sera élevé à l'extérieur pour servir de salle de réunion et de réfectoire, aussi, pour la même superficie environ. Vous l'avez en photo ici.

*Pour : 60*

*Contre :*

*Abstentions :*

*Adopté à l'unanimité.*

*Madame LEVY-RAMEAU sort de la séance.*

#### **44. Convention d'occupation du domaine public - Kiosque Dionysos - Désignation de l'occupant - Décision - Autorisation**

Un avis d'appel à candidature pour l'exploitation du kiosque Dionysos, kiosque alimentaire à usage de vente à emporter/restauration rapide situé place Dionysos a été lancé par la Ville au mois de mai pour en désigner le futur occupant.

A la clôture de l'appel à candidature, le 28 mai 2015, trois dossiers ont été déposés par M. Tahar Nedromi, M. Richard Bonneau et Mme Claude Vallée, M. Stéphane Ransou.

L'analyse des candidatures a été réalisée selon les critères suivants :

1) Dossier personnel

- Expérience professionnelle dans le domaine de la restauration
- Motivation du candidat

2) Dossier commercial :

- Gamme de produits et tarifs
- Cohérence du projet par rapport au lieu

3) Dossier financier

- Viabilité économique du projet
- Montant des investissements prévus et durée d'amortissement

Le projet présenté par M. Stéphane Ransou professionnel confirmé de la restauration est le plus abouti et le plus adapté au kiosque concernant l'ensemble des critères fixés : gamme de produits « classiques » en restauration rapide et tarifs adaptés, projet en adéquation, prévisionnel financier réaliste, investissements prévus sur la durée de la convention.

La convention porte sur une durée de 6 ans et le montant de la redevance est fixé à 6 400 euros annuels hors taxes, assujetti au taux de TVA en vigueur, et réévalué de 3% au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- de décider l'attribution de la concession du kiosque Dionysos à usage de vente à emporter/restauration rapide à M. Stéphane Ransou ;
- d'approuver le projet de convention joint ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

**Pour : 56**

**Contre :**

**Abstentions : 3**

**Adopté à l'unanimité.**

*Madame LEVY-RAMEAU et Monsieur DELAFOSSE entrent en séance.*

#### **45. Halles et marchés - Impact de la loi n°2014-626 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises - Décision - Autorisation**

La loi relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises adoptée le 18 juin 2014 dite « loi Pinel » vise à favoriser la diversité des commerces, à promouvoir la qualité et les savoir-faire des artisans et des très petites entreprises.

Jusqu'à l'adoption de la loi, la législation commerciale ne s'appliquait pas aux autorisations d'occupation du domaine public consenties sur les marchés de plein air et dans les halles.

La loi Pinel modifie cette donne et instaure pour les halles et marchés la possibilité pour le titulaire d'une autorisation d'occupation de présenter au maire un successeur à son activité en cas de cession du fonds. Le maire conserve toutefois la possibilité de refuser la présentation qui doit être expressément motivée.

La loi prévoit que le conseil municipal se prononce sur l'ancienneté nécessaire au titulaire de l'autorisation pour prétendre à ce droit dans la limite d'une durée de trois ans.

Il est proposé de retenir la durée de trois ans afin de garantir l'expérience et le savoir-faire des commerçants dans leur activité sur les marchés et les halles de la Ville.

En contrepartie de ce droit nouveau conféré aux titulaires d'une autorisation sur le domaine public et afin de se conformer à la pratique déjà en vigueur dans les halles, il est proposé d'instaurer des droits d'entrée à acquitter par le successeur autorisé par la Ville.

La réglementation générale des halles et marchés sera adaptée en conséquence pour préciser les démarches à établir par les titulaires d'autorisation et les potentiels successeurs.

L'ensemble de ces dispositions ont fait l'objet d'une concertation avec les représentants des commerçants non sédentaires lors des commissions des halles et marchés des 12 février 2015 et 14 septembre 2015.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- de fixer à une durée de trois ans l'ancienneté nécessaire à un titulaire d'une autorisation d'occupation dans les marchés de plein air et dans les halles,
- de fixer les droits d'entrée pour les successeurs de marché de plein air à 10 €/m<sup>2</sup>/jour de marché pour les jours de marché se tenant du lundi au vendredi inclus, à 20 €/m<sup>2</sup>/jour de marché pour les jours de marché se tenant le samedi et le dimanche,
- de maintenir les droits d'entrée pour les successeurs des halles conformément à la délibération n°2014/569 du 17 décembre 2014,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjointe déléguée à signer tout document utile à cette affaire.

*Mme ROUSSEL-GALIANA reprend la délibération.*

**M. BOUMAAZ :** M. le Maire, tout d'abord, je tiens à remercier notre adjointe au Maire au commerce, Mme GALIANA, pour son travail d'élue de proximité - une élue qui ne s'est pas embourgeoisée, une élue qui est à l'écoute des commerçants - mais surtout son dévouement, un dévouement à temps plein et non *low cost* pour la Ville de Montpellier, il est très important de le dire aujourd'hui, malgré ce que l'on a pu lire ici et là. Et, quand cela fonctionne, M. le Maire, même si l'on est dans l'opposition, il faut le dire. Pour en revenir sur cette affaire et l'impact de la loi 2014-626 relative à l'artisanat et au commerce et aux petites entreprises adoptée le 18 juin 2014, dite "loi Pinel", je pense aujourd'hui qu'il y a erreur et qu'il faut le dire. Et surtout, il faut rendre à César ce qui appartient à César. Cette loi dite "loi Pinel", et plus précisément sur ce volet qui concerne les halles et les marchés - et qui donne la possibilité pour le titulaire d'une autorisation d'occupation de présenter un successeur à son activité en cas de cession du fonds - est une loi qui n'est pas à la base de Mme PINEL, elle n'a rien à y voir, juste son nom. C'est-à-dire que c'est une loi juste, Mme PINEL n'a rien à voir. C'est le Président du Syndicat régional des commerçants qui a porté cette loi et je pense que c'était plus à lui que je pensais, par rapport à cette loi, qui a porté cette loi, qui a porté ce projet et qui a été validé par Mme PINEL.

**M. le Maire :** C'est qui le Président?

**M. BOUMAAZ :** Le Président du Syndicat régional des commerçants. Un ami à vous.

**M. le Maire :** C'est M. TOUCHAT? C'est la loi TOUCHAT? Je pose la question.

**M. BOUMAAZ :** C'est exactement ce que je dis. Mme PINEL n'a rien à voir. Elle n'a rajouté que son nom au vu de l'échéance électorale, une propagande la plus *cheap* de France, une propagande sur le dos des contribuables français et de nos PME. Alors, je me pose la question. À quand la loi SAUREL ?

Ensuite, plus sérieusement, je voudrais avoir plus de précisions sur la durée de trois ans retenue afin de garantir l'expérience et le savoir-faire des commerçants dans leur activité sur le marché et les halles de la ville. S'applique-t-elle à partir de la loi ? Sera-t-elle rétroactive ? Est-ce que cela veut dire que l'on prendra en considération l'ancienneté acquise depuis la loi ? Est-ce que le successeur devra lui aussi justifier de ces trois ans d'ancienneté dans la même activité ? Et, pour en terminer, M. le Maire, pourra-t-on avoir, dans la mesure du possible, la modification de la réglementation des halles et des marchés avec la nouvelle modalité ?

**M. le Maire :** Je ne suis pas député. Trois fois j'ai voulu me présenter aux législatives et trois fois le PS a réservé la circonscription pour une femme. Donc, je n'ai pas pu me présenter. Sinon je vous aurais répondu avec plaisir. Et M. VIGNAL vient juste de quitter la séance. Donc il vous aurait donné toutes les explications législatives. Mais, là, franchement, il faut téléphoner directement à Mme PINEL puisque vous demandez des explications sur la loi PINEL.

**M. BOUMAAZ :** Non. Sauf que la loi, M. le Maire, vous avez la liberté, vous, en tant que Maire, d'appliquer cette loi. Vous avez le choix de l'appliquer ou pas. Je voulais juste avoir des informations complémentaires. On demande simplement une clarification parce que cette synthèse est assez floue.

**M. le Maire :** Mme ROUSSEL va vous les donner.

**Mme ROUSSEL-GALIANA :** Effectivement, M. le Maire, les services de la Ville et moi-même nous sommes penchés avec beaucoup de patience et avons mis plus de six mois à bien regarder, également, les éléments, les tenants et les aboutissants. Ont été conviés à cette étude l'ensemble des personnes qui assistent à nos réunions de halles et marchés et des services et moi-même. Effectivement, il aurait paru injuste de repartir à zéro pour ceux qui étaient installés depuis près de quarante ans et prêts à prendre leur retraite. Donc, ce qui a été décidé c'est que les personnes qui étaient là avec un antécédent assez important, dès l'instant où ils pouvaient montrer qu'ils avaient les trois ans, il leur est donné la possibilité de vendre leur étal. Par contre, il est proposé de retenir la durée des trois ans et cela afin de garantir l'expérience et le savoir-faire des commerçants dans leur activité sur les marchés et les halles de la ville. Est-ce que j'ai bien répondu ?

**M. le Maire :** Très bien. Je mets aux voix.

**Pour : 61**

**Contre :**

**Abstentions :**

**Adopté à l'unanimité.**

*Madame MIRALLES sort de la séance.*

## **46. Transfert du marché de plein air Salengro sur le plan Cabanes**

### **Décision - Autorisation**

Le marché de plein air qui se déroulait sur la place du plan Cabanes avait été déplacé sur la place Salengro à l'occasion des travaux de réaménagement du plan en 2004/2005. Au départ provisoire, le marché est resté localisé sur Salengro depuis cette date.

Cette localisation souffre de plusieurs handicaps parmi lesquels une accessibilité difficile, un stationnement anarchique et un espace très réduit.

Une concertation a été menée par la Ville afin de recueillir l'avis des riverains en réunion publique, puis des commerçants du marché en entretien individuel sur le devenir du marché.

L'avis de la commission municipale des marchés, instance paritaire entre la Ville et les professionnels, a également été sollicité.

Suite à cette concertation, il est décidé de transférer le marché Salengro sur le plan Cabanes à compter de l'année 2016, après réalisation de travaux nécessaires à l'implantation de bornes d'eau et d'électricité.

Compte tenu de la nouvelle localisation et de la volonté d'en faire un marché qualitatif présentant une offre commerciale diversifiée, il est précisé que :

Le marché de plan Cabanes se tiendra 6 jours de la semaine du mardi au dimanche, de 7h à 14h ;

Les commerçants abonnés de la place Salengro sont prioritaires pour obtenir un emplacement sur le plan Cabanes ;

Selon les emplacements disponibles, de nouveaux commerçants pourront être abonnés avec priorité donnée aux étals alimentaires afin d'étoffer l'offre ;

Il s'agit d'un marché réservé aux commerçants abonnés, aucun commerçant de passage ne sera autorisé à débiller.

Un arrêté Règlement du marché de plan Cabanes sera pris afin de définir avec précision les modalités de fonctionnement du marché après concertation avec la profession.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de décider le transfert du marché Salengro sur le plan Cabanes à compter de l'année 2016
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents relatifs à cette affaire

*Mme ROUSSEL-GALIANA reprend la délibération.*

**Mme CANAUD :** M. le Maire, mes chers collègues, bonsoir. Vous avez donc organisé en juillet une réunion de concertation avec les habitants du quartier au cours de laquelle étaient présents, en même temps, tous les commerçants emblématiques de la place Salengro : la Pleine lune, le Grand Bazar, la Pêcherie. Et, au cours de cette réunion, vous avez sondé quarante personnes. C'est ce qui m'a été rapporté. Et, sur ces quarante personnes il y en avait trente-deux qui étaient contre le transfert du marché au niveau du plan Cabanes, sept qui étaient pour et un qui se proposait pour l'alternance. Effectivement, les gens du quartier étaient conscients qu'il fallait absolument faire vivre le plan Cabanes et vous ont proposé des marchés en alternance sur le plan Cabanes, avec un jour réservé aux fleurs, pourquoi pas, un autre jour pour les antiquités et les bouquinistes, et une autre fois pour un marché paysan. Vous savez aussi qu'il y avait une pétition qui a circulé et qui a déjà obtenu plus de 300 signatures. La question que je me pose c'est à quoi servent ces réunions de quartier puisque vous avez décidé maintenant ? Et j'ai l'impression que c'était un peu à l'encontre de ce que souhaitaient les habitants et les commerçants de la place Salengro. Est-ce un bon exemple de ce qu'est la démocratie participative si les décisions sont prises ? Cela représentait un pool pas très important de sondés mais c'est ce qui m'a été transmis.

**M. le Maire :** Je vais vous répondre. D'abord, sur la réunion, les proportions n'étaient pas celles-là. Ensuite, il y en a un qui a élevé la voix plus que les autres parce qu'il ne voulait pas qu'on lui change le truc. Mais, après, j'ai enquêté et c'est quelqu'un qui doit du fric à la SERM. Donc, il intervenait pour d'autres raisons que le marché. Il faut que vous sachiez, Mme CANAUD, que lorsque les commerçants ont été transférés de plan Cabanes à Salengro la ville leur avait promis de revenir à plan Cabanes. C'était l'accord qui était passé. Il se trouve que toute une série de facteurs sont intervenus et la chose ne s'est pas faite. Donc, j'ai mandaté Mme ROUSSEL pour se rendre compte sur le terrain. C'est la décision que j'ai prise ce jour-là - demandez à Mme ROUSSEL - le jour de la réunion, de voir exactement ce qui se passait. Et les commerçants ont été reçus à la fois par Mme

ROUSSEL mais aussi par les services de la Ville. Et il est apparu que tous les commerçants, moins deux, souhaitaient revenir à plan Cabanes, ce qui peut s'entendre. Parce que, d'abord, la place est plus large, plus propice aux commerces, elle est desservie par le tramway et puis, surtout, cela correspondait à un accord qui avait été fait avec eux.

J'ajoute que, dans le cadre de la réhabilitation des rues adjacentes, et notamment de la rue du Courreau, il faut quand même qu'il y ait un peu de vie sur le plan Cabanes. Parce que je veux bien que les bouquinistes y soient le mercredi mais on ne fait pas une place minérale de je ne sais pas combien de mètres carrés de surface uniquement pour les bouquinistes le mercredi après-midi. La place du plan Cabanes est une place de marché essentielle à Montpellier. C'est l'histoire de Montpellier. C'est une place idyllique pour un marché de plein air. En repositionnant le marché on redonne de la vie, de l'urbanité, du fonctionnement humain à la fois au Courreau, on prend position sur cette place en la liant avec les rues adjacentes que sont la rue du faubourg Figuerolles et la rue Daru. Et puis on utilise à plein la desserte de tram qui vient s'apposer directement au plan Cabanes. Donc, ce n'est pas une aberration de faire le marché à cet endroit. Seulement, on ne peut pas le faire dans les conditions actuelles. Il faut d'abord préparer les prises électriques au sol, les adductions d'eau et puis, on verra avec Mme ROUSSEL si on ne peut pas mettre en place un dispositif protecteur sous forme de tentes, comme sur la place de la Comédie, pour protéger les étals. En sachant que ce qui a été demandé par Mme ROUSSEL - et je la suis sur ce choix - c'est que la diversité des commerçants soit respectée. Qu'il n'y ait pas que des commerçants d'une sorte et pas d'autres. Ainsi, un appel a été lancé par les services commerciaux de la Ville pour rechercher, comme elle l'a dit, un spécialiste du cochon, un fromager et un autre commerçant qu'il n'y a pas si l'on transfère. Ce qui avait été proposé - mais cela fait trois ans que l'on nous propose cela - c'est, le mercredi les bouquinistes, le jeudi un marché à épices, le lundi un marché aux fleurs. On en a parlé depuis trois ans mais, depuis trois ans, rien ne s'est fait. Aujourd'hui, on remet les choses un peu dans l'ordre. Et cela va de pair avec l'organisation piétonne, l'organisation de la rue du Courreau mais l'organisation, aussi, de la rue Daru. Et de la rue du Faubourg Figuerolles sur laquelle on a acquis un certain nombre de locaux, par le biais du PRI, Plan de restauration immobilier, et de la rue du Général Vincent. Les trois rues vont être habilitées à recevoir des commerces en pied d'immeuble puisque nous en avons acheté à la SERM un certain nombre. Donc, c'est tout ce quartier qui va bénéficier de ce transfert. Quant à la place Salengro, nous avons des plaintes des parents de l'école qui ne peuvent pas déposer leurs enfants. Nous avons des plaintes des voisins qui hurlent parce que les gens se garent en double et triple file et qu'ils ne peuvent plus rentrer dans leur garage. Nous avons des plaintes parce que cela crée des incidents dans la rue. Les gens se disputent et les gens qui ont le sommeil fragile le matin très tôt notamment. On a répondu à toutes ces questions.

**M. BOUMAAZ :** Je vais dans votre sens, M. le Maire, parce que le transfert du marché Salengro sur la place du plan Cabanes est une très bonne décision. Je pense sincèrement que c'est une décision de bon sens. Lors de la consultation publique du 30 avril 2015, je peux vous le confirmer, 95% des commerçants du marché soutenaient cette décision. Et ce malgré le tapage orchestré par quelques intérêts particuliers dont il est facile de pointer les protagonistes extérieurs au quartier et qui s'adonnent ouvertement à une manipulation outrancière. Je vais reprendre des propos que vous avez cités lors de cette réunion. Et, comme vous le dites vous-même, "dans une ville, ce sont les élus qui sont issus des urnes qui décident. Ce ne sont pas les syndicats, d'aucune sorte. Qu'on les consulte, oui, mais la décision, c'est à l'exécutif de le prendre et, moi, je ne reculerai pas". C'est ce que vous avez dit lors de cette réunion.

**M. le Maire :** Je confirme.

**M. BOUMAAZ :** Ne pas reculer, c'est bien, mais avancer, c'est mieux. Alors, tant mieux pour ce dossier. Enfin une promesse tenue, du moins une promesse qui date de plus de dix ans. Et, comme l'on dit, tout vient à point à qui sait attendre. Ceci appelle donc une décision politique d'intérêt général. Alors nous voterons avec vous cette affaire.

**M. le Maire :** Ça alors! Je mets aux voix

*Pour : 60*

*Contre :*

*Abstentions :*

*Adopté à l'unanimité.*

*Madame MIRALLES entre en séance. Madame SANTARELLI et Messieurs DE SAINT JOUAN et BARRAL sortent de la séance.*

## **47. Redevance Spéciale relative au service de collecte et d'élimination des déchets non ménagers**

### **- Approbation de la tarification 2015 présentée par Montpellier Méditerranée Métropole -**

Par délibération en date du 16 septembre et du 19 septembre 2005, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a instauré la Redevance Spéciale pour les déchets non ménagers. La loi n° 92-646 du 13 juillet 1992 la rend obligatoire pour les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale qui n'ont pas institué la redevance d'enlèvement des ordures ménagères, mais qui ont opté pour la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), ce qui est le cas de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole.

Cette Redevance Spéciale concerne les personnes morales de droit public et les personnes morales de droit privé. Elle est calculée en fonction du service rendu et notamment de la quantité de déchets éliminés. Elle permet ainsi de ne pas faire supporter aux ménages le coût de l'élimination des déchets pris en charge par la collectivité publique, qu'il s'agisse des déchets produits :

- par les établissements publics, exonérés de droit de la TEOM ;
- par les établissements privés commerciaux ou artisanaux dont les quantités de déchets présentées à la collecte sont souvent beaucoup plus importantes que celles des ménages.

A Montpellier, les sites concernés sont : les écoles publiques, les crèches, les maisons pour tous et les maisons de quartier, et autres bâtiments municipaux...

Dans sa séance du 18 juin 2015, le Conseil Municipal de Montpellier a approuvé les « Conditions Générales de Collecte des Déchets d'Activités Economiques Assimilables aux Déchets des Ménages ». L'approbation de ce document vaut une fois pour toutes acceptation des conditions d'exécution du service. Le montant 2015 de la Redevance Spéciale proposée par Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à **603 463, 26 € TTC**.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:**

- d'adopter cette tarification 2015 ;
- d'autoriser M. le Maire ou, à défaut, Madame l'Adjointe Déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

**M. le Maire** : Merci, Mme BARTHAS, pour le magnifique travail que vous faites dans la ville. Il faudra dire aux MJS de ne pas coller des autocollants sur les poubelles parce que cela fait désordre. Ils veulent que la ville soit propre et ils collent des autocollants partout.

**Mme BARTHAS-ORSAL** : Et je rappelle que le MJS est subventionné par le Parti socialiste. Cette délibération concerne le montant que la Ville devra payer en tant que producteur de déchets pour la collecte, le transport et la valorisation des déchets. Quand je parle de la ville, je parle des écoles, des gymnases, des crèches et des Maisons pour tous.

**Mme BARTHAS-ORSAL** reprend ensuite la délibération.

**Mme JAMET** : Des explications parce que ce montant approximatif ne me semble pas satisfaisant. J'aimerais savoir quel est - puisque l'on a rien là-dessus, la quantité des déchets - le montant moyen de la redevance qui est proposée dans les autres collectivités de la même taille et en tous cas sur les mêmes tonnages. Nous n'avons pas, non plus, d'indication sur la part respective de la redevance spéciale pour les déchets ménagers et la taxe

d'enlèvement des ordures ménagères dans les recettes de fonctionnement. Ce qui serait quand même intéressant pour le fonctionnement de la collectivité. Je crois que l'on a vu cela, aussi, en Conseil de Métropole. Il me semble que le bilan au niveau du tonnage, de la rentabilité est quand même plus que discutable. Est-ce qu'il y a une remise en question et, en attendant, où sont les baisses? Et, sinon, quelle est la progression, en moins ou en plus.

**Mme BARTHAS-ORSAL :** En fait je n'ai pas bien compris ce que me demandait Mme JAMET. Vous me demandez si le tonnage est en évolution? Articulez s'il vous plaît. Il faut, comme pour Mme LLEDO, vraiment prendre le temps.

**Mme JAMET :** Ce jeu-là vous ne le ferez pas avec moi. J'aimerais que vous répondiez à la question. J'aimerais savoir comment c'est calculé par rapport à la quantité des déchets? Alors attendez, M. TRAVIER ne lit pas ses dossiers et, vous, vous ne comprenez pas les questions et apparemment vous ne les maîtrisez pas. Si vous ne savez pas répondre, vous me dites "je ne peux pas répondre, je ne sais pas".

**Mme BARTHAS-ORSAL :** Mais si je ne peux pas répondre je vous le dirai. Mais articulez, je ne comprends pas. Vous accélérez d'un seul coup et je ne comprends pas.

**Mme JAMET :** Je ne vais pas répéter 50 000 fois, tout le monde l'a parfaitement entendu. Vous êtes déstabilisée, c'est votre problème.

**Mme BARTHAS-ORSAL :** Ah non, je ne suis pas déstabilisée.

**Mme JAMET :** Alors vous répondez.

**Mme BARTHAS-ORSAL :** Je vous assure. Parce que si je ne sais pas répondre, je vous dirai que je ne sais pas et je vous répondrai plus tard.

**Mme JAMET :** Eh bien, répondez-moi ou alors, si vous n'avez pas bien compris ou bien cerné ma question est-ce que vous pouvez lui répéter parce qu'apparemment elle a un blocage.

**M. le Maire :** Franchement, Mme JAMET, moi aussi cela me le fait, des fois, c'est pour cela que je dis à Audrey LLEDO "parlez bien dans le micro comme ça pour que l'on vous entende bien, en articulant et en parlant lentement". Elle a fait des progrès, c'est vrai.

**Mme JAMET :** Mais arrêtez d'être désagréable, vous êtes odieux. Cela vous rend fragile et cela vous rend faible. Je voudrais savoir quel est le montant de la redevance proposée dans les autres collectivités comme la nôtre puisque vous devez parfaitement gérer ce sujet. Je voudrais savoir quelle est la part respective de la redevance spéciale et de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères dans les recettes de fonctionnement de la collectivité. Je voudrais savoir, aussi, par rapport aux chiffres de l'année dernière et donc par rapport au tonnage et à la prestation et au service demandé si vous avez des tarifs en baisse, ou en hausse, ou à égalité.

**M. le Maire :** Jamais tu n'aurais dû lui demander d'articuler...

**Mme BARTHAS-ORSAL :** Si si, maintenant je sais. Toujours est-il que je vais répondre deux choses. La première chose c'est que l'on fait des économies avec le nouveau marché de, je crois, sept millions d'euros. Ensuite, M. le Maire est-ce qu'il est possible de répondre précisément demain soir en Conseil de Métropole? Oui, je pourrais prendre la parole demain. Merci.

**M. le Maire :** Oui, bien sûr.

**Mme JAMET :** Et vous voyez, c'est ce que je vous avais dit. Un jour ou l'autre on se demandera tous qu'est-ce que l'on fait ici puisque l'on verra cela demain à la Métropole.

**M. le Maire :** Et après-demain à Toulouse. J'ai compris votre raisonnement. Et après après-demain à Bruxelles.



**Mme JAMET** : Et tout cela se fait au détriment du millefeuille administratif qui est toujours là, des économies d'échelle qui n'y seront pas, de la proximité qui disparaît. Et, comme je vous l'avais dit, j'avais cité TOCQUEVILLE : "la commune est la dimension la plus perspicace et la plus intéressante en matière de démocratie parce que c'est comme les écoles qui mettent le savoir à la portée de tous". Et cette dimension est en train d'exploser. Et, demain, nous aurons à gérer. Et je voyais la dernière fois, quand vous avez été interrogé sur la réforme territoriale, nos camarades qui ne sont pas en Métropole n'avaient même pas de dossier et n'avaient même pas de papiers. Nous en avons discuté entre nous, entre métropolitains, et je pense que c'est parfaitement dommage. Je l'ai dénoncé, je continue de le dire. Et je serai quand même intéressée par savoir, demain, quels sont ces pourcentages, quelle leçon magistrale on pourra me donner. Et, finalement, ce sera plus intéressant parce que l'on pourra peut-être, à ce moment-là, lancer un débat avec les autres communes pour voir quelle est l'explosion ou la progression de leur taxe d'ordures ménagères.

**M. le Maire** : J'ai entendu.

**Pour : 55**

**Contre : 3**

**Abstentions :**

**Adopté à la majorité**

*Messieurs DE SAINT JOUAN et BARRAL entrent en séance. Madame LIZA et Monsieur COUSQUER sortent de la séance.*

## **48. Mise en accessibilité des Etablissements Recevant du Public**

### **Approbation de l'Agenda d'Accessibilité Programmée de la Ville**

Afin de poursuivre son engagement pour la mise en accessibilité de ses bâtiments déjà entrepris en 2008 et pour répondre aux obligations législatives issues de la *loi du 11 février 2005, pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées*, la Ville de Montpellier, par délibération du 17 décembre 2014 s'est inscrite dans la démarche de mise en œuvre d'un Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'Ap).

A ce sujet, Il est rappelé que l'ordonnance du 26 septembre 2014, a validé un système dérogatoire, accordant ainsi, aux gestionnaires recevant du public (ERP), la possibilité de mettre leurs bâtiments en conformité, par le biais d'une programmation pluriannuelle. Toutefois et afin de pouvoir bénéficier de ce dispositif, un dossier d'Ad'Ap doit être transmis, pour instruction au Préfet, avant fin septembre 2015.

Pour ce faire, la Ville s'est associé les services d'un cabinet d'assistance à maîtrise d'ouvrage afin de mener à bien les études nécessaires en vue d'établir un état des lieux exhaustif du patrimoine.

Cette étape préalable a permis de construire le dossier d'Ad'Ap et ainsi :

- **D'identifier les ERP devant être mis en conformité et l'impact budgétaire :**
  - 490 ERP répartis sur 295 sites ont été intégrés dans le dossier AD'AP,
  - Les diagnostics des ERP du premier groupe ont été réalisés avant 2011,
  - Depuis mars 2015, la mise à jour des diagnostics selon la nouvelle réglementation et les diagnostics complémentaires (petit ERP de 5<sup>ème</sup> catégorie) ont été réalisés.

Le résultat à ce niveau de l'étude met en exergue 7 679 obstacles à résoudre pour un budget global d'opération de travaux de 35 000 000 € TTC soit une moyenne par site de 118 000 € TTC.

Par ailleurs, 45 dérogations seront demandées compte tenu de l'impossibilité technique pour solutionner certaines réalisations de mise en conformité, la préservation du patrimoine historique et également la disproportion manifeste relative à la fréquentation effective des bâtiments.

- **D'établir le planning de la mise en œuvre de l'Ad'Ap :**
  - Dépôt du dossier en préfecture avant fin septembre 2015,
  - Préparation budgétaire et lancement des marchés de maîtrise d'œuvre : dernier trimestre 2015,
  - Démarrage des travaux en 2016,
  - Travaux prévues sur 3 périodes de 3 ans selon les priorités de mise en conformité et la complexité des réalisations : 2016-2018, 2019-2021, 2022-2024.
- **De proposer une stratégie financière soutenable pour le budget de la ville :**

De ce fait, les budgets d'opérations de travaux pourront s'effectuer par palier :

- Le premier palier présentant une mise en charge progressive sur 3 ans, s'élèvera de 1 500 000 € à 4 000 000 €, le deuxième palier à 4 000 000 € annuel et enfin un dernier palier à 5 000 000 € annuel.

La dépense de la Ville à la fin de la première période de 3 ans s'élèvera à 8 000 000 € soit 23 % du budget global Ad'Ap.

Enfin, cette étude menée en concertation avec les Services de la Ville concernés par la réglementation de mise en accessibilité au travers de 3 comités de pilotage et 8 comités techniques, a également été présentée en groupes de travail de la Commission Communale d'Accessibilité des 26 juin et 21 juillet 2015, et a été approuvée par ses membres.

Par conséquent, au vu des éléments produits et afin de permettre à la Ville de bénéficier du dispositif en vigueur, il est proposé de déposer auprès du Préfet le dossier d'Agenda d'Accessibilité Programmée.

**Après examen, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver le dossier d'Ad'AP ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à lancer les marchés de maîtrise d'œuvre et de travaux nécessaires à la réalisation de mise en conformité des établissements de la Ville recevant du public ;
- de modifier l'autorisation de programme votée au Conseil Municipal du 30 mars 2015 pour adapter le montant à 35 000 000 €;
- de solliciter les subventions les plus larges possibles ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

*M. LEVITA reprend la délibération.*

**Pour : 58**

**Contre :**

**Abstentions :**

**Adopté à l'unanimité.**

*Mesdames SANTARELLI et LIZA et Monsieur COUSQUER entrent en séance. Monsieur COUR sort de la séance.*

## **49. Taxe communale sur la consommation finale d'électricité (TCFE) Fixation du coefficient multiplicateur pour 2016**

La directive européenne 2003/96/CE du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité et l'article 23 de la loi n°2010-1488 du 7 décembre 2010 portant nouvelle organisation du marché de l'électricité (dite «loi NOME») ont conduit le législateur à instituer à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 la Taxe Locale sur la Consommation Finale d'Electricité (TCFE), régie par les articles L2333-2 à 5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Les dispositions légales prévues à l'article L. 2333-4 du CGCT concernant la modulation et l'évolution tarifaire de la TCFE ayant changé, il vous est proposé, afin de garantir le financement de l'entretien des réseaux locaux de distribution, de délibérer sur l'adoption d'un nouveau coefficient, dans les délais légaux pour une prise en compte en 2016.

En parallèle, il est prévu que le Conseil Municipal se prononce également durant la séance d'aujourd'hui sur le transfert de la perception de cette taxe à la Métropole afin d'intégrer une stratégie commune sur notre territoire.

La taxe est jusqu'à présent établie selon les règles prévues au CGCT, Article L2333-2 et suivants, dans les conditions déterminées par la Délibération du Conseil Municipal n° 2012/333 du 25 juin 2012 fixant la valeur du coefficient multiplicateur pour le calcul de la taxe pour la Ville de Montpellier à 8.

L'article L2333-4 modifié par la loi n° 2014-1655 de finances rectificative pour 2014 Art 37 (V), applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, prévoit que ce sont désormais les tarifs de la taxe fixés à l'article L3333-3 du même code qui seront actualisés automatiquement chaque année, en tenant compte de l'évolution de l'indice moyen des prix à la consommation hors tabac, et non plus la limite supérieure du coefficient multiplicateur tel que prévu jusqu'à ce jour.

Le même article définit également les nouveaux choix possibles pour fixer la valeur du coefficient multiplicateur et les délimite ainsi : 0, 2, 4, 6, 8 ou 8,5.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- de se prononcer sur l'adoption pour le calcul de la TCFE d'un coefficient multiplicateur fixé à 8,50 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, applicable aux tarifs légaux dorénavant indexés, en vertu des nouvelles règles définies à l'article L3333-3 du CGCT modifié,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

**M. LEVITA** : En fait, cette opération est liée à la suivante puisque votre décision, M. le Maire, est de transférer cette taxe à la Métropole. Dans la mesure où nous transférons la compétence de l'électricité à la Métropole, il nous paraît cohérent de transférer également cette taxe. En fonction du principe de la neutralité budgétaire, ce que nous avons transféré à la Métropole va compter, bien sûr, en recettes et non pas en dépenses. Dès lors que cette compétence sera transférée à la Métropole, il faut évaluer le montant auquel elle sera évaluée. Il se trouve que, dans les trente-et-une communes de la Métropole, cette taxe sur l'électricité va de 4% jusqu'à 8,5%. Quand nous allons transférer à la Métropole, la Métropole fixera automatiquement 8,5%. Dès lors, il me paraît astucieux de la fixer nous-même à 8,5%, le delta sera en notre faveur et non pas en faveur de la Métropole. C'est la raison pour laquelle je vous demande de fixer ce coefficient à 8,5% dès maintenant. Comme vous allez me demander à combien s'élève cette recette, elle s'élève entre 4,5 millions et 5 millions suivant les années et, à la Métropole, cette taxe varie de 4% à 8,5%.

**Mme JAMET** : Dans ce rapport, vous parlez de la loi NOME. Vous savez tous ce que c'est que la loi NOME. C'est une loi qui a été votée par l'UMP et par le PS, qui est une nouvelle organisation du marché de l'électricité. Alors, selon un processus d'ouverture à la concurrence, où il est apparu à l'Union européenne que la France avait une position dominante - parce que la France avait commis l'erreur d'être prévoyante et d'avoir une véritable politique en matière de service public et d'électricité et notamment dans le nucléaire, ce qui lui a donné une position dominante par rapport à ses concurrents au niveau européen - et au nom de la concurrence libre et non faussée, on a tout simplement demandé à EDF de reverser un quart de sa production pour pouvoir permettre à ses concurrents d'être à niveau. Fort de cela, le Français a payé les installations, le nucléaire avec son argent. Aujourd'hui, il paie le quart de la production d'EDF qui est donné à ses concurrents. Et il a donc cédé, aussi, une partie de ses atouts. Là-dessus vous savez qu'EDF a fait une augmentation de ses tarifs, quand même, qui est assez conséquente et qui n'était même pas nécessaire au regard du chiffre d'affaires, du taux d'investissement d'EDF, qui se porte quand même plutôt bien malgré ce que je viens de vous dire. Et qui a donc appliqué des hausses de tarifs totalement injustifiées, injustifiables et injustes ? Alors, là, ce qui me semble incroyable, c'est que vous en remettiez une couche. Les français paient, en tous cas les Montpelliérains, pour la concurrence exigée par l'Europe, pour le profit d'EDF et maintenant pour la Métropole.

Parce que, je vous le disais, vous dites hausse zéro des impôts mais je ne vois pas les économies au regard de la cantine, des parkings, de la taxe sur les ordures ménagères. Tout cela, même si vous donnez un autre nom, c'est de la taxe et cela impacte le pouvoir d'achat et, vraisemblablement, la grande partie de la population qui est de plus en plus précaire. Moi, j'ai plutôt envie de vous appeler Monsieur Plus. J'aime bien vous donner des tas de noms. C'était M. le Comte. Monsieur Plus. Je vois effectivement que vous êtes un pur produit du système, que vous savez comment ça marche, comment ça fonctionne. Vous avez bien appris pendant vingt ans. Et je crois qu'appliquer entre 0 ou 2 ou 4 ou 6 ou 8 ou 8,5, après mûre réflexion, eh bien, tiens, on va mettre le taux maximum. Je vous le disais, dans une ville comme la nôtre, qui est particulièrement touchée, et d'ailleurs, aujourd'hui, où l'on voit avec l'hiver qu'il y a de plus en plus de matériels qui sont électriques, cela va avoir un impact. Je ne comprends pas que vous vous permettiez d'infliger de tels taux à nos compatriotes, au lieu de vous imposer, finalement, des économies d'échelles que vous auriez parfaitement pu chercher ailleurs. En tous cas pas dans l'argent du contribuable puisque c'est un impôt d'autant plus injuste qu'il touche tout le monde. Mais je sais que vous saurez répondre à mes questions, M. LEVITA.

**M. LEVITA :** Avez-vous une idée du montant de notre taxe sur l'électricité, Mme JAMET?

**Mme JAMET :** Vous m'avez dit 4 à 5,5 millions.

**M. LEVITA :** Ça, c'est la Ville qui encaisse. Mais, vous, vous avez l'électricité, je présume.

**Mme JAMET :** Je suis mensualisée, oui, cela me coûte une blinde. Plus de 110 euros par mois.

**M. LEVITA :** Mais la taxe? Ça c'est votre consommation.

**Mme JAMET :** Evidemment, mais c'est rien, c'est à la marge.

**M. LEVITA :** Dites-moi.

**Mme JAMET :** Vous ne m'attaquerez pas là-dessus parce que ce n'est pas le souci. Ce n'est pas cela qui est en jeu. C'est le fait que, dès qu'il a une possibilité d'augmenter, vous augmentez, au maximum. Et on nous dit que c'est à la marge. Mais ce n'est pas à la marge, un centime par ci, deux centimes par là. La cantine qui augmente de quelques centimes. Ce n'est pas à la marge. Vous multipliez cela par les jours, par les kilowatts consommés, par les repas. Vous multipliez cela par la cantine, vous multipliez cela par toutes les augmentations qui sont infligées par le gouvernement socialiste, avec souvent la complicité de l'UMP, et que vous appliquez, vous, pourtant, avec le mouvement citoyen, qui devrait être à l'écoute des difficultés de nos compatriotes.

**M. LEVITA :** Ma chère collègue, je vous ai écoutée avec attention et je n'ai pas entendu de votre part le moindre début du commencement d'une économie. Dans toutes vos interventions vous voulez que l'on en fasse plus.

**Mme JAMET :** Non. Dépenser autrement.

**M. LEVITA :** J'ai donc passé, à ce niveau, une assez mauvaise soirée.

**Mme JAMET :** Ah oui on a bossé.

**M. LEVITA :** Alors, premièrement, je cherche, c'est mon rôle aux finances de chercher de l'argent, je suis là pour ça. Et, deuxièmement, si nous transférons à la Métropole, la Métropole passera automatiquement à 8,5%.

**Mme JAMET :** Cela sortira toujours de la poche du contribuable. Cela n'arrive pas dans l'escarcelle.

**M. le Maire :** Je mets aux voix.

**M. LEVITA :** M. le Maire, une question que l'on ne m'a pas posée. Donc, je vais répondre aux questions. La commission McCarthy, cela m'agace un peu. S'ils suivaient les affaires financières ils m'auraient posé la

question. Et, comme on ne me la pose pas, je réponds quand même. Vous pourriez vous interroger - et on en a beaucoup parlé dans la presse - sur l'impôt qui a été décidé sur la valeur locative cadastrale moyenne, qui a été majorée par la loi de finances au titre de l'année 2015 et qui permettait de porter la valeur forfaitaire à cinq euros par mètre carré en ce qui concerne le non-bâti. Vous avez vu, un certain nombre d'affaires sont passées et on en a discuté dans un certain nombre de communes. Ce qui a nécessité, d'ailleurs, une intervention du Premier ministre, qui a dit qu'il allait voir ce qu'il allait modifier. Nous nous avons regardé comment appliquer la loi et, Mme JAMET, la raison est - j'ai cherché à voir, parce que cela pouvait être une rentrée d'argent assez intéressante et de toute manière, toute rentrée d'argent est intéressante - qu'il se trouve que c'était une mesure assez compliquée à réaliser, que nos services ont fait des études et que l'on a essayé de comparer ce qui pouvait arriver à un certain nombre de contribuables. Et donc, là, premièrement, pour un certain nombre de contribuables, l'augmentation était substantielle. Cela passait pour un certain nombre, par exemple, de 50 euros à 13 000 euros. Ce qui était intéressant, je vous l'avoue. Il se trouve que cette augmentation nous a paru un peu exagérée. Même à moi, cela m'a paru exagéré. Et on a vérifié et on s'est aperçu que, dans un certain nombre de cas, l'information dont on disposait n'était pas bonne. Autrement dit, le redevable en question, on avait déjà construit sur son terrain. Il payait un foncier. C'est la raison pour laquelle, sur la ville de Montpellier, cette mesure n'a pas été appliquée en 2015. Voilà la réponse que je voulais vous faire.

Et j'en ai une seconde. Je vous indique que l'étude que fait le forum pour la gestion des villes et des collectivités territoriales est sortie cette année comme chaque année. D'habitude on est mis au pilori. Cette année, cette étude est sortie, vous pouvez vous la procurer sans problème sur internet. Et, donc, il apparaît que, sur Montpellier, nous n'avons augmenté aucun impôt en 2010. On voit toutes les villes, Bordeaux, Toulouse, Lyon qui ont augmenté leurs impôts, premièrement. Et, deuxièmement, ce qui n'a pas été souligné par la presse mais je crois qu'ils sont partis, mais je vous le signale quand même: vous savez que l'étude, en général, nous met au pilori parce que l'on est les plus élevés en particulier par rapport à Nîmes. Cette année, dans un périmètre assez compliqué - puisqu'il s'agit d'une étude sur un couple avec deux enfants avec un revenu moyen supérieur à 1,5 SMIC, en plus propriétaire de son domicile, pour nous, cela représente 7% de nos contribuables - je peux vous indiquer que nous sommes derrière Nîmes. Je ne sais pas s'il faut s'en féliciter. En tous cas, personne n'en n'a parlé mais je vous renvoie au forum pour la gestion des villes.

**Pour : 55**

**Contre : 3**

**Abstentions :**

**Adopté à la majorité**

*Monsieur COUR entre en séance.*

## **50. Taxe sur la Consommation Finale d'Electricité (TCFE) Transfert de la perception à Montpellier Méditerranée Métropole**

Le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, a créé au 1<sup>er</sup> janvier 2015 la métropole dénommée «Montpellier Méditerranée Métropole» qui s'est substituée à cette date à la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En application de l'article L5217-2 qui prévoit au I-6°-g), les métropoles exercent de plein droit, en lieu et place des communes membres, la compétence « Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ».

Montpellier Méditerranée Métropole a donc vocation à se substituer aux communes lui ayant délégué la compétence en tant qu'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité.

Les compétences des autorités organisatrices de la distribution d'énergie (AOD) sont listées à l'article L.2224-31 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Par ailleurs, les articles L.2333-2 et L.2224-31 du CGCT permettent à la Métropole, au titre de la compétence d'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité, de bénéficier directement de la taxe sur la consommation finale d'électricité (TCFE), dans les conditions prévues à l'article L. 5215-32 du CGCT auquel renvoie l'article L. 5217-11 du même code.

La TCFE perçue par la Ville de Montpellier jusqu'en 2015 est calculée selon les règles définies à l'article L2333-2 et suivants du CGCT, dans les conditions prévues par la Délibération du Conseil Municipal n° 2012/333 du 25 juin 2012 fixant la valeur du coefficient multiplicateur à 8.

En vertu de l'article L2333-4 modifié par la loi n° 2014-1655 de finances rectificative pour 2014 Art 37 (V) applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, le Conseil Municipal réuni ce jour a été appelé à délibérer pour porter le coefficient multiplicateur à 8,5 pour garantir le financement de l'entretien des réseaux locaux de distribution.

Par ailleurs, dans le cadre de l'évaluation des transferts de charges par la Commission Locale des Transferts de Charges et conformément à l'article 1609 nonies C du code général des impôts, la recette liée à la taxe sur la consommation finale d'électricité viendra en diminution de l'attribution de compensation des charges transférées par la commune à compter de 2016.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

Compte-tenu des évolutions financières et institutionnelles susvisées et des dispositions précitées,

- d'approuver, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, la perception de la Taxe Communale sur la Consommation Finale d'Electricité par Montpellier Méditerranée Métropole en lieu et place de la Ville de Montpellier,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

***Pour : 58***

***Contre : 3***

***Abstentions :***

***Adopté à la majorité***

*Monsieur BOUMAAZ sort de la séance.*

## **51. ASSOCIATION LA GERBE - Garantie d'Emprunt**

Dans le cadre du projet de transformation de son ancienne salle de théâtre en un espace polyvalent à vocation scénique, l'association « La Gerbe » souhaite réaliser un emprunt de 120 000 € pour financer cette opération. Le coût total de cette opération est de 350 000 €, les fonds propres de l'association représentent 40% du financement.

Pour financer cet investissement, l'association « La Gerbe », après négociation, a contracté un emprunt auprès du Crédit Agricole aux conditions suivantes :

Montant : 120 000 €

Durée : 120 mois (soit 10 ans)

Taux fixe mensuel de 2 %,

Amortissement linéaire

La garantie de la Ville est proposée à hauteur de 50 % du montant contracté.

Cette garantie est accordée pour la durée totale du prêt, 10 ans, à hauteur de 60 000 €.

La garantie accordée par la Ville de Montpellier est une garantie à première demande. Le garant accorde sa garantie pour le remboursement de toutes les sommes dues en principal à hauteur de 50 %, augmenté de tous les intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, rompus, frais et accessoires au titre du contrat de prêt contracté par l'emprunteur dont les caractéristiques sont indiquées plus haut.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 50 % de l'emprunt que l'association « La Gerbe » a contracté un emprunt auprès du Crédit Agricole à hauteur de 120 000 €, aux conditions précisées ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**M. le Maire :** Sur la Gerbe, l'ancienne municipalité avait voté l'attribution d'une subvention de 50 000 euros qui n'avait jamais été versée. Donc, on va la verser. La continuité. Quand il y a des bonnes décisions, on les garde.

**M. LEVITA :** Juste sur l'attribution de subventions, M. le Maire, une explication qui nous a été demandée, je crois en Commission, en ce qui concerne l'association le Relais Maison des enfants qui a 60 000 euros. C'est une association avec laquelle nous travaillons. Il y a des agents municipaux qui sont mis à disposition de cette association et, donc, nous valorisons cette mise à disposition, ce qui explique en partie la hauteur de cette subvention.

**M. le Maire :** Je fais voter.

**Pour : 58**

**Contre :**

**Abstentions : 2**

**Adopté à l'unanimité.**

## **52. Attributions de subventions - Exercice 2015**

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

- Dans le cadre de la thématique **JEUNESSE & SPORT** :

- CUCS JEUNESSE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
775	MONTPELLIER SAUVETAGE	Projet	FORMATION CIVIQUE ET CITOYENNE POUR DES JEUNES DES QUARTIERS SENSIBLES	1 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1937, nature 6574, chapitre 924

- JEUNESSE

Code	Structure	Type	Montant
5544	SCOUTS MUSULMANS DE FRANCE	Fonctionnement	2 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1937, nature 6574, chapitre 924

- Dans le cadre de la thématique **REUSSITE EDUCATIVE** :

Code	Structure	Type	Montant
467	ASSOCIATION LE RELAIS – MAISON DES	Fonctionnement	60 000 €

	ENFANTS		
--	---------	--	--

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25825, nature 6574, chapitre 922

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
	LA FLAVEUR DU MONDE	Projet	UN FRUIT A LA RECRE ET CLASSE DU GOUT	4 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922

- Dans le cadre de la thématique **SANTE** :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
2881	ASSOCIATION MONTPELLIER HERAULT DEPISTAGE DU CANCER DU SEIN	Projet	ACHAT D'UN TRACTEUR POUR DEPLACER LES MAMMOBILES	20 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17563, nature 6574, chapitre 925

- Dans le cadre de la thématique **URBANISME ET AMENAGEMENT DURABLE**:

- ECOMOBILITE

Code	Structure	Type	Montant
4534	LE VIEUX BICLOU	Fonctionnement	1 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 22755, nature 6574, chapitre 928

- Dans le cadre de la thématique **SOCIAL** :

- HANDICAP

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
	EQUALEH	Fonctionnement		500 €
697	APSH 34 - ASSOCIATION POUR PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP	Projet	HANDIJOB	2 266 €
711	ARIEDA LANGUEDOC ROUSSILLON	Projet	EXTENSION ET RENOVATION DES LOCAUX	500 €
1621	MOHICANS CREER DU LIEN PAR DES ACTIONS ECO-CITOYENNES	Projet	CREER DU LIEN ENTRE PERSONNES DITES "VALIDES" ET PERSONNES DITES "HANDICAPEES"	400 €
5097	LES ENFANTS D'HELENE	Projet	CREATION D'UN PÔLE ADOLESCENTS MIXANT LES ENFANTS HANDICAPES ET VALIDES	600 €
TOTAL				4 266 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21496, nature 6574, chapitre 925

- EXCLUSION



Code	Structure	Type	Montant
1913	CONFERENCE SAINTE CROIX ASSOCIATION SAINT VINCENT DE PAUL	Fonctionnement	400 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1966, nature 6574, chapitre 925

○ SOLIDARITE

Code	Structure	Type	Montant
1914	LA PORTE OUVERTE	Fonctionnement	4 000 €
2101	LIEUX RESSOURCES MONTPELLIER	Fonctionnement	6 000 €
TOTAL			10 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21497, nature 6574, chapitre 925

▪ Dans le cadre de la thématique **FINANCES**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
474	ASSOCIATION LA GERBE	Projet	TRANSFORMATION D'UNE ANCIENNE SALLE DE THEATRE EN UN ESPACE POLYVALENT A VOCATION SCENIQUE	50 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21433, nature 20422, chapitre 900

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2015 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 153 166 €;
- d'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- d'approuver l'avenant à la convention d'attribution de la subvention pour le complément voté au conseil municipal du 23 juillet 2015 pour la SAS Montpellier Agglomération Handball, annexé à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Pour : 58**

**Contre :**

**Abstentions : 2**

**Adopté à l'unanimité.**

### **53. Admission en non valeur Exercice 2015**

Monsieur le Trésorier Municipal a transmis à l'ordonnateur l'état des titres qui s'avèrent irrécouvrables.

La Ville, après analyse, donne suite à cette demande pour un montant total de :

- 239 642.40 € acceptés en non valeur (la liste des titres est annexée à la présente délibération).
- Il s'agit des titres correspondant aux exercices de 2010 et 2011.

- 53 899.07 € acceptés en créances éteintes (la liste des titres est annexée à la présente délibération).  
Il s'agit de titres correspondant aux exercices de 2006 à 2014.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

De donner suite à la proposition du Trésorier Municipal pour un montant de :

- 239 642.40 € pour les admissions en non valeur
- 53 899.07 € pour les créances éteintes

Dont les listes sont jointes à la présente délibération, montant prévu au budget 2015 au chapitre 931.

**M. LEVITA :** Comme chaque année, nous vous demandons de voter sur ces admissions en non valeur. Je dois vous indiquer que nous avons deux types d'admissions en non valeur. Il y a, premièrement, les pertes sur les créances irrécouvrables. Comme vous le savez, quand il y a des créances, elles sont reçues par le trésorier municipal. Quand elles ne sont pas reçues, il lui appartient de poursuivre. Au bout d'un certain temps, il abandonne le recouvrement et il nous demande de le passer en créance irrécouvrable. Il y en a pour 240 000 euros. Je vous donnerai le détail ensuite.

Et, deuxième type de créance, c'est les créances qui sont éteintes, tout simplement, parce qu'il y a une impossibilité du redevable à payer ses dettes. Elle a été constatée, cette impossibilité, par un juge, dans le cadre du surendettement des particuliers. Nous en avons là pour 54 000 euros. En ce qui concerne donc le premier, pour que vous sachiez, ces 240 000 euros, à noter qu'essentiellement, la partie la plus importante est due à l'enlèvement des épaves. Il y a des épaves sur la voie publique. On les fait enlever. On émet des titres mais, bien sûr, s'il y a une épave c'est que, derrière, il n'y a pas de propriétaire ou qu'il a disparu. Il y en a pour 66 000 euros. Les redevances hivernales représentent 4 000 euros. Les puces et brocantes de l'ordre de 8 000 euros. Sur les chantiers on a à peu près 10 000 euros. Les enseignes, 14 000 euros, les halles et marchés 19 000 euros. En ce qui concerne le remboursement des sinistres et contentieux - ce sont des sinistres qui sont faits contre les installations de la Ville et il n'y a personne pour les payer- il y en a pour 34 000 euros. Et, enfin, 40 000 euros pour les terrasses. Je vous indique qu'en ce qui concerne les restaurants scolaires, suite à la mise en place de Bambineo, etc, le chiffre a notablement diminué. On est aux environs de 43 000 euros. C'est un chiffre en diminution par rapport à l'année dernière.

**Pour : 58**

**Contre :**

**Abstentions : 2**

**Adopté à l'unanimité.**

## **54. Protection fonctionnelle des élus et agents de la Ville**

Aux termes de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, les agents publics, titulaires ou non titulaires, peuvent bénéficier de la protection fonctionnelle.

Cette protection bénéficie également aux élus conformément aux articles L. 2123-34 et L. 2123-35 du code général des collectivités territoriales.

Cette protection peut leur être octroyée par l'administration dans trois hypothèses :

- Lorsque l'agent ou l'élue est victime d'atteinte à son honneur et à son intégrité en raison de ses fonctions (menace, violence, voie de fait, injure, diffamation, outrage) ;
- Lorsque l'agent ou l'élue est poursuivi civilement par un tiers pour faute de service et que le conflit d'attribution n'a pas été élevé ;
- Lorsque l'agent ou l'élue est poursuivi pénalement pour faute de service.

L'agent ou l' élu qui souhaite bénéficier de la protection fonctionnelle doit en faire la demande par écrit à l'autorité territoriale en donnant tous les éléments d'information et justificatifs concernant les faits et les circonstances motivant cette demande.

L'octroi de la protection fonctionnelle par la commune de Montpellier se traduit, outre une assistance de l'agent, par la mise en œuvre de différents moyens :

- Prise en charge des honoraires d'avocat utiles à la défense de la victime en cas de poursuites judiciaires engagées ainsi que les frais annexes de procédure, sur justificatifs ;
- Prise en charge des dommages et intérêts alloués à la victime sur la base de la décision juridictionnelle définitive (la collectivité se retournant ensuite contre l'auteur du dommage pour recouvrer les condamnations proposées), ainsi que les condamnations civiles.

En cas de préjudice subi par la commune, celle-ci pourra également se constituer partie civile (recouvrement des frais liés aux accidents de service notamment).

La protection fonctionnelle accordée n'est pas inconditionnelle. Il appartient à la collectivité de pouvoir apprécier jusqu'à quel point elle apporte son soutien. Ainsi, la prise en charge n'est accordée que jusqu'à la date où la juridiction initialement saisie des faits se sera prononcée.

Toute poursuite de la procédure au-delà de cette étape qui pourrait être souhaitée par la victime, donnera lieu à une nouvelle demande de protection afin de permettre à la collectivité de pouvoir apprécier si sa prise en charge est toujours fondée.

Le Conseil municipal étant compétent, il lui est demandé de se prononcer sur les demandes de protection fonctionnelle telles que précisées dans l'annexe à la présente délibération.

#### **Il est donc proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver l'octroi de la protection fonctionnelle dans les modalités ci-dessus évoquées aux élus et agents, et pour les faits tels que désignés dans la pièce annexée à la présente délibération ;
- d'approuver notamment à ce titre les prises en charge financières découlant de cette protection : frais de justice et de représentation, pris en charge des condamnations civiles ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;
- de dire que les dépenses relatives à cette affaire seront prélevées sur les crédits inscrits au budget de la collectivité nature fonction : 6227-920 200.

**M. EL KANDOUSSI :** Comme habituellement, M. le Maire, nous avons des agents qui demandent la protection fonctionnelle par écrit auprès de la ville de Montpellier. Cette délibération concerne donc huit agents de la Ville qui l'ont faite cette fois-ci. Les raisons principales de cette protection fonctionnelle concernent des menaces, des outrages, du harcèlement, des violences, de la rébellion. J'ai la liste des agents à votre disposition si vous le souhaitez.

***Pour : 58***

***Contre :***

***Abstentions : 2***

***Adopté à l'unanimité.***

## **55. Renouvellement de convention avec le Centre de Gestion 34**

L'article 26 de la loi du 26 janvier 1984 prévoit que « les centres de gestion peuvent, par convention, organiser des concours et examens propres aux collectivités ou établissements non affiliés et ouvrir à ces derniers les concours et examens organisés pour les collectivités et établissements affiliés, et, le cas échéant établir des listes d'aptitude communes avec ces collectivités et établissements pour l'application de l'avant-dernier alinéa de

l'article 39. Les collectivités et établissements non affiliés remboursent aux centres départementaux de gestion la part des dépenses correspondantes effectuées à leur profit. »

Par délibération en date du 17 février 2014, la ville décidait de signer une première convention avec le Centre de Gestion 34 pour une année à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Aujourd'hui, il s'agit de renouveler cette convention qui dispose des mêmes conditions et comporte les dispositions suivantes :

- Aucune facturation ne sera appliquée sur les concours et examens professionnels de catégories A et B transférés et pour lesquels le CDG 34 perçoit une compensation financière du CNFPT.
- Suppression du principe d'une convention par opération : les postes déclarés par la ville seront pris en compte au titre du recensement des besoins effectués par le service concours en fin d'année.
- Facturation des concours de catégorie C et des concours de la filière médico-sociale sur la base du coût de chaque lauréat, à chaque nomination de lauréats issus de la liste d'aptitude du concours ou à la date d'établissement de la liste des lauréats d'examen pour ceux relevant de la collectivité.

Cette convention sera effective jusqu'au 31 décembre 2017.

**En conséquence, il vous est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention et tout document relatif à ce dossier.

*M. EL KANDOUSSI reprend la délibération.*

**Pour : 60**

**Contre :**

**Abstentions :**

**Adopté à l'unanimité.**

*Monsieur BOUMAAZ entre en séance.*

## **56. Modification du tableau des effectifs**

### **I – Créations de postes :**

#### **Filière Médico-sociale :**

Agent spécialisé des écoles maternelles : Création de 7 postes

#### **Filière Animation :**

Animation : Création d'un poste

Adjoint d'Animation : Création de 8 postes

#### **Filière Administrative :**

Adjoint administratif principal 1<sup>ère</sup> classe : Création d'un poste

Adjoint administratif principal 2<sup>ème</sup> classe : Création de 7 postes

Adjoint administratif 1<sup>ère</sup> classe : Création d'un poste

Adjoint administratif 2<sup>ème</sup> classe : Création d'un poste

Attaché principal : Création d'un poste

## **II – Ouverture de poste à des agents non-titulaires :**

### **Direction des Relations aux Publics :**

Un poste de Médecin à temps complet est vacant sur des fonctions de Médecin au Service Communal Hygiène et Santé. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Médecins Territoriaux justifiant d'un diplôme et/ou d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 528 à 1159

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal d'accepter l'ensemble des modifications du tableau des effectifs.**

**M. DELAFOSSE :** Donc, là, il y a un certain nombre de créations de postes, agents spécialisés des écoles maternelles je pense que c'est lié à l'ouverture de Malraux?

**M. EL KANDOUSSI :** C'est cela.

**M. DELAFOSSE :** Ok. Filière animation. Est-ce que vous pouvez nous indiquer sur les sept postes d'agent administratif principal de deuxième classe, de quoi il retourne et est-ce que, finalement, il y a une création de poste supplémentaire ou est-ce qu'il y a une stabilité des effectifs?

**M. EL KANDOUSSI :** Il y a une stabilité. En fait, c'est un changement de filière suite à inaptitude physique. Nous créons les postes, aujourd'hui, nous repositionnons ces sept agents et, ensuite, je supprimerai les postes qu'ils occupaient jusqu'à aujourd'hui lors d'un prochain Conseil.

**M. DELAFOSSE :** C'est dans un secteur particulier ou c'est dans différentes directions? Et, dans ce cas-là, est-ce que vous pouvez nous indiquer.

**M. EL KANDOUSSI :** Je n'ai pas le détail. J'ai les noms des agents mais je n'ai pas le détail des services. Ce qui est certain, c'est que la Ville de Montpellier a souhaité faire un gros travail au niveau des agents pour les repositionner sur un poste qui correspond à leurs inaptitudes.

**M. DELAFOSSE :** Mais ce sont des postes d'agents titulaires, de contractuels?

**M. EL KANDOUSSI :** Oui oui, ce sont des agents titulaires qui sont repositionnés sur d'autres postes, qui correspondent à ce qu'ils peuvent réaliser aujourd'hui. Ils sont reclassés, en fait. Les agents sont reclassés.

**Pour : 57**

**Contre : 3**

**Abstentions : 1**

**Adopté à la majorité**

*Madame JAMET sort de la séance.*

## **57. Commission des marchés de la Société d'Aménagement de l'agglomération de Montpellier (SAAM) Désignation de représentant de la Ville**

Les membres à voix délibérative de la commission des marchés de la SAAM sont les suivants :

- Le Président de la Société, ou par délégation, son représentant choisi parmi les membres du Conseil d'Administration,
- Le Directeur Général de la Société et le Directeur Général délégué en qualité de suppléant,

- Trois Administrateurs titulaires et trois Administrateurs suppléants,
- Le représentant de la Collectivité concédante ou co-contractante en cas de marché passé dans le cadre d'une concession d'aménagement.

La Commune de Montpellier a conclu avec la SAAM un certain nombre de concessions d'aménagements (ZAC de la Restanque, Zac Port Marianne- République, opération Nouveau Grand Cœur, opération de l'EAI...).

Il convient donc de désigner le représentant de la Commune qui sera amené à siéger au sein de la commission des marchés de la SAAM quand cette dernière statuera sur les marchés à conclure dans le cadre de ces concessions d'aménagement ainsi que dans celui de toutes les futures éventuelles concessions d'aménagement conclues sur la durée du mandat.

**Il est donc proposé au Conseil municipal de désigner ce représentant.**

**A été élue : Nicole LIZA**

*Pour : 58*

*Contre :*

*Abstentions : 2*

*Adopté à l'unanimité.*

## **58. Groupement d'Intérêt Public pour le développement social et urbain de l'Agglomération de Montpellier Désignation d'un nouveau représentant de la Ville**

Le Groupement d'Intérêt Public pour le Développement Social et Urbain de l'Agglomération de Montpellier (GIP-DSUA) a été créé par l'arrêté n°2001/01/2168 du 6 juin 2001.

Il a pour objet, l'élaboration et la mise en cohérence d'une politique concertée de développement économique, social et urbain, notamment au travers de tous les dispositifs d'intervention en faveur des quartiers prioritaires.

Conformément à la Loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 24 février 2014, à la convention constitutive de ce Groupement et à la délibération 2014/585 du Conseil municipal du 17 décembre 2014 qui a désigné les représentants de la Ville à l'Assemblée Générale et au Conseil d'Administration, il est proposé au Conseil municipal de procéder à la désignation d'un suppléant au Conseil d'Administration.

**Il est donc proposé au Conseil municipal de désigner ce représentant.**

**A été élue : Annie YAGUE**

*Pour : 58*

*Contre :*

*Abstentions : 2*

*Adopté à l'unanimité.*

## **59. Architecture et Maîtres d'Ouvrage (AMO) Languedoc-Roussillon Désignation d'un représentant de la Ville**

AMO Languedoc-Roussillon a pour vocation de promouvoir l'architecture.

Son approche repose sur l'importance de la relation entre le maître d'ouvrage et l'architecte ; la qualité du dialogue entre ces deux acteurs de l'acte de construire étant une condition essentielle de la qualité du processus

de fabrication de l'architecture et de son insertion urbaine. D'une manière plus générale, l'association vise à sensibiliser et former les professionnels de l'acte de bâtir à la culture architecturale et urbanistique.

La Ville de Montpellier est adhérente à l'association AMO Languedoc-Roussillon et siège au Conseil d'Administration.

Suite au renouvellement du Conseil Municipal, Madame Stéphanie JANNIN a été désignée pour représenter la Ville au sein de cette instance.

Or, Madame Stéphanie JANNIN a également été élue pour représenter Montpellier Méditerranée Métropole.

**Il est donc proposé au Conseil municipal de désigner un nouveau représentant.**

**A été élu : Robert COTTE**

*Pour : 58*

*Contre :*

*Abstentions : 2*

*Adopté à l'unanimité.*

## **60. Désignation du représentant de la Ville de Montpellier à l'Assemblée générale du Club des villes et territoires cyclables**

Le Club des villes cyclables a pour objet de créer une dynamique entre les villes françaises et d'Europe afin de faciliter, sécuriser et développer la circulation des cyclistes notamment en milieu urbain.

Conformément à l'article 4 de ses statuts, la ville de Montpellier, en tant que collectivité adhérente, a la possibilité de se faire représenter au sein de l'Assemblée générale de l'association. A ce titre, elle doit y être représentée par un membre du Conseil Municipal.

A la suite de la démission de Mme JANNIN, il convient de procéder à la désignation de ce représentant.

**En conséquence il est proposé au Conseil municipal de procéder à cette désignation.**

**A été élue : Mylène CHARDES**

*Pour : 58*

*Contre :*

*Abstentions : 2*

*Adopté à l'unanimité.*

*Madame JAMET entre en séance.*

## **61. Universités et grandes écoles de Montpellier Désignations des nouveaux représentants de la Ville de Montpellier Modifications**

Le 18 juin 2015, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a désigné, au sein des différentes instances en lien avec les Universités et les grandes écoles du territoire de la commune, des représentants élus titulaires et, le cas échéant, des représentants suppléants.

Suite à la fusion des Universités Montpellier I et Montpellier II, il convient de remplacer ces intitulés par « Université de Montpellier ».

Egalement, les appellations de certains établissements ont été modifiées.

<b>Libellé</b>	<b>Statut</b>	<b>Instance</b>	<b>Titulaires</b>	<b>Suppléants</b>
<b>Université de Montpellier - Conseil des Etudes et de la Vie Universitaire</b>	Etablissement universitaire	Commission de la formation et de la vie universitaire du conseil académique	Maud BODKIN	JM. DI RUGGIERO
<b>Université Montpellier III – Conseil de la formation et de la vie universitaire</b>	Etablissement universitaire	Conseil de la formation et de la vie universitaire	Chantal MARION	Max LEVITA
<b>Université de Montpellier - Conseil d'UFR Droit</b>	Etablissement universitaire	Conseil d'UFR Droit	Nicole LIZA	Khanthaly PHOUTTHASANG
<b>Université de Montpellier - Conseil d'UFR Economie</b>	Etablissement universitaire	Conseil d'UFR Economie	Caroline NAVARRE	Khanthaly PHOUTTHASANG
<b>Université de Montpellier - Conseil d'UFR Sciences Pharmaceutiques et biologiques</b>	Etablissement universitaire	Conseil d'UFR Pharmaceutique et biologique	Patricia MIRALLES	Maud BODKIN
<b>Université de Montpellier - Conseil d'UFR Staps</b>	Etablissement universitaire	Conseil d'UFR Staps	Fabien ABERT	Sonia KERANGUEVEN
<b>Université de Montpellier - Conseil d'orientation du service commun de formation continue</b>	Etablissement universitaire	Conseil d'orientation de la formation continue	Jean-Luc COUSQUER	Nicole LIZA
<b>Université de Montpellier - Commission d'attribution Fonds de soutien et de développement de l'initiative étudiante</b>	Etablissement universitaire	Commission d'attribution Fonds de soutien et de développement de l'initiative étudiante	Fabien ABERT	Anne-Louise KNAPNOUGEL
<b>Université Montpellier Sud de France – Communauté d'universités et établissements (COMUE)</b>	Etablissement universitaire	Conseil d'administration	Max LEVITA	X
<b>Université de Montpellier - Faculté d'odontologie</b>	Etablissement universitaire	Conseil d'administration	Chantal LEVY-RAMEAU	X



Conformément aux statuts de l'Université de Montpellier il n'est pas nécessaire qu'un suppléant siège au Conseil d'administration.

De plus, Madame Sonia KERANGUEVEN, qui avait été élue par le Conseil municipal du 18 juin 2015 en tant que titulaire pour siéger au Conseil d'administration de l'Institut des Technosciences de l'information et de la Communication de l'Université Montpellier III, est également élue par Montpellier Méditerranée Métropole. Il convient donc de procéder à son remplacement.

<b>Université de Montpellier - Conseil d'administration</b>	Etablissement universitaire	Conseil d'administration	Mylène CHARDES	X
<b>Université Montpellier III - Institut des Technosciences de l'Information et de la Communication</b>	Etablissement universitaire	Conseil d'administration	<b>A DESIGNER</b>	Anne-Louise KNAPNOUGEL

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- De procéder à ces modifications ainsi qu'à la désignation du nouveau représentant titulaire de la Ville au Conseil d'administration de l'Institut des Technosciences de l'Information et de la Communication de l'Université Montpellier III.

**A été élue : Khanthaly PHOUTTHASANG**

*Pour : 58*

*Contre :*

*Abstentions : 3*

*Adopté à l'unanimité.*

## **62. Manifestation "Coeur de Ville en lumières" Approbation du règlement de parrainage**

Par délibération n° 2015/326 en date du 23 juillet 2015 vous avez validé les principes de l'organisation de la manifestation « Cœur de Ville en lumières » et notamment ses modalités de financement par parrainage.

Il convient maintenant de valider le règlement de parrainage qui définit les modalités des contreparties offertes aux partenaires en fonction du montant de leur participation.

Les modalités proposées sont détaillées dans le règlement de parrainage joint au présent projet de délibération ; elles précisent les obligations du parrain et les propositions de parrainage avec les contreparties.

Une fois ce règlement approuvé, des conventions seront passées avec chaque parrain pour encadrer les engagements réciproques. Celles-ci vous seront présentées lors du prochain conseil municipal.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver les termes du règlement de parrainage relatif à la manifestation « Cœur de Ville en lumières » ;
- D'autoriser M. le Maire ou son Adjointe Déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

*Mme ROUSSEL-GALIANA reprend la délibération.*

**M. le Maire :** Je mets aux voix.

**Mme ROUSSEL-GALIANA :** Cœur de ville en lumière c'est tout de même un projet qui est porté par Mme Dominique MARTIN-PRIVAT et qui demande énormément de temps pour sa préparation. Ce sont les façades illuminées de la ville de Montpellier qui ont remporté l'année dernière un très très grand succès.

**M. le Maire :** Merci. Bonne soirée à tous.

***Pour : 61***

***Contre :***

***Abstentions :***

***Adopté à l'unanimité.***

**Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 00h10.**

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

**Conseil Municipal 29 septembre**  
**Décisions prises depuis le Conseil Municipal du 23 juillet 2015**

**Communication**

**Article L 2122-22 et L 2122-23 du  
 Code Général des Collectivités Territoriales :**

**En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.**

**Numéro de  
 la décision**                      **Synthèse de la décision**

2015/0086	Renouvellement de la cotisation annuelle à la société Française d'Evaluation pour 2015.
2015/0242	Il s'agit d'autoriser la vente d'une nouvelle place amodiée pour un montant de 7 470 euros T.T.C. et pour une durée de 10 ans dans le parking Foch-Préfecture / Marché aux Fleurs.
2015/0264	Recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics pour l'acquisition d'un logiciel de gestion du chômage.
2015/0265	Dans le cadre du réaménagement de la zone technique du Parc de Lunaret, phase 1 : vestiaires, réfectoire et ateliers, passation d'un avenant n°1 au Lot 1 : V.R.D., Espaces Verts.
2015/0266	Autorisation d'attribuer le marché n°5B0040 Surveillance, entretien et maintenance du seuil du Moulin de l'Evêque à l'entreprise VEOLIA EAU pour un montant qui sera compris entre 4000 € H.T. minimum et 16000 € H.T. maximum.
2015/0272	Pour assurer un meilleur fonctionnement de la régie " Gestion des tickets restaurants", il convient d'ouvrir un compte de dépôts de fonds auprès du Trésor Public.
2015/0273	Après consultation, il convient d'attribuer un marché pour les exhumations administratives des concessions reprises par la Ville au cimetière St Lazare-2015 pour un montant de 29 167 € H.T.
2015/0274	Il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour participer à la foire de Montpellier du 09 au 19 octobre 2015, cette participation se concrétise essentiellement par une réservation d'espace permettant la présentation détaillée de l'action de la municipalité ; à la suite d'une procédure de marché sans publicité ni mise en concurrence, et conformément à l'article 28 II du code des marchés publics, la SAEML Montpellier Events a présenté une offre économiquement avantageuse pour un montant maximum de 17 500 € H.T.
2015/0276	Il est proposé d'approuver la décision permettant d'établir une convention de participation entre Ville et Somimon (Marché d'intérêt National) afin de permettre à cette dernière d'obtenir un permis de construire pour l'extension d'un local industriel (transformations culinaires). Cette convention s'élèvera à un montant d'environ 22 200 € et participera au financement de la ZAC de la Restanque.
2015/0277	Il convient de créer une régie de recettes pour le théâtre Jean Vilar rattachée à la Direction de la Culture et du Patrimoine pour assurer l'encaissement des produits d'exploitations et permettre le bon fonctionnement de cette régie.
2015/0278	Attribution d'un marché passé selon une procédure adaptée pour l'achat d'alimentation générale pour le Protocole pour un montant de 89 900 € H.T.
2015/0279	La Ville a conclu le 10 juillet 2012 une convention d'occupation du domaine public avec la SARL La Diligence concernant la terrasse de l'Hôtel de Varennes du 01/07/2012 au 30/06/2015.

	Suite à la demande de renouvellement de la SARL La Digence, il est décidé de renouveler la convention pour 3 ans.
2015/0280	Attribution du marché 4D0071 Travaux de signalisation horizontale à l'entreprise Aximum pour les deux lots du marché (montant de chaque lot : min. 80000 € H.T. et max. 300 000 € H.T.).
2015/0281	Pour assurer le bon fonctionnement de la régie pour le théâtre Jean Vilar au sein de la Direction de la Culture et du Patrimoine, il convient de clôturer la régie d'avances et de recettes en vue de créer deux régies distinctes.
2015/0282	Autorisation d'attribuer le marché n° 5B0097 Fourniture et acheminement d'électricité des points de livraison > 36 kVA à l'entreprise EDF pour un montant maximum de 89 000 € H.T.
2015/0283	Par circulaire du 27 avril 2015, le Premier Ministre a mis en place un dispositif de préfinancement du FCTVA à taux zéro auprès de la CDC dont la Ville peut être bénéficiaire pour un montant maximum de 6 112 000 €.
2015/0284	Attribution du marché n° 5B0081 de mise en place de panneaux signalétiques dans les bâtiments gérés par la DTMAS à la société France Enseigne pour un montant maximum de 88 000€ sur une durée d'un an.
2015/0285	Il convient de créer une régie d'avances pour le théâtre Jean Vilar rattachée à la Direction de la Culture et du Patrimoine afin d'assurer le paiement des dépenses nécessaires au bon fonctionnement de cette régie.
2015/0288	<p>Une mission d'assistance pour une optimisation de la fonction entretien des bâtiments communaux a été confiée au groupement SETEC / INCF pour un montant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- tranche ferme : 57 025 € HT</li> <li>- tranche conditionnelle : 5 525 € HT</li> <li>- total : 62 550 € HT.</li> </ul> <p>La tranche conditionnelle a été affirmée par ordre de service du 30 juin 2015. Au vu des résultats des premières phases d'études, il s'avère nécessaire de renforcer l'intervention de l'expert technique en phase accompagnement. Le montant de l'avenant s'élève à 12 350 € HT, ce qui porte le montant du marché à 74 900 € HT.</p>
2015/0289	Une mission d'assistance pour une optimisation de la fonction entretien des groupes scolaires de la Ville a été confiée au groupement SETEC / INCF pour un montant de 65 475 € HT. Au vu des premières phases d'études, il s'avère nécessaire de renforcer l'intervention de l'expert technique. Le montant de l'avenant s'élève à 13 000 € HT, ce qui porte le montant du marché à 78 475 € HT.
2015/0290	La Ville de Montpellier souhaite renouveler la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, la Région Languedoc Roussillon et le Lycée Jules FERRY sur les modalités d'utilisation du gymnase Marcel CERDAN et ce pour une période de 3 ans, à compter du 1er janvier 2015.
2015/0291	Après consultation, la Ville décide d'attribuer le marché pour l'achat de prestations, de type communication (panneautique) lors des rencontres du championnat de France de Football à Montpellier saison 2015-2016, au seul prestataire habilité, la SASP Montpellier Hérault Sport Club, pour un montant H.T. de 15 000 € HT.
2015/0292	Il s'agit de conclure une convention de participation entre la Ville de Montpellier, la Région Languedoc-Roussillon et la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), telle qu'annexée à la présente décision, en vue de la participation aux équipements publics de la ZAC République et du projet d'internat que la Région développe sur un terrain situé dans le secteur Cavalade de la ZAC, dont elle s'est rendue propriétaire.
2015/0293	Il s'agit d'accepter la passation d'un avenant de 7000 euros pour prolonger d'un an l'observatoire de l'immobilier.
2015/0294	<p>Après consultation la Ville décide d'attribuer le marché " Fourniture de graines, de plantes annuelles et bisannuelles, de plantes vivaces, de bulbes, de plantes d'orangerie et contrat de culture de chrysanthèmes » aux entreprises suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Lot n°1 : Fourniture de jeunes plants de plantes annuelles en mini-mottes à la Sté Ball Ducretet pour un montant mini de 0 et maximum de 10 000 € HT</li> <li>- Lot n°2 : Fourniture de graines de plantes annuelles à la Sté Ball Ducretet pour un montant mini de 0 et maximum de 5 000 € HT</li> <li>- Lot n°3 : Fourniture de plantes d'orangerie en mottes et pots aux établissements Horticoles du Cannebeth pour un montant mini de 0 et maximum de 30 000 € HT</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Lot n°4 : Fourniture de plantes vivaces en mottes et pots à la Sté Le Tauran pour un montant mini de 0 et maximum de 30 000 € HT</li> <li>- Lot n°5 : Fourniture de bulbes estivaux à la Sté Brageirac pour un montant mini de 0 et maximum de 12 000 € HT</li> <li>- Lot n°6 : Fourniture de jeunes plants de plantes bisannuelles en mini-mottes à la Sté Ball Ducrettet pour un montant mini de 0 et maximum de 5 000 € HT</li> <li>- Lot n°7 : Fourniture de graines de plantes bisannuelles à l'entreprise NPK Distribution pour un montant mini de 0 et maximum de 5 000 € HT</li> <li>- Lot n°8 : Fourniture de bulbes d'automne à la Sté Brageirac pour un montant mini de 0 et maximum de 20 000 € HT</li> <li>- Lot n°9 : Contrat de culture de chrysanthèmes à la Sté Green Cocoon pour un montant mini de 0 et maximum de 20 000 € HT.</li> </ul>
2015/0295	Il s'agit d'exercer le droit de préemption sur la propriété CANTERO située 1406 rue du Pont de Lavérune, cadastrée section PW 15-16-24-25 de 8.264 m², pour un montant de 206.000 €.
2015/0296	Acceptation de la délégation du droit de préemption urbain consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole à l'occasion de l'aliénation de la propriété de la SCI LORDI située 17 impasse des Tanneurs (lots 1 et 6), cadastrée BZ 665.
2015/0297	Après consultation, la Ville de Montpellier décide d'attribuer le marché "Acquisition d'un système d'information des Ressources Humaines et maintenance associée" pour le lot n°1 à la société Berger Levrault pour un montant global et forfaitaire de 284 782,50 € HT et pour une estimation de commandes de 49 324 € HT. Les lots n°2 et 3 sont déclarés sans suite pour des motifs de nécessité de redéfinition du besoin.
2015/0298	Il s'agit d'exercer le droit de préemption, pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, sur la propriété SEBASTIAN située Route de Ganges, cadastrée section AB 208-223-225 de 3.129 m², pour un montant de 312.900 € plus 50.000 € de commission d'agence.
2015/0299	Il s'agit d'attribuer le marché négocié de «Service de télécommunications électroniques Téléphonie fixe voix T2 normal/secours, SDA, appels entrants/sortants, « numéro vert » à la société COMPLETEL pour une durée de six mois, un montant maximum de 88 000 € HT sur la durée du marché.
2015/0300	Attribution du marché BPJEPS option Loisirs Tous Publics à l'organisme "Union Régionale des Francas du Languedoc-Roussillon, marché pour un an renouvelable une fois, 4980€ par personne (maximum 10 personnes /an).
2015/0301	Après consultation, la Ville de Montpellier décide d'attribuer le marché "l'achat de sapins de Noël (5B0095)" pour le lot n°1 à la société ROSERAIE des COSTIERES SANDIFLOR pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 35 000.00 € HT, pour le lot n°2 à la société JURA MORVAN DECORATIONS pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 11 000.00 € HT, pour le lot n°3 à la société JURA MORVAN DECORATIONS pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 9 000.00 € HT. Ce sont des marchés uniques conclus pour une période d'exécution de un an à compter de la date de notification.
2015/0302	Après consultation et parce que la disponibilité des prestataires étant aléatoire selon la période de l'année considérée et afin d'assurer la continuité du service, la Ville de Montpellier décide d'attribuer le marché "Prestations de Service Hôtellerie (4C0038)" sous forme d'un marché multi-attributaire avec classement des offres, pour le lot n°1 à la société Hôtel des Arts pour un montant total maximum de commandes de 25 000.00 € HT, pour le lot n°2 aux sociétés Citadines, Holiday Inn, Ibis Centre et Ibis Styles pour un montant total maximum de commandes de 100 000.00 € HT, pour le lot n°3 aux sociétés Crowne Plaza, Courtyard Marriott et SNC Poyhôtels Pullman pour un montant total maximum de commandes de 50 000.00 € HT, pour le lot n°4 à la société Citadines pour un montant total maximum de commandes de 25 000.00 € HT. Ce sont des marchés uniques conclus pour une période d'exécution maximale de deux ans à compter de la date de notification.
2015/0303	Nécessité de conclure un avenant n° 1 sur le marché 4D00322A Lot 1 Voirie – Réaménagement du parvis bas de la Gare Saint-Roch.
2015/0304	Attribution du marché pour l'achat du logiciel métier de la petite enfance et sa maintenance pour un montant maximum de commande de 176 000 € H.T. pour la période initiale et de 12 000 €

	H.T. pour chaque reconduction.
2015/0306	Décision d'attribuer le marché N° 5B001, concernant la Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en place du plan de réparation des espaces publics de la Ville de Montpellier pour un montant de 86 400 € H.T.
2015/0307	Il s'agit d'exercer le droit de préemption sur la propriété de la SCI LORDI située 17 impasse des Tanneurs, cadastrée section BZ 665 lots 1 et 6, pour un montant de 185.000 € plus 5.000 € de commission d'agence.
2015/0308	Le Centre Local d'information et de Coordination pour les personnes âgées (CLIC MAILL'AGE) depuis sa création en 2005 est l'interlocuteur privilégié pour coordonner, animer et soutenir les actions en faveur des plus âgés. La Ville de Montpellier propose de reconduire, pour l'année 2015, l'adhésion à l'association clic Maill'âge pour un montant de 59 870 €.
2015/0319	Après consultation, la Ville décide de confier à l'entreprise Balle de Match, la fourniture de tee-shirts et casquettes pour un montant 21 520 € H.T.
2015/0320	Il y a lieu de procéder à la résiliation du lot n°3 attribué à la société REXEL (achat de lampes éco et fluo compactes) du marché n°4D0038 (achat de petits matériels électriques, piles batteries et lampes) passé en groupement d'achats, pour motif d'intérêt général : erreurs d'appréciation de la conformité des offres.
2015/0322	Il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour sensibiliser le public montpelliérain sur le thème du développement durable, cette sensibilisation se concrétise essentiellement par la réalisation d'un dossier complet de 32 pages dans un supplément encarté, à paraître dans « la Gazette Hebdo » au mois de septembre 2015 ;à la suite d'une procédure de marché sans publicité ni mise en concurrence, et conformément à l'article 28 II du code des marchés publics, la société La Gazette Hebdo a présenté une offre économiquement avantageuse. En conséquence, le marché précité est attribué à la société La Gazette Hebdo pour un montant maximum de 50 000 € HT.
2015/0323	Le marché « Missions de Coordonnateur de Sécurité et Protection de la Santé de catégories 2 et 3 (lot 1) et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la prévention des risques (lot 2) » est un appel d'offres ouvert n° 4B019. C'est un marché à bons de commande, sans minimum ni maximum, d'une durée d'un an, qui peut être reconduit par période successive d'un an, pour une durée maximale de reconduction de trois ans. Attribué à la SOCIETE QUALICONSLT Sécurité pour le lot 1 et à la SOCIETE ACF BTP, pour le lot 2.
2015/0324	Que la Ville a besoin de lancer un marché pour une mission d'assistance Maîtrise d'Ouvrage pour l'instruction de l'accessibilité. Pour cela, un appel d'offres ouvert n° 5D0019 a été lancé (marché à bons de commande, sans minimum ni maximum, d'une durée d'un an, qui peut être reconduit par période successive d'un an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans). Ce marché est attribué à la Société Qualiconsult.
2015/0325	Suite à une défectuosité des portes de cantonnement du parc de stationnement, des travaux curatifs sont nécessaires afin de mettre en sécurité incendie les compartiments de stationnement. Ces travaux doivent être réalisés par le mainteneur car ils ne peuvent pas être dissociés des prestations de maintenance. Ainsi, ces travaux entraînent une augmentation de 2 626 € H.T. Pour cela, il convient de signer un avenant n° 3 avec EFFIA.
2015/0326	Afin de réaliser des missions de diagnostics, un appel d'offres ouvert n° 4D0047 a été lancé. Il s'agit d'un marché à bons de commande, sans minimum ni maximum, d'une durée d'1 an, qui peut être reconduit par période successive d'un an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans. Le marché a été attribué à la Société Socotec.
2015/0327	Pour un meilleur accueil du public, il est nécessaire de clôturer les sous régies d'avances JULES SIMON et MICHEL DE L'HOSPITAL puis de créer les sous régies d'avances MALRAUX et MALRAUX et MALRAUX CHARPAK.
2015/0328	Le marché de nettoyage de la Ville de Montpellier attribué à la SMN (avril 2009-31 mars 2015) a été prolongé par avenant n°2 jusqu'au 3 janvier 2016 afin de coïncider avec le transfert effectif à la Métropole de la compétence nettoyage et pour permettre le lancement d'un marché couplé collecte/nettoyage. Considérant les caractéristiques particulières de nombreuses opérations exceptionnelles non prévisibles, Il est proposé, dans ce présent avenant, d'augmenter la limite des prestations occasionnelles, prévues dans le marché, de 1% à 3% du montant annuel des prestations forfaitaires pour l'année 2015 et jusqu'au 3 janvier 2016 - soit une possibilité

	d'engagement maximum par la Ville de 467 553, 81 € hors taxes et hors révision de prix.
2015/0329	Appel d'offres concernant la "location, pose, entretien, approvisionnement, maintenance et dépose de sanitaires publics à entretien automatique". Marché à prix global et forfaitaire comprenant une tranche ferme de 15 ans (installation de 5 sanitaires) et une tranche conditionnelle de 14 ans (installation de 4 sanitaires) pour un montant global et forfaitaire de 2 731 350 € H.T. (tranche conditionnelle comprise).
2015/0330	Autorisation d'attribuer le marché n° 5D0005 aménagements hydrauliques du PAE St Lazare, réseaux AEP, EU, EP, à l'entreprise SCAM TP pour un montant de 704 907,00 € T.T.C.
2015/0331	Pour un meilleur accueil du public, il est nécessaire de clôturer les sous régies JULES SIMON et MICHEL DE L'HOSPITAL puis créer les sous régies MALRAUX et MALRAUX CHARPAK
2015/0332	La Ville a besoin de lancer un marché pour une mission d'assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour l'instruction de l'accessibilité. Pour cela, un appel d'offres ouvert n° 5D0019 a été lancé (marché à bons de commande, sans minimum ni maximum, d'une durée d'un an, qui peut être reconduit par période successive d'un an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans). Ce marché est attribué à la Société Qualiconsult. La décision est modifiée à la demande de la DAJCP qui souhaite que soit indiqué le montant estimé du marché global.
2015/0333	Afin de réaliser des missions de diagnostics, un appel d'offres ouvert n° 4D0047 a été lancé. Il s'agit d'un marché à bons de commande, sans minimum ni maximum, d'une durée d'1 an, qui peut être reconduit par période successive d'un an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans. Le marché a été attribué à la Société Socotec. La décision est modifiée à la demande de la DAJCP qui a souhaité que soit rajouté le montant estimatif.
2015/0334	Le marché « Missions de Coordonnateur de Sécurité et Protection de la Santé de catégories 2 et 3 (lot 1) et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la prévention des risques (lot 2) » est un appel d'offres ouvert n° 4B019. C'est un marché à bons de commande, sans minimum ni maximum, d'une durée d'un an, qui peut être reconduit par période successive d'un an, pour une durée maximale de reconduction de trois ans. Attribué à la SOCIETE QUALICONSLT Sécurité pour le lot 1 et à la SOCIETE ACF BTP, pour le lot 2. La décision est modifiée à la demande de la DAJCP qui souhaite que soit rajouté le montant estimatif du marché.
2015/0335	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "Achat de matériel électroménager BRUN" (5B0108) à la société DARTY PRO pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 80 000.00 € HT. C'est un marché unique conclu pour une période d'exécution maximale de un an à compter de la date de notification.
2015/0336	Après consultation, la Ville décide d'attribuer le marché pour l'achat de prestations lors des rencontres de Rugby, sport de haut niveau à Montpellier saison 2015-2016, au seul prestataire habilité, le SASP Montpellier Hérault Rugby Club, pour un montant H.T. de 16 000 € soit 19 200 € TTC.
2015/0337	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "Achat de matériel électroménager BLANC" (5B0107) à la société DARTY PRO pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 55 000.00 € HT. C'est un marché unique conclu pour une période d'exécution maximale de un an à compter de la date de notification.
2015/0338	Acceptation de la délégation du droit de préemption urbain consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole à l'occasion de l'aliénation de la propriété RICHARD située 22 rue du Fbg du Courreau, cadastrée BX 450.
2015/0339	Acceptation de la délégation du droit de préemption urbain consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole à l'occasion de l'aliénation de la propriété OLIVA située 19 rue Candolle, cadastrée BY 103.
2015/0340	Acceptation de la délégation du droit de préemption urbain consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole à l'occasion de l'aliénation de la propriété AZZAZ et SANIH située 1 rue du Clos René, cadastrée HM 284.
2015/0341	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "Achat de matériel professionnel de sonorisation, audio et projection" (5B0098) à la société AUDIO TECHNIC pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 86 000.00 € HT. C'est un marché unique conclu pour une période d'exécution maximale de deux ans à compter de la date de notification.
2015/0343	Pour répondre à l'étude de danger et au Plan d'Organisation Interne incendie menés en août 2014

	sur la globalité du Parc de Lunaret et du Bois de Montmaur, il est nécessaire d'apporter des adaptations à l'assemblage entre la structure métallique et les châssis pare-flamme pour assurer le coupe-feu demandé modifiant ainsi les finitions décrites au marché initial. Il s'agit d'approuver l'avenant n° 1 au marché n° 4C0017, d'un montant de 957,00 € HT, soit une augmentation de 1.06 % du montant initial du marché.
2015/0344	La Ville de Montpellier a attribué le marché de « Actualisation du schéma d'aménagement hydraulique du Verdanson » à l'entreprise EGIS EAU, marché notifié le 21/01/2013. Suite à la nécessité de reprendre la modélisation hydraulique et la cartographie des zones inondables sur la base de nouvelles données topographiques, il est nécessaire d'établir un avenant n° 1 pour porter le montant du marché de 58 290 € H.T. à 68 590 € H.T. et de prolonger le délai de 3 mois.
2015/0345	La Ville de Montpellier décide d'attribuer le marché pour l'achat de prestations de service au Comité d'Organisation de l'Euro Basket, dans le cadre des Championnats d'Europe de Basket Ball qui se tiendront du 5 au 10 septembre 2015 pour un montant de 89 358.77 € HT, soit 100 030 € T.T.C.
2015/0346	Acceptation de la délégation du droit de préemption urbain consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole à l'occasion de l'aliénation de la propriété BRUNO située 10 Boulevard Pasteur, cadastrée BY 54.
2015/0347	Il a lieu de procéder à la résiliation du marché "Achat d'un massicot professionnel d'imprimerie" (n°5B0044) pour faute du titulaire. Il ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels. Le matériel fourni n'est pas conforme aux prescriptions du CCP et ne peut être rendu conforme.
2015/0348	Après consultation, la Ville décide d'attribuer le marché pour l'achat de prestations, de type communication et achat de places lors des rencontres du championnat de France et d'Europe de Handball à Montpellier saison 2015-2016, au seul prestataire habilité, la SAS Montpellier Agglomération Handball, pour un montant H.T. de 120 233€ HT.
2015/0349	Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens. Mise à disposition de l'Espace Saint Ravy à Edel Truda (Audrey Dumont) du 5 au 27 décembre 2015
2015/0350	Marché public: convention Plan Objet 2015, conservation, restauration et valorisation des églises Saint Roch, Saint Denis et Chapelle de la Miséricorde n° 5B0096
2015/0351	Construction de la crèche Boussinesq, avenant n° 1 en moins-value pour l'entreprise Process sol, marché 3D0481 - lot 4 revêtement de sol en résine.
2015/0352	Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens. Mise à disposition de l'Espace Saint Ravy au collectif Lola Product du 5 au 27 septembre 2015
2015/0353	Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens. Mise à disposition de l'Espace Saint Ravy à Anouck Manzoni du 3 au 25 octobre 2015
2015/0354	Il s'agit d'approuver les avenants n° 1 relatifs aux lots n° 2, 3, 7, 8 et 9 du marché n° 3D0528 « Zoo de Lunaret – Réaménagement de la zone technique phase 1 : vestiaires, réfectoire et ateliers », qui prévoient des travaux supplémentaires et une prolongation des délais des marchés.
2015/0355	Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens. Mise à disposition de l'Espace Saint Ravy à Corentine Le Mestre du 7 au 22 novembre 2015
2015/0356	Il s'agit de conclure la convention de participation entre la Ville de Montpellier et la société OBJECTIF TERRAINS, telle qu'annexée à la présente décision, et d'autoriser le versement du montant de la participation directement au bénéfice de la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) selon les modalités de l'article 4.2 de la convention de participation.
2015/0357	Marché à procédure adaptée n° 5B0105 pour faciliter l'accès aux rencontres professionnelles des agents sourds et malentendants par l'interprétariat en langue des signes française. Marché à bons de commande de 80000€ sur 3 ans.
2015/0358	Renouvellement de la cotisation de 2000 € en 2015 à l'association du réseau national des collectivités pour l'Habitat participatif (somme inscrite au budget 2015).
2015/0359	Construction de la crèche Boussinesq : avenant n° 1 pour l'entreprise EIFFAGE, modification des travaux d'extérieur, montant du marché 3D0481 inchangé.
2015/0360	Vu que des modifications ont été demandées par plusieurs partenaires concernant l'avenant n°2 au marché n°3D0463 - Lot n°1 : Macro-lot BEPos, le montant de ce marché doit être augmenté, les délais supplémentaires doivent être accordés.
2015/0361	Contentieux Laurence COLAS / Ville de Montpellier. Recours en appel contre le jugement du



	tribunal administratif de Montpellier en date du 15/04/2014 (instance 14 MA 02829). Décision de défendre
2015/0362	Les sociétés DG Invest, Sticker Design, Synergie 34, Nemo, Jungle Jump, MPI et la compagnie AXA interjettent appel du jugement du tribunal administratif de Montpellier du 23/05/2014 ayant rejeté les recours indemnitaires déposés par elles contre la commune de Montpellier suite à des dommages subis à l'occasion des pluies intervenues le 08 octobre 2009 dans la zone du Puech Radier à Lattes.
2015/0363	Contentieux Madame Laurence COLAS / Ville de Montpellier - Recours en appel contre le jugement du 15 avril 2014 (instance 14 MA 02741) - Décision de défendre
2015/0364	La Ville de Montpellier défend ses intérêts à l'encontre de Mme Laurence Colas laquelle interjette appel du jugement du tribunal administratif de Montpellier du 27/03/2014 ayant rejeté sa demande d'annulation d'une décision de refus de protection fonctionnelle.
2015/0365	Le Parc de Lunaret dans le cadre de son adhésion 2015 au réseau professionnel ISIS (système d'information spécifique aux zoos) doit verser un complément de 462.38 USD à la suite d'une erreur matérielle sur le calcul du montant initial de la cotisation portant ainsi le montant total de la cotisation 2015 à 2272.14 USD.
2015/0371	Il s'agit de signer la convention de location d'infrastructures de télécommunications pour la desserte du parc IBM entre la Ville et ZAYO FRANCE pour une durée de dix ans.
2015/0372	Il s'agit d'attribuer le marché «Assistance au développement d'applications (dans les domaines décisionnels, collaboratifs et de gestion)» à la société SCALA pour un montant total maximum de 85 000 € HT et une durée d'un an tacitement reconductible trois fois.
2015/0374	<p>La commission d'appel d'offres du 8 septembre 2015 a décidé d'attribuer le marché 4D0075 concernant l'achat de jeux, jouets, mobilier, linge et matériel de puériculture pour les crèches aux sociétés suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- lot 1 Jeux et jouets société Wesco pour un maximum annuel de commande 100 000 € HT</li> <li>- lot 2 Jeux éducatifs société Wesco pour un maximum annuel de commande 100 000 € HT</li> <li>- lot 3 Petites fournitures de puériculture société Pharmacie de la Légion d'honneur (mandataire BEBE PHARMA) pour un maximum annuel de commande 40 000 € HT</li> <li>- lot 4 Matériel de puériculture société Papouille pour un maximum annuel de commande 20 000 € HT</li> <li>- lot 5 Linge société Granjard pour un maximum annuel de commande de 40 000 € HT</li> <li>- lot 6 Mobilier d'agencement et de jeu Société Wesco pour un maximum annuel de commande de 100 000 € HT</li> <li>- lot 7 Mobilier de couchage société Mathou pour un maximum annuel de commande de 70 000 € HT</li> <li>- lot 8 Mobilier mousse société Modugame pour un maximum annuel de commande de 50 000 € HT.</li> </ul> <p>Ce marché débute dès sa notification pour un an reconductible 3 fois un an par tacite reconduction.</p>
2015/0377	<p>Après consultation la Ville décide d'attribuer le marché " entretien du patrimoine arboré de la Ville" aux entreprises suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- lot 1 : "abattage d'arbres" à l'entreprise Sud Espaces Verts pour un montant maximum de 30 000 € H.T.</li> <li>- lot 2 : "extraction de souche, curetage des fosses et apport de terre végétale" à l'entreprise SERPE pour un montant maximum de 10 000 € H.T.</li> <li>- lot 3 : "travaux de taille des arbres" à l'entreprise SERPE pour un montant maximum de 35 000 € H.T.</li> <li>- lot 4 : "tous types de tailles aux abords du tramway" à l'entreprise PHILIP FRERES pour un montant maximum de 10 000 € H.T.</li> </ul>
2015/0378	<p>La Ville de MONTPELLIER décide de réformer et de céder les matériels et les véhicules :</p> <p>1) Cession de véhicules : Direction Energie et Moyens Techniques (DEMT)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Service Parc Auto</li> </ul> <p>Suite à l'état de vétusté des véhicules, il convient de céder ces véhicules dont la liste est jointe en annexe. Les prix de vente, estimés par le Service Parc Auto, serviront de base aux enchères publiques organisées par le Centre 113, route départementale 613, 34 740 VENDARGUES, 3%</p>

	<p>de frais seront facturés par cette société sur les prix effectifs des ventes.</p> <p>2) Réforme de matériel : Direction de la Règlementation et de la Tranquillité Publique (DRTP)  - Service de Ressources Communes</p> <p>Suite au programme de renouvellement des matériels de l'année 2014, il convient de réformer une armoire forte, modèle année 1980, dimensions : 180 X 100 X 50, 180 Kg, série : 84 C 70593 AF CE 18C. Ce type de matériel, n'ayant aucune valeur marchande, sera recyclé par une entreprise spécialisée.</p> <p>3) Réforme de matériel : Direction Système d'Information (DSI)  - Service Relations Utilisateurs</p> <p>Suite à l'état de vétusté du matériel informatique, il convient de réformer ce matériel dont la liste est jointe en annexe. Ce type de matériel ne peut aller directement en décharge, il convient donc de faire appel à une société spécialisée afin de recycler ou de reconditionner ce matériel. Pour cela, l'association Informatique Plus Protection de l'Environnement, 31 rue de la Bandido, ZAC des Cousteliers, 34 160 Castries, propose d'effectuer cette prestation pour un coût nul pour la Ville.</p> <p>4) Cession de matériel : Direction Energie et Moyens Techniques (DEMT)  - Service Achats Production Graphique</p> <p>Dans le cadre d'un renouvellement de matériel « Achat d'un massicot professionnel d'imprimerie » la société ASB, qui a fait la meilleure offre, nous propose la reprise de l'ancien massicot, FL 76 type 76RM1 S/N 4003 mis en service en 2009, pour la somme de 3 600 € TTC.</p> <p>5) Cession de matériel : Direction Energie et Moyens Techniques (DEMT)  - Service Achats Production Graphique</p> <p>suite au programme de renouvellement des matériels de l'année 2014, il convient de recycler un OFFSET Heidelberg mono, 32 X 46, type MASCH – NR / 657225. Cet équipement sera mis en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Les frais seront de 8% sur le matériel effectivement vendu. Le service estime le prix de départ à 1 000 €.</p>
--	--



# Ville de Montpellier

## Audit des locaux associatifs Rapport définitif

Août 2015



Building a better  
working world

# Table des matières

## Sommaire

1. Exposé de la problématique et objectifs	3
2. Rappel méthodologique	8
3. Diagnostic – Synthèse	13
4. Diagnostic – Etat des lieux	16
5. Recommandations	111
6. Phase contradictoire	120
7. Annexes	130





# 1. Exposé de la problématique et objectifs



# 1. Exposé de la problématique et objectifs



## ► Contexte

La Ville de Montpellier loge 318 associations au sein de 290 locaux (dont 8 vacants).

En quelques chiffres, le patrimoine de la ville en matière de locaux associatifs est le suivant :

- Une surface utile totale de plus de 45 000 m<sup>2</sup>,
- Une valeur locative annuelle d'environ 3 200 000 €,
- 143 600 € de loyers facturés par an,
- 148 700 € de loyers payés par an (en vue d'une sous-location, souvent gratuite),
- 7 « maisons d'associations » regroupant 68 associations :
  - Maison des Relations internationales,
  - Maison Martin Luther King,
  - Maison des Rapatriés,
  - Maison du Lez,
  - Maison Jacques Ier d'Aragon,
  - Maison de l'Ancien Combattant,
  - Maison des syndicats.

La mise à disposition des locaux associatifs de la Ville de Montpellier est déconcentrée à travers 5 directions différentes :

- La direction Architecture et Immobilier,
- La direction de l'Action Territoriale,
- La direction Culture et Patrimoine,
- La direction Jeunesse Sports Emploi Logement,
- La direction des Relations Internationales.

*Notons que du fait de l'absence de données fiables, la mission d'audit n'est pas en mesure de détailler ces informations.*



# 1. Exposé de la problématique et objectifs



## ► Contexte

Les associations sont affectées à une direction spécifique sur la base de leurs activités. Celles qui n'intègrent pas une direction particulière au regard de leurs activités sont gérées par la direction de l'Action Territoriale.

Chaque direction possède un budget dédié à la maintenance des locaux associatifs dont elle a la gestion. En revanche, les travaux de plus grandes envergures sont directement gérés par la DAI.

Les retours financiers induits par ces mises à disposition sont encadrés par l'article L2125-1 du code général de la Propriété des Personnes Publiques. Il prévoit, entre autre, des possibilités d'occupation à titre gratuit des locaux aux associations à but non lucratif concourant à la satisfaction d'un intérêt général. Cette gratuité pouvant être considérée comme subvention en nature est, de plus, encadrée par une note de service datée du 13/11/2009.

Selon la législation, toute commune mettant à disposition un local a des obligations d'information envers les associations.

En premier lieu, la mise à disposition gratuite d'un local, qualifiée de contribution en nature, n'est pas intégrée dans la détermination du résultat comptable de l'association, mais sera présentée dans un cadre spécifique, à titre informatif, au pied du compte de résultat. Il comporte, d'une part, une charge (compte 861 : mise à disposition gratuite de biens), et d'autre part, un produit (compte 871 : prestations en nature).

Il appartient à la collectivité territoriale d'évaluer le montant de cet avantage en nature. Ainsi, la collectivité qui octroie cet avantage est tenue de publier dans une liste annuelle l'ensemble des subventions qu'elle a versées, sous forme monétaire ou consentie sous forme de prêt, de garantie ou d'avantage en nature.

Cette liste doit comprendre le nom et l'adresse de l'organisme bénéficiaire, ainsi que le montant et la nature de l'avantage accordé. Elle est publique, puisqu'elle figure en annexe des documents budgétaires de la commune, et peut être consultée par toute personne.

# 1. Exposé de la problématique et objectifs



## ► Contexte

De ce fait, la commune n'est donc pas dans l'obligation de notifier directement la valorisation de la mise à disposition d'un local. Cela ne peut être qu'une démarche volontaire de la part de la commune.

Les conventions d'occupation du domaine public qui lient contractuellement les associations à la Ville de Montpellier sont parfois rédigées par des agents ne maîtrisant pas les aspects juridiques et techniques de la mise à disposition de biens publics. Un grand nombre de ces conventions arrivent à terme au 31 décembre 2014.

La valeur locale des biens est estimée selon une méthode comparative à des biens équivalents (type de local, localisation...) en tenant compte de l'état du local. La redevance annuelle minorée demandée aux associations s'élève à 35 €. Pour les associations importantes, la ville demande une participation aux charges eaux/électricité, etc.

La CALA (Commission d'Attribution des Locaux Associatifs créée en 2011) est gérée par la DAT (ordre du jour, préparation des dossiers d'attribution, comptes rendus, etc.) et présidée par l' élu en charge du patrimoine. La CALA ne s'est pas réunie en 2014. Habituellement celle-ci se tient trois ou quatre fois par an de façon aléatoire. Certaines directions organisent une réunion de « Pré-CALA » afin d'expliquer à leurs élus les enjeux des dossiers passant en CALA.

La Ville de Montpellier fait actuellement face à une pénurie de locaux associatifs et souhaiterait pouvoir augmenter ses possibilités de mutualisation. Ainsi, afin d'améliorer la gestion de son patrimoine immobilier, la DAT a, depuis 2006, fait l'acquisition d'un logiciel AS-TECH (solution transversale de gestion du patrimoine et des services techniques). Via ces différents modules, cet outil permet le référencement des biens, la saisie des interventions de maintenance, le suivi des demandes de réparation et enfin la gestion locale.

Par ailleurs la DAT a entrepris la création d'un entrepôt de données (référentiel des associations) centralisant l'ensemble des informations des associations de la ville.



# 1. Exposé de la problématique et objectifs



## ► Objectifs

Les objectifs de cette mission d'audit sont les suivants :

- Effectuer un état des lieux des procédures d'attribution des locaux associatifs au sein des directions concernées ainsi que du pilotage global de ces mises à disposition (centralisation des données, outils de pilotage et reporting, etc.),
- Vérifier l'existence, la conformité et le suivi (administratif et financier) des conventions d'occupations utilisées par les différentes directions,
- Vérifier in situ la conformité de l'occupation des locaux en regard des conditions définies dans la convention,
- Proposer des axes d'amélioration permettant d'assurer la qualité et la transparence du dispositif d'attribution des locaux associatifs et garantir la fiabilité et l'efficacité du suivi administratif et financier des conventions signées.

## ► Périmètre de l'étude

Le périmètre de notre audit s'étend à l'ensemble des directions de la Ville de Montpellier concernées par l'attribution de locaux associatifs.

Afin de disposer d'informations significatives et fiables, nous avons mené une première série d'entretiens dans chaque direction identifiée puis avons effectué une visite in situ de 24 locaux (mise à disposition de 43 associations\*) jugés comme les plus pertinents (associations posant des difficultés, indices de sous-utilisation du local mis à disposition, indices de risques élevés de non-conformité, etc.).

\* *Liste exhaustive en page 10*

## 2. Rappel méthodologique



# 2. Rappel méthodologique

1/4



1

## PHASE D'ANALYSE

### Documents

- Listing des associations recensées par la DAI
  - Note de services 2009 : occupation du domaine public à titre gratuit ou avec redevance minorée
  - Modèles de conventions complétées
  - Tableau récapitulatif des associations passées en CALA
  - Comptes rendus CALA
  - Courriers d'acceptation/refus d'attribution de locaux
- (+) Documents complémentaires transmis suite aux entretiens

### Entretiens

Une première phase d'entretien a été menée avec l'ensemble des directions concernées par l'attribution de locaux associatifs. Sur la base de ces entretiens et après analyse de la documentation récupérée, il a été défini un programme d'audit et un planning d'intervention. Un panel représentatif de 24 locaux (représentants 43 associations) a été sélectionné.

2

## PHASE DE TERRAIN [ETAPE 1 - Entretiens]

### **Direction Education**

Nicolas JEANJEAN	Responsable service Ressources et Prospectives
------------------	--

### **Directeur Jeunesse, Sports, Emploi et Logement**

Emmanuel GUILLERMO	Directeur Jeunesse, Sports, Emploi et Logement
Genevieve CHABERT	Responsable du service des sports

### **Direction de l'Action Territoriale**

Pierre FERRAN	Directeur de l'Action Territoriale
Catherine DELACROIX	Responsable de service DAT

### **Direction Finance**

Thomas POUGET	Contrôle de Gestion
---------------	---------------------

### **Direction de l'Enfance**

Christian MILES	Responsable de service
-----------------	------------------------

### **Direction Relations Internationales**

Laetitia MOREL	Directrice des Relations Internationales
Aurélié BOUDIN	Chargée de gestion administrative budgétaire et financière

### **Direction Architecture et Immobilier**

Jean-Louis DESTISON	Directeur Architecture et Immobilier
Vannina SEMIDEI	Responsable de service DAI

### **Trésorerie**

Lionel PHILIPPE	Inspecteur des Finances Publiques
-----------------	-----------------------------------

# 2. Rappel méthodologique

2/4



2

## PHASE DE TERRAIN [ETAPE 2 – Visites in situ]

Direction	Associations	Adresse	DATE
DJSEL	Montpellier Sport Orientation	Allée Alegria Beracasa « Maison du Lez »	01/10/2014
DJSEL	L'association Aéroclub Hérault Languedoc-Roussillon		01/10/2014
DJSEL	Les Chevaliers de la Gaulle Montpellier Pêche		01/10/2014
DJSEL	Montpellier Aqualove Sauvetage		01/10/2014
DJSEL	Montpellier Eaux Vives Canoë Kayak		01/10/2014
DJSEL	Montpellier Languedoc Cyclisme		01/10/2014
DJSEL	Mouvements Citoyen	Rue Paul Rimbaud Salle "TATAI"	01/10/2014
DJSEL	Amitié Partage Citoyenneté		01/10/2014
DJSEL	FC Petit Bard		01/10/2014
DJSEL	Génération Taekwondo	415 rue des Baléares	01/10/2014
DJSEL	Montpellier Petit Bard Futsal		01/10/2014
DJSEL	AK Sports		26/09/2014
DJSEL	Gély Sport Club House	Boulodrome Figuerolles rue Commune Clôture	26/09/2014
DJSEL	Hortus Pétanque	Rue de bari	26/09/2014
DJSEL	Olympique Millénaire	Complexe sportif de Gramont - Avenue Albert Einstein	01/10/2014
DAI	Buttes Paillade	1076 Rue Jean-François Breton	26/09/2014

# 2. Rappel méthodologique

3/4



2

## PHASE DE TERRAIN [ETAPE 2 – Visites in situ]

Direction	Associations	Adresse	DATE
DAT	Amicale des Corses de Montpellier	6, rue des Hospices, le Domitien	25/09/2014
DAT	A.D.R.A : resistant d'antigone	19, place du Nombre d'Or	25/09/2014
DAT	Les amoureux de Candolle	19 rue Lallemand	25/09/2014
DAT	Alerte l'Indien	Rue des Marelis	25/09/2014
DAT	Commune Libre de Figuerolles	100 faubour Figuerolles Résidence Zuccarelli	25/09/2014
DAT	Amicale des retraités de Paul Valéry	Résidence Paul Valéry II, 211 rue Hébert	25/09/2014
DAT	Tang' Hérault	40, rue Favre de St Castor Résidence St James	25/09/2014
DAT	Resto du cœur (Léo Lagrange)	Avenue bologne : ancienne maison pour tous léo lagrange	25/09/2014
DAT	Association Guitare de la Méditerranée	Cité Mion : rue des Marronniers	25/09/2014
DAT	Harkis Combattant	Rue JP Biscay : la rauze	25/09/2014
DAT	La Maison d'Espagne	rue Raoul, rés. Les jardins d'Emeraude	25/09/2014
DAT	Les retraités des Hauts de Massane (ACM)	343 rue de Gènes	25/09/2014
DAT	Eglise Evangélique de Montaubérou (ACM)	1577 avenue Albert Einstein	25/09/2014
DAT	Gipsy Catalans	Cité Gély, 170 rue Joachim Du Bellay + 4 rue Samain	25/09/2014

# 2. Rappel méthodologique

4/4



2

## PHASE DE TERRAIN [ETAPE 2 – Visites in situ]

Direction	Associations	Adresse	DATE
DRI	Casa Amadis	ESPACE JACQUES PREMIER D'ARAGON	23/09/2014
DRI	Amigos de Europa Centre Valenciano Del Exterior Gransur		23/09/2014
DRI	Mozaïc Outre-Mer		23/09/2014
DRI	Colonia Espagnola		23/09/2014
DRI	Iberia Cultura		23/09/2014
DRI	Casa de España		23/09/2014
DRI	Senzala		23/09/2014
DRI	Institut Confucius		23/09/2014
DRI	AGIR 34		23/09/2014
DRI	MRAP		23/09/2014
DRI	Amnesty International	ESPACE MARTIN LUTHER KING	23/09/2014
DRI	Euro Grèce France		23/09/2014

3

## PHASE DE CONCLUSION

Cette dernière phase d'analyse et de consolidation des informations collectées a permis d'établir un état des lieux représentatif de la situation actuelle et d'identifier les forces et faiblesses du fonctionnement de chaque direction dans leur mode d'attribution des locaux associatifs ainsi que dans le suivi effectif des conventions délivrées (outils de pilotage, reportings, etc.).

Enfin, les visites in situ des 42 locaux associatifs nous ont permis de vérifier l'existence et la qualité des conventions d'occupation utilisées ainsi que la conformité d'occupation des locaux au regard des conditions définies dans ces conventions.



### 3. Diagnostic – Synthèse



# 3. Diagnostic – Synthèse

---

- ▶ Un processus général non formalisé :
  - Il n'existe aucune note, procédure encadrant l'activité d'attribution des locaux associatifs,
  - De même, aucun règlement ne définit les rôles de la Commission d'Attribution des Locaux Associatifs (CALA). Par conséquent, la gouvernance du dispositif n'est pas pérenne.
- ▶ De nombreuses spécificités au sein des directions telles que :
  - Des pré-validations en amont de la CALA,
  - Des conventions non harmonisées,
  - Un suivi administratif inégal d'une direction à l'autre :
    - Certaines direction n'effectuent aucun suivi,
    - Peu d'état des lieux d'entrée effectués.
- ▶ Le rôle de la DAI à préciser :
  - L'absence de procédure indiquant les rôles de chacun ne permet pas d'asseoir la légitimité de la DAI, pourtant placée au centre du processus,
  - De fait, son rôle d'évaluation et de suivi des impayés n'a pas de réel fondement.
- ▶ Un valorisation des locaux floue et peu encadrée :
  - Prise en charge par défaut par la DAI, la valorisation des locaux ne dispose d'aucun cadre réglementaire au sein de la Mairie,
  - De même, il n'existe aucun document expliquant la base de calcul des 35€ ainsi que son application uniforme sans prise en compte de la superficie des locaux mis à disposition.



# 3. Diagnostic – Synthèse

## Synthèse

---

### ► Un processus de recouvrement à clarifier :

- Aucune procédure n'encadre l'activité et les responsabilités de chacun lors des actions de recouvrement des impayés,
- De plus, bien que clairement délégué à la trésorerie municipale, l'ensemble des actions à disposition permettant le recouvrement des impayés ne semble pas être réellement utilisé.

### ► Une qualité de convention inégale :

- Sur 18 conventions analysées, 7 comportent des anomalies eu égard des minima requis en matière de mise à disposition ; 5 ont fait l'objet d'un avenant correctif, 2 restent non conformes,
- Certaines conventions contiennent des dispositions complémentaires pouvant être généralisées à l'ensemble des conventions.

### ► Le visites in situ :

- 43% (soit 18/42) des locaux ayant été visités ont fait l'objet d'un changement de serrure sans concertation préalable avec les agents de mairie en ayant la responsabilité.
- 26% (soit 11 / 42) font l'objet d'aucunes remarques,
- 14% (soit 6 / 42) font l'objet de remarques dont la criticité est jugée comme faible ou moyenne,
- 43% (soit 18 / 42) font l'objet de remarques dont la criticité est jugée comme forte, correspondant à de forts doutes sur l'utilisation des locaux (fréquence, activité),
- 17% (soit 7 / 42) font l'objet de remarques dont la criticité est jugée en très forte, basée sur l'impossibilité de visite des locaux et / ou sur d'importantes irrégularités et représentent une priorité d'intervention.

## 4. Diagnostic – Etat des lieux



# 4. Diagnostic – Etat des lieux

## Processus d'attribution des locaux associatifs : présentation

---

### Demandes de locaux

Afin de rentrer dans le processus d'attribution d'un local par la Maire de Montpellier, toute association doit adresser un courrier de demande à l'attention du Maire.

En fonction de sa nature, la demande est ensuite transmise à la direction concernée.

### Vérification de l'existence de l'association

A réception d'une demande, chaque direction :

- ▶ Vérifie l'existence de l'association et l'opportunité de lui attribuer un local,
- ▶ Vérifie l'existence d'un local disponible à attribuer,
- ▶ En cas d'avis positif, transmet la demande à l'agent en charge de la Commission d'Attribution des Locaux Associatifs (CALA) au sein de la DAT afin qu'il puisse être mis à l'ordre du jour.

### Etude du dossier en CALA

La CALA est en charge de statuer sur toute demande de local associatif. Sa composition est la suivante :

- ▶ Un président (souvent l'élu concerné par la majorité des dossiers présentés, 3 principaux élus se sont succédés),
- ▶ Une secrétaire : en charge de récupérer l'ensemble des dossiers de demande de locaux, de constituer l'ordre du jour de chaque CALA, d'en rédiger les PV ainsi que de rédiger et envoyer les lettres de refus aux associations concernées,
- ▶ Trois membres permanents : les directeurs de la DAI et de la DCP ainsi qu'un agent en charge du suivi des conventions et de la facturation des loyers et des charges,
- ▶ Les directeurs concernés par un ou plusieurs dossiers,
- ▶ Le directeur général adjoint en charge de la DTMAS,
- ▶ Le directeur général adjoint en charge du DES,
- ▶ Le directeur Architecture et immobilier,
- ▶ Les chargés de mission territoriaux rattachés au cabinet du maire : en charge d'apporter leur vision terrain du bienfondé de la demande.

# 4. Diagnostic – Etat des lieux

## Processus d'attribution des locaux associatifs : présentation

### Etude du dossier en CALA (suite)

En amont de la présentation en CALA, la secrétaire reçoit l'ensemble des dossiers de demande de local afin qu'ils soient mis à l'ordre du jour et débattus en instance. Ces dossiers sont composés des éléments suivants :

- ▶ La fiche récapitulative de la demande,
- ▶ Les éléments de preuve de l'existence de l'association :
  - Le récépissé de préfecture,
  - La composition du bureau.

Les dossiers sont ensuite débattus en CALA pour attribution ou non d'un local.

*Notons toutefois que seule l'attribution des locaux historiquement confiés à la Régie des MPTS puis à la DAT a été débattue lors des différentes CALA.*

C'est lors de ces débats que le montant de la redevance demandée à l'association est fixé. Deux cas peuvent être distingués :

- ▶ La redevance normale : représente tout ou partie de la valeur locative du local attribué.  
A ce titre, la note de service « occupation du domaine public à titre gratuit ou avec redevance minorée » datant du 13/11/2009, préconise cette solution « sauf cas très particuliers ».
  - ▶ La redevance minorée : fixée à 35 € annuels, quelle que soit la surface attribuée. Dans ce cas la valeur locative du local attribué doit être inscrite en avantage en nature dans les comptes de l'association ainsi que dans ceux de la commune.
- En pratique la redevance minorée est appliquée dans la majorité des cas tandis que la redevance normale est appliquée aux associations générant des revenus conséquents (crèche associatives, centres équestres).

Les cas de refus font l'objet d'une lettre de rejet envoyée par la secrétaire aux associations concernées.  
Cette dernière rédige enfin un PV à l'issue de chaque instance afin de suivre les délibérations effectuées.

*Notons toutefois qu'en pratique le dossier est rarement transmis par les directions. Par conséquent, il revient à la secrétaire de la CALA de constituer la fiche récapitulative et de récolter la documentation probante auprès de chaque direction.*

*De plus, certains points d'opacité ont été mis en avant lors de l'audit :*

- ▶ Les interlocuteurs rencontrés n'ont pas été en capacité de déterminer l'origine de la base de calcul de la redevance minorée à 35 €.
- ▶ Certaines attributions de redevances minorées sont accompagnées, ou non, d'une exonération des charges afférentes sans qu'il n'y ait de normes ou procédures à ce sujet.

# 4. Diagnostic – Etat des lieux

## Processus d'attribution des locaux associatifs : présentation

---

### Délibération du Conseil municipal

L'ensemble des dossiers ayant reçu un avis positif ou pour lesquels le statu quo subsiste est ensuite transmis au Conseil municipal pour validation définitive.

### Rédaction de la convention

A l'issu du Conseil municipal les dossiers validés font l'objet d'une convention de mise à disposition.

Ces conventions établies en deux exemplaires, fixent l'exhaustivité des conditions liées à l'attribution d'un local soit :

- ▶ Les parties concernées par la dite convention,
- ▶ Les dispositions concernant les lieux mis à disposition,
- ▶ La durée,
- ▶ Le loyer,
- ▶ Les obligations,
- ▶ Les assurances,
- ▶ La transmission de la convention,
- ▶ La résiliation,
- ▶ Les litiges.

*Notons que la rédaction de la convention n'est pas totalement centralisée au sein d'une seule direction (cf. paragraphe « Processus d'attribution des locaux associatifs : spécificités directions »)*

*Par conséquent, une convention type a été mise en place par la direction Architecture et Immobilier. Toutefois celle-ci ne fait plus l'objet d'actualisations et présente des modifications pouvant être significatives d'une direction à l'autre. La DAI n'ayant pas de rôle de conseil auprès des autres directions en ce qui concerne la rédaction des conventions, il convient à la DAJ de proposer un document type.*

# 4. Diagnostic – Etat des lieux

## Processus d'attribution des locaux associatifs : présentation

---

### Entrée dans les locaux

Chaque direction procède ensuite à l'entrée dans les locaux soit :

- ▶ La signature des deux exemplaires de conventions par le président de l'association visée,
- ▶ La remise des clés,
- ▶ L'état des lieux d'entrée.

*Notons qu'en pratique, les états des lieux d'entrée dans les locaux sont rarement effectués.*

### Mise à jour du fichier de suivi

Enfin, chaque direction est tenue d'effectuer le suivi des locaux dont elle dispose afin de :

- ▶ Vérifier l'état de paiement des loyers et ou charges,
- ▶ Prévoir les échéances des conventions ainsi que leur renouvellement.

*D'un point de vue général, plusieurs points sont à noter :*

- ▶ *Il n'existe aucune procédure formalisant le processus d'attribution des locaux associatifs,*
- ▶ *Il n'existe aucun règlement de constitution et de tenue de la CALA,*
- ▶ *La note de service « occupation du domaine public à titre gratuit ou avec redevance minorée » datant du 13/11/2009 n'est pas connue de la plupart des services audités.*
- ▶ *En dehors des demandes faites au Maire, il n'existe pas de dossier formel de demande d'un local associatif.*



# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Processus d’attribution des locaux associatifs : spécificités directions

Education		DJSEL
<p>Demandes de locaux</p> <p>Vérification de l'existence de l'association</p> <p>Etude du dossier en CALA</p> <p>Délibération du Conseil Municipal</p> <p>Rédaction de la convention</p> <p>Entrée dans les locaux</p> <p>Mise à jour du fichier de suivi</p>	<p>           &gt; <b>Autorisations ponctuelles</b> (telles que des réunions parents d'élèves, fêtes de l'école, coopératives scolaires, etc.) :            Les directeurs sollicitent la direction par mail puis la validation est faite par l' élu. Un accord est envoyé par mail au directeur d'école (gestion de l'alarme, etc.). Ces autorisations sont gérées par le service Ressource et Prospective qui gère le back office du service Education. Les autorisations ponctuelles sont toujours gratuites.         </p> <p>           &gt; <b>Demandes récurrentes</b> (associations de sports, peinture, etc.) : ces demandes font l'objet de délibérations cadres qui encadrent et valorisent les locaux. La valorisation actuelle datant de 2011 est de 5 € par heure d'utilisation. Cette subvention toujours consentie en nature entraîne l'absence totale de flux financiers au sein de la direction de l'Education.         </p> <p>           &gt; Notons de plus que l'organisation décrite ci-dessous est en dehors du processus d'attribution des locaux associatifs audité par la mission.         </p>	<p>           &gt; Vérification de la connaissance de l'association en interne.            &gt; Recherche de locaux en interne.            &gt; Discussion en commission des sports.            &gt; Validation de l' élu.            &gt; Effectue la valorisation de la mise à disposition. En fonction de trois types de tarifs transmis par la DAI : très bon état / moyen / mauvais.         </p> <p>           &gt; Rédige ses propres conventions en 3 exemplaires : DAI, DJSEL, association. Signature de la convention par le directeur DJSEL, l' élu et le président d'association.         </p> <p>           &gt; Le suivi des locaux associatifs incombe à la responsable du service des Sports représentant une charge d' 1/4 ETP environ estimé comme insuffisant.         </p>

# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Processus d'attribution des locaux associatifs : spécificités directions

	DAT	DRI
Demandes de locaux	<ul style="list-style-type: none"><li>➤ Les demandes proviennent principalement des élus et du cabinet du Maire. Parfois les associations sont directement reçues par la responsable du service DAT ou un élu.</li><li>➤ La responsable du service DAT attribue principalement des locaux aux associations qui n'ont pas de revenu et à but humanitaire/social.</li><li>➤ L'existence de l'association est vérifiée par le biais d'un annuaire des associations.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>➤ La DRI s'assure que l'association revêt un caractère international.</li></ul>
Vérification de l'existence de l'association	<ul style="list-style-type: none"><li>➤ Pré-CALA avec l'élu afin de lui présenter les dossiers en cours.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>➤ Demande de mise à disposition transmise à la CALA en motivant ou non la demande. Récemment, certaines délibérations sont passées sans CALA.</li></ul>
Etude du dossier en CALA		
Délibération du Conseil Municipal		
Rédaction de la convention	<ul style="list-style-type: none"><li>➤ Convention rédigée par la DAI.</li><li>➤ La DAT rédige uniquement les conventions relatives aux mises à disposition sur créneau horaire.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>➤ Convention rédigée soit par la DRI soit par la DAI.</li></ul>
Entrée dans les locaux		
Mise à jour du fichier de suivi	<ul style="list-style-type: none"><li>➤ Afin de faire son suivi, la responsable du service DAT possède un tiroir par association et un fichier Excel personnel.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>➤ La chargée de gestion administrative budgétaire et financière utilise un fichier Excel afin de suivre les associations gérées par la DRI.</li></ul>



# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Processus d'attribution des locaux associatifs : spécificités directions

DCP		DAI
Demandes de locaux	➤ L'association s'adresse à un chargé de mission (art visuel, etc.) afin de formaliser sa demande.	
Vérification de l'existence de l'association		
Etude du dossier en CALA	➤ Transmet un avis sur le dossier à la DAT avant passage en CALA.	
Délibération du Conseil Municipal		
Rédaction de la convention	➤ Une partie des conventions rédigées par la DAI.	➤ Rédige ses propres conventions.
Entrée dans les locaux		
Mise à jour du fichier de suivi	➤ Il n'y a aucun fichier de suivi des demandes d'association à la DCP.	➤ Effectue un suivi général de l'ensemble des locaux à travers deux outils : <ul style="list-style-type: none"><li>- Un tableau excel récapitulatif,</li><li>- Le logiciel AS-TECH.</li></ul>

# 4. Diagnostic – Etat des lieux

## Constats et recommandations

Constats	Recommandations
<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Hormis la secrétaire, il n'existe pas de bureau fixe composant la CALA.</li> <li>➤ Il n'existe aucun règlement de constitution et de tenue de la CALA.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Rédiger puis diffuser un règlement de la CALA afin de : <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Définir le rôle et les missions de la commission,</li> <li>➤ Mettre en place un bureau permanent et prévoir la consultation de membres occasionnels,</li> <li>➤ Définir la fréquence de tenue des instances.</li> </ul> </li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Il n'existe aucune procédure formalisant le processus d'attribution des locaux associatifs.</li> <li>➤ La note de service « occupation du domaine public à titre gratuit ou avec redevance minorée » datant du 13/11/2009 n'est pas connue de la plupart des services audités.</li> <li>➤ Certaines attributions de redevances minorées sont accompagnées, ou non, d'une exonération des charges afférentes sans qu'il n'y ait de normes ou procédures à ce sujet.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Rédiger puis diffuser une procédure générale d'attribution des locaux associatifs dans laquelle seraient clairement spécifiés : <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Les conditions d'attribution d'un local associatif à titre gratuit ou onéreux, avec ou sans charges. A ce titre des critères qualitatifs (ex : stratégie politique des relations internationales, niveau d'activité...) pourraient être intégrés afin de disposer d'éléments d'aides à la décision.</li> <li>➤ Les rôles de chaque direction dans le processus ;</li> <li>➤ La documentation nécessaire à transmettre afin que le dossier soit traité par la CALA ;</li> <li>➤ Le rôle du Conseil municipal,</li> </ul> </li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Les interlocuteurs rencontrés n'ont pas été en capacité de déterminer l'origine de la base de calcul de la redevance minorée à 35 €.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Clarifier la base de calcul de la redevance unique à 35 €.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ En pratique, les états des lieux d'entrée dans les locaux sont rarement effectués.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Systématiser et formaliser les états des lieux d'entrée et de sortie d'un local associatif.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ En dehors des demandes faites au Maire, il n'existe pas de dossier formel de demande d'un local associatif.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Définir et diffuser un dossier unique de demande d'attribution des locaux à destination des associations. Ce dossier pourra entre autre stipuler les pièces justificatives devant être transmises lors de toute demande et par conséquent réduire le temps de traitement actuel.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Une convention type a été mise en place par la direction Architecture et Immobilier. Toutefois celle-ci ne fait plus l'objet d'actualisations et présente des modifications pouvant être significatives d'une direction à l'autre.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Mettre à jour et diffuser une convention unique en relation avec le département juridique de la Mairie. Cette convention devra prévoir une partie « clauses particulières » afin de laisser la latitude aux directions d'appliquer une clause spécifique à une situation.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Le suivi administratif n'est pas effectué par l'ensemble des directions.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Harmoniser le suivi administratif et financier des locaux en formant l'ensemble des directions concernées à l'outil AS-TECH.</li> </ul>

## 4. Diagnostic – Etat des lieux Maintenance et travaux

Au sein de la Ville de Montpellier, si les travaux de gros œuvre sont centralisés au niveau de la DAI, la maintenance et les petits travaux sont gérés par trois directions différentes. A ce titre, le tableau ci-dessous résume pour chaque direction concernée par l'audit la répartition des responsabilités entre maintenance et travaux :

Direction concernée	Maintenance	Travaux
DJSEL	Maintenance effectuée par la DTMAS	L 'ensemble du gros œuvre au sein des locaux associatifs de la ville est effectué par la <b>DAI</b>
DCP		
DRI	Maintenance effectuée par la DAI	
DAI		
DAT	Dispose d'une équipe dédiée afin d'effectuer les travaux de maintenance	

Notons qu'il n'existe aucuns seuils définissant la différence entre actes de maintenance et travaux.

De plus alors que les travaux sont effectués par la DAI pour l'ensemble des directions, les actes de maintenance sont répartis entre trois acteurs.

# 4. Diagnostic – Etat des lieux

## Le rôle de la Direction Architecture et Immobilier

La direction Architecture et Immobilier est en charge depuis juin 2013 de la gestion de l'ensemble du patrimoine immobilier de la Ville de Montpellier à l'exception du patrimoine du Département de la Réussite Educative, géré par la DTMAS. Auparavant, chacune des directions gérait son propre patrimoine.

La DAI souhaite mettre en place une stratégie de gestion active du patrimoine afin de fournir les ressources immobilières nécessaires à l'action publique. Cette stratégie est mise en œuvre par trois agents, dont l'activité est répartie en fonction des thèmes suivants :

- ▶ Asset Management
  - Analyse du marché de l'immobilier,
  - Recherche de rendement économique du patrimoine immobilier,
  - Stratégie d'achats, cessions, constructions et démolition.
- ▶ Property Management
  - Gestion des baux à ferme, baux commerciaux, conventions privées et publiques (uniquement pour les locaux de la DAI, de la DAT et parfois de la DRI),
  - Gestion du recouvrement (encaissement des loyers et des charges pour l'ensemble du patrimoine immobilier de la ville),
  - Gestion des copropriétés (assemblées générales, etc.),
  - Gestion de la fiscalité immobilière de la ville (taxe foncière, taxe logements vacant, etc.).
- ▶ Facility Management
  - Gestion de l'entretien et de la maintenance quotidienne,
  - Optimisation des conditions d'occupation.

*Notons qu'actuellement, la DAI ne possède pas de visibilité globale sur l'occupation des locaux associatifs de la Ville. En effet, seule la DCP fait état des disponibilités au sein de son patrimoine de référence. Les autres directions telles que la direction Jeunesse Sports Emploi Logement ou la direction de l'Enfance ne communiquent donc pas les conditions d'occupation des locaux dont ils ont la charge.*

# 4. Diagnostic – Etat des lieux

## Le rôle de la Direction Architecture et Immobilier

Par ailleurs, afin d'améliorer la gestion de son patrimoine immobilier, la DAI a investi en 2006 dans le logiciel AS-TECH (solution transversale de gestion du patrimoine et des services techniques). Ce logiciel évolutif se compose de plusieurs modules :

- ▶ Module de référencement des biens,
- ▶ Module de travaux (saisie de toutes les interventions effectuées sur le patrimoine),
- ▶ Module de demande d'intervention (permet de faire une demande de réparation/maintenance),
- ▶ Module de gestion locative (récemment acquis).

Cet outil métier a été acquis dans le cadre de la réflexion menée sur la Gestion Active de Patrimoine afin d'élaborer des politiques publiques de gestion du patrimoine communal. Il a notamment permis en 2013 d'élaborer un Plan Stratégique Immobilier destiné à donner aux élus l'ensemble des éléments économiques et financiers leur permettant de définir une gestion patrimoniale au-delà de la période du mandat. Un plan de cession a pu, entre autre, être proposé en 2014.

*Notons qu'à ce jour, l'absence de formation au sein des directions ayant du patrimoine immobilier ne permet pas de garantir la centralisation et l'exhaustivité des informations liées au patrimoine immobilier de la Ville.*

### Valorisation des locaux

A ce jour, il n'existe aucune procédure formalisée assignant la valorisation des locaux associatif au sein de la Mairie. Toutefois, par défaut, les équipes d'Asset Management au sein de la DAI effectuent à la demande une évaluation des locaux en fonction de leur localisation ainsi que de leur état.

*Plusieurs points sont par ailleurs à noter :*

- ▶ Face au grand nombre de locaux détenus par la Ville, il apparaît impossible de réaliser les évaluations « in situ » que nécessiterait chaque local. Par conséquent celles-ci peuvent apparaître approximatives.
- ▶ De plus, l'absence de sollicitation systématique par les directions accentue le caractère approximatif de certaines évaluations.

# 4. Diagnostic – Etat des lieux

## Processus de recouvrement

Afin de recouvrer les indus (loyer + charges) des associations bénéficiant d'une mise à disposition de local de la Mairie de Montpellier suit le processus suivant :

Un listing (format papier avec toutes les associations, les montants, etc.) est envoyé par la DAI à la Direction Finance

Cette dernière vérifie l'ensemble des pièces jointes (conformité, cohérence des montants, etc.)

Un saisié des impayés est ensuite effectuée dans le logiciel « ASTRE »

Puis, les justificatifs sont envoyés au service Trésorerie accompagnés de titres exécutoires.

A réception la trésorerie municipale transmet un 1er avis de rappel aux associations concernées.

A défaut de paiement les associations présentant de faibles impayés feront l'objet de plusieurs (2-3) relances amiables (contacts ou courrier)

Les dossiers présentant des impayés conséquent sont transmis un huissier privé pour recouvrement.

En parallèle, un listing trimestriel des impayés est édité par la Direction Finance et envoyé à toutes les directions.

Etant en relation directe avec les associations, chaque direction a pour mission de relancer et de vérifier si les sommes à recouvrer par les associations peuvent être recouvrées à l'amiable ou déduites des subventions pécuniaires versées.

La Direction Finance centralise également toutes les contestations. Celles-ci sont ensuite redistribuées aux directions concernées.

*Notons qu'à l'instar du processus d'attribution des locaux associatifs, le processus de recouvrement des impayés ne fait l'objet d'aucun procédure / note de service formalisée. De plus, alors qu'il existe des moyens de recouvrement légaux (huissier), ceux-ci ne semblent pas être effectifs.*

### Légende

--- Intervention Trésorerie municipale

# 4. Diagnostic – Etat des lieux

## Qualité des conventions

---

Afin d'estimer la qualité des conventions nous ayant été transmises, une revue complète a été réalisée par nos avocats.

Il ressort des travaux effectués que toute convention de mise à disposition, afin d'être conforme au Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CG3P), doit comporter, a minima, les éléments suivants :

- ▶ Les dispositions concernant les lieux mis à disposition :
  - Désignation des lieux,
  - Destination des lieux,
  - Etat des lieux.
- ▶ La durée de la convention,
- ▶ La valorisation du bien mis à disposition,
- ▶ Les obligations du bénéficiaire,
- ▶ L'obligation de souscription à une assurance,
- ▶ Les règles de transmission de la convention,
- ▶ Les conditions de résiliation de la dite convention ,
- ▶ La gestion des litiges.

Toutefois certaines remarques peuvent être portées afin de renforcer le contrôle de la Commune de Montpellier sur ses cocontractants. A ce titre, les thématiques suivantes, estimées comme non abusives, pourraient être incluses à la procédure générique :

- ▶ Visite des locaux,
- ▶ Liste des interdictions telles que :
  - le changement des serrures sans l'accord de la direction concernée,
  - la consommation et vente de produits à base d'alcool, tabac et autres substances illicites,
  - l'organisation des jeux d'argent,
- ▶ Remontée systématique de tout changement de bureau ou d'objet de l'association.



# 4. Diagnostic – Etat des lieux

## Qualité des conventions

Sur base des remarques émises par nos experts en la matière, des tests qualitatifs ont été effectués sur un échantillon significatif d'associations visitées durant notre audit in situ

Direction	Association	Existence d'une convention	Conformité des conventions
DJESL	A.K Sport	Oui	<ul style="list-style-type: none"> <li>Conforme aux minima requis en la matière.</li> <li>Présence de dispositions complémentaire liées à l'activité (Emploi salarié / Diplôme)</li> <li>La dite convention stipule les règles de communication liées aux modifications de composition / d'emploi d'un salarié</li> </ul>
DJSEL	Aqualove Sauvetage	Oui	<ul style="list-style-type: none"> <li>Conforme aux minima requis en la matière</li> </ul>
DJESL	Montpellier Eaux vives	Oui	<ul style="list-style-type: none"> <li>Conforme aux minima requis en la matière</li> <li>L'identité du président n'est pas à jour</li> </ul>
DJSEL	Hortus Petanque	Oui	<ul style="list-style-type: none"> <li>Conforme aux minima requis en la matière</li> </ul>
DRI	Colonia Espagnola	Oui	<ul style="list-style-type: none"> <li>1 ère version non conforme aux minima requis en la matière : absence de valorisation du local. Toutefois un avenant stipulant celle-ci a été par la suite signé.</li> </ul>
DRI	Iberia Cultura	Oui	<ul style="list-style-type: none"> <li>1 ère version non conforme aux minima requis en la matière : absence de valorisation du local. Toutefois un avenant stipulant celle-ci a été par la suite signé.</li> </ul>



# 4. Diagnostic – Etat des lieux

## Qualité des conventions

Direction	Association	Existence d'une convention	Conformité des conventions
DRI	Casa de espagna	Oui	<ul style="list-style-type: none"> <li>1 ère version non conforme aux minima requis en la matière : absence de valorisation du local. Toutefois un avenant stipulant celle-ci a été par la suite signé.</li> </ul>
DRI	Amigos de Europa	Oui	<ul style="list-style-type: none"> <li>1 ère version non conforme aux minima requis en la matière : absence de valorisation du local. Toutefois un avenant stipulant celle-ci a été par la suite signé.</li> </ul>
DRI	Casa Amadis	Oui	<ul style="list-style-type: none"> <li>1 ère version non conforme aux minima requis en la matière : absence de valorisation du local. Toutefois un avenant stipulant celle-ci a été par la suite signé.</li> </ul>
DAI	Butte Paillade	Oui	<ul style="list-style-type: none"> <li>Conforme aux minima requis en la matière</li> <li>Présence de dispositions complémentaires liées à la nature de l'occupation des locaux (engagement d'aménagements intérieurs)</li> <li>Notons toutefois des doublons d'articles traitant d'un sujet identique (aménagement intérieurs).</li> </ul>
DAT	ADRA	Oui	<ul style="list-style-type: none"> <li>Conforme aux minima requis en la matière</li> </ul>
DAT	Alerte l'indien	Oui	<ul style="list-style-type: none"> <li>Non conforme aux minima requis en la matière : absence de valorisation du local.</li> </ul>

# 4. Diagnostic – Etat des lieux

## Qualité des conventions

Direction	Association	Existence d'une convention	Conformité des conventions
DAT	Guitare de la méditerranée	Oui	<ul style="list-style-type: none"> <li>Non conforme aux minima requis en la matière : absence de valorisation du local.</li> </ul>
DAT	Les amoureux de Candolle	Oui	<ul style="list-style-type: none"> <li>Conforme aux minima requis en la matière.</li> </ul>
DAT	Amicale des retraités de Paul Valéry	Oui	<ul style="list-style-type: none"> <li>Conforme aux minima requis en la matière.</li> </ul>
DAT	Gipsy Catalans	Oui	<ul style="list-style-type: none"> <li>Conforme aux minima requis en la matière.</li> </ul>
DAT	Tang Hérault	Oui	<ul style="list-style-type: none"> <li>Conforme aux minima requis en la matière.</li> </ul>
DAT	Amicale des corses de Montpellier	Oui	<ul style="list-style-type: none"> <li>Conforme aux minima requis en la matière.</li> </ul>

Il ressort de cette analyse qualitative certaines disparités dans la constitution des conventions de mise à disposition des locaux. En effet, les éléments suivant peuvent être mise en avant :

- Présence de procédures ne comportant aucune valorisation du local : certaines on fait l'objet d'un avenant correctif, d'autres non.
- Certaines procédures comportent une ou plusieurs dispositions complémentaires aux minima requis.
- La plupart des procédures se limitent aux strictes minima requis en la matière. Toutefois, alors qu'il s'agit d'un problème récurrent, aucune convention ne comporte de close interdisant le changement des clés.
- Enfin une procédure présente des informations erronées.

# 4. Diagnostic – Etat des lieux

## Constats et recommandations

Constats	Recommandations
<ul style="list-style-type: none"> <li>Il n'existe aucun seuil définissant la différence entre actes de maintenance et travaux.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mettre en place et diffuser un tableau définissant les seuils de maintenance et de travaux afin de formaliser et identifier les domaines d'intervention des directions concernées.</li> <li>Engager une réflexion sur les possibilités de mutualiser les travaux de maintenance au sein d'une direction unique.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>A ce jour, l'absence de formation au sein des directions ayant du patrimoine immobilier ne permet pas de garantir la centralisation et l'exhaustivité des informations liées au patrimoine immobilier de la Ville.</li> <li>La DAI ne possède pas de visibilité globale sur l'occupation des locaux associatifs de la Ville. En effet, certaines directions telles que la direction Jeunesse Sports Emploi Logement ou la direction de l'Enfance ne communiquent pas les conditions d'occupation des locaux dont ils ont la charge.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>En se basant sur le projet actuel de mise en place d'une base de données portée par la DCP, mettre en place un système de gestion documentaire type « Gestion électronique d'informations et de documents » (GEIDE) afin de faciliter la collecte, l'exploitation, la recherche, l'archivage des documents et permettre leur consultation à toutes les directions qui en ont le besoin.</li> <li>Mutualiser un fichier de disponibilité des locaux associatifs.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Face au grand nombre de locaux détenus par la Ville, il apparaît impossible de réaliser les évaluations « in situ » que nécessiterait chaque local. Par conséquent celles-ci peuvent apparaître approximatives.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Organiser une visite, a minima avant toute reconduction, de l'ensemble des locaux associatif afin de valider la correcte utilisation de locaux, l'adéquation entre activité et surface ainsi que l'état des locaux permettant une évaluation précise de la valeur locative.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Le processus de recouvrement des impayés ne fait l'objet d'aucun procédure / note de service formalisée.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Formaliser le processus de recouvrement des impayés.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>La plupart des procédures se limitent aux strictes minima requis en la matière. Toutefois, alors qu'il s'agit d'un problème récurrent, aucune convention ne comporte de clause interdisant le changement des clés.</li> <li>Certaines procédures ne comportant aucune valorisation du local : certaines on fait l'objet d'un avenant correctif, d'autres non.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Prévoir la mise en place des clauses suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>Visite annuelle des locaux,</li> <li>Liste des interdictions : changement des serrures sans l'accord de la direction concernée, consommation et vente de produits à base d'alcool, tabac et autres substances illicites, d'organiser des jeux d'argent,</li> <li>Remonter systématiquement tout changement de bureau ou d'objet de l'association.</li> </ul> </li> </ul>

# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association  
Légende

▶	Chaque visite a donné lieu à une évaluation du local sur trois axes :			
▶	<b>Niveau d'utilisation du local</b>			
▶	Justification de la présence de l'association dans le local			Attribution non justifiée
▶	Très faible			Attribution à justifier
▶	Faible			Attribution justifiée à revoir régulièrement
▶	Correct			Attribution justifiée
▶	Elevé			
▶	<b>Etat du local</b>			
▶	Respect des conditions de l'attribution du local en termes d'entretien			Mise en demeure de l'association
▶	Insalubre			Rappel de l'engagement en termes d'entretien
▶	Mauvais			Entretien à suivre
▶	Bon			Conditions respectées
▶	Très bon			
▶	<b>Niveau de priorité</b>			
▶	Priorité à donner aux actions concernant le local de l'association			Aucune action particulière à mener
▶	Faible			Action à mettre en place à long terme
▶	Moyen			Action à mettre en place à moyen terme
▶	Fort			Action à mettre en place à très court terme
▶	Très fort			

# 4. Diagnostic – Etat des lieux

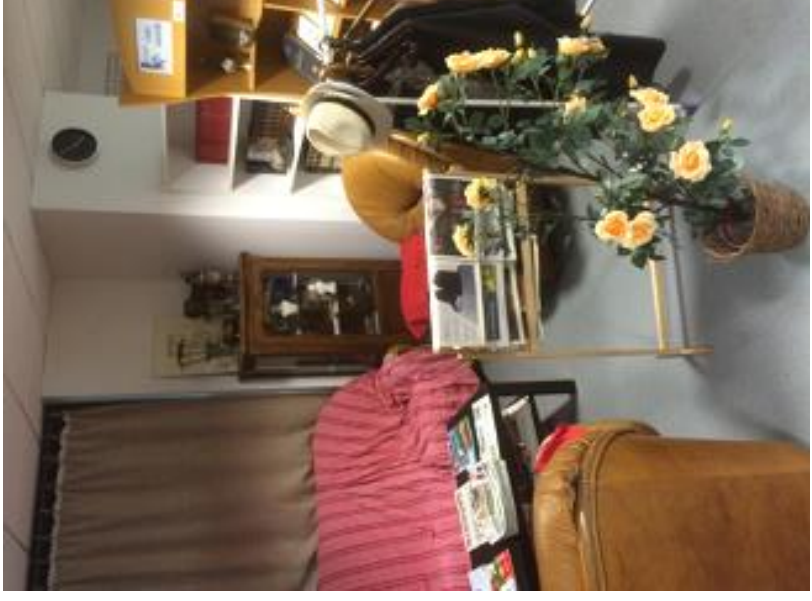
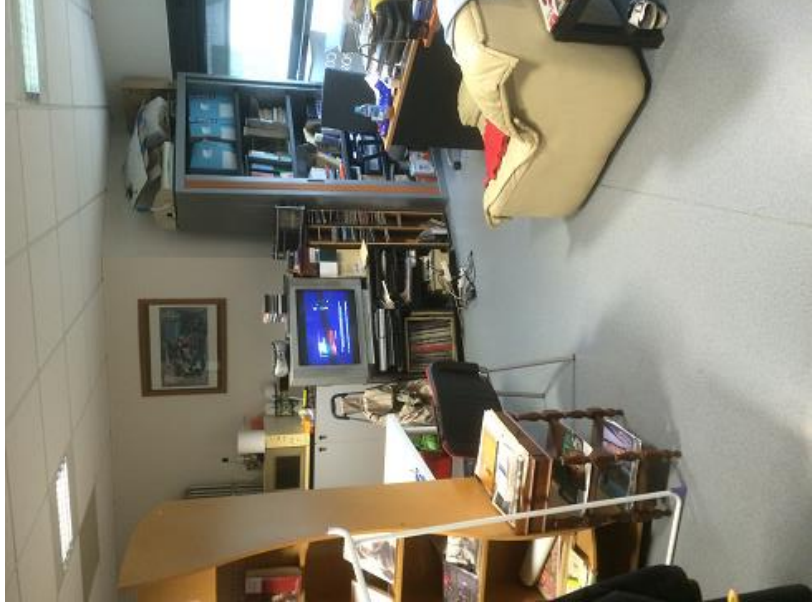
Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Casa Amadis		Direction	DRI
Adresse	ESPACE JACQUES PREMIER D'ARAGON			
Objet de l'association	Activités culturelles de langue portugaise			
Info direction	Non paiement de loyer (créance de 2 640 €). Changement des serrures.			
Date de visite	23/09/2014			
Accès au local	Avis de l'agent en charge du local		Niveau d'utilisation du local	Etat du local
Oui			Elevé	Très bon
Mais changement des serrures (suite à un cambriolage)	Sans commentaires			
Présence d'un membre de l'association	Activité constatée dans le local		Aménagement	
Oui	Conforme à l'objet		Mobilier de détente : canapé, TV, frigo, etc.	
Président	Association paraissant dynamique en lien avec la culture lusophone (formation, festivals, etc.) qui promeut la Ville de Montpellier au Brésil et Portugal			
	Odeur de cigarette			
Préconisation				
Niveau de priorité				
Rappeler les conditions d'occupation des locaux				
Faible				

# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Casa Amadis	Direction	DRI
-----------------	-------------	-----------	-----





# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Amigos de Europa Centre Valenciano Del Exterior Gransur		Direction	DRI
Adresse	ESPACE JACQUES PREMIER D'ARAGON			
Objet de l'association	Activités socio-culturelles espagnoles et soutien administratif à la communauté espagnole locale			
Info direction	Association vieillissante sans activité			
Date de visite	23/09/2014			
Accès au local	Avis de l'agent en charge du local	Niveau d'utilisation du local	Etat du local	
Oui	Président malade, sa fille essaie de reprendre l'association mais peu d'activité	Aucune activité notable	Très bon	
Présence d'un membre de l'association	Activité constatée dans le local	Aménagement		
Non	Bureau vide, aucune activité notable Bureau partagé avec l'association Mozaïc Outre-Mer	Aucun aménagement particulier		
Préconisation		Niveau de priorité		
Etudier l'opportunité de réattribuer le local à une nouvelle association		Fort		

# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Amigos de Europa Centre Valenciano Del Exterior Gransur	Direction	DRI
-----------------	---	-----------	-----





# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Mozaïc Outre-Mer		Direction	DRI
Adresse	ESPACE JACQUES PREMIER D'ARAGON			
Objet de l'association	Activités socio-culturelles en lien avec la communauté de l'outre-mer			
Info direction	Aucun lien avec l'international			
Date de visite	23/09/2014			
Accès au local	Avis de l'agent en charge du local		Niveau d'utilisation du local	Etat du local
Oui	Association qui n'a pas de caractère international mais très active		Correct	Très bon
Présence d'un membre de l'association	Activité constatée dans le local		Aménagement	
Non	Conforme à l'objet		Aucun aménagement particulier	
	L'association n'est cependant pas à caractère international			
	Bureau partagé avec l'association Amigos de Europa			
Préconisation			Niveau de priorité	
N/A			Faible	



# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Colonia Espagnola	Direction	DRI
Adresse	ESPACE JACQUES PREMIER D'ARAGON		
Objet de l'association	Soutien administratif et juridique aux retraités et pensionnés espagnols en France et en Espagne		
Info direction	Association vieillissante sans activité		
Date de visite	23/09/2014		
Accès au local	Avis de l'agent en charge du local	Niveau d'utilisation du local	Etat du local
Oui	Pas d'activité connue Président membre de Iberia Cultura	Aucune activité notable	Très bon
Présence d'un membre de l'association	Activité constatée dans le local		
Non	Bureau vide, aucune activité notable Alcool ainsi que nourriture périmée dans le frigo : signe de la très faible activité dans le local	Aucun aménagement particulier, excepté l'installation d'un frigo	
Préconisation	Niveau de priorité		
Etudier l'opportunité de réattribuer le local à une nouvelle association	Fort		

# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Iberia Cultura		Direction	DRI
Adresse	ESPACE JACQUES PREMIER D'ARAGON			
Objet de l'association	Activités socio-culturelles populaires espagnoles			
Info direction	Association vieillissante sans activité			
Date de visite	23/09/2014			
Accès au local	Avis de l'agent en charge du local		Niveau d'utilisation du local	Etat du local
Oui	Pas d'activité connue Président membre de Casa Espagnola		Aucune activité notable	Très bon
Présence d'un membre de l'association	Activité constatée dans le local		Aménagement	
Non	Bureau vide, aucune activité notable Alcool ainsi que nourriture périmée dans le frigo : signe de la très faible activité dans le local		Aucun aménagement particulier, excepté l'installation d'un frigo	
Préconisation			Niveau de priorité	
Etudier l'opportunité de réattribuer le local à une nouvelle association			Fort	

# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

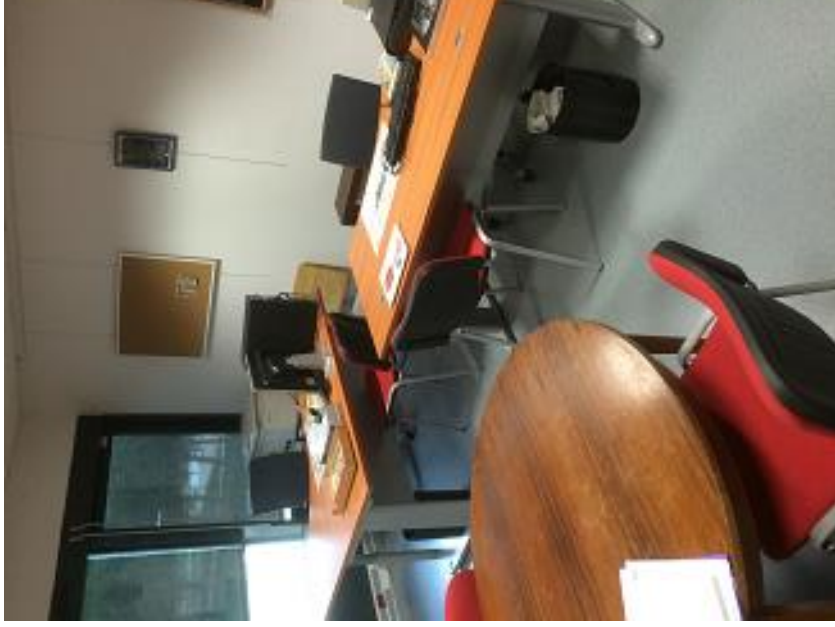
Nom association	Casa de España		Direction	DRI
Adresse	ESPACE JACQUES PREMIER D'ARAGON			
Objet de l'association	Activités socio-culturelles espagnoles			
Info direction	Association possédant également un local avec la DAT			
Date de visite	23/09/2014			
Accès au local	Avis de l'agent en charge du local		Niveau d'utilisation du local	Etat du local
Oui	Pas d'activité connue		Aucune activité notable	Très bon
Présence d'un membre de l'association	Activité constatée dans le local		Aménagement	
Non	Bureau vide, aucune activité notable L'association possède un autre local géré par la DAT qui est utilisé		Aucun aménagement particulier	
Préconisation			Niveau de priorité	
Demander à l'association de regrouper toutes ses activités dans un de ses locaux Etudier l'opportunité de réattribuer le local non utilisé Préparer une convention qui tient compte des recommandations émises suite à l'audit			Fort	



# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Colonia Espagnola - Iberia Cultura - Casa de España	Direction	DRI
-----------------	---	-----------	-----



# 4. Diagnostic – Etat des lieux

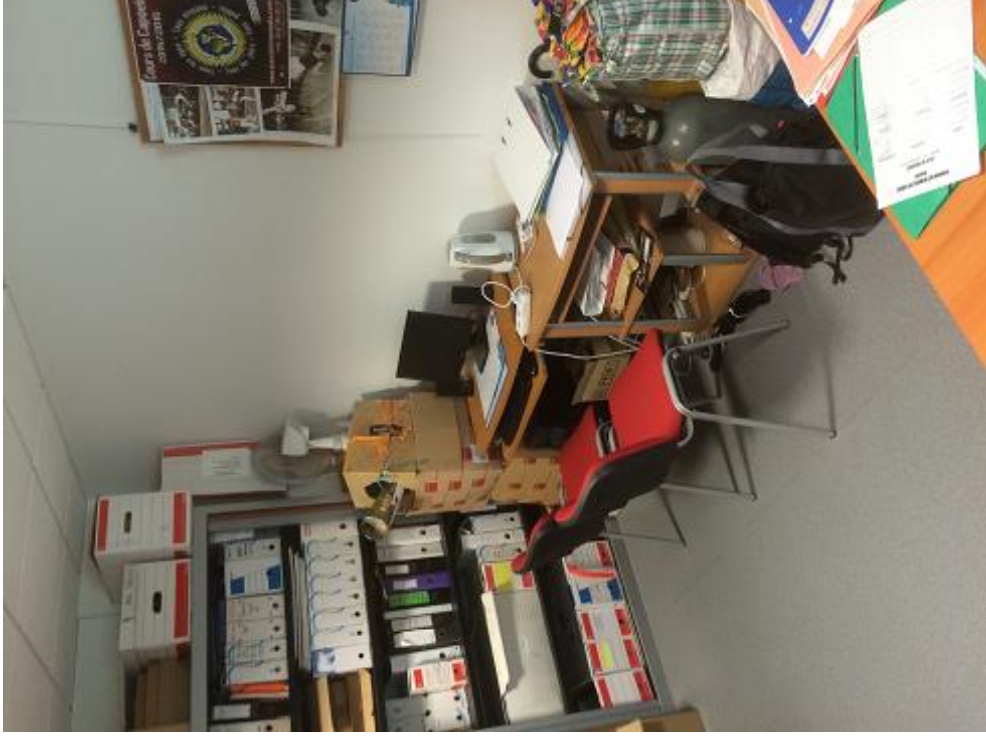
Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Senzala	Direction	DRI
Adresse	ESPACE JACQUES PREMIER D'ARAGON		
Objet de l'association	Promotion de la culture Brésilienne		
Info direction	Assez active		
Date de visite	23/09/2014		
Accès au local	Avis de l'agent en charge du local	Niveau d'utilisation du local	Etat du local
Oui	Très actif	Elevé	Très bon
Présence d'un membre de l'association	Activité constatée dans le local		
Oui	Conforme à l'objet Organisation d'évènement pour étudiants, cours de Capoeira, cours de portugais	Aucun aménagement particulier	
Préconisation		Niveau de priorité	
N/A		Faible	

# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Senzala	Direction	DRI
-----------------	---------	-----------	-----









# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Institut Confucius		Direction	DRI
Adresse	ESPACE JACQUES PREMIER D'ARAGON			
Objet de l'association	Diffusion de la culturelle chinoise / Cours de chinois			
Info direction	Bon fonctionnement			
Date de visite	23/09/2014			
Accès au local	Avis de l'agent en charge du local		Niveau d'utilisation du local	Etat du local
Oui	Association très active		Elevé	Très bon Petit dégât des eaux
Présence d'un membre de l'association	Activité constatée dans le local		Aménagement	
Oui 4 membres	Conforme à l'objet Partenariat avec certaines universités pour les cours de chinois		Aménagement d'une salle d'accueil et de bureaux	
Préconisation			Niveau de priorité	
N/A			Faible	

# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Institut Confucius	Direction	DRI
			

# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	AGIR 34		Direction	DRI
Adresse	ESPACE MARTIN LUTHER KING			
Objet de l'association	Soutien technique de retraités à des organismes nationaux ou internationaux			
Info direction	Aucun lien avec l'international, aucune action connue			
Date de visite	23/09/2014			
Accès au local	Avis de l'agent en charge du local		Niveau d'utilisation du local	Etat du local
Oui Mais changement des serrures	La clés de la serrure n'a été donnée que le jour de l'intervention		Correct	Bon
Présence d'un membre de l'association	Activité constatée dans le local		Aménagement	
Oui	Conforme à l'objet		Aucun aménagement particulier	
	Bon niveau d'activité			
	L'association semble plus à caractère régional qu'international			
Préconisation			Niveau de priorité	
N/A				Faible

# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	AGIR 34	Direction	DRI
-----------------	---------	-----------	-----



# 4. Diagnostic – Etat des lieux

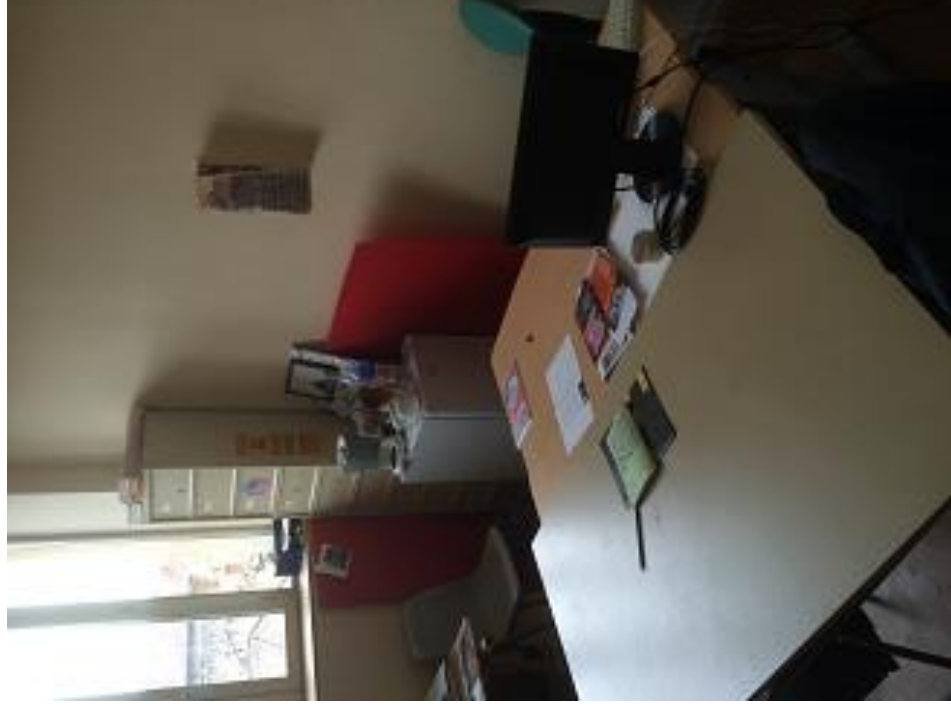
Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	MRAP	Direction	DRI
Adresse	ESPACE MARTIN LUTHER KING		
Objet de l'association	Lutte contre le racisme et toutes discriminations		
Info direction	Association vieillissante sans activité		
Date de visite	23/09/2014		
Accès au local	Avis de l'agent en charge du local	Niveau d'utilisation du local	Etat du local
Oui	Une soixantaine de membres (association du Petit Bard) se sont récemment inscrits afin de disposer d'un nombre de voix nécessaires pour prendre la présidence de l'association	Correct  Permanence 2 fois par semaine	Bon
Présence d'un membre de l'association	Activité constatée dans le local	Aménagement	
Non	Conforme à l'objet  Risque potentiel de l'appropriation du local par une association non internationale lors du changement de présidence	Aucun aménagement particulier	
Préconisation		Niveau de priorité	
S'assurer de la continuité de l'objet actuel de l'association suite au changement de présidence		Moyen	

# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	MRAP	Direction	DRI
-----------------	------	-----------	-----





# 4. Diagnostic – Etat des lieux

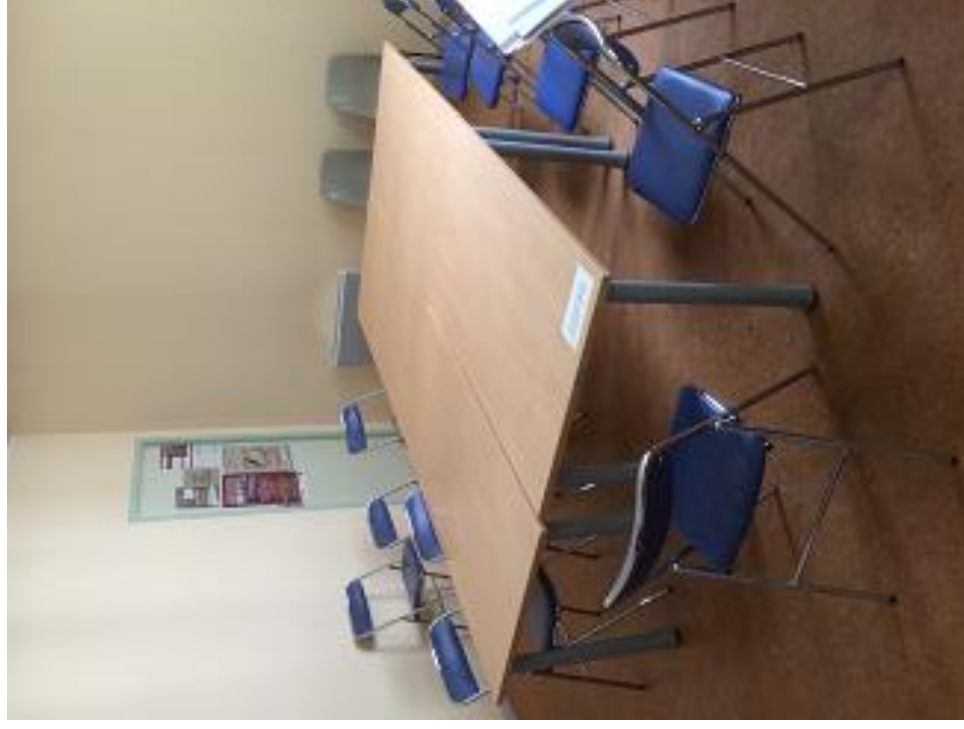
Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Amnesty International		Direction	DRI
Adresse	ESPACE MARTIN LUTHER KING			
Objet de l'association	Défense des droits humains et soutien aux victimes de violation de ces droits			
Info direction	Utilisation uniquement à des fins de stockage			
Date de visite	23/09/2014			
Accès au local	Avis de l'agent en charge du local		Niveau d'utilisation du local	Etat du local
Oui	Bureau de stockage		Correct Uniquement pour le stockage	Bon
Présence d'un membre de l'association	Activité constatée dans le local		Aménagement	
Non	Conforme à l'objet Association active qui travaille en synergie avec les autres associations de l'espace Martin Luther King		Aucun aménagement particulier	
Préconisation			Niveau de priorité	
N/A			Faible	

# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Amnesty International	Direction	DRI
-----------------	-----------------------	-----------	-----





# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Euro Grèce France		Direction	DRI	
Adresse	ESPACE MARTIN LUTHER KING				
Objet de l'association	Activités socio-culturelles grecques (cours de grec, danse, chant, festivités)				
Info direction	Association vieillissante sans activité				
Date de visite	23/09/2014				
Accès au local	Avis de l'agent en charge du local		Niveau d'utilisation du local	Etat du local	
Oui	Local divisé en deux dans le passé		Faible  Aucune permanence	Bon	
	Un bureau est à ce titre disponible pour une hypothétique seconde association				
Présence d'un membre de l'association	Activité constatée dans le local		Aménagement		
Non	L'association utilise depuis peu deux bureaux dans le local. Il est envisageable de loger une deuxième association comme ce fut le cas auparavant		Aucun aménagement particulier		
	Présence d'alcool				
Préconisation			Niveau de priorité		
Etudier l'opportunité de réattribuer le deuxième local à une autre association			Fort		

# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Euro Grèce France	Direction	DRI
-----------------	-------------------	-----------	-----



# 4. Diagnostic – Etat des lieux

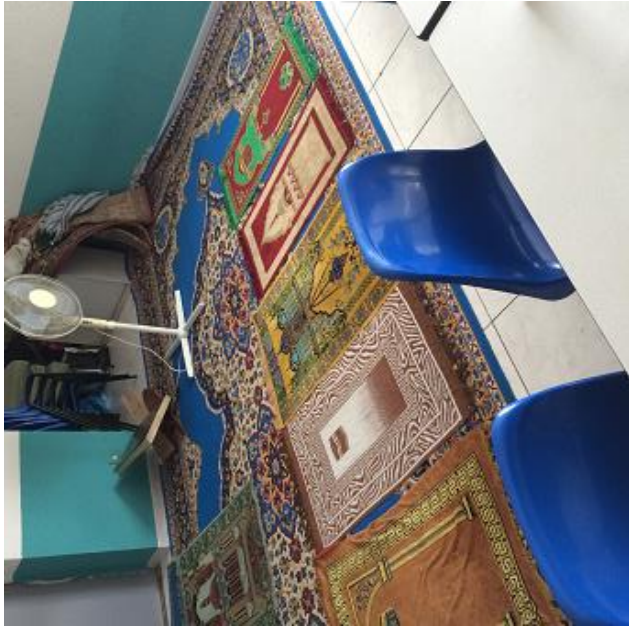
Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Harkis Combattant	Direction	DAT
Adresse	Rue JP Biscay : la rauze		
Objet de l'association	Activités détente pour les anciens combattants Harkis		
Info direction	Local transformé en salle de prière		
Date de visite	1 <sup>er</sup> passage : 25/09/2014      2 <sup>ème</sup> passage : 01/10/2014		
Accès au local	Avis de l'agent en charge du local	Niveau d'utilisation du local	Etat du local
1 <sup>er</sup> passage : absence de changement des serrures	Dernière visite de l'agent : > 2 ans Pas de visibilité sur l'activité	Correct	Bon
2 <sup>e</sup> passage : changement des serrures	Récupération des clés pour motif de visite sécurité incendie	En soirée	
Présence d'un membre de l'association	Activité constatée dans le local	Aménagement	
Non	Local d'un ancien boulodrome  Deux activités principales : <ul style="list-style-type: none"> <li>Lieu de rencontre pour les anciens du quartier : discussions autour d'un thé, jeux, etc.</li> <li>Espace de prière (ne semblant pas extrémiste)</li> </ul>	1 <sup>ère</sup> moitié de la pièce : petite cuisine équipée et table à manger  2 <sup>nde</sup> moitié de la pièce : espace de prière avec tapis au sol et objets religieux	
Préconisation		Niveau de priorité	
Rappeler à l'association les conditions de la convention Revoir les conditions de l'attribution du local en conséquence		Fort	

# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Harkis Combattant	Direction	DAT
-----------------	-------------------	-----------	-----



# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

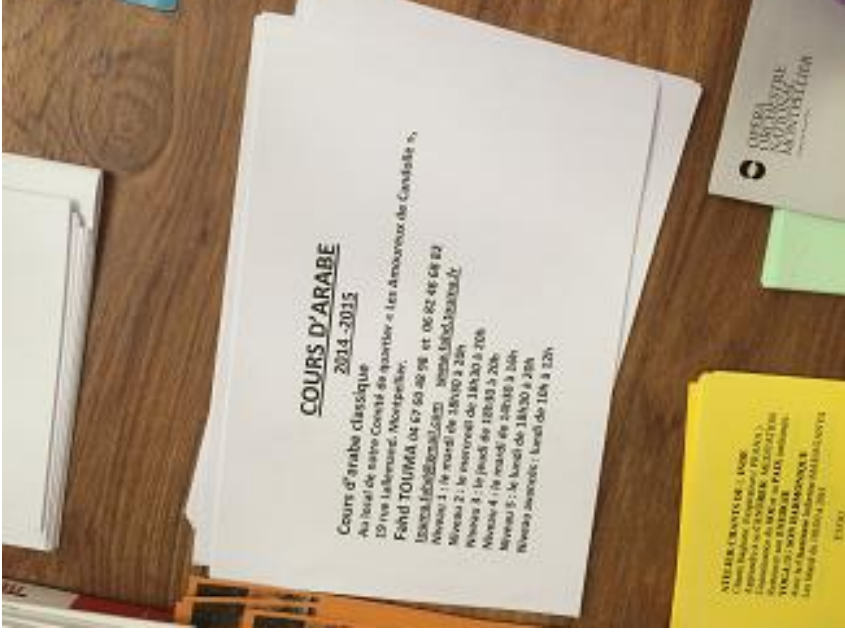
Nom association	Les Amoureux de Candolle		Direction	DAT
Adresse	19 rue Lallemand			
Objet de l'association	Vie de quartier / Activités socio-culturelles			
Info direction	Sous-location des locaux à d'autres associations			
Date de visite	25/09/2014			
Accès au local	Avis de l'agent en charge du local		Niveau d'utilisation du local	Etat du local
Oui	Aucun commentaire particulier		Elevé	Bon Peinture refaite en 2012
Présence d'un membre de l'association	Activité constatée dans le local		Aménagement	
Non	Diverses activités présentées sur une affiche et un prospectus : <ul style="list-style-type: none"><li>• Cours d'espagnol</li><li>• Connaissance de soi</li><li>• Cours de danse</li><li>• Atelier d'écriture</li><li>• Cours de violoncelle</li><li>• Cours d'arabe</li></ul> Les communications effectuées à l'aide du carnet de liaison retrouvé dans le local donnent l'impression d'une occupation par de nombreuses associations étrangères.		Salle vide à l'étage pour les cours de sophrologie (tapis)	
	Préconisation		Niveau de priorité	
Rappeler à l'association que la sous-location n'est pas prévue dans la convention Revoir les conditions de l'attribution du local en conséquence				



# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Les Amoureux de Candolle	Direction	DAT
-----------------	--------------------------	-----------	-----



# 4. Diagnostic – Etat des lieux

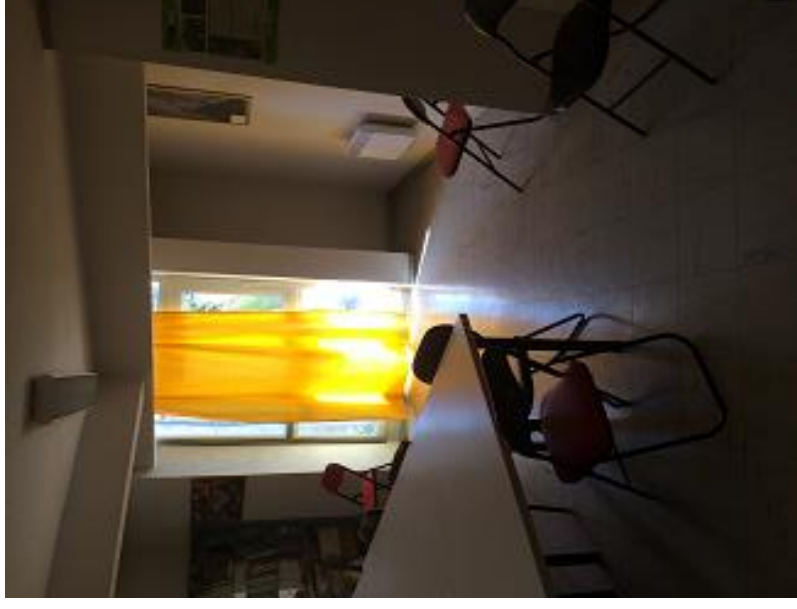
Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Amicale des Corses de Méditerranée		Direction	DAT
Adresse	6, rue des Hospices, le Domitien			
Objet de l'association	Activités détente pour les Corses			
Info direction	Manque de visibilité sur les activités			
Date de visite	25/09/2014			
Accès au local	Avis de l'agent en charge du local	Niveau d'utilisation du local		Etat du local
Oui	Globalement bonne entente avec les membres de l'association	Faible Compte tenu de la surface : <ul style="list-style-type: none"><li>• Peinture le lundi et jeudi après-midi pour 8 adhérents</li><li>• Corse le lundi et mercredi soir pour 10 adhérents</li></ul>		Bon  Petit dégât des eaux à l'étage
Présence d'un membre de l'association	Activité constatée dans le local		Aménagement	
Oui  Président	Deux activités : <ul style="list-style-type: none"><li>• Cours de peinture</li><li>• Cours de Corse</li></ul>	Rien de particulier : <ul style="list-style-type: none"><li>• Au RDC, cours de peinture</li><li>• A l'étage, cours de Corse</li></ul> Simple mobilier de bureau		
Préconisation		Niveau de priorité		
Etudier la mutualisation du local avec une autre association		Fort		

# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Amicale des Corses de Méditerranée	Direction	DAT
-----------------	------------------------------------	-----------	-----





# 4. Diagnostic – Etat des lieux

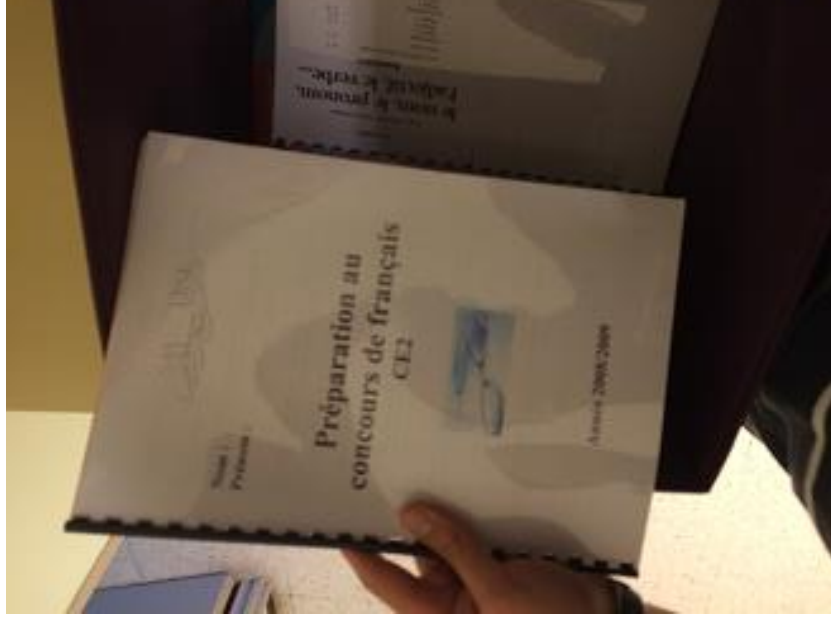
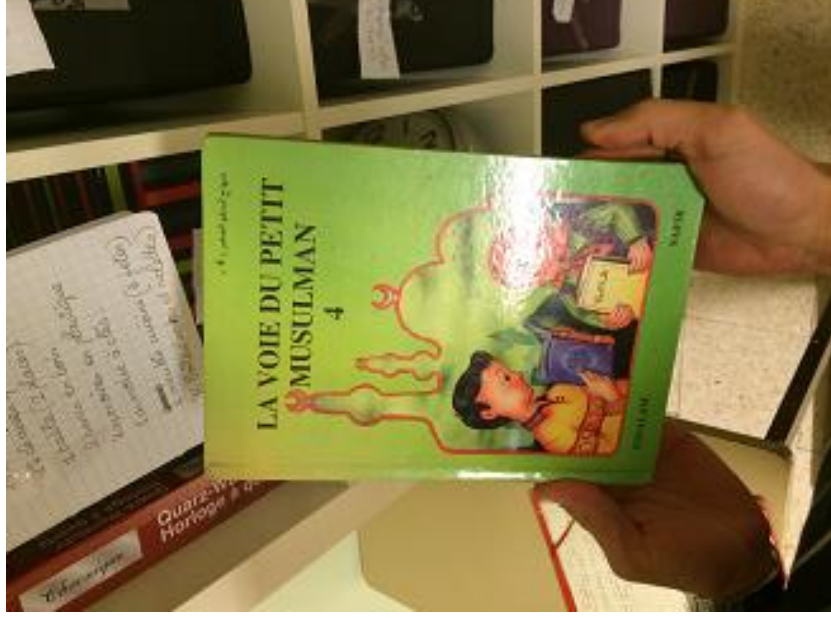
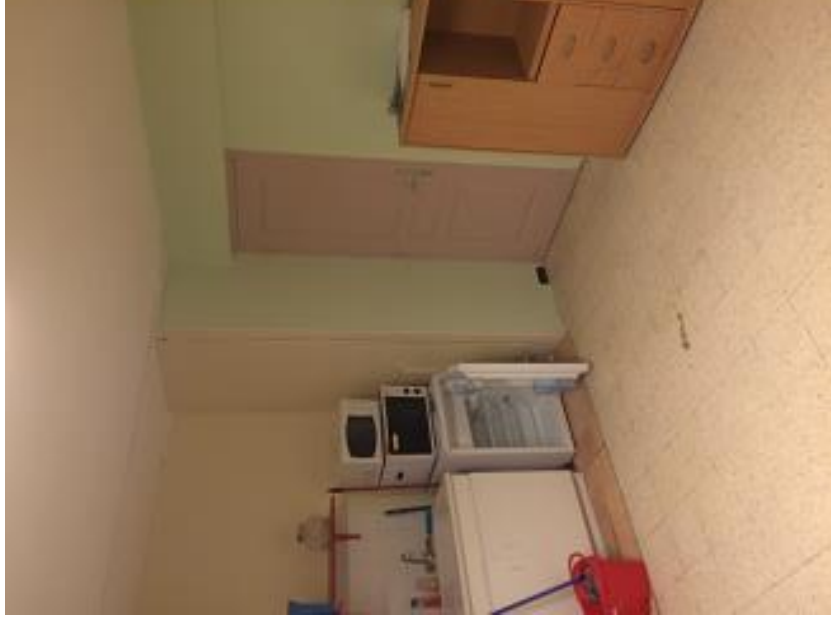
Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association		Les retraités des Hauts de Massane		Direction	DAT
Adresse		343 rue de Gènes			
Objet de l'association		Activités détente pour les retraités du quartier			
Info direction		Doute sur la transformation du local en école coranique			
Date de visite		25/09/2014			
Accès au local		Avis de l'agent en charge du local		Niveau d'utilisation du local	Etat du local
Oui	Pense que la peinture a été refaite récemment			Faible Signes d'activité	Bon
Présence d'un membre de l'association		Activité constatée dans le local		Aménagement	
Non	Soutien scolaire (présence de matériel scolaire)  Certains sujets sont orientés sur l'apprentissage de l'arabe et de l'islam, mais également d'autres matières scolaires			<ul style="list-style-type: none"><li>• Une pièce principale pour le soutien scolaire</li><li>• Une pièce secondaire pour le stockage du mobilier scolaire</li></ul> Local non identifié à l'extérieur (absence du nom de l'association)	
Préconisation		Niveau de priorité			
S'assurer de la visibilité de l'association auprès du public Revoir les conditions de l'attribution du local en conséquence		Fort			

# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Les retraités des Hauts de Massane	Direction	DAT
-----------------	------------------------------------	-----------	-----



# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Resto du Cœur (Léo Lagrange)		Direction	DAT
Adresse	70 Avenue bologne : ancienne maison pour tous léo lagrange			
Objet de l'association	Distribution de paniers de vivres			
Info direction	Local vétuste, étroit, peu adapté à l'accueil d'un public important			
Date de visite	25/09/2014			
Accès au local		Avis de l'agent en charge du local	Niveau d'utilisation du local	Etat du local
Oui  NB : la Mairie ne possède qu'un seul jeu de clé du local		Bâtiment inadapté pour autant de public	Elevé  Distribution tous les matins	Mauvais  (sécurité du public ?)
Présence d'un membre de l'association		Activité constatée dans le local		
Non		Conforme à l'objet	Aménagement pour le stockage de vivres (étagères et frigo)	
Préconisation		Niveau de priorité		
Mettre aux normes le local ou proposer un autre local plus adapté		Très fort		

# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Resto du Cœur (Léo Lagrange)	Direction	DAT
-----------------	------------------------------	-----------	-----



# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Amicale des retraités de Paul Valéry		Direction	DAT
Adresse	Résidence Paul Valéry II, 211 rue Hébert			
Objet de l'association	Activités détente pour les retraités du quartier			
Info direction	Local transformé en salle de prière			
Date de visite	1 <sup>er</sup> passage : 25/09/2014      2 <sup>ème</sup> passage : 01/10/2014			
Accès au local	Avis de l'agent en charge du local		Niveau d'utilisation du local	Etat du local
1 <sup>er</sup> passage : absence de changement des serrures  2 <sup>e</sup> passage : changement des serrures	Non rassuré par la visite (déjà témoin d'une agression). Lors de la dernière visite, l'agent a vu des tapis  Récupération des clés pour motif de visite sécurité incendie Cependant, il ne s'agissait pas de la bonne clé. Le président, contacté, a affirmé avoir oublié de donner une deuxième clé		Faible  En soirée	Bon (extérieur)
Présence d'un membre de l'association	Activité constatée dans le local		Aménagement	
Non	Local d'un ancien boudrome Aucun signe extérieur d'activité Fenêtres occultées		Non visité (vue externe uniquement)	
Préconisation			Niveau de priorité	
Visiter le local afin d'estimer les suites à donner			Très fort	



# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Amicale des retraités de Paul Valéry	Direction	DAT
-----------------	--------------------------------------	-----------	-----



# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Commune Libre de Figuerolles		Direction	DAT
Adresse	100 faubour Figuerolles Résidence Zuccarelli			
Objet de l'association	Activités détente pour les habitants du quartier			
Info direction	Local très peu occupé			
Date de visite	25/09/2014			
Accès au local	Avis de l'agent en charge du local		Niveau d'utilisation du local	Etat du local
Oui Mais changement des serrures	Aucune visite du local depuis sa prise de poste en 2012		Correct	Insalubre
Présence d'un membre de l'association	Activité constatée dans le local		Aménagement	
Oui	<ul style="list-style-type: none"><li>• Bar (avec alcool ?)</li><li>• Jeux de carte</li></ul>		Faible aménagement Bar au rez-de-chaussée	
Préconisation			Niveau de priorité	
Rappeler l'engagement de l'association en termes d'entretien du local Revoir les conditions de l'attribution du local en conséquence			Fort	

# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Commune Libre de Figuerolles	Direction	DAT
-----------------	------------------------------	-----------	-----





# 4. Diagnostic – Etat des lieux

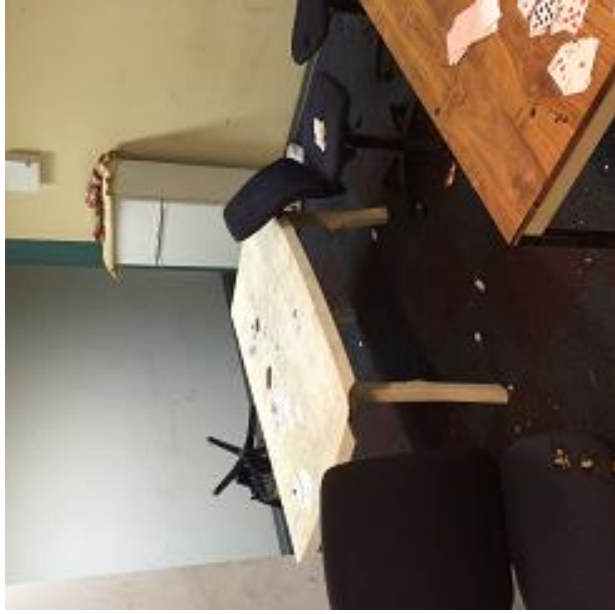
Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Gipsy Catalans		Direction	DAT
Adresse	Cité Gély, 170 rue Joachim Du Bellay + 4 rue Samain			
Objet de l'association	Vie de quartier (programmes socio-éducatifs)			
Info direction	Local utilisé pour des jeux de carte et de la vente d'alcool			
Date de visite	1 <sup>er</sup> passage : 25/09/2014      2 <sup>ème</sup> passage : 01/10/2014			
Accès au local	Avis de l'agent en charge du local		Niveau d'utilisation du local	Etat du local
1 <sup>er</sup> passage : absence de changement des serrures  2 <sup>e</sup> passage : changement des serrures	Attribution du local très récente. Très mal entretenu. Doute sur l'activité dans le local Local semblant être utilisé pour des anniversaires d'enfants du quartier  Récupération des clés pour motif de visite sécurité incendie		Faible	Insalubre  Alors qu'il a été attribué en bon état récemment
Présence d'un membre de l'association	Activité constatée dans le local		Aménagement	
Non	Deux tables de cuisine avec des jeux de carte Cannettes de soda dans le frigo Très sale, peu ordonné Impacts de balle sur la fenêtre  Aucun signe de jeux d'argent ou de vente d'alcool		Uniquement deux tables de cuisine et un frigo	
Préconisation			Niveau de priorité	
Rappeler l'engagement de l'association en termes d'entretien du local Revoir les conditions de l'attribution du local en conséquence			Très fort	

# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Gipsy Catalans	Direction	DAT
-----------------	----------------	-----------	-----



# 4. Diagnostic – Etat des lieux

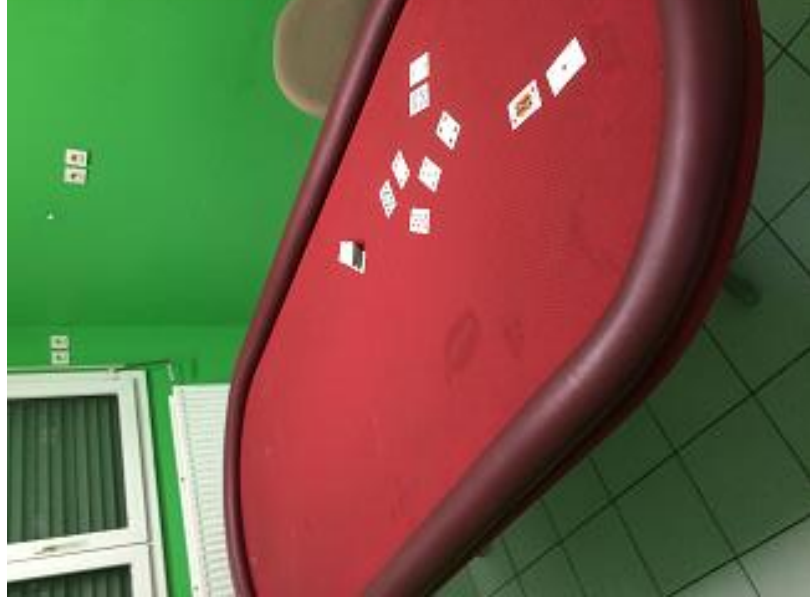
Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Alerte l'indien	Direction	DAT
Adresse	Rue des Marels / 271 rue lou tarido		
Objet de l'association	Soutien à la communauté gitane / Activités socio-culturelles		
Info direction	Aucune convention		
Date de visite	25/09/2014		
Accès au local	Avis de l'agent en charge du local	Niveau d'utilisation du local	Etat du local
Oui	Non rassuré par la visite (quartier mal fréquenté) Rares interventions sur place	Faible En soirée	Globalement bon, excepté pièce délabrée au RDC
Présence d'un membre de l'association	Activité constatée dans le local		
Non	<ul style="list-style-type: none"><li>Présence de matelas au rez-de-chaussée</li><li>Abandon de tout le mobilier de bureau</li><li>Tables de jeu à l'étage avec affiches pour la promotion d'un tournoi de flop à 50 € l'inscription</li></ul>	Aménagement pour des couchages au RDC et des tournois de jeux d'argent à l'étage	
Préconisation	Niveau de priorité		
Envisager la fermeture définitive du local	Très fort		

# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Alerte l'indien	Direction	DAT
-----------------	-----------------	-----------	-----



# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

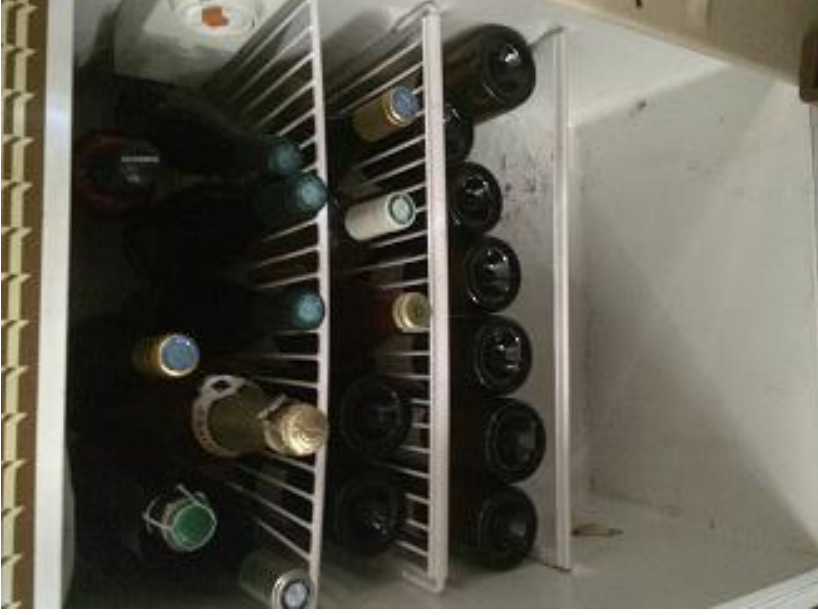
Nom association	Tang'Hérault		Direction	DAT
Adresse	40, rue Favre de St Castor Résidence St James			
Objet de l'association	Cours de danse			
Info direction	Local transformé en boîte de nuit (vente alcool, etc.)			
Date de visite	25/09/2014			
Accès au local	Avis de l'agent en charge du local		Niveau d'utilisation du local	Etat du local
Oui	Etonné par l'aménagement intérieur du local		Faible En soirée	Très bon
Présence d'un membre de l'association	Activité constatée dans le local		Aménagement	
Non	Local effectivement transformé en bar dansant avec vente d'alcool		Aménagement pour un bar dansant de bonne catégorie : parquet, sonorisation, éclairage, bar, etc.	
Préconisation			Niveau de priorité	
Rappeler à l'association les conditions de la convention Revoir les conditions de l'attribution du local en conséquence			Très fort	



# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Tang'Hérault	Direction	DAT
-----------------	--------------	-----------	-----



# 4. Diagnostic – Etat des lieux

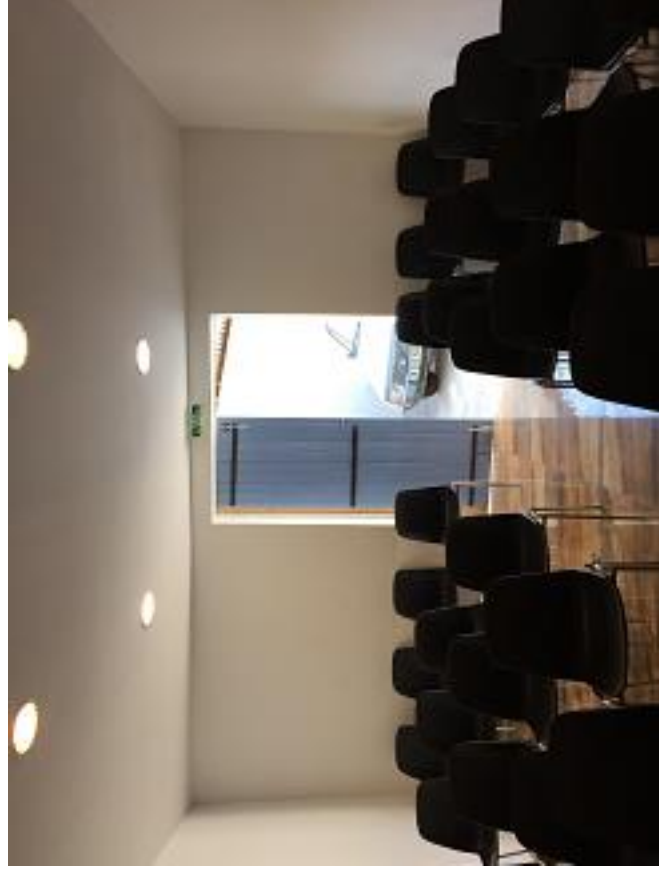
Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Eglise Evangélique de Montaubérrou		Direction	DAT
Adresse	1577 avenue Albert Einstein			
Objet de l'association	Association culturelle gitane présente à Montpellier depuis 1994			
Info direction	Eglise Evangélique / Absence de convention			
Date de visite	25/09/2014			
Accès au local	Avis de l'agent en charge du local	Niveau d'utilisation du local	Etat du local	
Oui	Local en bon état mais pas aux normes de sécurité (sortie de secours, détecteur de fumée) Réalisation par l'association de gros travaux intérieurs (carrelage au sol, cloisons placo, etc.)	Correct  Ouverture le mardi, vendredi et dimanche	Très bon	
Présence d'un membre de l'association	Activité constatée dans le local	Aménagement		
Oui  Président	Local utilisé comme lieu de culte et également pour des cours de catéchisme pour les enfants La dernière convention signée date de 1994	Présence d'aménagements : gros travaux de remise en état des sols, murs intérieurs et extérieurs, plafond, indication des issues de secours  Mobilier de bureau appartenant à l'association		
Préconisation		Niveau de priorité		
Engager une réflexion sur l'activité de l'association et l'opportunité de mise à disposition d'un local Préparer une convention qui tient compte des recommandations émises suite à l'audit		Fort		

# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Eglise Evangélique de Montaubérrou	Direction	DAT
-----------------	------------------------------------	-----------	-----





# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	La Maison d'Espagne		Direction	DAT
Adresse	rue Raoul, résidence Les jardins d'Emeraude			
Objet de l'association	Association culturelle et sociale en lien avec la communauté espagnole			
Info direction	Indices permettant de dire que les locaux sont très peu occupés. Doubles locaux avec la DRI.			
Date de visite	25/09/2014			
Accès au local		Avis de l'agent en charge du local	Niveau d'utilisation du local	Etat du local
Oui			Correct	Bon
Mais changement des serrures (suite à un cambriolage) Une pièce non visitée (clé non possédée par le secrétaire)	Aucun commentaire particulier Engagement du secrétaire à fournir les nouvelles clés à la DAT		Ouverture le mercredi et le samedi	
Présence d'un membre de l'association		Activité constatée dans le local		Aménagement
Oui	Conforme à l'objet		Mobilier de bureau appartenant à l'association. Installation d'un frigo et de canapés	Entrée pour personne à mobilité réduite condamnée
Secrétaire	L'association possède un autre local géré par la DRI			
Préconisation			Niveau de priorité	
Demander à l'association de regrouper toutes ses activités dans un de ses locaux Etudier l'opportunité de réattribuer le local non utilisé Préparer une convention qui tient compte des recommandations émises suite à l'audit				
			Fort	

# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	La Maison d'Espagne	Direction	DAT
-----------------	---------------------	-----------	-----



# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Association Guitare de la Méditerranée	Direction	DAT
Adresse	Cité Mion : rue des Marronniers		
Objet de l'association	L'association n'est plus locataire. Le local est vide et non attribué au 25/09/2014		
Info direction	Clefs rendues à la DAT. Indices de squat possible		
Date de visite	25/09/2014		
Accès au local	Avis de l'agent en charge du local	Niveau d'utilisation du local	Etat du local
Oui	Aucun commentaire particulier Les serrures ont été changées, les clés rendues	Non utilisé	Mauvais  Quelques dégradations liées à un manque d'entretien (saleté, odeur, murs défraîchis, etc...). Le portillon du square est manquant et le grillage abîmé. Absence de détecteur de fumée
Présence d'un membre de l'association	Activité constatée dans le local	Aménagement	
Non	Local rendu mi-septembre 2014 par le Président de l'association Aucun squat constaté Présence d'une carte de jeu et de 2 jetons de poker	Mobiliier de bureau (5 tables et 15 chaises)	
Préconisation		Niveau de priorité	
Attribuer le local rapidement afin d'éviter les risques de squat Préparer une convention qui tient compte des recommandations émises suite à l'audit		Très fort	

# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Association Guitare de la Méditerranée	Direction	DAT
-----------------	--	-----------	-----



# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	A.D.R.A : résistant d'Antigone		Direction	DAT
Adresse	19, place du Nombre d'Or			
Objet de l'association	Association qui fédère un réseau d'associations et travailleurs libéraux du quartier Antigone qui proposent des activités culturelles, sportives, etc. L'association a mis en place des contrats de partenariat (mise à disposition d'un local, planning, etc.). Ces associations sont adhérentes de l'A.D.R.A.			
Info d'irection	Indices de sous-location à d'autres associations			
Date de visite	25/09/2014			
Accès au local		Avis de l'agent en charge du local	Niveau d'utilisation du local	Etat du local
Oui	Aucun commentaire particulier		Elevé	Bon
Mais changement des serrures (demande des nouvelles clés)	La DAT ne possède pas les clés des trois locaux		Planning d'utilisation des locaux chargé	Quelques problèmes d'isolation identifiés
Présence d'un membre de l'association		Aménagement		
Oui	Trois locaux mis à disposition de ses "associations partenaires" en contrepartie d'une indemnité pécuniaire calculée en fonction du nombre d'heures d'utilisation hebdomadaire du local (60€/an x Xheures hebdomadaires)		Absence d'aménagements visible	
2 membres : <ul style="list-style-type: none"><li>• 1 administrateur</li><li>• Secrétaire salariée</li></ul>	Activités pratiquées : gymnastique, dessins, peinture, chant, etc. Absence de sous-location, uniquement de la mise à disposition		Absence de détecteur de fumée	
Préconisation			Niveau de priorité	
Valider le système de facturation des mises à disposition des locaux Préparer une convention qui tient compte des recommandations émises suite à l'audit			Moyen	



# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	A.D.R.A : résistant d'Antigone	Direction	DAT
-----------------	--------------------------------	-----------	-----



# 4. Diagnostic – Etat des lieux

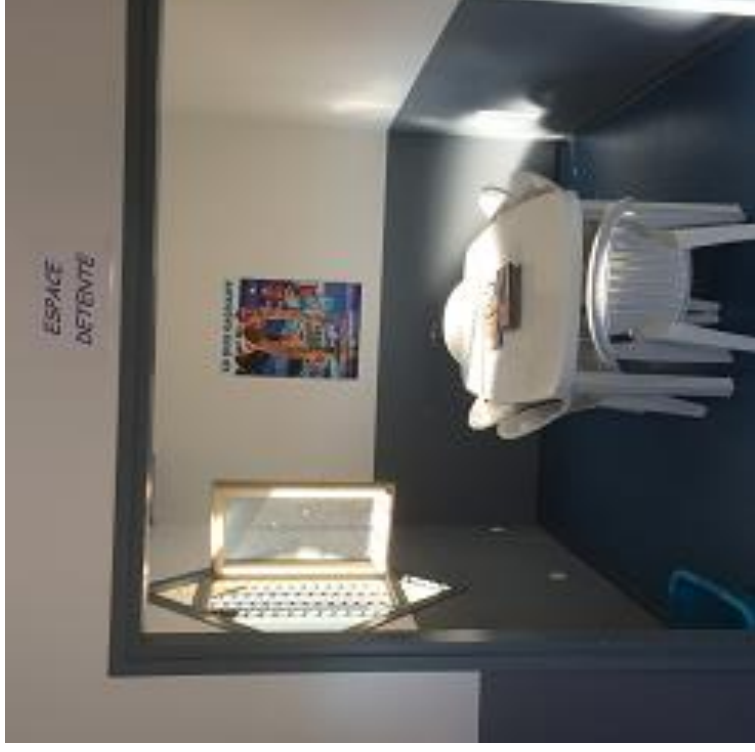
Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	AK Sports		Direction	DJSEL
Adresse	415 rue des Baléares			
Objet de l'association	Salle de musculation			
Info direction	Nombreux investissements faits par la mairie			
Date de visite	26/09/2014			
Accès au local	Avis de l'agent en charge du local		Niveau d'utilisation du local	Etat du local
Oui	Ne gère pas le local (remplacement d'un collègue en congé)		Elevé Ouverture en période scolaire, du lundi au vendredi, 10-12h, 17-20h 40 adhérents	Très bon Excepté problème d'étanchéité dans les vestiaires
Présence d'un membre de l'association	Activité constatée dans le local		Aménagement	
Oui	Conforme à l'objet		Remise en état de la salle au moment de la reprise en 2010 par l'association (investissement mairie)	
Préconisation				Niveau de priorité
N/A				Faible

# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	AK Sports	Direction	DJSEL
-----------------	-----------	-----------	-------





# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Maison du Lez (parties communes du local)		Direction	DJSEL
Adresse	allée Alegria Beracasa - Maison du Lez			
Objet de l'association	Diverses associations sportives			
Info direction	Doute sur l'utilisation effective des locaux (boîte aux lettres)			
Date de visite	26/09/2014			
Accès au local	Avis de l'agent en charge du local		Niveau d'utilisation du local	Etat du local
Oui	Bâtiment parfois squatté ou visité par le passé. Présence d'un agent en permanence de 7h à 15h, en charge de la surveillance et de l'entretien des parties communes		Correct	Très bon Fondations peu stables entraînant un vieillissement accéléré du bâtiment
Présence d'un membre de l'association	Activité constatée dans le local		Aménagement	
Non	Stockage de nombreux canoës et barques démontrant l'activité de l'association Eaux Vives		<ul style="list-style-type: none"><li>Salle commune à disposition des clubs résidents ou clubs extérieurs, sur demande. Semble être régulièrement utilisée</li><li>Vestiaires à disposition du public, mais utilisés uniquement par les écoles</li></ul>	
Préconisation			Niveau de priorité	
N/A			Faible	

# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Aéroclub Hérault Languedoc-Roussillon		Direction	DJSEL
Adresse	allée Alegria Beracasa - Maison du Lez			
Objet de l'association	Aéroclub			
Info direction	Doute sur l'utilisation effective des locaux (boîte aux lettres)			
Date de visite	01/10/2014			
Accès au local	Avis de l'agent en charge du local		Niveau d'utilisation du local	Etat du local
Non Introuvable	Aucun agent présent (pour cause d'intempéries)		N/A	N/A
Présence d'un membre de l'association	Activité constatée dans le local		Aménagement	
N/A	Le local de l'association ne se situe pas à la Maison du Lez. Il ne figure pas sur le panneau présentant les associations du bâtiment		N/A	
Préconisation		Niveau de priorité		
Confirmer la non attribution d'un local à l'association Aéroclub Hérault Languedoc-Roussillon Corriger l'erreur le cas échéant				Moyen

# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Montpellier Aqualove Sauvetage		Direction	DJSEL
Adresse	allée Alegria Beracasa - Maison du Lez			
Objet de l'association	Club de sauvetage			
Info direction	Doute sur l'utilisation effective des locaux (boîte aux lettres)			
Date de visite	01/10/2014			
Accès au local	Avis de l'agent en charge du local		Niveau d'utilisation du local	Etat du local
Oui			Correct	Très bon
Mais changement des serrures	Aucun agent présent (pour cause d'intempéries)		Depuis l'ouverture d'un 2ème bureau, baisse de l'utilisation du local Maison du Lez	
Présence d'un membre de l'association	Activité constatée dans le local		Aménagement	
Non				
Pourtant visite un mercredi à 15h	Local utilisé principalement pour du stockage de matériel		Aucun aménagement particulier	
Préconisation				Niveau de priorité
N/A				Faible

# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Les Chevaliers de la Gaulle Montpellier Pêche		Direction	DJSEL
Adresse	allée Alegria Beracasa - Maison du Lez			
Objet de l'association	Organisation de parties de pêche			
Info direction	Doute sur l'utilisation effective des locaux (boîte aux lettres)			
Date de visite	01/10/2014			
Accès au local	Avis de l'agent en charge du local	Niveau d'utilisation du local	Etat du local	
Oui	Aucun agent présent (pour cause d'intempéries)	Correct	Très bon	
Mais changement des serrures				
Présence d'un membre de l'association	Activité constatée dans le local	Aménagement		
Oui	Conforme à l'objet Membres de l'association présents lors de notre visite	Aucun aménagement particulier : mobilier de bureau		
Préconisation				Niveau de priorité
N/A				Faible

# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Montpellier Eaux Vives Canoë Kayak		Direction	DJSEL
Adresse	allée Alegria Beracasa - Maison du Lez			
Objet de l'association	Activités de canoë kayak			
Info direction	Doute sur l'utilisation effective des locaux (boîte aux lettres)			
Date de visite	01/10/2014			
Accès au local	Avis de l'agent en charge du local		Niveau d'utilisation du local	Etat du local
Oui Mais changement des serrures	Aucun agent présent (pour cause d'intempéries)		Elevé	Très bon
Présence d'un membre de l'association	Activité constatée dans le local		Aménagement	
Non Pourtant visite un mercredi à 15h	Conforme à l'objet Association semblant assez active : planning des sorties à jour, papiers sur le bureau, etc.	Aucun aménagement particulier : mobilier de bureau Stockage du matériel à l'extérieur et dans un box fermé		
Préconisation		Niveau de priorité		
N/A				Faible

# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Montpellier Languedoc Cyclisme		Direction	DJSEL
Adresse	allée Alegria Beracasa - Maison du Lez			
Objet de l'association	Organisation de sorties en vélo			
Info direction	Doute sur l'utilisation effective des locaux (boîte aux lettres)			
Date de visite	01/10/2014			
Accès au local	Avis de l'agent en charge du local		Niveau d'utilisation du local	Etat du local
Oui	Aucun agent présent (pour cause d'intempéries)		Correct	Très bon
Mais changement des serrures				
Présence d'un membre de l'association	Activité constatée dans le local		Aménagement	
Non	Conforme à l'objet	Association semblant assez active : ordinateur portable, papiers sur le bureau, etc.	Aucun aménagement particulier : mobilier de bureau Stockage du matériel à l'extérieur et dans un box fermé	
Pourtant visite un mercredi à 15h				
Préconisation			Niveau de priorité	
N/A			Faible	

# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Montpellier Sport Orientation	Direction	DJSEL
Adresse	allée Alegria Beracasa - Maison du Lez		
Objet de l'association	Pratique des sports d'orientation : manifestations sportives,stages d'initiation et école d'orientation		
Info direction	Doute sur l'utilisation effective des locaux (boîte aux lettres)		
Date de visite	01/10/2014		
Accès au local	Avis de l'agent en charge du local	Niveau d'utilisation du local	Etat du local
Non  Introuvable	Aucun agent présent (pour cause d'intempéries)	N/A	N/A
Présence d'un membre de l'association	Activité constatée dans le local	Aménagement	
Non  Pourtant visite un mercredi à 15h	Association figurant sur le panneau de présentation des associations du bâtiment Cependant, aucun local dédié Uniquement une boîte aux lettres	N/A	
Préconisation			Niveau de priorité
Confirmer la non attribution d'un local à l'association Montpellier Sport Orientation			
			Moyen

# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Maison du Lez (1/2)	Direction	DJSEL
-----------------	---------------------	-----------	-------





# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Maison du Lez (2/2)	Direction	DJSEL
-----------------	---------------------	-----------	-------



# 4. Diagnostic – Etat des lieux

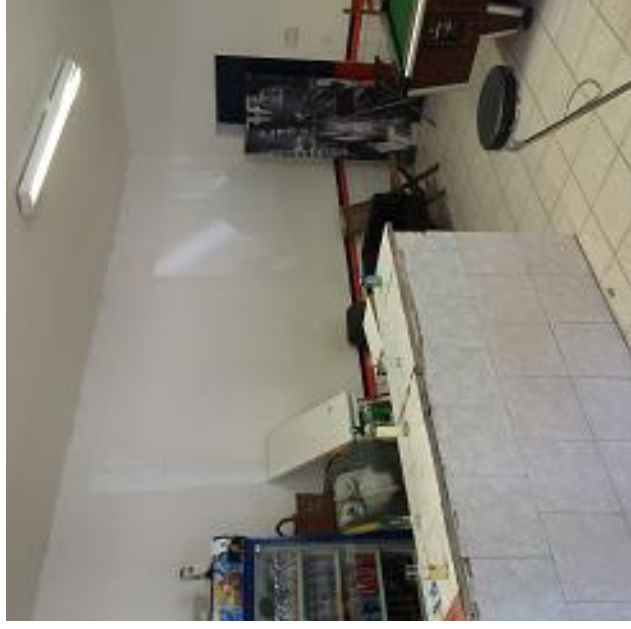
Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Gély Sport Club House		Direction	DJSEL
Nom association	Boulodrome Figuerolles rue Commune Cloture		
Adresse	Boulodrome		
Objet de l'association	Doute sur l'utilisation du local comme débit de boisson		
Info direction	26/09/2014		
Date de visite			
Accès au local	Avis de l'agent en charge du local	Niveau d'utilisation du local	Etat du local
Oui	L'association appelle rarement pour signaler un problème Association généralement tranquille	Correct	Globalement bon, excepté <ul style="list-style-type: none"><li>des volets cassés</li><li>une fuite de canalisation dans le parc adjacent</li><li>une accumulation de débris à l'arrière du bâtiment</li></ul>
Présence d'un membre de l'association	Activité constatée dans le local		
Oui	Conforme à l'objet Probablement jeux de carte, mais pas de trace de jeu d'argent	Aucun aménagement particulier	
Préconisation			Niveau de priorité
N/A			Faible

# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Gély Sport Club House	Direction	DJSEL
-----------------	-----------------------	-----------	-------



# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Hortus Pétanque	Direction	DJSEL
Adresse	Rue de bari		
Objet de l'association	Boulodrome		
Info direction	Doute sur l'utilisation du local comme débit de boisson avec des jeux d'argent		
Date de visite	26/09/2014		
Accès au local	Avis de l'agent en charge du local	Niveau d'utilisation du local	Etat du local
Non	Pas de problème particulier à relever	Correct	Bon (extérieur)
Changement des serrures			
Présence d'un membre de l'association	Activité constatée dans le local	Aménagement	
Oui	Conforme à l'objet		
Mais pas de visite car absence de clés	Pas de problématiques rencontrées Toilettes externes rarement fermées et utilisées les weekend par de nombreuses personnes du marché voisin.	Non visité	
Préconisation		Niveau de priorité	
Visiter le local afin d'estimer les suites à donner		Fort	

# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Hortus Pétanque	Direction	DJSEL
-----------------	-----------------	-----------	-------

- ▶ Compte tenu du contexte d'intervention ainsi que de la tension latente en début de visite, la prise de photos est apparue comme peu opportune.
- ▶ Toutefois, notons que l'entretien avec les membres de l'association s'est parfaitement terminé.

# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Amitié Partage Citoyenneté		Direction	DJSEL
Adresse	rue Paul Rimbaud Salle "TATAI"			
Objet de l'association	Défense des droits fondamentaux, activités civiques			
Info direction	Doute sur l'activité réelle à la salle TATAI			
Date de visite	01/10/2014			
Accès au local	Avis de l'agent en charge du local	Niveau d'utilisation du local	Etat du local	
Non	Le gardien connaît les membres de l'association et affirme les voir ponctuellement Aucun problème signalé  Activité sans lien avec le sport	Faible	Très bon (salle TATAI)	
Changement des serrures				
Présence d'un membre de l'association	Activité constatée dans le local		Aménagement	
Non	Bureau fermé	Non visité (petit bureau à l'étage de la salle)		
Pourtant visite un mercredi à 14h				
Préconisation				Niveau de priorité
Visiter le local afin d'estimer les suites à donner				Fort



# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

FC Petit Bard		Direction	DJSEL
Nom association	rue Paul Rimbaud Salle "TATAI"		
Adresse	Club de foot à 11		
Objet de l'association	Doute sur l'activité réelle à la salle TATAI		
Info direction	01/10/2014		
Date de visite			
Accès au local	Avis de l'agent en charge du local	Niveau d'utilisation du local	Etat du local
Non Changement des serrures	Le gardien connaît les membres du club et affirme les voir régulièrement Aucun problème signalé	Correct	Très bon (salle TATAI)
Présence d'un membre de l'association	Activité constatée dans le local	Aménagement	
Non Pourtant visite un mercredi à 14h	Le club ne pratique aucune activité sportive à la salle TATAI Bureau fermé	Non visité (petit bureau à l'étage de la salle)	
Préconisation		Niveau de priorité	
Visiter le local afin d'estimer les suites à donner		Fort	

# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Génération Taekwondo		Direction	DJSEL
Adresse	rue Paul Rimbaud Salle "TATAI"			
Objet de l'association	Club de Taekwondo			
Info direction	Doute sur l'activité réelle à la salle TATAI			
Date de visite	01/10/2014			
Accès au local	Avis de l'agent en charge du local		Niveau d'utilisation du local	Etat du local
Oui Excepté bureau (changement serrure)	Le gardien connaît les membres du club et affirme les voir régulièrement Aucun problème signalé		Elevé Tous les jours Plus de 200 adhérents	Très bon (salle TATAI) Salle très bien entretenue (gardien sérieux)
Présence d'un membre de l'association	Activité constatée dans le local		Aménagement	
Non  Pourtant visite un mercredi à 14h	Utilisation de la salle TATAI pour les cours, tous les jours de la semaine, en fin d'après-midi et en soirée  Début de cours peu après notre visite  Egalement pratique de la boxe dans la salle TATAI, animée par une association ne disposant pas de local sur place		Taekwondo : <ul style="list-style-type: none"><li>Dans la salle, grande surface de tapis mousse pour la pratique d'arts martiaux</li><li>Bureau non visité</li></ul> Boxe : <ul style="list-style-type: none"><li>Ring de box et plusieurs punching balls</li></ul>	
Préconisation			Niveau de priorité	
Etudier l'opportunité de proposer un local dans la salle TATAI à l'association de boxe			Moyen	



# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Montpellier Petit Bard Futsal		Direction	DJSEL
Adresse	rue Paul Rimbaud Salle "TATAI"			
Objet de l'association	Club de futsal			
Info direction	Doute sur l'activité réelle à la salle TATAI			
Date de visite	01/10/2014			
Accès au local	Avis de l'agent en charge du local		Niveau d'utilisation du local	Etat du local
Non Changement des serrures	Le gardien connaît les membres du club et affirme les voir régulièrement Aucun problème signalé		Correct	Très bon (salle TATAI)
Présence d'un membre de l'association	Activité constatée dans le local		Aménagement	
Non Pourtant visite un mercredi à 14h	Le club ne pratique aucune activité sportive à la salle TATAI Bureau fermé		Non visité (petit bureau à l'étage de la salle)	
Préconisation				Niveau de priorité
Visiter le local afin d'estimer les suites à donner				Fort

# 4. Diagnostic – Etat des lieux

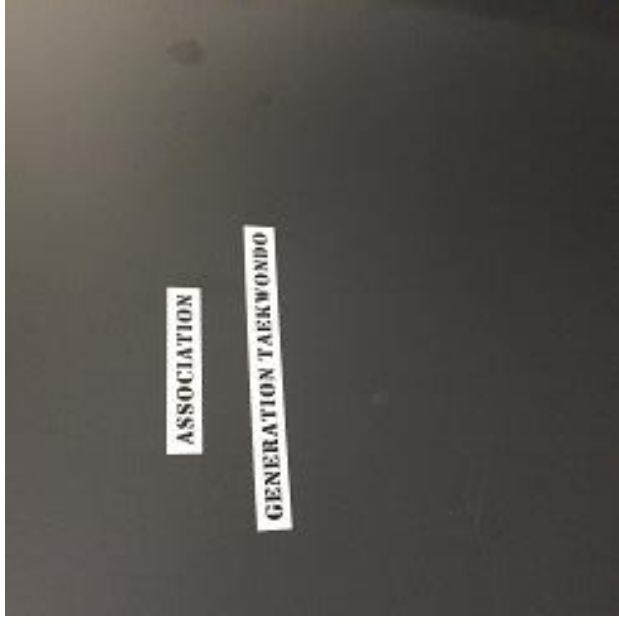
Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Mouvements Citoyen		Direction	DJSEL
Adresse	rue Paul Rimbaud Salle "TATAI"			
Objet de l'association	Sorties culturelles et sportives (dont tournoi futsal inter-quartier) à destination des jeunes du quartier			
Info direction	Doute sur l'activité réelle à la salle TATAI			
Date de visite	01/10/2014			
Accès au local	Avis de l'agent en charge du local		Niveau d'utilisation du local	Etat du local
Non Changement des serrures	Le gardien connaît les membres du club et affirme les voir ponctuellement Aucun problème signalé		Faible	Très bon (salle TATAI)
Présence d'un membre de l'association	Activité constatée dans le local		Aménagement	
Non Pourtant visite un mercredi à 14h	L'association ne pratique aucune activité sportive à la salle TATAI Bureau fermé		Non visité (petit bureau à l'étage de la salle)	
Préconisation				Niveau de priorité
Visiter le local afin d'estimer les suites à donner				Fort

# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Salle TATA	Direction	DJSEL
-----------------	------------	-----------	-------



# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Olympique Millénaire	Direction	DJSEL
Adresse	Complexe sportif de Grammont avenue Albert Einstein		
Objet de l'association	Club de football		
Info direction	Grand local mais pas forcément en phase avec les besoins de l'association		
Date de visite	01/10/2014		
Accès au local	Avis de l'agent en charge du local	Niveau d'utilisation du local	Etat du local
Oui	Association utilisant le local : Montpellier Antigone  Dans la pratique, local utilisé en soirée par des anciens Le gardien pense qu'il y a des festivités la nuit (déjà été témoin de ce type de manifestation à minuit) Sentiment que le local devrait être ouvert à tous les clubs et non à une seule : club house collectif  Mise sous surveillance les 15 premiers jours d'octobre pour voir le niveau et le type d'activité réels : pas d'activité relevée	Faible  Ponctuellement en soirée	Bon
Présence d'un membre de l'association	Activité constatée dans le local	Aménagement	
Non	Local utilisé comme Club house (festivités, repas)	Aménagement pour un club house : frigo, tables, barbecue	
Pourtant visite un mercredi à 14h30	Décoration du local à la manière d'un club (photos d'équipe de football, trophées, etc.) et équipements de football (maillots, plots), mais ne semblent pas être utilisés		
Préconisation			Niveau de priorité
Etudier la conversion du local en club house collectif			
Revoir les conditions de l'attribution du local en conséquence			

# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	Olympique Millénaire	Direction	DJSEL
-----------------	----------------------	-----------	-------



# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

Nom association	La Butte Paillade		Direction	DAI
Adresse	1076 rue Jean-François Breton			
Objet de l'association	Supporters du club de foot de Montpellier : organisation de festivités l'après-midi avant match, et ponctuellement le weekend			
Info direction	Investissement lourd de la Mairie pour refaire la toiture, en échange de l'aménagement intérieur réalisé par l'association			
Date de visite	26/09/2014			
Accès au local	Avis de l'agent en charge du local		Niveau d'utilisation du local	Etat du local
Oui	Aucun commentaire particulier Travaux d'envergure à effectuer		Aucune (travaux) 250 adhérents	Toiture neuve (mai 2014) Intérieur délabré
Présence d'un membre de l'association	Activité constatée dans le local		Aménagement	
Oui Président	Aucune activité à l'heure actuelle Les travaux intérieurs semblent à peine débuter		Travaux prévus par l'association : <ul style="list-style-type: none"><li>• Au RDC : bar associatif</li><li>• À l'étage : bureau de l'association</li></ul>	
Préconisation			Niveau de priorité	
S'assurer de la capacité de l'association à réaliser les aménagements intérieurs, en accord avec la convention			Fort	



# 4. Diagnostic – Etat des lieux

Visites in situ : Fiche récapitulative par association

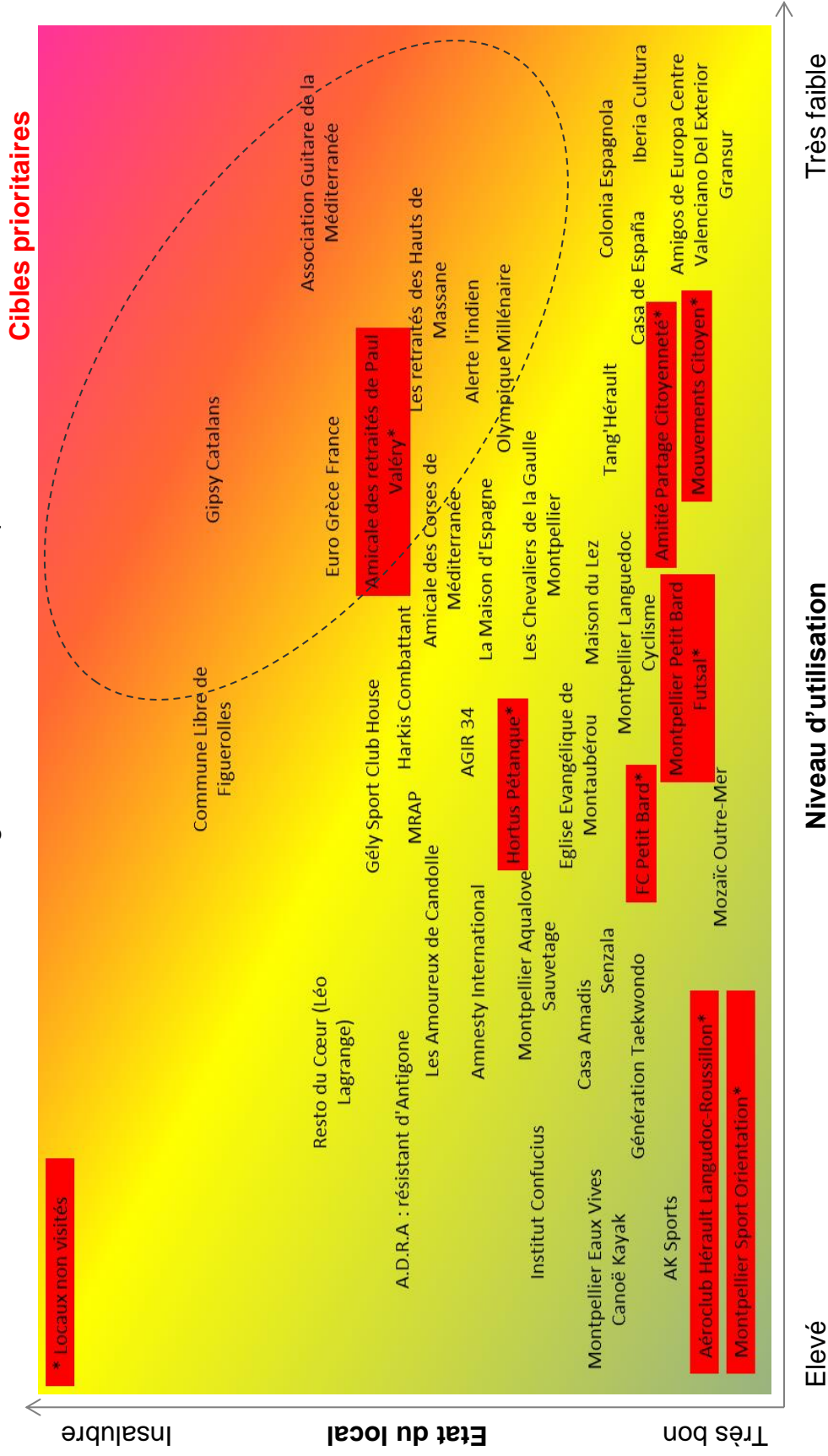
Nom association		La Butte Paillade	Direction	DAI
-----------------	--	-------------------	-----------	-----



# 4. Diagnostic – Etat des lieux

## Visites in situ : Synthèse des cibles d'action prioritaire

- Le graphique suivant situe chaque local associatif visité en fonction de son niveau d'utilisation et de l'état du local. Les locaux dans la zone rouge nécessitent une action prioritaire.





## 5. Recommandations



# 5. Recommandations



Thématique	N°	Page	Recommandation	Cible	Criticité	Délai d'application
Processus d'attribution	1	17	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Récupérer puis conserver un jeu de clés de tous les locaux associatifs pour des raisons de sécurité et d'intervention d'urgence. Ces actions devront faire l'objet d'un rappel sur l'interdiction des changements de serrures sans accord préalable.</li> </ul>	Mairie / associations	Moyenne	
	2	17-20	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Rédiger puis diffuser un règlement de la CALA afin de : <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Définir le rôle et les missions de la commission,</li> <li>▶ Mettre en place un bureau permanent et prévoir la consultation de membres occasionnels,</li> <li>▶ Définir la fréquence de tenue des instances.</li> </ul> </li> </ul>	Mairie	Forte	
	3	18	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Clarifier la base de calcul de la redevance unique à 35 €.</li> </ul>	Mairie	Moyenne	
	4	19	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Mettre à jour et diffuser une convention unique en relation avec le département juridique de la Mairie. Cette convention devra prévoir une partie « clauses particulières » afin de laisser la latitude aux directions d'appliquer une clause spécifique à une situation.</li> </ul>	Mairie	Forte	
	5	20	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Rédiger puis diffuser une procédure générale d'attribution des locaux associatifs dans laquelle seraient clairement spécifiés : <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Les conditions d'attribution d'un local associatif à titre gratuit ou onéreux, avec ou sans charges ;</li> <li>▶ Les rôles de chaque direction dans le processus ;</li> <li>▶ La documentation nécessaire à transmettre afin que le dossier soit traité par la CALA ;</li> <li>▶ Le rôle du Conseil municipal...</li> </ul> </li> </ul>	Mairie	Forte	
	6	20	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Systématiser et formaliser les états des lieux d'entrée et de sortie d'un local associatif.</li> </ul>	Mairie	Moyenne	

# 5. Recommandations



Thématique	N°	Page	Recommandation	Cible	Criticité	Délai d'application
Gestion des locaux	7	20	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Définir et diffuser un dossier unique de demande d'attribution des locaux à destination des associations. Ce dossier pourra entre autre stipuler les pièces justificatives devant être transmises lors de toute demande et par conséquent réduire le temps de traitement actuel.</li> </ul>	Mairie / associations	Moyenne	
	8	23	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Harmoniser le suivi administratif et financier des locaux en formant l'ensemble des directions concernées à l'outil AS-TECH.</li> </ul>	Mairie	Forte	
	9	25	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Engager une réflexion sur la possibilité de mutualiser les travaux de maintenance au sein d'une direction unique,</li> </ul>	Mairie	Moyenne	
	10	25	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Mettre en place et diffuser un tableau définissant les seuils de maintenance et de travaux afin de formaliser et identifier les domaines d'intervention des directions concernées.</li> </ul>	Mairie	Moyenne	
	11	26 - 27	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ En se basant sur le projet actuel de mise en place d'une base de données portée par la DCP, mettre en place un système de gestion documentaire type « Gestion électronique d'informations et de documents » (GEIDE) afin de faciliter la collecte, l'exploitation, la recherche, l'archivage des documents et permettre leur consultation à toutes les directions qui en ont le besoin.</li> </ul>	Mairie	Forte	
	12	26 - 27	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Mutualiser un fichier de disponibilité des locaux associatifs.</li> </ul>	Mairie	Moyenne	

# 5. Recommandations



Thématique	N°	Page	Recommandation	Cible	Criticité	Délai d'application
Gestion des locaux	13	27	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Organiser une visite, a minima avant toute reconduction, de l'ensemble des locaux associatifs afin de valider la correcte utilisation de locaux, l'adéquation entre activité et surface ainsi que l'état des locaux permettant une évaluation précise de la valeur locative.</li> </ul>	Mairie	Moyenne	
	14	28	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Formaliser le processus de recouvrement des impayés.</li> </ul>	Mairie	Moyenne	
	15	32	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Prévoir la mise en place des clauses suivantes :                             <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Visite annuelle des locaux,</li> <li>▶ Liste des interdictions : changement des serrures sans l'accord de la direction concernée, consommation et vente de produits à base d'alcool, tabac et autres substances illicites, d'organiser des jeux d'argent,</li> <li>▶ Remonter systématiquement tout changement de bureau ou d'objet de l'association.</li> </ul> </li> </ul>	Mairie	Fort	

# 5. Recommandations



Thématique	N°	Page	Recommandation	Cible	Criticité	Délai d'application
Visites in situ	16	35	▶ <b>Casa Armadis</b> : Rappel des conditions d'occupation des locaux.	DRI	Faible	
	17	37	▶ <b>Amigos de Europa Centre Valenciano Del Exterior Gransur</b> : Etudier l'opportunité de réattribuer le local à une nouvelle association.	DRI	Forte	
	18	42	▶ <b>Iberia Cultura</b> : Etudier l'opportunité de réattribuer le local à une nouvelle association.	DRI	Forte	
	19	41	▶ <b>Colonia Espagnola</b> : Etudier l'opportunité de réattribuer le local à une nouvelle association.	DRI	Forte	
	20	43	▶ <b>Casa de España</b> : ▶ Demander à l'association de regrouper toutes ses activités dans un de ses locaux. ▶ Etudier l'opportunité de réattribuer le local non utilisé. ▶ Préparer une convention qui tient compte des recommandations émises suite à l'audit.	DRI / DAT	Forte	
	21	51	▶ <b>MRAP</b> : S'assurer de la continuité de l'objet actuel de l'association suite au changement de présidence.	DRI	Moyenne	
	22	55	▶ <b>Euro Grèce France</b> : Etudier l'opportunité de réattribuer le deuxième local à une autre association.	DRI	Forte	
	23	57	▶ <b>Harkis Combattant</b> : ▶ Rappel à l'association des conditions de la convention. ▶ Revoir les conditions de l'attribution du local en conséquence.	DAT	Forte	

# 5. Recommandations



Thématique	N°	Page	Recommandation	Cible	Criticité	Délai d'application
Visites in situ	24	59	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ <b>Les Amoureux de Candolle :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Rappeler à l'association que la sous-location n'est pas prévue dans la convention.</li> <li>▶ Revoir les conditions de l'attribution du local en conséquence.</li> </ul> </li> </ul>	DAT	Forte	
	25	61	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ <b>Amicale des Corses de Méditerranée :</b> Etudier la mutualisation du local avec une autre association.</li> </ul>	DAT	Forte	
	26	63	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ <b>Les retraités des Hauts de Massane :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ S'assurer de la visibilité de l'association auprès du public.</li> <li>▶ Revoir les conditions de l'attribution du local en conséquence.</li> </ul> </li> </ul>	DAT	Forte	
	27	65	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ <b>Resto du Cœur (Léo Lagrange) :</b> Mettre aux normes le local ou proposer un autre local plus adapté.</li> </ul>	DAT	Très forte	
	28	67	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ <b>Amicale des retraités de Paul Valéry :</b> Visiter le local afin d'estimer les suites à donner</li> </ul>	DAT	Très forte	
	29	69	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ <b>Commune Libre de Figuerolles :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Rappeler l'engagement de l'association en termes d'entretien du local.</li> <li>▶ Revoir les conditions de l'attribution du local en conséquence.</li> </ul> </li> </ul>	DAT	Forte	
	30	71	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ <b>Gipsy Catalans :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Rappeler l'engagement de l'association en termes d'entretien du local.</li> <li>▶ Revoir les conditions de l'attribution du local en conséquence.</li> </ul> </li> </ul>	DAT	Très forte	



# 5. Recommandations



Thématique	N°	Page	Recommandation	Cible	Criticité	Délai d'application
Visites in situ	31	73	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ <b>Alerte l'indien</b> : Envisager la fermeture définitive du local.</li> </ul>	DAT	Très forte	
	32	75	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ <b>Tang'Hérault</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Rappeler à l'association les conditions de la convention.</li> <li>▶ Revoir les conditions de l'attribution du local en conséquence.</li> </ul> </li> </ul>	DAT	Très forte	
	33	77	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ <b>Eglise Evangélique de Montaubérou</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Engager une réflexion sur l'activité de l'association et l'opportunité de mise à disposition d'un local</li> <li>▶ Préparer une convention qui tient compte des recommandations émises suite à l'audit.</li> </ul> </li> </ul>	DAT	Forte	
	34	79	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ <b>La Maison d'Espagne</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Demander à l'association de regrouper toutes ses activités dans un de ses locaux.</li> <li>▶ Etudier l'opportunité de réattribuer le local non utilisé.</li> <li>▶ Préparer une convention qui tient compte des recommandations émises suite à l'audit.</li> </ul> </li> </ul>	DAT / DRI	Forte	
	35	81	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ <b>Association Guitare de la Méditerranée</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Attribuer le local rapidement afin d'éviter les risques de squat.</li> <li>▶ Préparer une convention qui tient compte des recommandations émises suite à l'audit.</li> </ul> </li> </ul>	DAT	Très forte	

# 5. Recommandations



Thématique	N°	Page	Recommandation	Cible	Criticité	Délai d'application
Visites in situ	36	83	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ <b>A.D.R.A : résistant d'Antigone</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Valider le système de facturation des mises à disposition des locaux.</li> <li>▶ Préparer une convention qui tient compte des recommandations émises suite à l'audit.</li> </ul> </li> </ul>	DAT	Moyenne	
	37	88	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ <b>Aéroclub Hérault Languedoc-Roussillon</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Confirmer la non attribution d'un local à l'association Aéroclub Hérault Languedoc-Roussillon.</li> <li>▶ Corriger l'erreur le cas échéant.</li> </ul> </li> </ul>	DJSEL	Moyenne	
	38	89	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ <b>Montpellier Sport Orientation</b> : Confirmer la non attribution d'un local à l'association Montpellier Sport Orientation.</li> </ul>	DJSEL	Moyenne	
	39	98	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ <b>Hortus Pétanque</b> : Visiter le local afin d'estimer les suites à donner.</li> </ul>	DJSEL	Forte	
	40	100	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ <b>Amitié Partage Citoyenneté</b> : Visiter le local afin d'estimer les suites à donner.</li> </ul>	DJSEL	Forte	
	41	101	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ <b>FC Petit Bard</b> : Visiter le local afin d'estimer les suites à donner.</li> </ul>	DJSEL	Forte	
	42	102	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ <b>Génération Taekwondo</b> : Etudier l'opportunité de proposer un local dans la salle TATAI à l'association de boxe.</li> </ul>	DJSEL	Moyenne	
	43	103	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ <b>Montpellier Petit Bard Futsal</b> : Visiter le local afin d'estimer les suites à donner.</li> </ul>	DJSEL	Forte	



# 5. Recommandations



Thématique	N°	Page	Recommandation	Cible	Criticité	Délai d'application
Visites in situ	44	104	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ <b>Mouvements Citoyen</b> : Visiter le local afin d'estimer les suites à donner.</li> </ul>	DJSEL	Forte	
	45	106	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ <b>Olympique Millénaire</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Etudier la conversion du local en club house collectif</li> <li>▶ Revoir les conditions de l'attribution du local en conséquence.</li> </ul> </li> </ul>	DJSEL	Très forte	
	46	108	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ <b>La Butte Paillade</b> : S'assurer de la capacité de l'association à réaliser les aménagements intérieurs, en accord avec la convention.</li> </ul>	DAI	Forte	

## 6. Phase contradictoire



# 6. Phase contradictoire



Catégorie de réponse	Nature du commentaire de l'organisme	Impact sur le rapport définitif
Catégorie 1	Les observations apportent des compléments d'information dans le sens des constats et recommandations du rapport	Le rapport est enrichi de tout ou partie des compléments et la réponse de l'audit précise ces enrichissements
Catégorie 2	Les observations mentionnent les avancées de la structure auditée sur les constats observés par la mission lors de son passage	Le rapport n'est pas modifié et l'audit prend acte des avancées
Catégorie 3	Les observations de l'organisme contredisent une partie du rapport et la mission d'audit, après analyse, modifie ses positions	Le rapport est alors modifié et la réponse de l'audit précise la teneur des modifications
Catégorie 4	Les observations de l'organisme contredisent une partie du rapport et la mission d'audit, après analyse, maintient ses positions	Le rapport n'est pas modifié et la réponse de l'audit réaffirme ses positions

# 6. Phase contradictoire



N° page	Remarques de la Direction	Catégorie	Réponse EY
4	Préciser que les montants notés sont en valeur annuelle.	1	Le rapport est enrichi.
4	La Direction de l'Action Territoriale (DAT) a été renommée Direction Proximité Citoyenneté (DPC).	2	La mission prend acte des avancées Le rapport n'est pas modifié.
5	Corriger « les travaux de plus grandes envergures sont directement gérés par la DAI. » (cf. CAP de juin 2013).	1	Le rapport est enrichi.
6	Les conventions arrivées à terme au 31 décembre 2014 ont été renouvelées pour une période d'un an.	2	La mission prend acte des avancées. Le rapport n'est pas modifié.
6	La valeur locative des biens est estimées selon une méthode comparative à des biens équivalents (type de local, localisation...) en tenant compte de l'état du local.	1	Le rapport est enrichi.
6	L'entrepôt de données a été repris par la DPC.	4	En contradiction avec la remarque ci-dessous en provenance de la DCP.
6	L'entrepôt de données n'a jamais été porté par la DCP. Le dossier émane de la DAT. Contextuellement et de façon transitoire, Audrey PORTERON en a assuré le suivi après sa mutation à la DCP. C'est aujourd'hui chose réglée. Stéphane SAUVION a pris le relai.	3	Le rapport est modifié dans le sens souhaité par la DCP.
17	La CALA était présidée par l'élú en charge de la Gestion Active de Patrimoine. Participaient également à ces commissions le DGA du Département Equipements et Services, ainsi que le Directeur Architecture et Immobilier.	1	Le rapport est enrichi, toutefois la mission d'audit maintient la rotation des élus pour la présidence de la CALA.

# 6. Phase contradictoire



N° page	Remarques de la Direction	Catégorie	Réponse EY
17	La CALA était constituée de membres permanents ( JL DESTISON, RM TAPIE, C DELACROIX, Pierre FERRAN). RM TAPIE était chargée du suivi des conventions et de la facturation des loyers et des charges. C DELACROIX assurait le secrétariat de la CALA.	1	Le rapport est enrichi.
17	La CALA était effectivement présidée par un Elu mais pas forcément l'Elu au patrimoine. Se sont succédés Patrick VIGNAL, Sophie BONIFACE PASCAL, Fred TSITSONIS.	1	Le rapport est enrichi.
18	Seule l'attribution des locaux historiquement confiés en gestion à la Régie des MPTS puis à la DAT a été débattue lors des différentes CALA.	1	Le rapport est enrichi.
19	La DAL n'a pas de rôle de conseil auprès des autres directions en ce qui concerne la rédaction des conventions. C'est le rôle de la DAJ.	1	Le rapport est enrichi.
23	La DAL ne rédige qu'une partie des conventions de la Direction Culture et Patrimoine (DCP).	1	Le rapport est enrichi.

# 6. Phase contradictoire



N° page	Remarques de la Direction	Catégorie	Réponse EY
24	Ernst & Young préconise dans ses recommandations de maintenir la CALA en l'améliorant. Ne pourrait-on pas se poser la question de l'intérêt de la maintenir sous cette forme ? La Ville souhaite-t-elle continuer à arbitrer les questions relatives aux associations à l'aide de cet outil ?	2	La mission prend note de la remarque et laisse le soin à la Ville de Montpellier de choisir le dispositif qui sera le plus pertinent. Le rapport n'est pas modifié.
24	Au-delà de la procédure d'attribution qu'il est nécessaire d'harmoniser (procédure / durée...), il faudrait envisager au sein de chaque convention de mise à disposition de local associatif d'ajouter des critères qualitatifs d'attribution des locaux en lien avec la stratégie politique des relations internationales d'une part ( exemple : priorité euro-méditerranéen, culture/ Education/ Economie/ et dans le cadre de MLK conserver un espace dédié à la solidarité internationale) et d'autre part au niveau de l'activité : rapports d'activités, le nombre de manifestations, les projets, les demandes de subventions, les jours de permanence...) afin d'avoir des éléments d'aide à la décision dans le cadre d'une demande et/ou d'un renouvellement. Des associations très actives ne peuvent pas bénéficier de locaux à ce jour... Les acteurs associatifs participent à l'animation locale, et aux manifestations à caractère international....	1	Le rapport est enrichi.



# 6. Phase contradictoire



N° page	Remarques de la Direction	Catégorie	Réponse EY
25	Un tableau définissant clairement 5 niveaux de maintenance et travaux en fonction de la nature de l'opération a été annexé à la CAP de juin 2013. Il définit également certains seuils permettant une répartition des missions entre la DAI, la DTMAS et la DAT. Il est intéressant de noter que bien souvent la Ville réalise les travaux qui incombent aux locataires.	4	La mission prend note de la remarque. Le rapport n'est pas modifié car la mission ne dispose pas d'éléments d'objectivation des remarques.
26	Aucun autre service gestionnaire n'a fait état des disponibilités au sein de son patrimoine de référence.	1	Le rapport est enrichi.
27	L'acquisition du logiciel Astech ne s'est pas faite récemment, mais en 2006. Cet outil métier a été acquis dans le cadre de la réflexion menée sur la Gestion Active de Patrimoine afin d'élaborer des politiques publiques de gestion du patrimoine communal. Il a notamment permis en 2013 d'élaborer un Plan Stratégique Immobilier destiné à donner aux élus l'ensemble des éléments économiques et financiers leur permettant de définir une gestion patrimoniale au-delà de la période du mandat. Un plan de cession a pu, entre autre, être proposé en 2014.	1	Le rapport est enrichi.

# 6. Phase contradictoire



N° page	Remarques de la Direction	Catégorie	Réponse EY
28	Préciser le rôle des services et celui de la TP afin de distinguer le travail de chacun.	1	Le rapport est enrichi.
33	En ce qui concerne les préconisations pour les visites des locaux associatifs, il faudra rester vigilant quant aux équivalents temps plein (ETP) que de telles recommandations impliqueraient.	2	La mission prend note de la remarque, le rapport n'est pas modifié.
33	Pour la définition des seuils de maintenance et travaux, même remarque que pour la page 25.	4	La mission prend note de la remarque sur les seuils. Le rapport n'est pas modifié car la mission ne dispose pas d'éléments d'objectivation des remarques.
110	Le graphique des cibles d'action prioritaire nous semble peu pertinent.	4	La mission prend note de la remarque, il s'agit d'une proposition d'évaluation simple sur deux axes : état du local et niveau d'utilisation, qui permet de donner une clé de lecture. Ce n'est certainement pas la seule, mais dans la mesure où la DAI n'apporte pas d'autres éléments permettant d'objectiver sa remarque, la mission d'audit maintient sa position. Le rapport n'est pas modifié.



# 6. Phase contradictoire



N° page	Remarques de la Direction	Catégorie	Réponse EY
35 - 48	<p><b>Espace ARAGON / Flateau Magellan :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'association Casa Amadis a fini par régler ses dettes (charges) en novembre 2014 suite à des négociations. Cependant, le Président entretient des relations ambiguës avec les services de la Ville ; de la critique de l'équipe municipale, du Cabinet, des services administratifs à des excuses après s'être emporté.... Il est très polémique ;</li> <li>- Comme précisé dans l'audit, les associations Colonia Espaniola, Ibéria Cultura, Casa de Espana, Amigos de Europa ont des activités assez restreintes, voire quasi inexistantes ; Colonia Espaniola et Ibéria Cultura, ont les mêmes adhérents ; Casa de Espana possède 2 locaux (dont un rue Raoul). En cohérence avec la stratégie politique des relations internationales (priorité géographique euro-méditerranéenne), il faudrait envisager de regrouper à l'espace Jacques 1er d'Aragon ses 3 associations et leur mettre à disposition 1 seul local... ce qui libérerait 1 local (2 bureaux) à Jacques 1er d'Aragon et 1 à rue Raoul ;</li> <li>- Nous avons résilié le bail / convention de mise à disposition de l'association Mozaic (prendra effet en date du 15 juillet) ; en effet, cette association n'a pas d'activité à l'international.</li> </ul>	2	<p>La mission prend note des avancées de la DRI.</p> <p>Le rapport n'est pas modifié.</p>

# 6. Phase contradictoire



N° page	Remarques de la Direction	Catégorie	Réponse EY
49 - 56	<p><b>Espace Martin Luther King :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- M RAP : nous sommes vigilants par rapport à cette association et son conseil d'administration ;</li> <li>- Concernant, l'association Euro-Grèce qui occupe 2 bureaux et peu dynamique, et en cohérence avec la stratégie politique des relations internationales (priorité géographique euro-méditerranéenne), il y a en effet un espace de libre qu'il est envisageable de mettre à disposition d'une autre association.</li> </ul>	2	La mission prend note des avancées de la DRI. Le rapport n'est pas modifié.
35 - 56	<p>Je vous précise que j'ai demandé la mise à jour des règlements intérieurs (respects des parties communes, droits et devoirs des associations...) des Espaces Aragon (dernière mise à jour en 2008) et Martin Luther King (dernière mise à jour en 2003) en lien avec la Direction juridique en vue du renouvellement des baux aux associations locatives jusqu'au 31 décembre 2015t (par arrêté municipal 2015/1772 N :T :R publié le 21 avril 2015). Ces dernières viennent signer les conventions à la MRI avec le nouveau règlement joint.</p> <p>Ces baux avaient une durée de 3 ans et ont fait l'objet de délibération en Conseil Municipal.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour MLIK (de 2003 à 2007; de 2007 à 2011; de 2011 à 2012 ; de 2013 à 2015)</li> <li>- Pour Aragon (de 2008 à 2012 ; de 2012 à 2014)</li> </ul>	2	La mission prend note des avancées de la DRI. Le rapport n'est pas modifié.

# 6. Phase contradictoire



N° page	Remarques de la Direction	Catégorie	Réponse EY
N/A	<p>L'audit n'a pas pointé les éléments suivants relatifs à la <b>Maison des Relations Internationales</b>, nous sommes en effet en train de mettre à jour le règlement intérieur (date de 2000). En effet, dans le cadre des locataires de cet équipement, les conventions ont été réalisées par la service DAI à l'époque :</p> <p>Maison de l'Europe : bail du 1" novembre 2000</p> <p>Consulat Honoraire Allemagne : bail du ter novembre 2000</p> <p>Consulat Honoraire des Pays-Bas : 1er mai 2001</p> <p>Consulat Honoraire Italie : bail du 1er juillet 2001</p> <p>A l'inverse des 2 autres équipements, le renouvellement du bail est annuel et par tacite reconduction sauf pour les Pays-Bas avec une convention d'une durée de 3 ans et ils ne font donc pas l'objet de délibération au Conseil Municipal (Cf dernières Délibérations en 2000 et 2001). Il convient au même titre que pour les équipements Aragon et Martin Luther King d'harmoniser la procédure. Par ailleurs, le Consul des Pays-Bas utilise la MRI comme boîte aux lettres ; il reçoit les clients au sein de son cabinet d'avocat et n'assure plus de permanence à la MRI.</p>	2	La mission prend note de la remarque, toutefois, les locaux de la maison des relations internationales ne faisaient pas partie du périmètre d'audit.

# 7. Annexes



Cette présentation a été établie sur la base des besoins et informations que vous nous avez communiqués, par référence à votre contexte et en fonction de l'environnement juridique et économique actuel.

Les conclusions, qui y sont énoncées, sont élaborées à partir de nos méthodes, processus, techniques et savoir-faire. De ce fait, elles sont, ainsi que le support, notre propriété. La décision de mettre en œuvre ou non ces conclusions, ainsi que les modalités de mise en œuvre relèvent de votre seule responsabilité.

Cette présentation tant dans sa forme que son contenu est réservée à votre seul usage interne. Elle n'est pas destinée à être divulguée à des tiers sans notre accord; cependant, Ernst & Young autorise expressément la communication, à toute personne, des conseils relevant du domaine fiscal détaillés dans cette présentation ; étant précisé qu'en tout état de cause nous n'assumons aucune responsabilité vis-à-vis des tiers.

Cette présentation est émise en application du contrat convenu entre nous.